

## Le pacte de Varsovie à l'épreuve

**L** Le pacte de Varsovie était déjà confronté depuis deux ans aux répercussions de la perestroïka sur ses membres (réformisme des uns, conservatisme des autres), aux différends opposant la Hongrie et la Roumanie. Il s'apprêtait à faire place dans ses instances, pour la première fois depuis sa fondation en 1955, à un ministre des affaires étrangères non communiste, un Polonais de Solidarność, pour qui l'adhésion de l'Est, comme l'a dit M. Mazowiecki, n'a pas à « influencer sur le système politique et économique interne » de ses membres. Mais les événements s'accroissent : le récent exode des Allemands de l'Est à travers la Hongrie plonge le pacte dans une crise encore impensable il y a quelques semaines seulement.

Sans doute les dirigeants de la RDA ont-ils un argument lorsqu'ils accusent la Hongrie d'avoir violé ses obligations d'allié. Mais les accords auxquels ils se réfèrent remontent à une période singulièrement dépassée aujourd'hui, celle dans laquelle les partis-Etats au pouvoir à l'Est se conduisaient en propriétaires de leur population, l'enfermant derrière des barbelés (ou des murs) et monnayant les rares sorties contre de solides compensations en devises. Le cynisme avec lequel les dirigeants est-allemands, précédemment, « vendaient » leurs réfugiés l'emporte de loin sur tout ce qu'ils reprochent aujourd'hui à leurs homologues de Budapest.

**C** Les derniers ont donc agi dans le « sens de l'histoire » en faisant passer leur traité de 1979 avec la RDA après les nouveaux engagements qu'ils ont souscrits cette année auprès des trente-cinq de la conférence de Vienne sur la libre circulation des personnes, et auprès de l'ONU en ratifiant la convention sur les réfugiés.

Ajoutons que leur attitude est plus conforme à la conception de la « maison européenne commune » présentée par M. Gorbatchev, ce que confirme en fin de compte la réaction de Moscou : sans doute la direction soviétique n'a-t-elle tenu à réaffirmer la RDA, son « amie et alliée » (elle ne pouvait faire moins), mais elle s'est rabattue sur la solution facile consistant à critiquer la République fédérale, sans jamais mettre en cause la Hongrie. Si d'ailleurs ce dernier pays devait être rappelé à l'ordre, c'est à Budapest, et non à Berlin-Est, que se serait rendu M. Ligatchev. Et personne d'autre que le chef de file des conservateurs du Kremlin ne pouvait montrer les limites de ce soutien.

**C** Certes, la page pourrait être tournée assez rapidement sur cet épisode spectaculaire, mais mineur au plan statistique (les quelque 13 000 réfugiés accueillis ces jours-ci en RFA comptent peu au regard des 40 000 sortis légalement l'an dernier).

Néanmoins, la prévision de l'indivisible succession de M. Honecker à Berlin-Est et de la réforme non moins inévitable que devront entreprendre les futurs dirigeants : l'Allemagne de l'Est ne peut pas devenir une sorte de nouvelle Albanie, et même ses fidèles alliés - eux-mêmes menacés par le « vent de l'histoire » - pourront difficilement faire la police pour son compte en contrôlant tous les mouvements de ses innombrables touristes.

(Lire page 4, « Budapest laisse sa frontière ouverte aux réfugiés est-allemands ».)

M 0147 - 09150 - 4,50 F



3790147004500 09150

## Nouveau président d'Afrique du Sud M. De Klerk a voulu apaiser les adversaires de l'apartheid

Au moins vingt mille Sud-Africains ont participé dans le calme, mercredi 13 septembre au Cap, à une marche pour la paix. Signe d'ouverture politique en direction des mouvements nationalistes, M. Frederik De Klerk, qui a été élu à l'unanimité, jeudi, chef de l'Etat pour un mandat de cinq ans, avait voulu apaiser les adversaires de l'apartheid. Il avait pris sur lui-même - fait exceptionnel dans l'histoire du pays - d'autoriser, malgré l'état d'urgence, cette manifestation de protestation.



(Lire nos informations page 6.)

## L'ouverture des négociations sociales Les fonctionnaires recevront une « prime de croissance »

A l'occasion de la concertation qu'il engage, jeudi 14 septembre, avec les organisations professionnelles sur son « pacte de croissance », le premier ministre, M. Michel Rocard, proposera aux fonctionnaires une « prime de croissance » dont le montant, autour de 1 000 F, n'est pas encore arrêté. Mercredi 13, après avoir présenté son deuxième plan pour l'emploi, M. Rocard avait déclaré sur TF1 que, « lorsqu'il y a croissance économique, il faut en répartir équitablement les fruits ».

M. Michel Rocard a pris des risques, le 13 septembre, à la veille de l'ouverture d'une concertation avec les syndicats et le patronat qui achèvera le 22 septembre, en qualifiant le climat social de « très calme ». Si la tranquillité du premier ministre vient de l'absence, pour l'heure, d'explosion sociale ou de mouvements de grande ampleur, sa sérénité est fondée.

Mais un climat aussi émettent qu'actuellement, avec, dans le privé, des grèves chez Peugeot, et dans la fonction publique - où FO annonce une journée de « mobilisation » pour le 21 septembre - des conflits chez les agents des impôts et, demain peut-être, chez les policiers, place le gouvernement dans une position délicate : il est plus difficile de faire face à des revendications catégorielles et éparpillées qu'à des grèves à travers lesquelles les syndi-

cats ont du mal à démontrer leur capacité de médiation.

Il n'empêche que M. Rocard aborde la concertation avec les syndicats d'une manière sereine. Il veut agir préventivement afin d'éviter de se retrouver dans une situation identique à celle de l'automne 1988 où il avait été confronté à une cascade de conflits dans le secteur public.

L'idée du premier ministre est donc de donner du « grain à moudre » aux syndicats sans modifier pour autant les grandes orientations de sa politique économique.

Il s'agit de leur redonner des « espaces de négociation » (sans modifier le calendrier des hausses prévues pour 1989 par l'accord salarial dans la fonction publique) dans trois domaines.

MICHEL NOBLECOURT.  
(Lire la suite page 27.)

## Les combats en Afghanistan

Chaque camp continue de s'armer  
PAGE 5

## Les directeurs d'A 2 et de FR 3

M. Philippe Guillaume a choisi ses candidats  
PAGE 32

## Les ambitions d'HEC

A l'heure européenne  
PAGE 11

## Le Bénin dans la débâcle

Faillites bancaires, grèves des fonctionnaires...  
PAGE 6

## Célébration à Valmy

« Plus qu'une simple canonnade » par Antoine de Baecque  
PAGE 12

Le sommaire complet se trouve page 32

## Les élections générales du 14 décembre

## Les divisions de la droite chilienne

A trois mois de l'élection présidentielle et des élections législatives du 14 décembre prochain, l'échiquier politique chilien s'est considérablement clarifié et la perspective de retour à la démocratie se précise. Le candidat de l'opposition, M. Patricio Aylwin, qui fait actuellement une tournée en Europe, a de bonnes chances de l'emporter.

SANTIAGO-DU-CHILI  
de notre correspondant

Face au palais présidentiel de la Moneda, en plein centre de la capitale chilienne, s'élève l'immeuble massif et austère qui abrite le ministère de la défense. Mais, depuis plusieurs semaines, il succède depuis plusieurs semaines au cinquième étage. Le motif de ce va-et-vient ? On agrandit les bureaux du commandant en chef de l'armée de terre avant que ne s'y installe, le 11 mars prochain, son titulaire, le général Pinochet.

Le chef de l'Etat s'est résigné - assure-t-il - à tourner la page. Après seize années de pouvoir personnel, il s'apprête à

passer la main et à cohabiter avec un président de la République élu démocratiquement. Mais cette cohabitation est sujette à d'impérieuses conditions, que le général s'est chargé de formuler lui-même, le 23 août dernier, en un discours tenant lieu de solennelle mise en garde.

Pas de représailles contre les forces armées, inamovibilité des commandants en chef, non-ingérence des autorités civiles dans la définition de la politique de défense : la « doctrine Pinochet » définit les fondements d'un véritable pouvoir militaire enkysté dans les institutions et gardant sur celles-ci un droit de regard, sinon d'intervention. « Les règles du jeu ont été fixées, et nous ne tolérerons pas que quiconque prétende les modifier », a averti le ministre de l'intérieur et chef du gouvernement, M. Carlos Caceres, qui fit pourtant figure, le temps d'une réforme constitutionnelle, d'homme de compromis.

Ces principes carrés arguent mal de l'avenir des négociations entre l'opposition et les forces armées, dont le principe a été fixé par les deux parties, mais qui en restent au stade des contacts informels.

GILLES BAUDIN.  
(Lire la suite page 3.)

## Cinq ans de travail pour une réforme des préséances

## La République change d'étiquette

Le premier ministre a présenté mercredi 13 septembre, en conseil des ministres, le décret relatif aux cérémonies publiques, préséances, honneurs civils et militaires, appelé à simplifier et à réorganiser des dispositions qui dataient pour la plupart de 1907.

Cinq volumes de documents préparatoires (un rapport et quatre tomes d'annexes) pour alimenter la réflexion et guider les choix ultimes de l'inspirateur, le chef de l'Etat. Un lustre entre la commande et la publication du résultat.

Deux heures d'examen minutieux en section de l'intérieur au Conseil d'Etat avant deux séances d'assemblée générale. Le regard distant mais attentif et l'accord du président de la République, le feu vert général mercredi 13 septembre du conseil des ministres.

Une autre date à retenir : celle de la prochaine publication au Journal officiel. La France, obsolète par tant de péripéties subalternes, bourrée de ces lois et règlements qu'elle absorbe par milliers

avec une gloutonnerie pavlovienne, n'en savait rien : le décret qui régit les rangs et préséances dans les cérémonies de la République et l'ordonnement des honneurs civils et militaires était en cours de refonte.

S'il a fallu cinq ans et, pourquoi ne pas le dire, une manière de petit troisième travail d'Hercule, dont peuvent s'enorgueillir le préfet Jacques Gaudouin, chargé de cette mission par M. François Mitterrand, et ceux qui, au secrétariat général du gouvernement et ailleurs, lui prêtèrent main-forte, c'est que passait sur l'affaire - et de quel poids ! - l'Histoire.

Qu'en a-t-on jugé. Depuis qu'il y a des hommes et qui pensent très fort à eux-mêmes, mettons, depuis Rome (à condition de laisser cruellement de côté la glorieuse Egypte pharaonique), cette épineuse et fondamentale question est posée : le qui passe avant qui et pourquoi ?

Le Cérémonial français, au dix-septième siècle, ne comportait pas moins de deux mille pages in-folio.

MICHEL KAJMAN.  
(Lire la suite page 8)

# ELIE WIESEL

ELIE WIESEL  
**L'Oublié**  
ROMAN

AUX EDITIONS DU SEUIL

Editions du Seuil

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dr. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,98 \$ ; Espagne, 7,20 P. ; France, 4,50 F ; Grèce, 110 dr. ; Italie, 1,000 L. ; Japon, 6,400 ¥ ; Lettonie, 30 L. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,50 f. ; Portugal, 140 esc. ; Roumanie, 300 F. ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,60 S. ; USA (NY), 1,50 \$ ; USA (autres), 2 \$.

# Débats

## POLITIQUE

### L'automne des partis

par ALAIN TOURAINE

D'U Japon aux États-Unis et du Canada à la France, des enquêtes montrent que l'opinion se détache des partis, ne se sent pas représentée par eux. Est-ce parce que la classe politique est indifférente aux demandes populaires, enfermée dans ses jeux, voire corrompue ? Cette explication n'est pas toujours fautive, mais elle l'est dans le cas de la France, où les scandales sont rares et limités, où la compétence et le sérieux des principaux leaders ne sont guère contestés et où la population juge favorablement les maires, parmi lesquels figurent presque tous les principaux personnages de la scène politique nationale.

La crise de représentation ne s'explique pas par les défauts des élus, mais par des transformations sociales profondes qui aboutissent à accroître la distance et même à rompre les liens entre électeurs et élus.

D'un côté, les élus sont de plus en plus dominés par un État qui doit gérer un pays un peu comme une entreprise, en donnant la priorité aux contraintes extérieures, en particulier celles de la concurrence technologique et commerciale internationale. Le Parlement ne fait plus la loi : les projets de loi d'origine gouvernementale ne laissent presque aucun espace aux propositions de loi d'origine parlementaire, et, surtout, les politiques sociales sont de plus en plus étroitement liées à des analyses et à des projets économiques.

Quel homme politique sérieux oserait aujourd'hui proposer une politique de lutte contre le chômage qui ne soit pas aussi et d'abord une politique de création d'emplois, donc de croissance ? Les groupes de pression qui cherchent à obtenir des avantages salariaux en refusant d'améliorer le fonctionnement de leur entreprise ou de leur administration ne peuvent remporter que des victoires artificielles et s'enferment le plus souvent eux-mêmes dans une situation défavorable.

De l'autre côté, les demandes les plus vives concernent des moins des catégories socioprofessionnelles, donc des clientèles politiques particulières. Qu'on parle de l'environnement ou de la drogue, de la condition féminine ou des immigrés, de la crise urbaine ou de la gestion hospitalière, de l'échec scolaire ou des accidents de la route, l'appel à

L'État est de moins en moins suffisant et les campagnes d'opinion cherchent à provoquer des changements d'attitude ou de mœurs plus souvent que des modifications de la loi. De là l'importance des campagnes de presse, des avis des comités de sages, des initiatives prises par des organisations non gouvernementales.

Rapprochons ces deux ordres d'observations. Ils sont complémentaires : ils montrent que l'État et la société ne sont plus face à face, mais dos à dos. L'État regarde vers le marché international, tandis que la société est de plus en plus « civile » et indépendante de l'État. La société et l'État se séparent : la première se tourne vers l'éthique, le second vers l'économie internationale. Entre les deux, quel peut être le rôle de la politique et plus précisément des élus politiques ?

La France a longtemps, trop longtemps, considéré que la vie sociale se réduisait à la défense d'intérêts particuliers et que seuls les partis politiques avaient en vue l'intérêt général, qui était à la fois celui de la nation et celui de la majorité défavorisée. Idée juste, si elle rappelle que le pouvoir des riches et des puissants doit être limité par la loi : idée fautive si elle aboutit à transférer le sens de l'action des acteurs sociaux vers les acteurs politiques et à préférer le thème proprement politique de la République au thème social de la démocratie.

Idée dangereuse, même, quand elle incorpore les acteurs sociaux à l'État, ce qui définit le corporatisme de nos sociétés plus ou moins social-démocrates et peut aller jusqu'aux terribles déviations des régimes communistes. Aujourd'hui, le rôle des partis et de l'ensemble des acteurs politiques n'est plus de former une avant-garde, mais d'être des médiateurs entre des acteurs sociaux de plus en plus autonomes et un État dont les interventions se multiplient nécessairement. Ce dont l'opinion se méfie à juste titre est la subordination des acteurs sociaux à l'État par l'intermédiaire des partis politiques.

Cela met en cause la politique de la gauche plus directement que

celle de la droite. Car celle-ci repose sur l'alliance des dirigeants économiques et de l'État, ce qui conduit les autres acteurs sociaux à ne compter que sur eux-mêmes, comme l'a montré l'histoire du mouvement ouvrier. La gauche française, au contraire, a plus compté sur l'intervention de l'État que sur le développement des mouvements sociaux. Les partis de gauche ont toujours été plus puissants que les syndicats ou les associations, et cette tendance ne cesse de se renforcer. Ce qui provoque dans l'opinion un rejet de la politique et une recherche d'expressions différentes dont profitent les associations et les médias.

Le monde des militants s'épuise à maintenir le contrôle des partis sur la vie sociale. Le Parti communiste, en particulier, continue à diriger de nombreuses associations, mais la réalité sociale est partie ailleurs. C'est pourquoi l'opinion publique appuie si nettement le président de la République et le premier ministre, qui gèrent l'État, font respecter la loi et protègent les libertés publiques, et accordent peu d'intérêt à l'agitation d'une classe politique qui tarde à prendre conscience de l'excès de ses ambitions.

De quel droit les politiques donnent-ils des leçons à la fois aux gestionnaires de l'État qui travaillent utilement à redresser l'économie et à des acteurs sociaux qui donnent la priorité à des problèmes comme la santé et l'organisation hospitalière, l'échec scolaire, la solitude dans les villes, l'intégration des immigrés, etc., sur lesquels les partis politiques ont apporté peu d'analyses et de propositions ? Le Parlement n'est plus le lieu central où les grands problèmes de la société deviennent visibles et où prennent naissance les courants d'opinion. Les élus sont aujourd'hui en retard sur les électeurs.

L'opinion publique est de plus en plus réfléchie et autonome, à mesure que la misère, l'ignorance et l'isolement reculent, au moins dans les pays démocratiques. Quand les « masses populaires » n'avaient pas la parole, des intellectuels parlaient pour elles : quand les travailleurs n'étaient définis que par les privations qu'ils souffraient et leur prolétariat, ce sont les avant-gardes politiques qui intervenaient en

leur nom. Aujourd'hui, les intermédiaires intellectuels et politiques ont moins de champ pour agir, et il faut s'en réjouir, car intellectuels et chefs de parti ont été plus souvent des dirigeants révolutionnaires que des constructeurs de démocratie.

Les partis, qui ont trop longtemps dominé notre scène sociale, doivent revenir à leur rôle essentiel, d'être des éléments indispensables d'une démocratie politique qui consiste avant tout à respecter et à protéger les demandes et les initiatives des acteurs sociaux et, en premier lieu, de la majorité de la population face aux exigences, chaque jour plus grandes, d'un État engagé dans de difficiles affrontements économiques ou militaires internationaux. Le déclin des partis renforce la démocratie, là où elle existe déjà, de même que la fin du pouvoir des partis uniques marque, aujourd'hui en Pologne et en Hongrie, et marquera demain dans de plus nombreux pays, sa renaissance.

Il n'y a pas de démocratie sans partis, c'est vrai, mais il n'y en a pas, non plus, quand les électeurs ne sont qu'une clientèle mobilisée par des entreprises politiques. La priorité, aujourd'hui, est de reconnaître une plus grande capacité d'action à notre société, soumise à trop de tutelles.

## HUMEUR

### Du globisme

par GIL BEN AÏCH (\*)

COMME juif (je suis athée, mais je sais, un jour, je ne serai plus), je suggère aux journalistes de *Globe* de méditer le deuxième commandement : « Tu ne te feras point d'image taillée. » Comme Français (de France, par exemple), je suggère aux journalistes de *Globe* de méditer la différence entre le titre minuscule, l'écrit minuscule (globe), et le titre affiché, imprimé, de leur publication, majuscule (*Globe*).

Comme juif algérien de nationalité française (d'Algérie, point de ma naissance), je suggère aux journalistes de *Globe*, et plus encore à ses directeurs, de méditer sur les vertus vicieuses du téléphone. Comme homme, être humain, membre de la communauté humaine universelle, « globale », je suggère aux journalistes de *Globe* de méditer sur la réalité fantasque de leur appartenance globale. Et j'ajouterais, en cas de surdité, que c'est plutôt leur appartenance partielle qui les déglobalise.

Comme lecteur, j'ai au-delà, au-delà d'Autant-Lara, et même jusqu'à l'arabe, parce que ce sont les effets dérivés (et partiels-partiels) qui sont cherchés ici. Comme lecteur donc, je me surprendrai à souhaiter qu'ils aillent apprendre à lire, à lire leurs signifiants projetés :

Autant « l'Arabe » que Lara, l'arabe, disent-ils, autant que Lara !

Comme citoyen, je leur ferais savoir que je les accuse de complicité dans le délit de propagation. De propagation d'antisémitisme. Complicité téléphonique. Leur appartenance les expose plus que tout autre. Qui plus est, comme exposants. (Et comme, paraît-il, ils sont jeunes, d'aucuns diraient qu'ils sont d'autant plus coupables que Lara.)

Comme lecteur encore, je ne suggère rien. Rien à *Globe*. Je ne dirai rien à ces journalistes et ne leur dirai rien parce que leur adresse ne m'atteint pas et que je ne me dérange pas pour les lire : leur prose m'incommode. Elle me fait déglutir.

Comme conseiller d'éducation, je les inscris dans une école de journalisme avec formation renforcée à l'« entretien » à distance. Qui entretient qui ? Et où est la distance, quand on communique par un fil (électrique) ?

Et comme écrivain, je regrette autant de papier gâché, même glacé, pour délivrer leur évasion. Délivrez-nous, mon *Globe*, de la leur !

Comme... Non. Contre ! Contre le globisme ! Pour le globe.

(\*) Écrivain.

## Au courrier du Monde

### PROMESSE

#### L'affaire Danièle Gilbert

Ce qui est assez navrant, avec la justice, c'est qu'elle ne sait jamais faire la distinction qu'il faut, quand il faut, entre les affaires sérieuses et celles qui devraient se dénouer en un sympathique éclat de rire.

Supposons quelqu'un qui aurait promis la Loterie, et qui ne parviendrait pas à remplir sa promesse. Si une telle défaillance doit amener cette personne à être poursuivie en justice, les juges ne vont-ils pas se rendre grotesques ? Or, dans l'affaire de la bague miraculeuse, on n'en est pas loin !

Je me permets de conseiller au défenseur de Danièle Gilbert de consulter les publicités conçues par exemple la Loterie nationale. Il s'apercevrait que, dans nombre de cas, cette publicité constitue une promesse de gagner : achetez un billet, et vous serez riche. Il faudrait donc coiffer tous les dirigeants de loteries ?

Où alors, il faut laisser Danièle Gilbert en paix. Ici, il y a une chance sur un million de gagner le gros lot. En achetant une bague, le simple hasard fait qu'il y a sans doute beaucoup plus d'une chance sur un million de voir survivre un événement agréable.

Pour revenir à la justice, on devrait une fois de plus lui conseiller de consulter les publicités conçues par exemple la Loterie nationale. Il s'apercevrait que, dans nombre de cas, cette publicité constitue une promesse de gagner : achetez un billet, et vous serez riche. Il faudrait donc coiffer tous les dirigeants de loteries ?

P. COURTOT (Leuvenne).

### DEVELOPPEMENT

#### Le TGV et les Alpes

Dans le *Monde* du 8 septembre, M. Haroun Tazieff aborde un problème déterminant pour l'avenir : la traversée à grande vitesse des Alpes. Ce projet peut paraître trop ambitieux, utopique diront certains : deux tunnels successifs, l'un de 15 kilomètres, l'autre de 100 ! Est-ce aussi démesuré qu'il y paraît ? Il est probable que la hauteur des défilés du vingt et unième siècle. La Suisse n'est-elle pas à la veille de décider la construction de deux tunnels, l'un au Saint-Gothard, long de 49 kilomètres, pour un coût de l'ordre de 22 milliards de francs français, l'autre au Lötschberg, long de plus de 28 kilomètres ? Les communications terrestres de demain en Europe sont à ce prix !

Cependant, à la différence de ce que semble penser l'auteur, cela ne supprimera pas pour autant ce qu'il appelle le pseudo-TGV des Alpes, car son utilité est d'une autre nature. La voie à ciel ouvert restera d'actualité, car indispensable pour le développement des vallées alpines ; son but ne sera pas le transit des passagers et des marchandises, mais notamment l'acheminement des touristes venant dans les Alpes, l'hiver

en particulier... à grande vitesse et sans rupture de charge.

Les autoroutes n'y suffiront pas, plus que les liaisons aériennes dans un ciel européen si encombré.

Le développement économique des vallées alpines passe par des infrastructures adaptées et complémentaires : le transport ferroviaire sera aussi essentiel pour l'avenir que les liaisons routières !

Dans ce contexte se pose avec acuité un problème pour le département des Hautes-Alpes, dont je suis originaire.

Comment, sur le plan touristique, rester concurrentiel face aux stations des Alpes du Nord sans des liaisons rapides et directes avec l'agglomération parisienne et les grandes métropoles du nord de l'Europe ? Actuellement, les Hautes-Alpes ont un désavantage de deux heures et l'inconvénient d'un changement de train : prenons garde que cela ne s'aggrave !

Comment, sur le plan économique, convaincre des chefs d'entreprise à s'installer dans les Hautes-Alpes ? L'expérience montre que la qualité de la vie dans ce département n'y suffit pas : il faut mettre à disposition des liaisons rapides avec les grands débouchés français et européens. L'autoroute, dont la réalisation est acquise, est une solution nécessaire mais insuffisante. N'est-il pas tout aussi indispensable d'être relié par une voie ferrée électrifiée à partir de Valence avec le réseau national et international ? Sans électrification de cette voie ferrée, le département des Hautes-Alpes a un bien lourd handicap à surmonter.

GEORGES DIQOUE, Conseiller régional d'Ile-de-France.

### STATUT

#### Epouses de gendarmes

Selon une vieille plaisanterie militaire, « le colonel s'étonne et ne comprend pas ». S'agissant de la gendarmerie, nous sommes tous des colonels, et nous tournons, incertains, autour de vérités premières. Comment ! Les gendarmes travaillent cinquante ou soixante heures par semaine ! Ils doivent payer leurs uniformes ! Ils ont tout juste le droit de se taire ! « C'est inadmissible. » Le ministre de la Défense lui-même l'a affirmé, en ajoutant, *mezza voce*, que tout cela relève néanmoins d'un statut et que, le jour où les gendarmes auront perdu le leur, ils ne seront pas loin d'être devenus des policiers.

« C'est inadmissible », mais nul ne l'ignorait. Seulement, de la connaissance à la conscience, il y a toute une épaisseur d'indifférence. Gendarmes, si vous ne criez pas, c'est que vous n'avez pas mal !

Dans un monde médiatisé et syndicalisé, y a-t-il encore place pour une institution qui se veut silencieuse et désintéressée ? Certainement oui : dire le contraire serait renoncer à des valeurs essentielles. Reste à trouver, puisque la hiérarchie n'y a pas suffi, les procédures de communication qui auraient évité

le recours aux lettres anonymes, dont personne n'a jamais bien lieu d'être fier.

En 1981, Charles Hernu, alors ministre de la Défense, avait constitué une « commission de la femme militaire », chargée de réfléchir sur la base de la femme dans l'armée. J'avais suggéré alors de se préoccuper des femmes militaires mais aussi des femmes de militaires. Pour une raison ou une autre, suite n'a pas été donnée. Tout porte à croire cependant que les épouses de gendarmes auraient eu et ont encore beaucoup à dire.

Après tout, les conditions de vie de leurs maris les concernent. Ce qu'elles en pensent n'est certainement pas sans rapport avec ce qu'elles pensent, eux. Logement, heures de détente, emploi du conjoint, éducation des enfants, constituent leurs problèmes communs. Bien plus : ils déterminent ce qui, de toute évidence, est au centre du malaise actuel : le cadre de vie familial et les contraintes auxquelles il est soumis.

FLORENCE D'HARCOURT

ancien membre de la commission de la défense nationale et des forces armées à l'Assemblée nationale.

### NIVEAU

#### Le métier d'enseigner

Le niveau baisse ! Pour beaucoup, parents, enseignants, journalistes (voir les chroniques de Claude Sarraute), la cause est entendue : le niveau des élèves baisse, ainsi que celui du bac et des concours de l'enseignement. Objection ! Votre Honneur !

Le niveau moyen de la population scolaire a baissé, avec le développement d'un enseignement de masse, mais le niveau moyen de la population globale n'a cessé, lui, de s'améliorer. Simplement, comme la population scolaire a changé, le métier des enseignants doit changer aussi. Certains d'entre eux se refusent à l'admettre.

Considérons que le niveau du bac ne peut que baisser puisque davantage l'objectivement résulte d'une déqualification de la société. Pour l'élite, il n'est pas possible de concevoir que la grande masse puisse accéder au niveau auquel, seule, auparavant, elle pouvait prétendre. Les socialistes, fidèles en cela à leurs idéaux (une fois n'est pas coutume) ont bien raison de populariser l'objectif de 80 % d'une génération au niveau du bac.

Enfin, il est possible que le niveau moyen des concours de l'enseignement baisse, le nombre de postes augmentant. Quelle importance, ce niveau reste bien suffisant ! CAPES et agrégation ne sont pas d'abord destinés à recruter la crème des universitaires mais un plus grand nombre de pédagogues pour les collèges et lycées. Actuellement, les concours sanctionnent uniquement le niveau universitaire en se désintéressant complètement des motivations et aptitudes pédagogiques.

Réformons ces concours et le mode de recrutement des profs ! Abandonnons l'élitisme !

BERTRAND SENS

(Saint-Jean-de-Médac).

## EMPLOI

### Vérités (pas) bonnes à dire

par CHRISTIAN BONNET (\*)

LES Français sont lassés, dit-on, de « la langue de bois ».

Tout le problème est de savoir si ces mêmes Français sont disposés à accueillir la vérité sur un certain nombre de sujets sensibles. Les statisticiens alignent impitoyablement des chiffres de demandeurs d'emploi dont ils savent pourtant qu'ils ne correspondent en rien à la réalité.

Deux millions cinq cent mille ? Si tel était le cas, il y a belle lurette que nous aurions eu droit à une explosion sociale de grande ampleur. Dans les années 70, après le choc pétrolier, les experts prédisaient le pire si le chômage devait frapper un million de personnes en France. La tentation est grande de penser qu'une fois de plus les experts se sont trompés.

Mais, à y regarder de plus près, à observer ce qui se passe ici et là, on est enclin à n'y pas succomber...

Un département montagnard avait besoin de cinq cents maçons pour faire face aux aménagements nécessaires par les Jeux olympiques de 1992... Trois cent quarante demandeurs d'emploi en maçonnerie figuraient sur les listes de l'ANPE.

Ils ont été convoqués individuellement. Bon nombre ne se sont même pas dérangés, les autres ont subi un petit test à l'issue duquel un seul (oui, un seul !) a pu être retenu.

Pour le coffrage de la tour, sur un chantier du tunnel du Mont-Blanc, à 3 600 mètres d'alti-

tude, il a fallu faire appel à dix maçons venus de la Réunion ! En Lorraine, région sinistrée s'il en fut par l'effondrement de la sidérurgie, il est quasiment impossible pour une entreprise de trouver des soudeurs, des chaudronniers, des tuyautiers ! Les entreprises de travail temporaire (les plus sérieuses, s'entend) ne peuvent pratiquement, même dans les régions les moins touristiques, embaucher des personnes en soit pour répondre aux besoins des entreprises... Ceux qui sont supposés chercher activement du travail sont plus préoccupés, semble-t-il, de prendre des congés que de retrouver un emploi !

La vérité, tous les responsables le reconnaissent... Les gouvernements, les fonctionnaires, les maires (souvent révoltés de voir « X » ou « Y » figurer sur les listes de l'ANPE quand ils en ont connaissance).

Le pourcentage des VRAIS chômeurs est inférieur d'une large moitié aux chiffres avancés... Il se situe aux alentours du minimum hélas incompressible dans une économie moderne, soit 5 % de la population active.

L'autre moitié s'accommode assez bien (et parfois fort bien) d'un dispositif de prestations dont beaucoup, issus souvent de milieux aisés, connaissent toutes les ficelles, ou d'un travail « dis-

(\*) Sénateur (UDF-PR) du Morbihan, ancien ministre.

cret ». Et les plus avisés cumulent les unes et les autres !

On travaille officiellement le temps nécessaire pour percevoir des allocations... On s'adonne ensuite à de petites boutiques cachées tout en les percevant... Quand la source des aides publiques est tarie, on réapparaît au grand jour...

Les Français sont-ils prêts à entendre ce langage ? Voit-on, quelle que soit sa politique, un ministre du travail et de l'emploi dénoncer un état de choses qui arrange finalement des gouvernements toujours en quête de soupapes de sécurité, des chômeurs officiels qui y trouvent leur compte, et des employeurs (le plus souvent personnes physiques) ravis d'échapper au paiement des cotisations sociales ? Bien évidemment, non.

Et pourtant, pourquoi il serait souhaitable, au lieu d'un gâchis beaucoup, de concentrer les aides de la collectivité sur les plus faibles, les plus démunis... sur ces 5 % d'authentiques chômeurs souvent chargés de famille et quasiment impossibles à insérer ou réinsérer dans le monde du travail...

Allégés de prestations indues, les pouvoirs publics pourraient aisément leur assurer le niveau d'existence auquel ils ont droit dans un pays déni des dieux.

Mais voilà ! Tant d'habitudes s'en trouveraient bousculées, tant de situations (mal) acquises remises en cause, que « la langue de bois » a encore de beaux jours devant elle !

صكنا من الامم



# Etranger

Le Monde • Vendredi 15 septembre 1989 3

CHILI : à trois mois des élections générales

## M. Patricio Aylwin en Europe : la tournée d'un présidentiable

A trois mois des élections présidentielles et législatives du 14 décembre prochain, le candidat unique de l'opposition chilienne, M. Patricio Aylwin, a entamé une tournée européenne qui le conduira, après Rome et Paris — où il est arrivé mercredi 13 septembre — à Bonn, à Bruxelles et à Madrid.

Après plusieurs mois d'incertitudes, M. Patricio Aylwin est aujourd'hui plus serein que jamais. A soixante et onze ans, ce démocrate-chrétien, qui fut président du Sénat et farouche opposant du président Allende, est en passe de remporter son pari. Il sera, selon toute vraisemblance, le prochain président du Chili, et son élection devrait mettre fin à un peu plus de seize années de dictature du général Pinochet, entamée avec le coup d'Etat du 11 septembre 1973. Tout sourire, après son entretien avec M. François Mitterrand, M. Aylwin résume son enthousiasme d'un pronostic personnel en affirmant qu'il recueillera « 80 % des suffrages » en décembre prochain. C'est optimiste — « le plus facile sera bien évidemment de gagner les élections » — ne cache pas que de « grandes difficultés » l'attendent encore, même s'il s'estime « tout à fait confiant ».

Au nombre de celles-ci : l'avenir du général Pinochet, dont la Constitution prévoit qu'il conserve (sous un mandat de sénateur à vie) le poste de commandant en chef des forces armées.

Même si M. Aylwin ne « souhaite pas aborder un tel sujet à l'extérieur du pays », il affirme qu'il sera « résolu de manière satisfaisante dans le cadre du plein exercice des attributions d'un chef de l'Etat élu... » (1). De même il juge inévitable que « s'impose la doctrine traditionnelle des forces armées chiliennes, politiques et professionnelles ». Sur le thème des droits de l'homme, le candidat de l'opposition souligne que les investigations et les sanctions éventuelles concernent les responsabilités personnelles des militaires impliqués. « Ce sera sans doute plus facile au Chili que dans d'autres pays », explique M. Aylwin, car de nombreux procès sont en cours même s'ils n'ont pas été menés dans le passé avec une ferme volonté d'aboutir.

L'espérance de justice sociale qui accompagne le prochain retour à la démocratie ne devrait pas représenter pour le candidat futur président « un véritable risque ». « Dans toutes mes déclarations,

j'insiste sur le fait que tout ne va pas être fait du jour au lendemain. Pour éviter une forte inflation, nous devons être prudents. Je m'efforce d'être, à la manière de Fidel Castro, très pédagogique et cette démarche est comprise ».

« Procéder par étapes »

« Selon un sondage récent, seulement 6 % de la population chilienne attend une réponse immédiate à la crise que la trappe. Il faudra procéder par étapes... » Il entend combattre « l'idée que toute démocratie en Amérique du Sud s'accompagne d'une effondrement économique et d'une politique populiste » et compte beaucoup, à ce sujet, sur l'aide des pays européens.

Le futur paysage politique chilien ne lui inspire guère plus de craintes. Il estime que la Constitution des dix-sept partis de l'opposition a fait la preuve de son efficacité et se consolide aujourd'hui. Son espoir réside dans un approfondissement de « cette alliance entre les démocrates-chrétiens et les socialistes, même après les quatre ans du futur gouvernement ». « D'un autre côté, dit-il, les communistes appuient

aujourd'hui ma candidature, même s'ils ont conscience que la route est de leur adversaire, car ils savent que je me suis toujours opposé aux violations des droits de l'homme et à l'interdiction de leur parti. » En ce qui concerne la droite, il fait une distinction entre « celle qui est engagée dans le jeu démocratique et la modernité, qui pourra exercer une opposition constructive au futur gouvernement de concertation, et celle des ultras aux tendances autoritaires et putschistes » dont il annonce « la disparition progressive ».

Son projet pour le Chili, il le définit à propos de la date, de septembre 1973 « qui ne sera plus une fête ». « Nous ne devons pas, dit Patricio Aylwin, revenir aux errements qui ont fait le lit du coup d'Etat, ni à la période qui a suivi, dont nous commençons tout juste à sortir ».

DENIS HAUTIN-GIRAULT.

SALVADOR : réunies à Mexico

## Les autorités et la guérilla entament des négociations

Mexico. — Des représentants du gouvernement salvadorien et du Front Farabundo Martí de Libération nationale (FMLN, guérilla d'extrême gauche) sont réunis depuis mercredi 13 septembre dans la capitale mexicaine pour tenter de mettre un terme à dix années de guerre. Ces conversations, les premières entre la guérilla et le nouveau gouvernement du président Alfredo Cristiani, devraient se terminer jeudi en fin de journée.

Les autorités ont avancé une première proposition sous la forme d'un plan en huit points prévoyant des réunions bipartites tous les deux mois, successivement au Mexique, au Costa-Rica, au Venezuela et au Guatemala. Selon ce plan, un « organisme de travail » serait formé par deux commissions, une de chaque partie ayant un nombre égal de membres. Le groupe, « travaillant de manière directe, sans médiateurs ni observateurs », serait dirigé par le commandant Joaquín Villalobos, pour le FMLN, et par Oscar Santamaría, ministre de la justice. Aucune des deux parties ne pourrait se retirer unilatéralement du groupe après le début des travaux.

Parallèlement à cette proposition, la guérilla salvadorienne a annoncé une trêve provisoire à compter du 15 novembre, au plus tard, suivie, en cas de succès, d'un cessez-le-feu illimité — à condition que le gouvernement accepte de juger et de châtier les personnes coupables de violations des droits de l'homme. Les rebelles demandent également une réduction des forces armées, dont les effectifs sont actuellement de 52 000 hommes, et une réforme de la Constitution. Après le cessez-le-feu de novembre, le FMLN formerait un parti politique. L'évêque coadjuteur de San-Salvador, Mgr Rosa Chávez, a indiqué, en sa qualité d'observateur, que les discussions se poursuivraient dans un « climat d'ouverture ». — (AFP, Reuters.)

NICARAGUA

## Reprise des contacts avec Washington

Les Etats-Unis et le Nicaragua ont repris, dimanche 10 septembre, des contacts de haut niveau, afin de garantir que les élections nicaraguayennes de février 1990 soient « libres et justes », a annoncé mercredi 13 le porte-parole du département d'Etat, M. Margaret Tutwiler. M. Tutwiler a précisé que le secrétaire d'Etat adjoint aux affaires législatives, M. Janet Mullins, avait rencontré le président nicaraguayen. Aucune rencontre de haut niveau n'avait eu lieu depuis l'entrevue, en 1984, entre M. George Shultz, alors secrétaire d'Etat, et le président Ortega. M. Tutwiler a cependant précisé que la réunion de dimanche n'avait pas été programmée avant l'arrivée à Managua de la délégation du Congrès et que la présence d'un

représentant du gouvernement ne signifiait « aucun changement » dans la politique américaine à l'égard du Nicaragua.

M. Daniel Ortega n'a pas répondu directement au souhait américain, exprimé par M. Mullins, de voir « le processus électoral supervisé par des observateurs de plusieurs pays, parmi lesquels les Etats-Unis ». Le chef de l'Etat nicaraguayen a toutefois affirmé mercredi que Washington pourrait envoyer des observateurs lors des élections, à condition de cesser l'appui financier à la guérilla antisandiniste et d'abandonner toute pression sur les gouvernements désireux de fournir une aide pour l'organisation du scrutin. — (AFP.)

Un ambassadeur américain chargé du « partage du fardeau ». Le président Bush a annoncé lundi 11 septembre la création d'un poste d'ambassadeur itinérant des Etats-Unis chargé du dossier du « partage du fardeau » de la défense alliée. Ce poste doit être confié à M. Allen Holmes, un diplomate de carrière, qui était depuis 1985 secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires politico-

militaires. Depuis plusieurs années, les Etats-Unis, surtout le Congrès, font pression sur leurs alliés pour qu'ils assurent une plus grande part du fardeau de la défense du camp occidental. Le nouvel ambassadeur doit trouver avec les pays de l'Otan, le Japon et la Corée du Sud, notamment, les moyens d'assurer un meilleur partage, a indiqué la Maison Blanche. — (AFP.)

## Les divisions de la droite chilienne

(Suite de la première page.)

La loi d'amnistie, approuvée par la junte en 1978, a valeur de test : s'ils sont majoritaires au prochain Parlement, les partis de la Concertation pour la démocratie oseront-ils l'abroger et transgresser l'interdit prononcé par les militaires ? Si tel est le cas en décembre, il faudra en tout cas beaucoup d'adresse à M. Patricio Aylwin, candidat présidentiel unique des forces d'opposition, pour ne

dante (UDI) et Rénovation nationale, le « père du miracle économique » inspire des sentiments partagés dans l'électorat conservateur. Certes, l'allure sportive et décontractée de cet homme de quarante ans séduit les plus jeunes. Mais M. Buchi n'a toujours pas su effacer l'impression d'indécision domptée par sa renouciation insipide à la candidature, en mai dernier, suivie, quarante jours plus tard, d'une fracassante

reste flou en matière de politique sociale, ce sont les conservateurs modérés de Rénovation nationale qui le pressent de reprendre à son compte leurs propositions visant à « extirper l'extrême pauvreté ».

De plus, dans les rangs de Rénovation nationale, on rend encore à l'idée de faire campagne pour M. Buchi. Ses adhérents n'oublient pas de sitôt que la candidature de leur président, M. Sergio Onofre Jarpa, a été

Ces « manœuvres » font, en revanche, l'affaire de M. Francisco Javier Errazuriz. Héritier d'une famille ayant donné deux présidents de la République au Chili, cet homme d'affaires entreprenant est parti à la conquête des classes moyennes, « prolétaires de M. Buchi », et ses amis. Sans état d'âme quant au rôle des forces armées et à la permanence de leur commandant en chef, M. Errazuriz — dit « Fra-Fra » — mène une campagne simple mais efficace autour du triptyque : santé et éducation gratuites, abolition de l'indexation sur l'inflation des dettes hypothécaires.

Mettant son immense fortune au service de son ambition politique, il courtise assidûment les petites listes de droite, dont certaines lui ont déjà donné leur appui. Sa candidature attire, dans les hautes sphères, ceux que M. Buchi irrite par son insolence. Ainsi le quotidien démocrate-chrétien la Epoca peut-il écrire que « le cœur du pouvoir balance entre les deux candidats », dont la rivalité illustrerait la lutte à laquelle se livrent, depuis l'instauration du régime, les tenants du néo-libéralisme et les champions du « nationalisme anti-oligarchie », qui rencontrent un écho chez certains militaires. Pour le moment, le général Pinochet observe à cet égard un silence prudent.

La querelle régnant chez l'ennemi M. Aylwin peut envier les prochains mois avec sérénité. Reçu à chacun de ses déplacements par une foule considérable, où se mêlent le bleu de la démocratie-chrétienne et le rouge des partis de gauche, il a su rapidement donner à sa campagne le ton unitaire indispensable à son succès. « Je suis le candidat des dix-sept partis de la concertation », aime-t-il rappeler à son auditoire.

« Nettoyer les écuries »

La législation électorale, faite sur mesure pour assurer à la droite une représentation décente au Parlement, risque aussi de se retourner contre elle. En effet, il faut 33 % des voix pour s'assurer de l'un des deux sièges à pourvoir dans chaque circonscription. Si les petites listes grappillent suffisamment de voix pour faire tomber Rénovation et l'UDI au-dessous du seuil fatidique, le groupe parlementaire des deux formations sera réduit comme peau de chagrin. Peut-être est-ce le souhait des « durs » de l'armée, adeptes de la politique du pur. Car, si l'opposition avait la haute main sur l'Assemblée, les forces armées demeureraient le principal protecteur des partisans du régime. Cette éventualité est d'ailleurs redoutée par les opposants, qui savent qu'un triomphe trop facile les condamnerait à un dangereux *mano a mano* avec les militaires. Au contraire, la consolidation d'une droite épurée pour le succès de la transition à la démocratie constituerait le plus sûr rempart contre le clan des irréductibles.

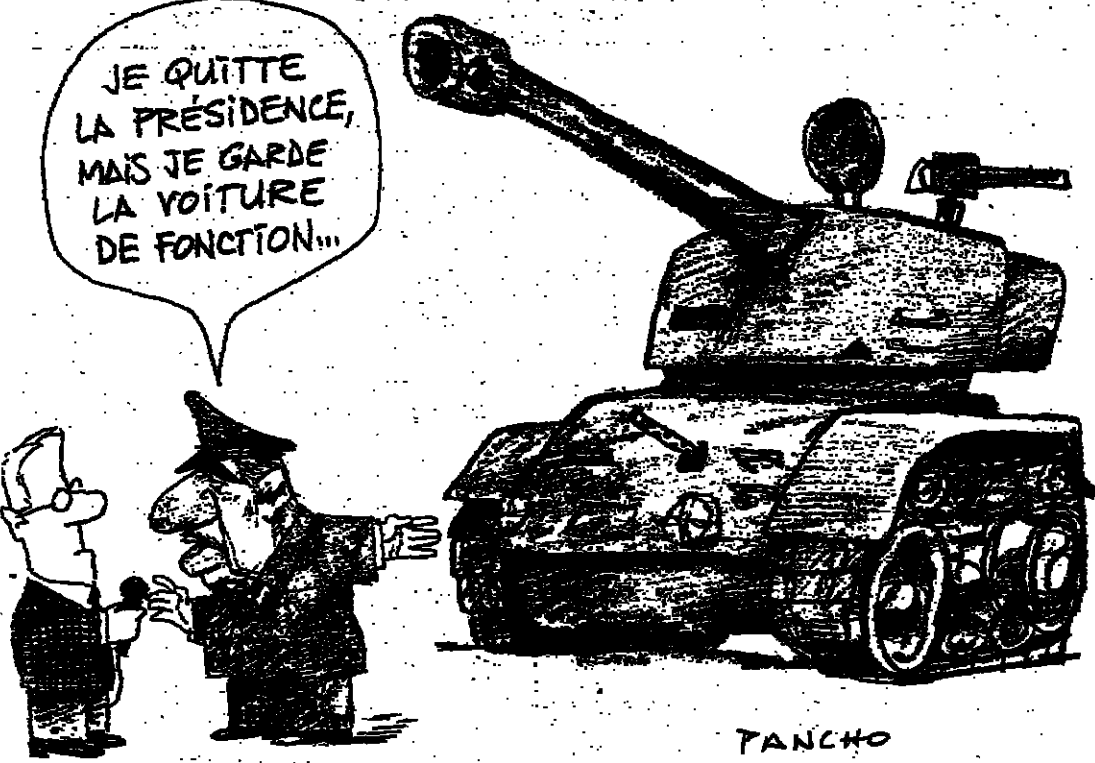
## LES HÉRITIERS SUR LE GRILL



N'omettant jamais le poivre ou le filet de citron, Colombani et Lhormeau se penchent sur cette génération de quadragénaires de droite ou de gauche qui sont ou aspirent à prendre les commandes de l'état.

Gilles Bresson - Libération

Flammarion



pas attirer les foudres de l'armée sans désespérer les défenseurs des droits de l'homme, qui exigent des éclaircissements sur les crimes commis après le coup d'Etat de 1973.

rentrée en lice. « Hernan donne de lui-même une image fuyante », se lamente M. Julio Dittborn, président de l'UDI, où militent pourtant ses plus fervents supporters.

l'objet d'un veto à peine voilé du patron et des forces armées, qui n'apprécient pas la dérive centriste du dirigeant conservateur.

S'il est élu... Mais quelque'un en doute-t-il ? Le discours du chef de l'Etat traduit le peu d'espoir qu'ont les forces armées sur les chances des deux candidats qui représentent la continuité du régime. En privé, les chefs de la droite n'ont pas non plus un plus grand optimisme. Il est vrai que M. Aylwin caracole loin en tête dans les sondages et que, fort de l'appui que lui donnent, outre son parti, la démocratie-chrétienne, l'ensemble des forces de gauche — y compris les communistes et le MIR (gauche révolutionnaire) — il est en droit d'espérer rallier sur son nom les 54 % d'électeurs qui ont dit « non » l'an dernier, au général Pinochet.

« Son passé de ministre de la dictature lui colle à la peau », ironisent les opposants, pour lesquels les succès macro-économiques dont se targue l'ancien grand argentier n'ont été obtenus qu'en prix d'une détérioration des conditions de vie de la population. « C'est le maintien de la croissance et des grands équilibres qui assurera le bien-être au plus grand nombre », rétorque le candidat, qui accuse à son tour l'opposition de démagogie sociale conduisant inexorablement le Chili à l'inflation galopante et au chaos.

« Nettoyer les écuries »

La législation électorale, faite sur mesure pour assurer à la droite une représentation décente au Parlement, risque aussi de se retourner contre elle. En effet, il faut 33 % des voix pour s'assurer de l'un des deux sièges à pourvoir dans chaque circonscription. Si les petites listes grappillent suffisamment de voix pour faire tomber Rénovation et l'UDI au-dessous du seuil fatidique, le groupe parlementaire des deux formations sera réduit comme peau de chagrin. Peut-être est-ce le souhait des « durs » de l'armée, adeptes de la politique du pur. Car, si l'opposition avait la haute main sur l'Assemblée, les forces armées demeureraient le principal protecteur des partisans du régime. Cette éventualité est d'ailleurs redoutée par les opposants, qui savent qu'un triomphe trop facile les condamnerait à un dangereux *mano a mano* avec les militaires. Au contraire, la consolidation d'une droite épurée pour le succès de la transition à la démocratie constituerait le plus sûr rempart contre le clan des irréductibles.

Deux candidats, parés des couleurs de l'« indépendance », s'affrontent pourtant de lui disputer la victoire : l'ancien ministre des finances, M. Hernan Buchi, et un brasseur d'affaires au verbe populiste, M. Francisco Javier Errazuriz. Ils s'opposent pourtant autant entre eux qu'à leur adversaire commun.

« pour le bien du pays », de ne pas rester à la tête de l'armée l'an prochain, la droite récalcitrante, qui assimile démocratie et apocalypse, grince des dents. Mais s'il

Veto du patronat et de l'armée

M. Buchi a, en tout cas, bien du mal à concilier l'« indépendance », leitmotiv de sa campagne, et la fidélité à un régime qu'il a si bien servi. Quand il se prononce en faveur d'une nouvelle réforme constitutionnelle et de la dissolution de la CNI (les services de sécurité), ou lorsqu'il suggère au général Pinochet, « pour le bien du pays », de ne pas rester à la tête de l'armée l'an prochain, la droite récalcitrante, qui assimile démocratie et apocalypse, grince des dents. Mais s'il

## Europe

Malgré les protestations de la RDA

## La Hongrie gardera sa frontière ouverte pour les Allemands de l'Est se rendant à l'Ouest

Tandis que l'exode des Allemands de l'Est se poursuivait mercredi 13 septembre à un rythme très ralenti par rapport à la ruée du début de semaine, de multiples concertations ont eu lieu au sein du pacte de Varsovie. A Moscou, après la réunion du Groupe d'information mutuelle, lundi et mardi, ce sont les adjoints des ministres des affaires étrangères du pacte qui se sont retrouvés mercredi, tandis que deux émissaires du Parti communiste hongrois étaient dépêchés à l'Est. Officiellement, l'exode des Allemands de l'Est n'était au menu d'aucune de ces rencontres et le sujet n'a pas été évoqué dans les comptes-rendus.

On a quelque peine à croire toutefois qu'il n'ait pas été abordé, en particulier au cours des entretiens que M. Marius Osmo, membre du comité exécutif politique du PC hongrois, a eus à Berlin-Est avec M. Kurt Hager, membre du bureau politique du parti est-allemand et considéré comme l'un de ses principaux idéologues. De même pour les conversations que le secrétaire du comité central du PC hongrois, M. János Barabás, a eues à Moscou avec l'idéologue du parti soviétique, M. Vadim Medvedev. Le pacte paraît donc engagé dans un échange de vues interne, vraisemblablement conflictuel, autour d'un événement dont l'importance tient moins à son ampleur réelle en chiffres (des

migrations Est-Ouest beaucoup plus massives ont déjà eu lieu ces dernières années) qu'au rôle joué dans l'affaire par la Hongrie.

Budapest en tout cas a de nouveau confirmé mercredi, par la voix du numéro deux du ministère des affaires étrangères, M. Ferenc Somogyi, que ses frontières restaient ouvertes jusqu'à nouvel ordre pour les Allemands de l'Est souhaitant s'installer en République fédérale. « Tant qu'il y aura des pays tiers pour accueillir les réfugiés des pays de l'Est, la Hongrie les laissera partir », a précisé M. Somogyi. Les Allemands de l'Est constituent un cas particulier, puisque la République fédérale les considère comme des citoyens allemands et constitue donc pour un « pays tiers » d'accueil naturel qui ne leur impose aucune formalité d'admission.

Ce n'est pas le cas des autres ressortissants des pays de l'Est qui ont besoin pour s'installer dans un pays occidental soit d'un visa d'entrée du pays en question, soit du statut de réfugié politique. Pour ceux-ci, la Hongrie, qui a adhéré récemment à la convention de l'ONU sur les réfugiés, se réserve la faculté d'apprécier s'ils relèvent ou non de cette catégorie. M. Somogyi a, en tout cas, précisé que l'adhésion de son pays à cette convention de l'ONU imposait à son pays de « nouvelles responsabilités internationales » et

rendait caduques les accords signés antérieurement avec les pays de l'Est, de même nature que celui de 1969 qu'invoque la RDA, et qui prévoyait que leurs ressortissants ne seraient pas soumis à la Hongrie vers l'Ouest que munis d'une autorisation en bonne et due forme de leurs autorités nationales.

## 13 000 arrivées

L'un des camps aménagés ces dernières semaines en Hongrie pour les Allemands de l'Est est resté ouvert après le départ de ses occupants lundi et mardi, mais l'on ignore si de nouveaux candidats est-allemands au départ s'y sont présentés. En fin de journée, mercredi, on évaluait à près de 13 000 le nombre des ressortissants est-allemands déjà arrivés en RFA et l'on indiquait que les passages aux différents postes frontalières germano-hongroises s'effectuaient au rythme d'environ 60 véhicules toutes les heures. Mardi, les autorités hongroises avaient indiqué que 26 000 environ des touristes est-allemands séjournaient dans ce pays avaient regagné la RDA. Plusieurs milliers d'autres (mais malgré tout dans des proportions bien moindres) étaient en revanche arrivés des pays de l'Est voisins.

A Bonn, une commission réunissant des représentants des partis au pouvoir devait se réunir ce jeudi

pour examiner les mesures à mettre en œuvre en faveur des nouveaux venus, en particulier pour pourvoir à leur logement. Pour ce qui est des emplois, le secteur privé a réagi avec promptitude à cet afflux d'Allemands de l'Est, considérés en RFA comme de « bons travailleurs ». Mardi à Passau, un responsable fédéral de l'intérieur faisait déjà état de 9 000 offres d'emplois du secteur privé, soit plus qu'il n'en fallait si l'on considère que les jeunes citoyens des réfugiés sont de jeunes enfants. La fonction publique participera aussi à l'effort demandé : l'administration fédérale des postes a ainsi annoncé mercredi qu'elle offrirait 500 emplois.

## Les ambassades

à Prague et Varsovie

Un autre pays de l'Est, qui s'en serait bien passé, est à son tour directement saisi du problème est-allemand : la Pologne. Après celles de Budapest et Prague, c'est en effet l'ambassade de la République fédérale à Varsovie qui est envahie par des Allemands de l'Est désireux de passer à l'Ouest. On n'a en connaissance de cette « occupation » que mercredi, par la télévision polonaise, mais certains des cinquante-cinq personnes qui s'y trouvent y seraient arrivées depuis plusieurs semaines déjà. « C'est très embarrassant », a déclaré un responsable de l'ambassade, « nous souhaiterions que cela ne fasse pas trop de bruit. La seule chose que nous puissions faire est de les convaincre de retourner en RDA. Jusqu'ici nous en avons persuadé dix ».

Encore du travail en perspective pour l'avocat est-allemand Wolfgang Vogt, actuellement mobilisé par les réfugiés de l'ambassade ouest-allemande à Prague. Près des trois quarts de ces quatre cents réfugiés de Prague avaient accepté mercredi de regagner la RDA, moyennant la promesse de M. Vogt qu'ils retrouveraient leur travail en rentrant et que l'on étudierait avec bienveillance leur demande légale d'émigration vers la République fédérale.

C. T.

## URSS

## Le KGB, bon pied, bon œil

MOSCOU  
de notre correspondant

Aucun film de propagande n'échappe au grotesque et celui que l'agence de presse Novosti vient de réaliser sur le KGB a donc ses très bons moments. Lorsqu'un officier de ce trop célèbre Comité d'Etat pour la sécurité poète devant la caméra un repas de détenu et s'exclame l'air gourmand : « Hum... je peux en reprendre un peu », on ne peut ainsi s'empêcher de rire fut-ce nerveusement.

Et lorsque la présentation à la presse de ce « KGB aujourd'hui » s'accompagne, mercredi 13 septembre, de la projection d'une interview de l'actuel président du comité, M. Kroutchov, dans laquelle il remercie Novosti de sa « bienveillance », on se dit qu'on n'est, en effet, jamais mieux servi que par soi-même. Au delà de ces petits dérapages, ce documentaire constitue pourtant un événement politique.

Car, tandis que tous les Soviétiques, réformateurs et conservateurs confondus, s'arrachent les cheveux à essayer de savoir où ils en sont, le Comité, lui, a les idées bien en place. Tout se défait, l'empire, l'union, les tabous, l'économie, la censure, le parti, la dissidence même et voilà que dans ce champ de bataille que note le brouillard apparaît une force tranquille, sûre d'elle-même et nullement troublée par les problèmes de conscience.

Or cette force, ce n'est pas seulement, comme l'affirme un garde plein de conviction, qu'elle n'aurait plus rien à voir avec « les années 30 de stalinisme rétrograde », mais tout, désormais, avec « la légalité et la rectitude ». Elle est aussi, et avant tout, murmurée en fin de film, dans l'air du temps en ce qu'elle est l'exact opposé de l'URSS actuelle, alors que le pays est délabré, corrompu, vaillat, que le tissu lâche de toute part, le KGB, lui, ne serait,

images à l'appui, que haut niveau de formation, efficacité, dévouement au service public, haute technologie et jeunesse.

De quoi s'occupe-t-on ? « De renseignement, contre-espionnage, lutte contre le terrorisme, accidents graves, sécurité des communications et protection de frontières. » Comment ? En recrutant des volontaires, motivés, qui apprennent pendant cinq ans (esprit sain dans un corps sain) techniques de lutte, langues étrangères, criminologie, travaillent sur le terrain comme dans des laboratoires ultramodernes, reçoivent dans des bureaux solides d'acier et murs épais et affichent leurs diplômes supérieurs.

Quand la caméra pénètre dans leurs appartements, on découvre des intérieurs cossus, et non seulement il est clair que ces hommes ont réussi, mais aussi, disent les gros plans sur les bibliothèques et les beaux objets, qu'ils sont tout différents de ces rustres de petits bureaucrates que tout le pays honnit. Et d'ailleurs, si le KGB n'était pas une telle digne, pourquoi un Britannique aussi distingué que Kim Philby (amoureux éternel monté en retraité moscovite) aurait-il rejoint ses rangs ?

Au début de cette décennie, le grand protecteur des petits caries réformateurs de l'appareil du parti — ceux dont est sortie la perestroïka — avait été Iouri Andropov, alors patron du comité avant de brièvement devenir secrétaire général. La perestroïka vit une période d'incertitudes. L'appareil du parti donne des signes de désagrégation et, bon pied, bon œil, le KGB se présente au pays. Histoire de prendre date ?

Dès les prochaines semaines, en tout cas, la Pravda de Moscou publiera une nouvelle rubrique, « Lettre de la Loubianka », consacrée au travail des « k-guebistes ».

BERNARD GUETTA.

PAYS-BAS : la nomination d'un « informateur »

## M. Ruud Lubbers explore les possibilités d'une coalition de centre-gauche

AMSTERDAM  
de notre correspondant

Huit jours après sa victoire aux élections législatives, le chrétien-démocrate Ruud Lubbers est plus que jamais le maître du jeu politique aux Pays-Bas. Premier ministre sortant et premier ministre potentiel, il est également l'homme que la reine Beatrix a choisi, mercredi 13 septembre, pour « rechercher la possibilité d'une coalition de centre-gauche », associant son propre parti, l'Appel chrétien démocrate (CDA), le Parti du travail (PVDA-socialiste) et, éventuellement, les Démocrates 66 (D'66, centre-gauche).

Il ne s'agit pas, à ce stade, de composer un nouveau gouvernement : M. Ruud Lubbers n'a pas été nommé « informateur ». Il est simplement « informateur » en remplacement de M. Jan de Koning, qui avait été chargé, en fin de semaine dernière, d'étudier les différentes combinaisons possibles. C'est sur la base de son rapport que la reine Beatrix a désigné M. Lubbers, lui donnant de la sorte une position privilégiée. Il va en effet diriger directement et personnellement la négociation d'une éventuelle plate-forme gouvernementale de centre-gauche au lieu de n'être que le représentant du CDA à la table des discussions.

« Je ne suis pas sûr de réussir », a prévenu, dès sa sortie du palais royal, M. Lubbers, pour qui une coalition CDA-PVDA ne constitue qu'un « deuxième choix ». Sa préférence allait vers la reconduction de la coalition sortante entre les chrétiens-démocrates et le Parti libéral (VVD) avec le renfort du parti D'66. Mais ce dernier a rejeté cette solution qu'il n'accepte d'envisager qu'en cas d'échec des négociations entre le CDA, le PVDA et lui-même.

La participation du D'66 aux pourparlers est précisément le premier foyer de conflit que l'informateur devra s'efforcer d'éteindre. Le CDA y est opposé, estimant que le dialogue avec les socialistes sera assez compliqué pour qu'un troisième larron ne s'en mêle pas. Le PVDA, en revanche, est partisan de la présence à ses côtés des démocrates, car elle lui permettrait de faire mieux contrepoids dans les négociations.

(Publié)

## L'ÉNIGME KADHAFI

Guy George, qui fut ambassadeur de France à Tripoli, a récemment été cité par le Guide de la Jeunesse. Il raconte l'assassinat et les métamorphoses de l'ancien berger des Syrtes, et évalue 30 ans de ladhafisme.

Un dossier de 22 pages sur la Libye dans le numéro de septembre d'Arabes en langues et en littératures 78, rue Jouffroy 75017 Paris Tél. : 46.22.34.14

La formation d'un gouvernement de centre-gauche dépendra, en toute hypothèse, du rapprochement des programmes sur des points variés et cruciaux, telles la libéralisation de l'euthanasie souhaitée par le D'66 ou la révision de la loi fiscale décidée par le PVDA.

De toute évidence, les discussions s'annoncent difficiles : mais si elles

devaient ne pas aboutir, M. Lubbers pourrait toujours se retourner vers le Parti libéral avec lequel le CDA détient une majorité parlementaire, fût-elle étroite. « Ruud Lubbers roi des Pays-Bas », titrait récemment l'hebdomadaire *Elzevier*, dès la semaine dernière.

CHRISTIAN CHARTIER.

## ESPAGNE

## Tout un village part en guerre... contre un champ de tir

## ANCHURAS

de notre envoyé spécial

« No pasaran ! » (« Ils ne passeront pas ! ») : Anchuras est sur le pied de guerre. Unis comme un seul homme derrière le maire et le curé, les deux faces du mouvement, les cinq cent trente-huit habitants de ce petit village d'Espagne, au sud-ouest de Madrid, sont bien décidés à résister jusqu'au dernier. Et à faire connaître leur lutte, qui commence à passionner la presse et les instances européennes.

Niché au sud des monts de Tolbide, à peine relié au reste du monde par une petite route étroite et sinueuse, le village est blotti au creux de l'Espagne profonde, oublié de Madrid. Il le serait certainement resté si le ministère de la défense n'avait décidé d'y installer un champ de tir aérien. Un Larzac au beau milieu de la Manche !

« Non au champ de tir » : les multiples inscriptions qui couvrent les murs du village et des environs démontent le ton, avec un registre allant du facétieux : « Attention danger : militaire en liberté » au lyrique : « Les peuples humbles n'ont droit qu'à la souffrance ». En cet après-midi d'été pourtant, Anchuras, avec ses petites ruelles pentues et empierrées, semble assoupie sous la chaleur torride.

Mais le village ne dort que d'un œil, prêt à se mobiliser à nouveau au premier uniforme kaki en vue. Au café, chacun arbore sa chemise avec l'inscription : « Sauvez Anchuras ». C'est que, depuis un mois, le ton a commencé à monter. Dépêchés d'urgence sur les lieux, une centaine de gardes civils sont pour la première fois intervenus — et sans ménagement — pour disperser les habitants du village qui tentaient d'empêcher le passage de véhicules militaires. Désormais, Anchuras fournit ses armes en prévision de la prochaine bataille.

Le ministre de la défense, M. Narciso Serra, ne s'attendait visiblement pas à une telle mutinerie, après toutes les péripéties par lesquelles il avait déjà dû passer pour donner satisfaction à l'armée de l'air ! Depuis 1983 déjà, celle-ci réclamait l'installation d'un nouveau champ de tir, l'actuel, celui de Bar-

denas Reales, en Navarre, étant devenu insuffisant.

M. Serra recherchait un endroit qui soit relativement équidistant des quatre principales bases militaires aériennes du pays, qui ait une faible densité de population et qui compte peu de routes. La province de Ciudad Real semblait répondre à toutes ces exigences. Le ministère de la défense avait d'abord choisi une zone située plus à l'est, celle de Cabaneros, qui lui semblait tout indiquée : presque déserte, n'était-elle pas uniquement fréquentée par les oiseaux et, durant la saison cynégétique, par les chasseurs ?

## Parc naturel

Las ! Ce sont justement les oiseaux qui allaient tout gâcher pour l'armée de l'air. Car il s'agissait d'espèces protégées, vautours et aigles surtout, en voie de disparition en Europe. En outre, les risques de collision avec les avions étaient réels. Les organisa-

tions écologistes crièrent au scandale, et l'administration locale descendit dans l'arène : bien que socialiste lui aussi, le président de la communauté autonome de la Castille-La Manche, M. José Bono, ne voulait pas du champ de tir de son coreligionnaire, M. Serra, sous ses fenêtres, et encore moins à la veille des élections !

M. Bono obtint finalement gain de cause : Cabaneros fut déclaré parc naturel, et M. Serra renonça à y disposer ses cibles... en exigeant apparemment en échange que le champ de tir de la discordance puisse être installé dans une autre zone de la région. En juillet 1988, le maire d'Anchuras, M. Santiago Martín, qui ne se doutait de rien, fut conduit d'urgence en hélicoptère à Madrid pour apprendre de la bouche du ministre lui-même que son village avait en le privilège d'être choisi entre tous. Les cinquante-cinq de M. Serra de construire une piscine dans le village ne suffirent pas à l'amadouer...

## Les élections législatives

M<sup>me</sup> Gonzalez candidateMADRID  
de notre correspondant

Peut-on à la fois être mariée à un premier ministre et brigner un siège au Parlement ? La question agite le petit monde politique espagnol et a même fait la une de la presse madrilène depuis l'annonce de la décision prise par M<sup>me</sup> Carmen Romero, l'épouse de M. Felipe Gonzalez, de se présenter aux élections législatives du 29 octobre prochain. M<sup>me</sup> Romero, qui a affirmé que plusieurs comités provinciaux du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) en Andalousie lui avaient demandé de figurer parmi leurs candidats, a finalement choisi la liste de Cadix, où elle figure comme numéro trois. Un poste qui lui garantit pratiquement l'élection.

M. Gonzalez s'est contenté de qualifier de « libre et démocratiquement respectable » la décision de son épouse. Mais M<sup>me</sup> Romero

a aussitôt vu pleuvor sur elle les critiques de l'opposition, criant au népotisme et visiblement décidée à ne pas faire dans la nuance. Tandis qu'un des principaux candidats du Parti nationaliste andalou assurait voir une « argentinisation » de la politique espagnole — en rappelant le funeste précédent d'Isabel Peron — un député du Parti populaire, de son côté, faisait carrément allusion à... Imelda Marcos.

L'opposition accuse le PSOE, qui avait décidé, lors de son dernier congrès, d'accroître, au sein de ses organes de direction, la représentation des femmes, d'être prêt à faire fi de tout bon sens pour atteindre ses objectifs.

Les socialistes, pour leur part, font valoir, non sans raison, que M<sup>me</sup> Romero peut exhiber suffisamment de lettres de créance de son engagement politique personnel pour être habilitée à siéger au Parlement. L'épouse de M. Gonzalez a milité, en effet, au sein du

Agé de vingt-six ans à peine, élu aux dernières municipales sur une liste d'indépendants, M. Martín est devenu depuis le fer de lance du mouvement de résistance, avec son compère le curé, de deux ans son aîné. Un curé de choc, d'ailleurs, le père Rafael Galán, qui remplace dans une trajectoire biblique la geste de ses oncles d'Anchuras, en rappelant à ceux qui se sentent isolés dans leur lutte que l'apôtre Jacques, lui aussi, était bien seul dans sa lutte contre l'Empire romain !

Tous deux énumèrent les raisons pour lesquelles la construction du champ de tir aux portes de leur village leur paraît aberrante. « Anchuras se trouve dans la même zone écologique que Cabaneros. Il est donc absurde d'abandonner l'une pour choisir l'autre. Il y a chez nous autant de rapaces qu'à Cabaneros. En outre, les cibles se trouvent à quelques kilomètres à peine du village, avec tous les risques que cela comporte pour ses habitants. Nous vivons de l'agricul-

ture et de l'élevage, et nous avons besoin de nos terres. Sans parler des incendies que pourraient déclencher les projectiles : nous serions aux premières loges ».

Et d'ajouter : « Nous ne sommes pas dupes. Nous savons bien que l'objectif du ministère est de nous obliger progressivement à partir, sans le dire au début. Pour que le champ de tir soit vraiment opérationnel, il faudrait qu'Anchuras disparaisse. Et nous ne voulons pas disparaître ».

## Démarches à Strasbourg

Conscient du caractère délicat de l'affaire, le ministère de la défense a joué la guerre d'usure. Déjà, il a racheté une des grandes propriétés sises dans la zone de soixante-sept kilomètres carrés déclarée en juillet 1988 d'intérêt pour la défense nationale. Mais près d'un an allait passer entre l'annonce officielle de la décision et l'arrivée des premiers militaires sur les lieux.

Un petit détachement seulement qu'en juin dernier, vint têter le terrain. Ses membres furent fraîchement accueillis, et l'on vit à cette occasion des civils, ironie du sort, croquer des tranchées pour barrer le passage aux militaires ! Visiblement décidés à éviter tout affrontement — « on aurait dit des experts en relations publiques, pas des militaires », observe le Père Galán, — ils se rendirent au Parlement de Strasbourg, pour expliquer aux différents groupes d'élus les motivations. Plusieurs organisations écologistes espagnoles ont par ailleurs déposé une plainte devant la direction générale de la Commission européenne chargée de l'environnement, demandant la visite d'une commission d'experts. Anchuras, de toute évidence, ne s'avoue pas vaincue !

THIERRY MALINIAK.

سكنا من الاعمال



## Asie

### AFGHANISTAN : le scénario imprévu

Les combats se poursuivent toujours dans la région de Khost, proche de la frontière pakistanaise, tandis qu'à Kaboul se croisent roquettes lancées sur la capitale par les moudjahidines et fusées soviétiques tirées par l'armée régulière. Cependant, pour les généraux de Kaboul, « la bataille de Khost est terminée », comme l'a affirmé il y a quelques jours le général Abdul Haq Ullah, secrétaire du Conseil suprême de défense et responsable militaire au comité central du PDPA (Parti démocratique du peuple afghan). « Toute cette région est sous notre contrôle », « la situation dans tout le pays est normale » et les missiles sol-air américains Stinger ont « perdu leur efficacité », a-t-il ajouté.

En même temps, une partie du mystérieux convoi venant d'Union soviétique et devant rejoindre, via Hérat, la seconde ville du pays, Kandahar, à travers des zones tenues par la résistance, est arrivée à destination. D'une importance sans doute sans précédent, selon notre envoyé spécial Laurent Zecchini — entre 1 300 et 2 000 véhicules, dont des chars et des camions-citernes, — il transporte vivres, armes et munitions. Il s'agit de réapprovisionner les positions gouvernementales en prévision de l'hiver et d'une recrudescence attendue des combats.

Mais si la situation demeure incertaine plus de six mois après le retrait des troupes soviétiques, elle n'en a

pas moins évolué — comme on commence de le reconnaître à Washington — au profit des protégés de Moscou, qui a fait pour les soutiens des efforts considérables, tandis que les moudjahidines ne se montrent toujours pas capables de coordonner leurs attaques. Moscou vient d'annoncer que son ambassadeur à Kaboul — le premier vice-ministre des affaires étrangères Youli Vorontsov — était rentré à Moscou après avoir accompli sa mission. Le porte-parole du Kremlin a ajouté que l'action de M. Vorontsov à Kaboul était une preuve supplémentaire que les prévisions occidentales sur la chute du régime afghan étaient erronées. Il sera remplacé par un « ambassadeur énergique ».

## Quand chaque camp continue de s'armer

KABOUL  
de notre envoyé spécial

Arrivée ou départ de missile ou de roquette ? Les Kabouli, Afghans et diplomates étrangers perdent depuis quelque temps leur sens de la guerre. Avant, on ne se méprenait pas sur la nature des déflagrations. Aujourd'hui, on ne reconnaît plus que les explosions des missiles SCUD-B qui, à l'aube, déclenchent des minicataclysmes, là-bas, du côté de Jalalabad.

La guerre d'Afghanistan, dit un intellectuel, devient « la terrain de manœuvre des superpuissances pour tester leur puissance mortelle ». Les Soviétiques ont récemment livré au gouvernement de Kaboul une série de missiles à courte et moyenne portée. Les SCUD peuvent faire beaucoup de dégâts, mais leur portée (300 km) limite leur emploi. Aux missiles Onagran (une portée d'environ 40 km) s'est ajouté un autre type d'armes d'une portée maximale de 100 kilomètres. En face, les moudjahidines ont reçu des armes nettement plus modernes (d'origine américaine et, aussi, de fabrication égyptienne), qui leur permettent de frapper les villes à 40 ou 50 kilomètres de distance.

Au moins pour un temps, les combats risquent de devenir encore plus meurtriers. Les Américains, notamment par l'intermédiaire de leur ambassadeur à Kaboul, ont encouragé la résistance basée à Peshawar. M. Peter Tomsen, ont clairement annoncé leur refus d'un cessez-le-feu, ainsi que leur intention d'augmenter leurs livraisons d'armes. Les moudjahidines ont ainsi l'assurance d'être réapprovisionnés au cours des prochains mois. Les combats vont donc faire rage jusqu'au début de l'hiver, fin novembre. Mais cette saison les combats ne s'arrêtent plus avec les premières neiges : une guerre à longue distance se mène des conditions atmosphériques.

#### Une guerre des villes

« Les moudjahidines n'auront jamais tous les armements qu'ils souhaitent parce que, pour les Soviétiques, ils ne sont pas assez « américains ». Du côté gouvernemental, nous n'avons aucun problème d'approvisionnement avec l'Union soviétique », explique un haut fonctionnaire de Kaboul, ce qui confirme, à sa manière, un diplomate soviétique. « Devant les violations de l'accord de Genève par les Américains et les Pakistanais, naturellement, ce pays (l'Afghanistan) était notre ami, nous devons l'aider au mieux. Il est impossible pour nous d'abandonner nos amis afghans ».

Depuis un an, la guerre est devenue quasi exclusivement une guerre des villes, comme le soulignent les combats pour Kandahar et Jalalabad. Le premier cas est celui d'une ville (dans le nord, sur la frontière soviétique) éloignée des bases arrière de la résistance. Kandahar a été occupée, en juin 1988, moins d'une semaine par les moudjahidines, obligés de se replier en catastrophe sous les bombardements de l'aviation soviéto-afghane.

Le deuxième exemple constitue peut-être un tournant de la guerre : en jetant, en vain, une part importante de ses forces dans la bataille de Jalalabad, la résistance a confirmé son inexpérience à une guerre de positions. La bataille en cours à Khost semble faire la même démonstration. Ville située près de la frontière pakistanaise, Khost est protégée par un tapis de bombes destinées à cloquer sa sol toute progression des fantassins. Si la résistance ne reçoit pas une aide militaire encore plus performante, le régime de Kaboul ne sera pas vaincu militairement.

Les Soviétiques ont été les grands gagnants de l'accord de Genève parce que le retrait de leurs troupes s'est effectué vite, dans les temps impartis. Du côté américain, des légendes dans la détermination apparaissent déjà. Le premier ministre pakistanais, M. Benazir Bhutto, se pose également des questions. L'Union soviétique, pour sa part, encourage un règlement politique qui sauvegarde ses intérêts à long terme, comme le souligne la présence actuelle en URSS de quinze mille étudiants afghans.

Mais les lendemains de la présence soviétique en Afghanistan (des conseillers militaires sont encore présents : trois cents, selon les Américains, moins de quarante, occupés aux tâches de lancement des missiles SCUD, selon des sources diplomatiques à Kaboul), sont coûteux. L'URSS aurait déjà fourni six cents missiles SCUD (dont le prix unitaire serait de 1 million de dollars) depuis le 15 février. Cette facture s'ajoute aux 250 à 300 millions de dollars par mois que représente le soutien logistique militaire au régime afghan. Or, dans le cadre d'une application du concept de « symétrie positive » avec les Américains (arrêt concomitant des livraisons d'armes), Moscou estimait sa charge financière à environ 300 millions de dollars par an.

Sur le plan diplomatique, la situation se modifie très vite dans la région. Les relations entre l'Union soviétique et l'Iran sont en voie de normalisation, encourageant un rapprochement entre Kaboul et Téhéran. Officiellement, les Iraniens continuent de ne pas reconnaître le régime du président Najibullah, mais cette intransigence est relative.

A Kaboul, les diplomates notent les « signes » que s'envisagent indirectement Iraniens et Afghans. Les autorités afghanes ne perdent pas une occasion de démontrer le rôle joué par les wahabites (1), c'est-à-dire, sans le dire, les Saoudiens, ce qui ne peut que plaire aux Iraniens. Le propre frère du premier ministre, sultan Ali Kechmand (Hazaras

chites), a été nommé chargé d'affaires à Téhéran.

M. Najibullah s'est rendu, pour la première fois cette année, à des cérémonies chérites et a contribué à la reconstruction de la mosquée chérite de Kaboul. Le chargé d'affaires iranien, d'autre part, participe volontiers aux cérémonies officielles ainsi qu'aux manifestations culturelles soviétiques. Le 6 août, lorsque M. Chevardnadze, ministre soviétique des affaires étrangères, est passé par Kaboul, en revenant de Téhéran, il s'est félicité du « réalisme nouveau » et de l'attitude « positive » des Iraniens sur le conflit. A Kaboul, un diplomate soviétique abonde : « L'influence de l'Iran sur les chérites afghans est aujourd'hui bénéfique ». Cette

influence revient à obtenir des groupes chérites la résistance, financés par l'Iran, qu'ils cessent le combat contre les troupes de Kaboul.

En échange, le gouvernement de M. Najibullah a déjà accordé une autonomie administrative et politique au Hazarajat (2), cette décision ayant été cautionnée par une loya jira (grande assemblée traditionnelle). Toutes les parties en cause y trouvent leur intérêt : l'Afghanistan a besoin d'améliorer ses relations avec l'Iran, à la fois pour des impératifs économiques et de sécurité. Avant la guerre, une part importante des marchandises arrivait à Kaboul provenaient d'Iran. Aujourd'hui, bien que le commerce frontalier n'ait jamais cessé via la ville de Hérat, les Afghans souhaitent rompre leur isolement par l'ouverture d'échanges commerciaux entre leur territoire et le port iranien de Bandar-Abbas, sur le détroit d'Ormuz. Ces grandes manœuvres diplomatiques et régionales supposent cependant le rétablissement de la paix en Afghanistan. Mais l'intérêt des États-Unis ne réside pas forcément dans l'édification d'un axe régional irano-soviétique.

LAURENT ZECCHINI

(1) On appelle ainsi les combattants non afghans, venus en Afghanistan pour participer à la jihad (guerre sainte), Saoudiens, Koweïtiens, Libyens, Palestiniens et Nord-Africains. Leurs motivations sont diverses, mais souvent pécuniaires. Payés par l'Arabie saoudite, ils se livrent à du prosélytisme islamique et anti-occidental. Ils sont souvent accusés, non sans raison, de commettre des « bavures » (massacres et viols), ce qui fait parfois également les moudjahidines.

(2) La région du Hazarajat, où vit l'essentiel de la population chérite de l'Afghanistan (environ 15 % de la population totale du pays avant la guerre), se situe dans le centre du pays, entre les provinces de Ghor et de Bamiyan. De tout temps écartés du pouvoir, volontiers méprisés, ils ont joué un rôle cependant important dans la résistance (ils ne sont pas représentés dans le gouvernement « de Peshawar »). Les Soviétiques n'ayant jamais réussi à contrôler la région, celle-ci était de facto autonome depuis dix ans.



## Washington s'interroge sur ses erreurs

WASHINGTON  
de notre correspondant

Un porte-parole du département d'État a confirmé, lundi 11 septembre, qu'un émissaire américain avait rencontré quatre jours plus tôt à Rome l'ancien souverain afghan Zahir Shah, et que de nouveaux entretiens suivraient. L'événement n'est pas de portée considérable — une rencontre avait déjà eu lieu en avril dernier, — et le porte-parole a eu beau jeu d'affirmer que la politique des États-Unis n'avait nullement changé : il s'agit de dégager « une solution politique qui permette l'autodétermination du peuple afghan ».

Cela dit, il est bien difficile de ne pas voir dans ce regain d'intérêt porté à l'ancien roi un signe supplémentaire que les responsables américains sont en train de se poser de sérieuses questions sur l'Afghanistan. Le retrait des troupes soviétiques, le 15 février, avait été salué comme le couronnement de la politique de fermeté de l'administration républicaine Reagan-Bush. Depuis, l'évolution de la situation a singulièrement réduit les dimensions de cette « victoire » : le régime pro-soviétique de M. Najibullah est toujours en place, et rien n'indique qu'il soit au bord de l'effondrement, tandis que la résistance ne parvient toujours pas à s'emparer d'une des principales localités du pays.

Officiellement, la position de Washington reste ce qu'elle était au printemps : aucun compromis n'est envisageable avec le régime de M. Najibullah, « car telle est la volonté du peuple afghan ». Officieusement, on continue d'espérer que la résistance remportera sur le terrain des succès susceptibles de déboucher la situation, c'est-à-dire de précéder la chute du régime de Kaboul. Mais, même si l'on n'est pas prêt à en convenir, ces espoirs s'effritent de plus en plus, et l'on ne peut que constater que l'été s'achève, et tout indique qu'il faudra attendre l'an prochain, et une nouvelle « saison des combats »...

L'affaire prend un tour d'autant plus désagréable que l'administration Bush a, selon toute apparence, été prise à un piège qu'elle

se croyait capable d'éviter. M. Bush et ses plus proches collaborateurs n'avaient-ils pas professé la plus grande prudence à l'égard de Moscou, n'avaient-ils pas pris soin d'éviter d'être vus, de croire que M. Gorbachev n'avait rien à leur égard que les meilleures intentions du monde ? Tandis que cette approche précautionneuse inspirait — avec succès — la politique de M. Bush en matière de désarmement, une série d'erreurs étaient pourtant commises à propos de l'Afghanistan — erreurs que l'administration n'a pas officiellement reconnues, mais qu'elle s'emploie clairement à corriger.

#### L'URSS sous-estimée

La faute de jugement majeure a consisté à avoir grandement sous-estimé la volonté de Moscou de sauver la face et de défendre, par ses armes, sinon par ses soldats, le régime de M. Najibullah. Selon les estimations américaines, l'URSS aurait fourni depuis le 15 février pour plus de 1,5 milliard de dollars d'armes à ses protégés. Dans le même temps, à en croire le sénateur Gordon Humphrey, spécialiste des questions afghanes au Congrès, les livraisons américaines à la résistance diminuaient de moitié. Loin de fournir aux moudjahidines les armements lourds nécessaires à la conquête des villes, l'administration s'inquiétait surtout des moyens de récupérer les missiles Stinger encore en possession de la résistance, de peur qu'ils ne tombent dans de mauvaises mains pro-orientales.

Dès le début de l'été, des émissaires de la résistance étaient venus à Washington réclamer des armes, mais l'administration, qui qu'elle en dise, semble avoir été lente à réagir. Le remplacement récent du responsable de la CIA chargé des livraisons d'armes aux divers groupes de résistants, annoncé il y a une dizaine de jours par le Washington Post et jamais démenti, confirme éloquentement que « quelque chose n'allait pas ». Un autre congressiste vient de se livrer, toujours par

l'intermédiaire du Washington Post, à une dénonciation aussi virulente que détaillée des errements supposés de la CIA.

Dans le même temps — et même si les porte-parole officiels refusent systématiquement de discuter de ces questions, — il semble bien que les États-Unis aient décidé d'arrêter directement les divers groupes qui combattent sur le terrain, sans passer par les partis politiques qui les représentent à Peshawar : ce pourrait aussi être un moyen d'éviter qu'une trop grande partie de ces armes ne tombent dans les mains du groupe de M. Gulbuddin Hekmatyar, soutenu par les services secrets pakistanais et considéré comme l'un des islamistes les plus extrémistes.

Parallèlement, et cette fois très officiellement, Washington s'est mis à dénoncer haut et fort le comportement des Soviétiques. L'ambassadeur américain auprès de la résistance, M. Peter Tomsen, a même affirmé récemment que trois cents « conseillers soviétiques » supervisaient l'utilisation par les troupes de Kaboul des missiles Scud, qui font des ravages parmi les moudjahidines et les populations civiles, et dont deux cent cinquante exemplaires auraient été tirés pendant le seul mois de juillet dernier.

Au moment où M. Gorbachev devrait logiquement avoir bien d'autres soucis en tête, et alors que les Américains semblent soigneusement éviter d'aggraver ses difficultés internes, l'attentisme soviétique à propos de l'Afghanistan a de quoi laisser perplexes les responsables de l'administration. L'affaire devrait être évoquée, au chapitre des problèmes « régionaux », lors des entretiens entre le secrétaire d'État, M. James Baker, et le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, les 22 et 23 septembre, dans le Wyoming. Échaudés, et dégrisés de leur euphorie de février dernier, les Américains auront toutes les raisons d'être fermes. Ce qui ne les empêche pas forcément d'explorer dès maintenant les voies d'une solution de compromis, où l'ex-roi pourrait jouer un certain rôle.

JAN KRAUZE

VIENT DE  
PARAITRE

# ATLAS DES 98 99 CO

Le premier Atlas  
économique mondial  
en langue française.  
Vendu dans le monde  
entier. 204 pays  
d'Afghanistan à  
Zimbabwe.

Broché... 85F  
Vente en Kiosque

Relié... 125F  
Vente en Librairie

Les éditions G. B. S.  
9, rue d'Aboukir  
75002 Paris

**VENTES  
PAR ADJUDICATION**  
Rubrique OSP  
64, rue La Boétie, 45-63-12-66  
MINITEL 36.15 CODE A 3 T  
puis OSP

Vente au Palais de Justice de Paris  
Jeudi 21 septembre 1989 à 14 h 30  
En un seul lot  
**PIECE SUR COUR  
avec petite cuisine**  
dans un immeuble à Paris 15<sup>e</sup>  
16, rue Desnouettes  
Mise à prix : 80 000 F  
S'adresser pour tous renseignements :  
à M<sup>re</sup> GELINET, avocat,  
14, rue de Valenciennes, Paris 9<sup>e</sup>  
Tél. : 43-67-06-50, au greffe du tribunal  
de grande instance où est déposé  
le cahier des charges de l'adjudication  
Sur les lieux pour visiter

Vente au Palais de Justice de Paris, le  
JEUDI 21 SEPT. 1989, à 14 h 30. UN LOT :  
**UN APPARTEMENT 2 P.**  
cuis. au 4<sup>e</sup> ét. Bât. B à PARIS-8<sup>e</sup>  
**41, RUE BUFFON**  
Mise à prix : 80 000 F  
S'adr. à M<sup>re</sup> S.C. LEFEBVRE, avocat,  
20, quai de la Mégisserie, 75001 PARIS  
Tél. : 42-33-78-08

Vente sur saisie immobilière  
au Palais de Justice de Paris  
le Jeudi 20 septembre 1989 à 14 h  
en un lot  
**UN APPARTEMENT**  
à Paris 10<sup>e</sup> - 153, quai de Valmy  
de 3 pièces au 4<sup>e</sup> étage - une cave  
**MISE A PRIX : 60 000 F**  
S'adresser pour renseignements  
à la S.C.P.  
COURTEAULT, LECOCQ,  
RIBADEAU-DUMAS, avocats,  
17, avenue de Lamballe, Paris-16<sup>e</sup>  
Tél. : 45-24-46-40

Vente sur saisie. Palais Justice EVRY (91), MARDI 26 SEPTEMBRE 1989, à 14 heures  
**PAVILLON D'HABITATION à CORBEIL-ESSONNES (91000)**  
22 bis, rue Louis-Joyeux - Contenance 11 ares 22 centiares  
**M. à P. 100.000 F** S'adr. SCP ELLUL-GRIMAL-ELLUL  
avocats à EVRY (91000), 3, rue du Village  
Tél. : 60-77-96-10

VENTE au Palais de Justice de Paris, le JEUDI 21 SEPT. 1989, à 14 h 30  
**APPARTEMENT - 38 bis, AVENUE GEORGE-V**  
à PARIS-8<sup>e</sup> - 2 p. cuis., s. de b., w.-c., au 8<sup>e</sup> étage  
**M. à P. : 1.000.000 F** S'adr. à M<sup>re</sup> LEFEBVRE, avocat, 20, quai de la  
Mégisserie, 75001 PARIS - Tél. : 45-35-78-08

Vte s./sais. Palais de Justice EVRY (91) MARDI 26 SEPTEMBRE 1989 à 14 h  
**UN TERRAIN A YERRES (91330)**  
ET UN DEBUT DE CONSTRUCTION - 38, ALLÉE DES CHEVREUILS  
LIEUDIT : ALLÉE DES CHEVREUILS - Cote 63 34 CA  
**M. à P. : 100.000 F** S'adr. SCP ELLUL-GRIMAL-ELLUL  
avocats à EVRY (91000), 3, rue du Village  
Tél. : 60-77-96-10

VENTE au Palais de Justice à PARIS, Jeudi 21 SEPT. 1989, à 14 h 30  
**UN STUDIO - 5 à 9, RUE PLUMET**  
PARIS-19<sup>e</sup>. Ent., séjour, penderie, s. de b. avec w.-c.  
cuisine au 3<sup>e</sup> étage, escalier A  
**M. à P. : 300.000 F** S'adr. SCP LAMOTTE, avocats,  
100, rue Saint-Denis, 75007 PARIS -  
45-55-71-44 - VISITE s./place, le mardi 19 SEPT. de 9 h à 10 h 45

VENTE au Palais de Justice à CRETEIL, JEUDI 20 SEPTEMBRE 1989, à 14 h 30  
**TERRAIN 4 474 m<sup>2</sup> à LIMIL-BREVADES (94)**  
av. de Valentin, lieudit « le Haut-du-Petit-Gagny »  
et les constructions (habitations individuelles)  
**M. à P. 1.000.000 F** S'adr. à M<sup>re</sup> TACNET, avocat, 20, rue  
Jean-Jaures, 94000 CRETEIL - 45-09-10-62  
S'adr. à M<sup>re</sup> LAMOTTE, avocat, 100, rue Saint-Denis,  
75007 PARIS - Tél. : 45-55-71-44

VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice à EVRY (91), rue des Mazères,  
le MARDI 26 SEPTEMBRE 1989, à 14 heures  
**PAVILLON D'HABITATION à SERMAISE (91)**  
8, avenue de Paris, lieudit « le Village »  
comp. rez-de-cha., vestibule, salon av. cheminée, s. à manger av. cheminée, débarras, cuis.  
Étage : 4 chambres, WC, s. de b., débarras. Cuisine indépendante. Terrain conc. n<sup>o</sup> 32 40 ca.  
**M. à P. 150.000 F** S'adr. à M<sup>re</sup> V. de CHALARD,  
avocat à EVRY, rue des Mazères, loc. n<sup>o</sup> 1  
« le Mazère » - Tél. : 60-77-15-57, 10 h 30 à 12 h 30 et 15 h à 18 h 30.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOREIGNY  
le mardi 26 septembre 1989 à 13 h 30  
**UN APPARTEMENT à BAGNOLET**  
(Seine-Saint-Denis), 290, rue de Noisy-le-Sec  
bâtiment C, de 2 pièces au 1<sup>er</sup> étage, une remise  
**Mise à prix : 100 000 F**  
S'adresser à M<sup>re</sup> PIETRUSZYNSKI, avocat à PANTIN (93), 28, rue Scandiano,  
SCP COURTEAULT, LECOCQ, RIBADEAU-DUMAS, avocats, 17, avenue de Lamballe,  
PARIS (16<sup>e</sup>) - Tél. : 45-24-46-40.

VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice à CRETEIL  
le JEUDI 20 SEPTEMBRE 1989, à 14 h 30. EN UN LOT  
**UN APPARTEMENT à CHAMPIGNY-SUR-MARNE (94)**  
148, rue de Verdun - 169 à 173, rue Diderot  
dans imm. CDE type Y, rue de Verdun, comp. : entr., w.-c., salle d'eau, cuis., s. de b., 3 ch. et 9/10 000<sup>e</sup> part.  
com. (lot 91) et CAFE n<sup>o</sup> 26 m<sup>2</sup> s/l, les 6/10 000<sup>e</sup> part. com. (lot 92)  
**M. à P. : 200.000 F** S'adr. à M<sup>re</sup> CHENET, avocat,  
51, bd Montaigne, 94000 CRETEIL - 45-09-10-62  
M<sup>re</sup> Albert GOLDRENT, avocat, 250 bis, bd Saint-Germain, 75007 PARIS  
Tél. : 45-44-70-50 - Sur place pour visiter

Vente sur conversion de saisie immobilière au Palais de Justice de Paris  
le jeudi 25 septembre 1989 à 14 heures  
**En deux lots à PARIS 15<sup>e</sup>**  
1) 94/96, rue de Javel  
lot n<sup>o</sup> 18, rez-de-chaussée gauche, bureaux comprenant 2 pièces, w.-c.  
**MISE A PRIX : 250.000 F**  
2) 17/25, r. Desnouettes et 1 à 11, r. Ollier  
lot n<sup>o</sup> 306, 1<sup>er</sup> étage porte gauche, entr., living-room, 4 chambres, cuisine,  
salle de bain, w.-c., dégagement, loggia.  
**MISE A PRIX : 500.000 F**  
S'adr. à la SCP POUDEUX, GRUSTEIN, NAVARRE, avocats à PARIS (15<sup>e</sup>),  
39, rue de Valois - Tél. : 42-61-52-32 (M<sup>re</sup> Chardin).

Vente sur publication judiciaire au Palais de Justice de Versailles, 3, place A.-Mignot,  
et av. de l'Europe, le mercredi 27 septembre 1989, à 9 h 30  
**En 8 lots à Versailles (Yvelines)**  
22, rue des Bourdonnais, et 68, rue Royale (angle des deux voies)  
1<sup>er</sup> lot (lot 2 du BC)  
**UN LOCAL COMMERCIAL**  
Occupe - MISE A PRIX : 200 000 F  
2<sup>e</sup> lot (lot 6 et 30 du BC)  
**LIBRE - MISE A PRIX : 40 000 F**  
3<sup>e</sup> lot (lot 19 du BC)  
**LIBRE - MISE A PRIX : 30 000 F**  
4<sup>e</sup> lot (lot 14, 24, 25 du BC)  
**LIBRE - MISE A PRIX : 30 000 F**  
5<sup>e</sup> lot (lot 20 du BC)  
**LIBRE - MISE A PRIX : 25 000 F**  
6<sup>e</sup> lot (lot 23 du BC)  
**LIBRE - MISE A PRIX : 25 000 F**  
7<sup>e</sup> lot (lot 23 du BC)  
**LIBRE - MISE A PRIX : 25 000 F**  
8<sup>e</sup> lot (lot 23 du BC)  
**LIBRE - MISE A PRIX : 25 000 F**  
de 47 m<sup>2</sup> au total, WC/palais, une cave  
habitable en l'état. M. à P. 200 000 F  
Rens. Cabinet de M<sup>re</sup> SALONE, avocat, 19, rue Sainte-Sophie  
à VERSAILLES (78000) - Tél. : 39-30-01-69.

Pour votre  
**DEMENAGEMENT**  
**ODOUL** AGENT DE  
16, rue de l'Atlas - 75019 Paris 42 08 10 30 demeco

## Afrique

AFRIQUE DU SUD : la marche pour la paix au Cap

### Sous le drapeau d'un parti interdit

Le drapeau or, vert et noir du Congrès national africain (ANC) a flotté, mercredi 13 septembre, aux côtés d'autres bannières et banderoles, au-dessus des rangs de plusieurs dizaines de milliers de participants à la grande marche pour la paix qui a eu lieu au Cap. Aucun incident n'a été signalé et la police, quasiment invisible, n'est intervenue à aucun moment, pas même comme cela a toujours été le cas jusqu'à présent - pour confisquer le drapeau d'une organisation interdite que Prétoria considère comme son ennemi juré.

Comme pour faire durer le plaisir de cette première manifestation anti-apartheid à avoir été déclarée légale - sur intervention de dernière heure du président par intérim Fré-

derik De Klerk lui-même, - la marche de mercredi a serpenté pendant deux heures dans les rues du centre de cette cité pour atteindre finalement l'hôtel de ville situé à 2 kilomètres à peine de la cathédrale anglicane Saint-George, son point de départ. Devant l'hôtel de ville, des orateurs improvisés ont alors proclamé que la ville avait été « prise par le peuple », dont ils ont salué la « victoire ».

Les estimations sur l'ampleur de la marche allaient de 20 000 à 100 000 participants (selon les organisateurs). Ces derniers, au premier rang desquels l'archevêque anglican du Cap, Mgr Desmond Tutu, et le président de l'Alliance mondiale des Eglises réformées, le pasteur métis,

M. Allan Boesak, avaient pris la tête de ce cortège multiracial aux côtés du maire blanc de la ville, M. Gordon Oliver.

#### Un esprit nouveau

« Cette journée fera date », a déclaré Mgr Tutu, « car nous, le peuple, avons remporté aujourd'hui une grande victoire pour la justice et pour la paix ». A l'hôtel de ville, à l'heure des harangues politiques, le maire s'est lui aussi adressé à la foule du haut du balcon qu'un lacet enroulé avait, au vu de tous, drapé aux couleurs de l'ANC. « Je forme le vœu que nous puissions tous nous aimer les uns les autres, comme des frères et des sœurs », a-t-il dit.

Le secrétaire général du Conseil sud-africain des Eglises, M. Frank Chikane, a pour sa part, déclaré : « Vous êtes le symbole de l'Afrique du Sud nouvelle que nous souhaitons ».

De son côté, M. Jay Naidoo un dirigeant de la plus grande confédération syndicale du pays, le Congrès des syndicats sud-africains (COSATU), a affirmé : « Nous sommes en marche vers notre libération ». La veille au soir, le nouveau président sud-africain avait lui aussi exprimé l'espoir que les événements de ce mercredi « apporteraient la preuve qu'un esprit nouveau peut se lever sur notre beau pays ». (AFP).

BÉNIN : faillites bancaires, grèves des fonctionnaires

### « Que les dignitaires du régime rapatrient leurs fonds pour nous payer... »

COTONOU  
de notre envoyé spécial

Belle foire d'empoigne lorsque, à force de jongleries, l'Etat réussit à ramasser un peu d'argent pour payer ses agents et le leur distribuer. Il arrive souvent, en effet, que les sommes ainsi souteintes à droite et à gauche ne suffisent pas à régler les traitements des quelque cinquante mille agents d'Etat. Sécurité du régime oblige, les militaires, et parmi eux les hommes de troupe, sont, en principe, prioritaires, mais les pressions des autres fonctionnaires sont si fortes qu'en réalité les premiers arrivés sont les premiers servis. « Le versement des salaires provoque de véritables bagarres, raconte un témoin. Il y a déjà eu des blessés graves... »

La machine administrative tourne au ralenti car la majorité des agents de l'Etat ont cessé le travail. L'université est en sommeil depuis janvier, les écoles secondaires sont fermées depuis avril, les ministères sont désertés depuis juillet. Pour assurer la rentrée scolaire d'octobre, les professeurs réclament le versement d'au moins six mois d'arriérés de salaires. Le gouvernement vient de leur en offrir trois.

« Nous savons que les dignitaires du régime ont des fonds à l'étranger ; qu'ils les rapatrient pour nous payer », lance, sans trop y croire, M. Léopold Dossou, secrétaire général du Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNES). Et d'ajouter : « Si d'autres dirigeants moins cupides arrivaient au pouvoir, nous serions prêts à faire des sacrifices... »

#### Drôle de marabout

Pour l'heure, les agents de l'Etat se contentent de compenser leurs pertes de salaires. Certains, convertis au négoce, vendent à la sauvette des articles importés en fraude du Nigeria voisin, comme de l'essence, six fois moins chère à Lagos qu'à Cotonou. D'autres, dans la capitale, ont réinventé le « taxi-moto », plus rapide que le taxi-auto. Tous font de fréquentes visites dans leur village pour y approvisionner à bon compte. Sans certitude sur l'avenir, plusieurs milliers d'étudiants se sont, quant à eux, inscrits à l'université de Lomé, au Togo.

Les autorités s'efforcent de payer au plus pressé, à savoir payer les salaires du mois en cours. Mobiliser, pour ce faire, les ressources intérieures, impôts et droits de douane ? La crise économique et surtout la fraude aux frontières limitent la portée de cet exercice. Pris à la gorge, le Trésor n'a pas hésité à piocher dans les caisses des quelques entreprises publiques encore en état de marche.

La plus simple, à l'évidence, est de solliciter le concours des bailleurs de fonds. La France, ancienne puissance coloniale, a déjà décaissé 112 millions de francs et n'attend pas d'engager davantage. Reste, dans l'immédiat, la possibilité de détourner « provisoirement » de leur affectation, sous couvert d'avances sur recettes fiscales, certaines ressources extérieures mobilisées par le tout nouveau plan d'ajustement structurel (PAS), soit environ un milliard de francs. En désespoir de cause, la Banque mondiale et le Fonds de dévelop-

pement européen (FED) semblent résignés à participer, à leur tour, à cette opération de sauvetage.

Qui assurera les payes suivantes ? L'Etat ne sera pas de sitôt en mesure d'honorer ses engagements. Solliciter les Etats-Unis, le Japon, les pays scandinaves qui ne se sont pas encore intéressés au Bénin ? Encore faudrait-il que le régime autocratique du général Mathieu Kérékou montre des signes d'ouverture politique pour le moment bien timides. On comprend que « les bailleurs de fonds traitent un peu les pays comme le regrette pourtant M. Robert Dossou, ministre du plan, tant sont faibles les heures d'un redressement économique. « La débâcle est complète, absolue », commente un expert.

A la vérité, il n'y a plus vraiment d'Etat au Bénin. Trop attachés à défendre leurs intérêts, les gens au pouvoir ont tout fait pour qu'il en soit ainsi. Dans ce pays qui se réclame en principe du socialisme scientifique, la quasi-totalité des entreprises publiques ont été mises en faillite. Toutes les banques sont en règlement judiciaire. Triste record ! En cinq ans, la Banque commerciale du Bénin (BCB) a perdu quasiment deux fois son capital de 20 millions de francs et compte 72 981 créanciers. Ses anciens directeurs généraux sont en prison ou en fuite...

Grâce à des appuis politiques, évoquent ces « milliards qui rapidement se volatilisent pour enrichir quelques profiteurs ». Et de préciser : « Les appuis de certains laissent croire que l'ardeur réformatrice et édificatrice du bonhomme national si souvent proclamé n'est qu'une mystification, une couverture, une diversion, pour satisfaire leur volonté de puissance... »

L'âme damnée du président, M. Amadou Cissé, qui avait la haute main sur les services de sécurité avec rang de ministre d'Etat, est, depuis fin juillet, sous les verrous à Fresnes. Ce ressortissant franco-malien est poursuivi pour « faux en écriture bancaire ». Il s'est aussi par la BCB pour un détournement de 50 millions de francs. Ce « marabout » qui n'était, en réalité, qu'un escroc de haute volée, a joué, pendant des années, les éminences grises auprès du général Kérékou, fervent animiste. D'autres filous se sont entre-temps introduits au palais de la présidence et assaillent d'occuper la place que son arrestation a laissée vacante.

#### « Pas plus mauvais qu'un autre »

Sans ressources propres sauf le coton, le Bénin est devenu, faute de mieux, le pays de tous les trafics : drogue, armes, biens de consommation, grâce à la proximité du puissant Nigeria, avec



des opérateurs économiques sans solvabilité ont obtenu des crédits démesurés. Les sociétés d'Etat ont détourné les crédits qui leur avaient été consentis. A quoi s'ajoutent la fraude des agents d'exploitation pour leur propre compte ou pour celui de leurs amis.

Trois mois vus par un clan de policiers fort influents qui ne souhaitent visiblement pas que l'on remue, sous leurs yeux, ces affaires de gros sous, les administrateurs judiciaires sont à l'œuvre. Leurs collaborateurs sont l'objet de mesures d'intimidation : arrestations arbitraires, perquisitions à domicile, appels téléphoniques anonymes. La récupération des dettes est très lente car d'aucuns s'arrangent pour empêcher les tribunaux de siéger.

lequel il partage une frontière commune. Il s'est ainsi développé, ici, une économie informelle, « à l'italienne », qui a permis à beaucoup d'autochtones d'y trouver leur compte et qui n'a pas besoin de l'Etat pour prospérer. Les gens au pouvoir depuis la « révolution de 1972 » ont tout de même en la « sagesse » - parce qu'ils en profitaient eux aussi - de fermer les yeux sur ce commerce clandestin, peu conforme aux canons du socialisme.

Pour l'essentiel, les énormes profits tirés de ces trafics jouent ont pris le chemin de l'étranger. Seuls témoins, sur place, de cette richesse vite amassée, de plantureuses maisons de maître inachevées aux portes de Cotonou. Même une nombreuse intelligentsia - ne dit-on pas autocrates de ce pays qu'il était le « Quartier latin » de l'Afrique ? - s'est installée en Europe ou en Amérique. Il y a plus de médecins béninois dans la seule région Ile-de-France que dans le Bénin tout entier...

« Ne plus vivre au coup par coup, mettre au point une stratégie de développement », telle est

l'ambition du ministre du plan. Mais beaucoup d'observateurs doutent que ce néophyte membre du gouvernement depuis début août - puisse arriver à ses fins tant les résistances sont fortes au sein d'une équipe dirigeante très attachée, quoi qu'elle en dise, à ses privilèges.

Il importe avant tout au général Kérékou, qui s'est vu confier, début août, par l'Assemblée nationale populaire, un nouveau mandat de cinq ans, de demeurer coûte que coûte au pouvoir. Pour ce faire, il semble prêt à écouter certaines doléances, notamment celles des bailleurs de fonds. Il a accepté une remise en ordre économique par le biais du PAS. Il a introduit quelques technocrates dans son gouvernement à la faveur d'un récent remaniement ministériel. Il vient de décréter une amnistie, dont sont cependant exclus plusieurs dizaines de délégués politiques. Ce qui fait dire à certains que le « grand carnaval de lutte » est capable de s'amender et qu'à bien y réfléchir « il n'est pas plus mauvais qu'un autre... ».

Pas question, toutefois, d'envoyer le multipartisme, dont M. Robert Dossou ne se cache pas pour dire qu'il est « l'une des conditions du développement ». Pour le chef de l'Etat, « le Bénin a déjà tenté cette triste expérience ». A son avis, ceux qui en parlent sont des « utopistes ».

Quoi qu'il en soit, les universitaires font leur, au grand jour, cette revendication politique sans espérer que le présent régime puisse la satisfaire.

#### Le « déprérisement » de l'Etat

La population a perdu confiance en ce régime foncièrement corrompu qui, au départ, promettait de « donner un avenir aux plus pauvres ». Mais les Béninois, qui sont de tempérament plutôt pacifique, ne sont pas enclins à forcer le cours des événements. S'en remettre aux militaires ? Ceux-ci sont court d'armes et de munitions. Seule, la garde présidentielle - environ un millier d'hommes - est correctement équipée.

Au demeurant, le « déprérisement » de l'Etat affecte les Béninois qui l'ont pour employeur, c'est-à-dire en majorité des citoyens. En revanche, si les trois quarts des autochtones qui vivent à la campagne ne reçoivent pas les prestations auxquelles ils ont droit en matière d'éducation, de santé, de transports, du moins mangent-ils à leur faim.

Beaucoup de Béninois reprochent aux bailleurs de fonds, en particulier à la France, de maintenir artificiellement en vie, à coups de crédits, un régime moribond. Paradoxalement, ces mêmes Béninois sont persuadés que le salut ne pourra venir que de l'extérieur. « De l'ancienne métropole bien sûr, insiste un commentateur de Cotonou, mais aussi d'Iracl et, pourquoi pas, d'Afrique du Sud... »

En tout cas, sur une place de Cotonou, une statue géante de Léonine, offerte par l'Union soviétique, attend dans son emballage d'être inaugurée. Mais, aujourd'hui, la révolution n'est plus à l'ordre du jour. L'a-t-elle vraiment été ? Au Bénin, les lendemains n'ont jamais chanté que pour les combinateurs.

JACQUES DE BARRIN

Afrique

صكنا من الامل



## Afrique

**NAMIBIE : après l'assassinat d'un dirigeant nationaliste**

### Le représentant de l'ONU dénonce les « actes désespérés de quelques extrémistes »

La Namibie se préparait, mercredi 13 septembre, à accueillir, l'un de ses plus célèbres citoyens, M. Sam Nujoma, chef du principal mouvement nationaliste noir de cette colonie sud-africaine, dans une atmosphère de consternation et de peur engendrées par l'assassinat, mardi, d'un dirigeant blanc de ce mouvement, M. Anton Lubowski. L'administrateur général sud-africain de ce territoire qui devrait accéder l'an prochain à l'indépendance, M. Louis Pienaar, a annoncé un renforcement des forces de police et des mesures de sécurité pour protéger M. Nujoma, président de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO). En effet, depuis février 1980, M. Nujoma, soixante ans, dirige une organisation qui a combattu pendant plus de vingt-deux ans les troupes sud-africaines.

Dans un long communiqué, le SWAPO a implicitement mis en cause les autorités dans l'assassinat de M. Lubowski, en affirmant que

« les seuls qui ont accès à des AK-47 », l'arme avec laquelle il a été abattu devant son domicile, sont « les SADF [l'armée sud-africaine], la police et les Koevoets » (ancienne unité « antiterroriste » de la police namibienne).

Un correspondant anonyme a revendiqué l'assassinat du dirigeant blanc du mouvement nationaliste au nom d'un mystérieux groupe d'extrême droite, les Wit Wolwe (les loups blancs, en afrikaans).

Le processus d'indépendance de la Namibie ne sera pas remis en cause par cet assassinat, a affirmé le représentant spécial à Windhoek du secrétaire général de l'ONU, M. Martti Ahtisaari. Dans un communiqué, il a « assuré les Namibiens que leur désir d'une transition pacifique vers l'indépendance, trop longtemps retardée, ne peut pas et ne sera pas victime des actes de plus en plus désespérés de quelques extrémistes ». — (AFP.)

**MAROC : selon le gouvernement**

### Les grévistes de la faim « ne sont pas des détenus politiques »

RABAT (AFP). — Le gouvernement marocain a estimé que les quatre personnes qui font une grève de la faim à Rabat et à Casablanca (le Monde du 9 septembre) « ne sont pas des détenus politiques », dans une mise au point publiée mercredi 13 septembre à Rabat.

Il s'agit, « contrairement aux allégations », de « détenus de droit commun, condamnés pour voies de fait ayant porté gravement atteinte à l'ordre public dans diverses parties du royaume ».

Le gouvernement marocain, « en procédant à cette mise au point, considère dorénavant que toute démarche à ce sujet sera considérée comme une immixtion dans les affaires intérieures » du Maroc. Il affirme que « la procédure qui a abouti à la condamnation » de ces détenus « a respecté toutes les normes du droit ». « C'est ainsi, sou-

ligne la mise au point, que tous ces détenus ont été défendus par des avocats de leur choix, que les tribunaux qui les ont jugés sont des tribunaux de droit commun et que l'instruction de leur procès, du début à la fin, a reçu la publicité requise ».

Ces détenus sont en grève de la faim depuis plusieurs semaines, selon des communiqués des organisations marocaines des droits de l'homme. Une délégation mandatée par l'Association internationale des juristes démocrates (AIJD) et par la Commission internationale des professionnels de la santé (CINPROS) s'est rendue dernièrement au Maroc pour s'informer de leur sort.

Elle a rencontré leurs familles et a « tenté de contacter certaines instances gouvernementales », mais « aucun responsable n'a daigné la recevoir », ont déploré les organisations marocaines.

## A travers le monde

**Algérie.**

### Trente-cinq interpellations dans l'est du pays

A la suite de troubles survenus les 10 et 11 septembre en Algérie (le Monde du 13 septembre), seize personnes ont été interpellées, à la suite de l'occupation de la mairie de Mooklane, près de Sétif, et trois écrouées pour troubles à l'ordre public. Quelques cent cinquante manifestants, dispersés par le gendarmier dans cette localité, réclamaient l'électrification de leurs foyers. D'autre part, dix-neuf personnes ont été interpellées et dix incarcérées à la suite d'affrontements entre les forces de l'ordre et la population survenus près de Constantine. — (AFP.)

**Grande-Bretagne**

### Attentats contre des librairies Penguin, l'éditeur des « Versets sataniques »

Une bombe a explosé, mercredi 13 septembre, devant une librairie Penguin, l'éditeur des Versets sataniques, à York, (320 kilomètres au nord de Londres), tandis qu'à trois autres étaient démolies, également devant des librairies Penguin, à Guildford, dans le Surrey, à Nottingham et à Peterborough.

L'explosion d'York n'a provoqué que de légers dégâts, la police ayant fait évacuer les lieux. La société de télévision ITN avait reçu un appel téléphonique anonyme l'avertissant que quatre bombes avaient été déposées devant ces librairies.

Au cours des derniers mois, quatre librairies londoniennes vendant le roman de Salman Rushdie — l'auteur des Versets sataniques, qui vit en un lieu très secret depuis février dernier — ont été l'objet d'attentats.

Par ailleurs, un parti islamique de Grande-Bretagne, ouvert à tous les musulmans du pays, a été créé, mercredi, à la grande mosquée de Londres. Selon son fondateur, M. Daoud Moussa Piddock, un ancien catho-

que converti à la religion musulmane, le but de ce parti est de réconcilier les Britanniques avec l'Islam.

M. Piddock a déclaré qu'il envisageait de créer ce parti depuis des années, et que la controverse née à la suite de la publication des Versets sataniques l'avait convaincu de passer aux actes. Selon lui, le parti islamique compte déjà plusieurs centaines de membres. — (AFP, Reuters.)

**Japon**

### Un prêtre français arrêté

Un missionnaire français a été arrêté, jeudi 14 septembre, à son domicile dans la banlieue de Tokyo. Le Père Maurice Debiorn, de l'ordre du Prado, avait refusé de donner ses empreintes digitales — par solidarité avec la minorité coréenne résidente au Japon — et de payer l'amende qui lui avait été infligée pour ce refus. Il a été condamné à douze jours de détention.

Comme d'autres missionnaires, le Père Debiorn soutient les résidents corens qui protestent depuis le début des années 80 contre l'obligation pour les étrangers de porter en permanence sur eux une sorte de permis de séjour sur lequel figurent leurs empreintes digitales, mesure réservée aux seuls Japonais coupables d'un crime ou d'un délit. Le prêtre français entend attirer l'attention de l'opinion publique sur ce qu'il estime être une atteinte grave au principe du respect de la dignité humaine à l'encontre d'une minorité encore aujourd'hui victime d'une discrimination rampante. — (Corresp.)

● CHINE : les autorités refusent d'accréditer un correspondant américain. — Le ministère chinois a refusé d'accréditer un nouveau correspondant de l'agence de presse américaine Associated Press. M. Dan Biers devait remplacer son collègue John Pomfret, expulsé après les massacres de la place Tiananmen en juin dernier. La radio La voix de l'Amérique attend pour se part depuis quarante-cinq jours une réponse à sa demande d'accréditation pour le remplacement de son correspondant, expulsé en même temps que M. Pomfret. — (AFP.)

## Diplomatie

**Reprise des discussions franco-iraniennes**

Le secrétaire général du ministère des affaires étrangères, M. François Scheer, se rendra à Téhéran le 18 septembre « pour reprendre avec les autorités iraniennes les discussions sur le contentieux existant entre les deux pays », a annoncé mercredi 13 septembre le porte-parole du Quai d'Orsay.

Le premier volet de ce contentieux est d'ordre économique et porte sur le remboursement d'une dette de 1 milliard de dollars contractée en 1974, à l'époque du chah, pour le projet nucléaire civil Eurodif et qui a déjà fait l'objet de deux avances du Trésor français pour un montant de 630 millions de dollars. Reste à verser un reliquat de 370 millions de dollars (244 milliards de francs) et à s'entendre sur le montant des intérêts accumulés.

Ce contentieux d'Etat à Etat se double d'un conflit entre l'Iran et les entreprises françaises : Eurodif au premier chef, qui s'estime lésé par le non-respect des engagements iraniens, et le consortium d'entreprises composé de Framatome, d'Alsthom, de Spie-Batignolles, auquel deux centrales nucléaires avaient été commandées. Au total, ces entreprises réclamaient en 1986 environ 14 milliards de francs de dommages et intérêts à l'Iran, dont plus de 5 milliards pour le consortium et 9 milliards de francs au titre des obligations non exécutées à l'égard d'Eurodif.

L'Iran, qui avait commandé deux centrales nucléaires à la France, s'était engagé à céder une partie de l'uranium enrichi dans l'usine d'Eurodif, située au Tricastin (Drôme) et à participer aux frais de l'usine. Mais, après la révolution, les versements ont cessé, et Téhéran n'a pas enlevé la part de l'uranium qui lui revenait, tout en renouant à construire les deux centrales nucléaires. Le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) a alors gelé le remboursement du prêt et cessé de régler les intérêts à l'Iran.

Mais la question apparemment la plus controversée entre les deux capitales est le sort d'Anis Naccache, chef du commando qui avait tenté, en 1980, d'assassiner l'ancien premier ministre iranien, M. Chahpour Bakhtiar. Condamné à la prison à vie, Naccache a entamé, vendredi 8 septembre, une grève de la faim pour exiger son regroupement avec ses compagnons du commando et obtenir une libération promise, selon lui, par le gouvernement de M. Jacques Chirac.

A ce propos, M. Ali Ahani, l'ambassadeur d'Iran en France, vient d'affirmer sur Radio-Montecarlo que la libération d'Anis Naccache par la France pourrait constituer un « geste positif », mais qu'elle n'était pas une « condition » du renforcement des liens entre Téhéran et Paris.

**Dans « le Monde diplomatique » de septembre**

### Au secours des économies de l'Est

Le gouvernement polonais se donne un an pour réussir et demande une aide accrue de l'Occident. La Hongrie et l'URSS le sollicitent de façon non moins pressante... Mais l'Occident redoute les nouvelles incertitudes qu'entraînent les rapides bouleversements politiques à l'Est. Dans le Monde diplomatique de septembre, Bernard Cassan mesure les implications de l'effort demandé à la CEE pour secourir la Pologne et la Hongrie et les conséquences pour l'avenir de la construction européenne. Marie Lavigne explique les enjeux du débat, aux Etats-Unis, sur l'opportunité de miser sur la marché soviétique. Ignacio Ramonet

traite, lui, à la lumière de l'exemple cubain, de ces révolutions figées qui tiennent à l'écart du renouvellement de larges fractions de leurs peuples.

Dans ce même numéro, Florence Beaugé décrit le misère et le racisme à Washington, capitale triomphante des Etats-Unis. Yves Dezalay montre comment les appétits des hommes d'affaires encouragent le développement des services juridiques en Europe. Armand Petitjean propose, pour maîtriser l'avenir de la planète, un contrat entre l'homme et la nature, tandis que, constate Arthur Rieckers, les politiques de l'énergie sont dans l'impasse.

## CARTIER. L'ART D'ÊTRE UNIQUE

LE 13, RUE DE LA PAIX REDEVIENT L'ÉCRIN PRIVILÉGIÉ DES CRÉATIONS CARTIER. PLUSIEURS MOIS DE RÉNOVATION ONT PERMIS D'EFFECTUER CE RETOUR PRESTIGIEUX DANS LE TEMPS, EN HOMMAGE À LOUIS CARTIER QUI, DÈS 1899, FAISAIT DU 13, RUE DE LA PAIX, LE SYMBOLE AUJOURD'HUI ÉTERNEL DE LA MARQUE.

CARTIER N'A JAMAIS TOUCHÉ AUX MURS DE SON HISTOIRE. VOICI LA MAISON TRANSFORMÉE, RAJEUNIE. ICI, PRÉSERVANT LA MAGIE DU LIEU, BIENTÔT CENTENAIRE, LÀ, OFFRANT DE NOUVEAUX ESPACES ADAPTÉS À NOTRE TEMPS. LE 13 SEPTEMBRE, LA BOUTIQUE CARTIER OUVRE SES PORTES SUR 90 ANS DE SON HISTOIRE.

*Cartier*

JOAILLIERS

DEPUIS 1847

LE 13 SEPTEMBRE, LA JOAILLERIE CARTIER ROUVRE SES PORTES AU 13 RUE DE LA PAIX

# Politique

## La préparation de la rentrée parlementaire

### M. Edmond Alphandéry (UDC) : « Vouloir étouffer la voix du centre serait suicidaire pour l'opposition tout entière »

« M. Alain Juppé a proposé la mise en place d'un conseil supérieur de l'opposition qui n'a guère suscité d'enthousiasme auprès de M. Létour et de ses amis. Le silence des centristes vaut-il au contraire approbation ?

— Certainement pas ! Ce n'est pas une bonne proposition. L'opposition n'a rien à gagner à cet encadrement. Vouloir étouffer la voix du centre serait suicidaire pour l'opposition tout entière. Aujourd'hui, le groupe de l'union du centre à l'Assemblée nationale répond à une attente d'une partie de l'opinion véritablement centrée dans notre pays. Les élections européennes ont montré qu'une partie des voix de Simone Veil sont venues de l'électorat de M. Mitterrand. Beaucoup de Français se retrouvent dans cette opposition constructive que nous voulons conduire. C'est un atout considérable pour toute l'opposition.

— N'instruisez-vous pas à un faux procès ?

— Quand j'écoute le discours de M. Létour hier et celui d'aujourd'hui, quand j'écoute les propos tenus par MM. Juppé et Balladur et que je les compare avec ceux d'il y a un an, je ne me suis qu'un certain chemin ait été accompli dans la compréhension de notre démarche. Si on reconnaît aujourd'hui l'intérêt de la sensibilité centrée dans l'opposition, il faut alors s'interdire de tout faire, parallèlement pour l'empêcher de s'exprimer. J'ajoute qu'il ne suffit pas que les élus-majors s'entendent entre eux dans le cadre d'une structure. Encore faut-il l'adhésion de nos électeurs. Souvenons-nous de la leçon du deuxième tour de l'élection présidentielle de 1988. Tous les leaders centristes, y compris moi-même, ont appelé à voter Chirac sans l'ombre d'une ambiguïté. Or tout le monde a bien vu qu'une partie non négligeable de nos électeurs nous a laissés M. Mitterrand. Cette adhésion des électeurs ne viendra que s'il y a chez les élus une sensibilité qui exprime bien les préoccupations de cet électeur.

Député CDS de Maine-et-Loire, spécialiste des questions économiques, ancien bariste, M. Edmond Alphandéry expose dans un entretien au Monde les raisons de ses réticences vis-à-vis des différents projets de restructuration actuellement à l'étude au sein de l'opposition. Un autre ancien bariste, M. Charles Millon, confirme, quant à lui, dans une lettre expédiée à tous les députés du groupe UDF de l'Assemblée nationale, sa candidature à la succession de M. Jean-Claude Gaudin à la tête de ce groupe.

— La prochaine rentrée parlementaire va voir la création d'un intergroupe de l'opposition. Éprouvez-vous les mêmes réticences ?

— Les centristes ont toujours été favorables à la création de cet intergroupe. Entre partenaires, tout ce qui favorise les discussions est une bonne chose. Mais attention à ce qu'on y fera ! Discuter, oui, imposer non !

— Au sein de cet intergroupe, l'instauration du vote par tête est-elle une bonne chose ?

— J'y suis hostile. A titre personnel, je m'interroge. S'agit-il, au travers de cette proposition, de définir la frontière entre la majorité et l'opposition ? Le groupe UDF s'est toujours situé clairement dans l'opposition. Pas besoin que cette frontière soit tracée par nos partenaires. Nous sommes suffisamment grands et responsables pour la fixer nous-mêmes.

— S'agirait-il d'imposer une camisole de force pour empêcher en définitive l'expression du courant centriste ? Personnellement, je considère que le mandat qui m'a été donné par mes électeurs est, bien sûr, de critiquer le gouvernement, mais aussi, chaque fois que possible, de le conduire à amender son programme dans l'intérêt général. Je l'ai fait, par exemple, l'année dernière au moment de la discussion du budget. Je souhaite pouvoir continuer à le faire cette année. S'agirait-il maintenant, au sein de l'opposition, de faire apparaître des tendances au sein de trois groupes afin de favoriser des rapprochements « transcourants », de dégrader des majorités d'idées ? Nous avons,

retombons pas dans le scénario de 1986 qui nous a conduits à la défaite de 1988.

— Quelles solutions proposez-vous pour l'élaboration de ce programme d'alternance ?

— Il y a un certain nombre de sujets sur lesquels le RPR, l'UDF et l'UDC peuvent se mettre facilement d'accord tout de suite. Pourquoi ne pas définir d'abord ce dénominateur commun ? Je pense aux privatisations des entreprises publiques, à la priorité à accorder à la compétitivité, à l'indispensable décentralisation de l'enseignement supérieur et secondaire ou à la nécessité de renforcer la formation professionnelle au sein même des entreprises. Commençons donc par nous réunir dès maintenant de manière tripartite pour définir les contours de ce futur programme de législature. Puis nous pourrions engager des débats de fond afin d'être en mesure de proposer aux Français ce noyau dur de l'alternance.

— N'est-ce pas là une façon commode de repousser les difficultés ?

— De grâce, qu'on laisse vivre les diverses sensibilités de l'opposition ! Est-il vraiment anormal dans une démocratie que des hommes désireux de gouverner ensemble le pays et d'accorder sur l'essentiel, défendent des points de vue plus nuancés sur d'autres sujets ? Sommes-nous toujours obligés de marcher au pas cadencé ? De toute façon, l'union de l'opposition ne survivra pas à des malentendus. Il y aura un code de bonne conduite à respecter et des lignes jaunes à ne pas dépasser. Je pense notamment à notre stratégie vis-à-vis du Front national. Si certains, dans l'opposition, songent, même tacitement, à une alliance avec lui, autant le dire tout de suite. Il serait vain alors de bâtir un programme d'union sur du sable.

Propos recueillis par DANIEL CARTON.

(1) Le 9 juin 1985, une « Convention libérale » réunissant à la même tribune MM. Giscard d'Estaing, Jacques Chirac et Raymond Barre.

### M. Mermaz souhaite un rééquilibrage des pouvoirs

« Tant que l'Assemblée nationale n'aura pas renversé un gouvernement, on ne la prendra pas au sérieux ! » Même exprimé sous forme de boutade, ce propos de M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, illustre bien l'état d'esprit de nombre de députés (pas seulement de la majorité), qui ont de plus en plus le sentiment de ne pas faire le poids face à l'exécutif et surtout face à l'administration d'Etat. En visite à l'Assemblée nationale, le président de la République est venu incidemment leur mettre un peu de baume au cœur en déclarant : « Il faut qu'aujourd'hui les députés aient le sentiment que leur pouvoir vaut celui des autres, même si ce n'est pas un législatif de gouvernement. » (Le Monde du 13 septembre).

#### « Nous avons un devoir de critique »

Le projet de budget 1990 n'est pas pour rien dans cette poussée de fièvre. M. Mermaz a le sentiment qu'une fois de plus, le parti comme le groupe disposent pas des moyens nécessaires pour faire prévaloir un autre point de vue face au Quai de Bercy (ex-Rue de Rivoli). Comment faire bouger, par exemple, les recettes — d'un classicisme total — estime-t-il — quand on ne dispose pas d'une véritable « pensée fiscale » à confronter à celle du ministère des finances ? « Nous ne sommes pas armés — en experts, en groupes de travail, etc. — pour discuter d'égalité à égalité avec l'administration », explique M. Mermaz, qui a demandé au président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, d'examiner les moyens de mieux armer l'Assemblée en experts. Mais le président du groupe socialiste ne s'arrête pas là : « La question du rééquilibrage des pouvoirs est posée, y compris constitutionnellement. Nous avons actuellement une République consulaire avec un démocrate à sa tête, c'est heureux ! Mais on ne pourra pas continuer jusqu'à la fin du siècle avec une telle Constitution, mi-parlementaire, mi-présidentielle. »

Aussi M. Mermaz souhaiterait-il que le chef de l'Etat fasse « évoluer » les institutions. Il avance éga-

lement une proposition : pourquoi les ministres ne conserveraient-ils pas leur mandat parlementaire ? M. Mermaz considère que les ministres qui ont dû abandonner leur mandat pour rentrer au gouvernement se trouvent sans aucune marge d'autonomie et contraints de rentrer dans le rang au premier coup de sifflet.

En attendant une réforme constitutionnelle qui n'est pas à l'ordre du jour, M. Mermaz souhaiterait que les socialistes, groupe et parti, fassent montre d'un peu plus de combativité dans la proposition et la critique. « Nous n'exerçons pas assez notre droit de critique démocratique ; c'est d'autant plus regrettable que Michel Rocard a une très grande capacité d'écoute. C'est un négociateur perpétuel. Cela fait partie de sa gymnastique intellectuelle. Nous soutenons le gouvernement et Michel Rocard, mais nous avons un devoir de critique et de proposition. Je ne pense pas que l'on fasse évoluer la société uniquement par le contrat. C'est nécessaire mais pas suffisant : il faut revoir le code du travail, donner des droits aux gens, etc. La droite n'est pas hors jeu, même si elle marque le pas — que Dieu nous garde Giscard et Chirac ! La droite existe et reste très influente culturellement. Elle impressionne les équipes de gauche », souligne M. Mermaz.

Les députés socialistes, qui doivent se retrouver à Chartres les 27 et 28 septembre pour leurs journées parlementaires (la session commence le 2 octobre), ne devraient pas manquer de débattre de ces thèmes, même s'ils ne sont pas officiellement inscrits au programme.

PIERRE SERVANT.

● M. Rocard réaffirme son « estime » pour M<sup>me</sup> Veil. — M. Michel Rocard a réaffirmé, mercredi 13 septembre sur TF 1, ses sentiments d'« estime » et de « respect » pour M<sup>me</sup> Simone Veil, attaquée en tant que juive par le cinéaste Claude Autant-Lara, élu européen du Front national, dans le magazine *Globe*. « La violence est un naufrage », a déclaré M. Rocard au sujet de M. Autant-Lara.

#### Candidat à la présidence du groupe UDF

### M. Millon affirme sa volonté de « conciliation »

Dans une lettre aux députés de l'UDF datée du 12 septembre, M. Charles Millon présente à son tour, après MM. François Létour et Philippe Mestre, sa candidature à la présidence du groupe UDF de l'Assemblée nationale. Une candidature qu'il veut « de conciliation », se disant soucieux « d'éviter les affrontements et de fédérer les différences ». « Dans la gestion du groupe, poursuit le président de la région Rhône-Alpes, tout devra être mis en œuvre, non seulement pour écarter toute tentative de clan et de fraction, mais surtout pour faire apparaître des complémentarités entre nous tous et faire émerger avant les prochaines législatives une équipe capable de mener l'alternance. »

A cette fin, M. Millon expose à ses collègues les trois tâches qu'il compte s'assigner s'ils lui font confiance : « Le groupe parlementaire, dit-il, doit affirmer sa culture d'opposition. Le groupe ne doit pas se réfugier dans un attentisme, mais au contraire doit assumer son rôle de groupe d'opposition en contrôlant systématiquement l'action du gouvernement, en faisant pression pour obtenir des modifications de la politique gouvernementale, enfin, en proposant, lors de tous les grands débats, les projets que l'opposition mettra en œuvre en cas d'alternance. »

Le groupe doit confirmer sa place centrale dans l'opposition parlementaire et prendre toutes les initiatives qui s'imposent pour renforcer l'union et le pluralisme de l'opposition. Il est nécessaire d'engager toutes les procédures qui

faciliteront le rapprochement avec l'UDC d'une part, le RPR d'autre part. Il convient de donner vie et structure à l'intergroupe UDF-RPR-UDC. Comme le groupe parlementaire UDF a été, durant des années, le plus belle vitrine de la confédération, l'intergroupe doit être le prétexte de la grande force d'alternance que nous appelons de nos vœux.

« Le groupe doit donner à tous les députés qui le souhaitent les moyens matériels et intellectuels pour prendre en charge les dossiers parlementaires, pour engager des réflexions de fond et préparer des débats. Il sera souhaitable de constituer, autour des députés qui auront choisi un secteur de spécialisation, des équipes d'experts qui auront pour tâche de préparer les dossiers, études, amendements, interventions. »

#### Les sénatoriales dans les Bouches-du-Rhône

### La liste de M. Vigouroux comprend quatre socialistes dont M<sup>me</sup> Defferre

MARSEILLE de notre correspondant régional

M. Robert Vigouroux, maire (ex-PS) de Marseille, a rendu public sa liste pour les élections sénatoriales, jeudi 14 septembre en fin de matinée. Cette liste a été composée par M. Vigouroux seul : il avait reçu un blanc-seing des quatre-vingt élus municipaux du groupe Majorité municipale. Elle est présentée sous l'étiquette de la majorité présidentielle et comprend quatre socialistes, dont M<sup>me</sup> Edmonde Charles-Roux-Defferre, écrivain, veuve de l'ancien maire de Marseille. Comme prévu, figure à la deuxième place, en position éligible, le nouveau maire (PS) de Salon-de-Provence, M. André Vallet, un recordman, vice-président du conseil général des Bouches-du-Rhône et président de la commission

de l'enseignement de l'Assemblée départementale.

La candidature de M. Vallet avait été à l'origine de la rupture des négociations entre M. Vigouroux et M. Pierre Mauroy pour la constitution d'une liste commune avec le PS. Le maire de Salon-de-Provence à celui d'Istres, M. Jacques Siffre, à la quatrième place en position éligible. M. Vallet s'était, en définitive, retiré de la liste des candidats socialistes en dénonçant les « combinaisons politiciennes » qui avaient, selon lui, remis en cause un accord pratique conclu. Son élection au Sénat l'obligerait à abandonner son mandat de conseiller général. Elle devrait donc provoquer une élection cantonale partielle, qui va créer des soucis supplémentaires au PS dont la représentation à l'Assemblée départementale est tombée, dimanche dernier, après la perte du siège de Tarascon, à dix-huit élus sur quarante-sept, à égalité avec la droite.

Aux autres places de la liste Vigouroux, figurent, dans l'ordre, derrière M. Vallet, MM. Jacques Rocca-Serra, conseiller municipal de Marseille, président du groupe d'action économique et social (GAES), André Samat, maire (PS) de Peynier, conseiller général de Trets et conseiller régional, Roland Amelhem, un ami de M. Charles-Emile Loo, conseiller municipal de Marseille, ancien vice-président (sous l'étiquette socialiste) du conseil général, Robert Petras, conseiller municipal (PS) de Châteaurenard et, en dernière position, M<sup>me</sup> Edmonde Charles-Roux-Defferre, qui participe pour la première fois à une compétition électorale. La veuve de l'ancien maire de Marseille, qui jouit d'un prestige personnel sans avoir de clientèle électorale propre, a, toutefois, soutenu M. Vigouroux, qui semble avoir voulu marquer, à travers elle, sa fidélité au déferriisme et sa volonté de continuité politique depuis 1986.

GUY PORTE.

#### Cinq ans de travail pour une réforme de préséances

### La République change d'étiquette

(Suite de la première page.)

Et Louis XIV a fourni pour une éternité, ou plus d'un président de la V<sup>e</sup> République a puisé ses propres ressources, la théorie de l'étiquette : « Comme il est important de publier de notre gouvernement par un seul, il lui est important aussi que celui qui fait cette fonction soit élevé de telle sorte au-dessus des autres qu'il n'y ait personne qu'il puisse ni confondre ni comparer avec lui, et l'on ne peut, sans faire tort à tout le corps de l'Etat, déroger à son chef, les moindres marques de la supériorité qui le distinguent des membres. »

O combien de sous-préfetures ont, depuis, assumé jusqu'au martyre les exigences de cette dure loi... Plus près de nous, Napoléon Bonaparte s'était, lui, en étonnement, penché aussi sur ce sujet-là. Gravité en réacteur, le décret du 24 messidor an XII, il ne fallut pas moins de cent trois ans et un cocktail surréel de changements de régimes politiques, d'incidents baroques à répétition et d'innombrables querelles de commissions ad hoc et de consultations, pour aboutir, au bout de cinq ans, à la loi du 16 juin 1907.

Nous vivons depuis — quelques-uns de nos vives — assis sur ce socle de deux ou trois fois typé mais sourd comme l'étiquette à la plupart des mouvements de quatre-vingt-deux ans de vie publique ou tout simplement sociale.

Le grand cycle a de nouveau roulé : incidents, commissions, procès, réformes, homme-éponge, Conseil d'Etat (encore ?), et les préséances nouvelles sont enfin arrivées. Vingt-quatre pages dactylographées de prescriptions, listes en bon ordre qu'il suffira désormais de connaître par cœur et de respecter pour éviter incidents diplomatiques et guerres picrocholine, pour classer, repasser ou froisser conformément aux écritures les susceptibilités civiles et militaires toutes importantes, mais plus ou moins.

Le préfet Gandouin, qui a interrogé tout le monde (sous le sceau du secret, lui avait promis M. Jacques Fournier, secrétaire général du gouvernement quand la réforme se mit en mouvement), caigé des réponses écrites pour se garder des trahisons — rien n'est plus violent qu'une gloriole blessée — en a remontré, des susceptibilités. Presque aussi nom-

breuses que les sujets classables et les sujets de mécontentement.

Il a repoussé l'insidieuse rumeur que laissait s'élever le quai de Conti : les membres de l'Institut seraient avant les ministres dans l'ordre protocolaire. Il a laissé planer (mais pas maltraiter) un président du Conseil économique et social qui démontrait qu'on peut marcher sur les pieds de vingt autres éminences lorsqu'on est couché dans la Constitution.

Il a essayé de déshabiller le médiateur de la République de prétentions... certaines, laissées glisser (un tout petit peu) députés et sénateurs pour laisser passer le président du Conseil constitutionnel, le vice-président du Conseil d'Etat... et le président du Conseil économique et social.

Il a écouté avec stoïcisme le Conseil d'Etat égrener cent problèmes, petits et grands, sans perdre de vue les honneurs dus... au Conseil d'Etat.

Inébranlable, il s'est arc-bouté sur les principes républicains dans un domaine où porte souvent la grande ombre de Versailles. Il lui a fallu soutenir Clemenceau sur son flanc gauche (conservation de la suprématie du pouvoir civil déjà à l'ordre du jour en 1907). Attribuer aux corps d'élus un rang qui correspond à leur importance. Séparer patiemment le bon grain du juste orgueil et l'ivraie de l'ubris (ainsi nomme-t-on l'orgueil des autres).

Enfin, il lui a fallu tenir compte de la décentralisation, tuer sur le papier les obsolescences, faire entrer les petits nouveaux dans la ronde.

Et innover. Il existe désormais deux listes de préséances de corps et autorités, au lieu de quatre en 1907. Les anciens présidents de la République et anciens présidents du Conseil ou premiers ministres sont à l'avenir inclus dans les listes des préséances (respectivement cinquième et septième rang).

Pour le reste, chacun, dans la France microscopique qui peut être sujette à de telles préoccupations ira retrouver son rang au *Journal officiel*. Un mot seulement pour le président de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes. I est, c'est vrai, soixante-troisième et dernier dans l'ordre des préséances. Mais qu'il songe à ce détail, pardon à ce fait : il est sur la liste.

MICHEL KAJMAN.

**Le Monde**  
**PUBLICITÉ**  
**LITTÉRAIRE**  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4356

صلى الله عليه وسلم



## Politique

La mort de Vincent Badie

### Le républicain au masque d'empereur romain

Vincent Badie, disparu sur la pointe des pieds le 8 septembre, à quatre-vingt-sept ans, avait bien failli être la voix de la République asssemblée le 10 juillet 1940 à Bordeaux. Dans le tumulte, face aux députés de Laval, qui tenaient la salle, et aux députés de De Gaulle, qui chantaient les tribunes, le petit député radical de l'Hérault avait tenté, en vain, d'escalader l'estrade illuminée pour y lire une motion dite « des vingt-sept », qui donnait acte à Pétain de sa popularité salvatrice mais refusait formellement toutes manœuvres — celles précisément de Laval — « qui aboutiraient inéluctablement à la disparition du régime républicain ». Les vingt-sept se fondèrent dans ces quatre-vingts parlementaires qui refusèrent, ce jour-là, de voter les pleins pouvoirs au maréchal. Avec eux, Vincent Badie quitta la salle au cri de « Vive la République quand même ! ».

Son grand-père paternel, le saboteur de Formigères au fond du Capcit, le vieux « rouge », suspect au lendemain du 2 décembre 1851, aurait été fier de son « petit ».

Le « petit », né en 1902 à Béziers, était allé à la politique comme le canard méridional allait alors à l'eau radicale. Un père catalan et une mère alsacienne du temps de la Revanche, une éducation laïque, républicaine et patriotique : Vincent Badie, étudiant en droit à Montpellier, inscrit au barreau dès 1923, ne fut pas franc-maçon mais était inscrit au parti à dix-neuf ans et mourut en se proclamant homme de gauche.

Il fut un bon avocat, un bâtonnier affable, capable de plaider solemnellement la cause des *Fleurs du mal* devant la conférence du stage, comme de défendre des hommes arrêtés par Vichy. Il ne quitta la robe qu'en 1976. La couleur locale, l'ambiance familiale et l'amical pression des comités électoraux le firent maire de Paulhan pendant trente-trois ans, de 1938 à 1971 et conseil-

ler général de Gignac : il crusa des piscines et fit des adductions d'eau avec constance, tout en scrutant de près l'avenir de la viticulture et en affichant imperturbablement cet amour des « petits », menacés par les « gros », qui fait une réputation.

Il fut de l'aile droite au parti d'Horiot et de Daladier : en 1936, il sera élu député de l'Hérault contre le candidat du Front populaire. Mais il admira Léon Blum, tout en combattant sa politique trop ouvriériste. Il avait senti la montée des périls et l'avait dit, jusqu'au soir du 10 juillet 1940. On ne s'étonne donc pas de le retrouver résistant à Montpellier, surveillé mais fort actif, aux côtés de Courtin ou de Teilgen, distribuant tracts gaullistes et comptes rendus du procès de Riom, adhérent au mouvement Combat, puis responsable du Front national pour son département. En 1943, la Gestapo le pilla : il se retrouva à Dachau, via Compiègne, avec le général Delestraint, le Père Riquet et Edmond Michelet. Son frère, capitaine de gendarmerie, l'en délivra en 1945.

Souvent « ministériel »

L'auteur de « la motion Badie » aurait dû faire meilleure carrière sous la IV<sup>e</sup> République. Bien caré dans ses fauteuils électifs de l'Hérault, il fut en effet un bon député, spécialiste des anciens combattants, dont il présidait la commission parlementaire et devint le ministre éphémère en 1955 et en 1958.

Président de son groupe en 1955, intervenant volontiers sur les « affaires » et les scandales, il avait été souvent ministre aux yeux d'un Blum comme d'un Finay, mais il n'aimait ni Quémener, ni Mendès-France, ses camarades du parti, qui le lui rendaient bien. Seul son ami Edgar Faure lui donna sa chance et

le ministre Badie resta fidèle, avec Bernard Lafay, à ce président du conseil quand celui-ci décida de dissoudre l'Assemblée en décembre 1955.

Démisionnaire du parti, battu en 1958, il s'était opposé au général de Gaulle et aux institutions de la V<sup>e</sup> République, avant de se présenter, en vain, sous leurs couleurs à Cannes et de soutenir Jacques Chirac aux européennes de 1979 et Michel Debré à la présidentielle de 1981, tout en donnant, il est vrai, son aval à l'installation du socialiste Georges Frêche à Montpellier.

L'âge aidant, le radicalisme des origines le hantait toujours et il l'avait confié à l'historien Jean Sarrailh dans un petit livre en magistral français, *Vive la République*, publié chez Privat, en 1987. Il touchait toujours aux belles lettres, écrivait volontiers son passé de chroniqueur de la presse radicale, détesté par le *Midi Libre* ; et le souvenir des « années noires » ne l'avait pas quitté. Il avait violemment combattu le communisme européen de défense mais, s'il détestait toujours autant le chèque de Vichy, il avait en le cœur, dès 1948, de demander grâce pour les humbles dérogés du régime et il demeura jusqu'au bout fort actif dans les associations du souvenir.

Dans *Rue de la liberté*, Edmond Michelet, évoquant son compagnon de Dachau, avait en le mot vrai, le mot pour heures décisives qui marquaient une vie : « Badie avait conservé, derrière son masque d'empereur romain, un flegme impayable ».

JEAN-PIERRE RIOUX.

● PRÉCISION. — Dans la nécrologie de Vincent Badie, publiée par le *Monde* du 12 septembre, nous avons omis d'indiquer qu'il était titulaire de la médaille de la Résistance. Il était, d'autre part, commandeur de la Légion d'honneur.

ment, son « absurde proposition d'alliance avec le CDS », le député de certains parlementaires — comme MM. François d'Harcourt, Jean Kieffer et Georges Durand — et enfin les adhésions nouvelles « conques comme des coups médiatiques ».

Cette dernière allusion vise essentiellement le général Jeannou Lacaze, ancien chef d'état-major général des armées. Celui-ci est devenu député européen le 18 juin et figurait en septième place sur la liste d'union de M. Giscard d'Estaing où M. Briant occupait la quatorzième position. L'ancien président de la République avait alors mis en valeur l'engagement, à ses côtés, de l'ancien responsable militaire suprême des armées.

M. Briant, lui-même ancien militaire et qui connaît depuis longtemps le général, a précisé que cette recrue « ne restera pas longtemps seconde classe » dans son armée. Membre de droit du comité directeur comme député européen, il y aura « des responsabilités importantes ». Le vieux parti libéral, dont le fondateur fut M. Antoine Finay et où M. Giscard d'Estaing a commencé sa carrière politique, pourrait donc connaître, après bien d'autres, un nouvel avatar.

ANDRÉ PASSERON.

### Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 13 septembre, à l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme de ses délibérations, le communiqué suivant a été diffusé :

#### ● PLAN EMPLOI

Le premier ministre a présenté au conseil des ministres une communication sur les nouvelles mesures en faveur de l'emploi (*le Monde* du 14 septembre).

Le bilan de l'année écoulée est contrasté : les créations d'emplois ont été supérieures à deux cent cinquante mille et le taux de chômage s'est réduit, revenant au début de 10 %. Mais le nombre toujours très élevé des chômeurs et des personnes en situation de précarité rappelle l'ampleur du problème que constitue le chômage.

L'emploi reste donc la priorité du gouvernement. L'ensemble de mesures présentées aujourd'hui a été élaboré après concertation avec les partenaires sociaux.

Le volet économique s'organise selon trois axes :

- Encourager l'embauche, en poursuivant l'allègement des charges sociales ;
- Inciter à la réduction du temps de travail et à l'amélioration, de la durée d'utilisation des équipements ;
- Créer un environnement favorable au dynamisme des entreprises, en particulier à leur effort de recherche.

Deux orientations nouvelles caractérisent par ailleurs les politiques spécifiques pour l'emploi :

- Une meilleure qualité du service public, en réduisant le nombre des dispositifs en vigueur et en mettant en œuvre une gestion globalisée et déconcentrée des crédits ;
- Une concentration des efforts sur les catégories de personnes en grande difficulté, comme les chômeurs de longue durée.

La création des contrats emploi-solidarité vise à améliorer le statut, la rémunération et la nature des emplois offerts par les services d'intérêt collectif. Ces contrats de travail à mi-temps, rémunérés au SMIC horaire, se substituent aux travaux d'utilité collective et aux programmes d'insertion locaux.

Encouragé par ces nouvelles décisions gouvernementales, la mobilisation de tous — employeurs, partenaires sociaux, services publics — sera en mesure d'amplifier les succès encore fragiles enregistrés cette année sur le marché du travail.

de manière à faire reculer le gaspillage des ressources humaines et l'exclusion des plus faibles.

#### ● RÉUSSITE SCOLAIRE DES JEUNES FILLES

M. André, secrétaire d'État chargé des droits des femmes et M. Chapuis, secrétaire d'État chargé de l'enseignement technique ont présenté au conseil des ministres une communication relative à l'orientation des jeunes filles vers l'enseignement technique industriel.

Les établissements d'enseignement ne forment pas en nombre suffisant les ingénieurs et les techniciens industriels dont les entreprises ont besoin. Cela est dû pour partie au faible nombre des jeunes filles qui s'orientent vers ces métiers.

Il s'agit aujourd'hui de modifier cet état de choses préjudiciable à l'économie et aux jeunes femmes qui sont plus touchées par le chômage que les hommes du même âge.

C'est pourquoi le gouvernement a arrêté les orientations suivantes :

- 1) Aider les jeunes filles et leur famille à choisir une formation appropriée par des campagnes d'information sur la situation de l'emploi, la transformation des métiers et la réussite des jeunes filles dans les métiers industriels et en encourageant tout au long de la scolarité l'accès des jeunes filles aux formations industrielles ;
- 2) Sensibiliser tous les responsables des établissements d'enseignement ainsi que tous les enseignants au problème de l'orientation des jeunes filles ;
- 3) Créer dans les établissements d'enseignement technique des conditions d'accueil de travail et de vie mieux adaptées aux jeunes filles ;
- 4) Faciliter par des actions auprès des employeurs l'insertion professionnelle des jeunes filles munies d'un diplôme technique industriel.

La direction des lycées et collèges du ministère de l'Éducation nationale et les recteurs d'académie sont chargés de mettre en œuvre cette politique en liaison avec les délégués régionaux du secrétaire d'État chargé des droits des femmes.

#### ● CÉRÉMONIES PUBLIQUES

Le premier ministre a présenté au conseil des ministres un décret relatif aux cérémonies publiques, préséances, honneurs civils et militaires.

Le décret du 16 juin 1907 sur les honneurs et préséances n'avait subi

que des modifications partielles depuis quatre-vingts ans. Les changements institutionnels survenus notamment en 1958 et au cours des dernières années, tels que le développement du pouvoir exécutif, la loi de décentralisation et la création d'autorités administratives indépendantes, ont rendu nécessaire la refonte complète de ce décret.

Le président de la République a confié cette tâche à M. Jacques Gaudouin, préfet, qui a procédé à de larges consultations.

Le décret, tout en recherchant une plus grande simplicité, constitue désormais un texte à jour et complet des règles applicables.

(Lire en première page.)

#### ● CLASSEMENT INDICIAIRE DE CERTAINS GRADES

Le ministre d'État, ministre de la fonction publique et des réformes administratives a présenté au conseil des ministres un décret relatif à la fixation et à la révision du classement indiciaire de certains grades et emplois des personnels civils de l'État.

Ces mesures intéressent :

- Les enseignants-chercheurs et les personnels enseignants du second degré, l'amélioration de leur traitement constituant un des éléments de la revalorisation de la condition enseignante ;
- Les inspecteurs généraux de l'éducation nationale dont le statut est modifié ;
- Les personnels soignants de l'institution nationale des invalides ainsi que les infirmiers des services extérieurs de l'administration pénitentiaire et de l'éducation surveillée.

#### ● PRÉFETS ADJOINTS POUR LA SÉCURITÉ

Le ministre de l'Intérieur a présenté au conseil des ministres un décret modifiant le décret du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'État dans les départements.

L'objet de ce décret est de redéfinir les attributions des préfets délégués pour la police qui seront désormais dénommés « préfets adjoints pour la sécurité ».

Dans les départements où sera nommé un préfet adjoint pour la sécurité, ce dernier assistera le préfet dans la direction et le contrôle des services de police, ainsi que dans la coordination opérationnelle de l'ensemble des moyens participant à la sécurité. Le préfet de département ayant la faculté d'évoquer toute affaire s'il le juge utile.

### Le général Jeannou Lacaze adhère au CNI

Les querelles de personnes commencent un nouvel épisode à la tête du Centre national des indépendants (CNI). M. Jacques Féron, ancien député de Paris, maire du dix-neuvième arrondissement, président de cette petite formation de l'opposition annonce le « gel » de ses relations avec son secrétaire général, M. Yvon Briant, député européen, ancien député du Val-d'Oise. M. Féron, en conséquence, n'assistera pas au comité directeur du 16 décembre et demande la convocation d'un conseil national extraordinaire pour « réviser les statuts ».

« dans le sens d'un réajustement des pouvoirs entre le président et le secrétaire général ».

Ce n'est pas la première fois, depuis deux ans, qu'un conflit éclate entre les dirigeants du CNI. M. Briant, qui avait été élu, en 1986, comme candidat du Front national, avait ensuite quitté le groupe de M. Le Pen et était devenu en 1987 secrétaire général du CNI. M. Féron, qui est proche de M. Chirac, lui adresse aujourd'hui toute une série de reproches : ses méthodes de direction du mouve-

(Publicité)

#### APPEL AUX POUVOIRS PUBLICS

Le personnel du groupe Français CLEVER vient de prendre connaissance d'une décision arbitrale permettant au groupe Suédois CRAWFORD-VOLVO d'acquiescer à la totalité du capital de CLEVER.

Compte tenu des importantes différences de management qui existent entre les deux sociétés, le personnel CLEVER exprime ses plus vives inquiétudes quant à l'avenir de son entreprise.

Une brève période de cohabitation a en effet mis à jour, de profondes divergences de politiques industrielles, commerciales et sociales.

Dans ces conditions, le personnel unanime a décidé de prendre toutes les mesures pour tenter de suspendre et de faire annuler cette décision ; notamment par la démonstration qu'en 1989, la fusion CLEVER/CRAWFORD-VOLVO constituerait une position dominante avec les 2/3 du marché Français, supprimant pratiquement ainsi toute concurrence.

A cet égard, un dossier a été déposé au Ministère de l'Economie des Finances et du Budget, le 18 juillet 1989.

Le personnel de CLEVER demande aux pouvoirs publics de bien vouloir prendre ce dossier en considération.

LES REPRESENTANTS MANDATES DU PERSONNEL CLEVER

8, rue du Morvan - Z.I. Petite Montagne Sud 91000 EVRY  
Tél. : (1) 60.77.90.40

### Nominations individuelles

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

Sur proposition du ministre de l'Industrie et de l'aménagement du territoire, il est mis fin sur sa demande aux fonctions de M. Alain Parroy, ingénieur en chef des mines, directeur, adjoint au directeur général de l'industrie et chargé du service de l'innovation et du développement industriel et technologique ; M. Gilles-Pierre Levy, conseiller référendaire à la Cour des comptes, directeur, adjoint au directeur général de l'industrie et chargé du service de l'environnement concurrentiel, est nommé directeur de l'administration générale ; M. Jean-Pierre Falque-

Pierrotin, chef de service, est nommé directeur à la direction générale de l'industrie, et chargé du service des industries de base et des biens intermédiaires et du service des biens d'équipement industriel ; M. Henri Serres, ingénieur en chef des télécommunications, est nommé directeur à la direction générale de l'industrie, et chargé du service des industries de communication et de service.

Sur proposition du ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, M. Claude Marinlaud, ingénieur en chef des ports et chaussées, est nommé directeur des affaires économiques et internationales.

#### Nominations militaires

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, le conseil des ministres du mercredi 13 septembre a approuvé les promotions et nominations suivantes dans les armées :

● Air. — Sont nommés : commandant en second la force aérienne tactique et la première région aérienne, le général de brigade aérienne Eric Champoussin ; adjoint opérationnel au général commandant la troisième région aérienne et la zone aérienne de défense sud-ouest, le général de brigade aérienne Gérard Coldebouff.

● Armement. — Sont promus : ingénieur général de première classe, l'ingénieur général de deuxième classe Alain Crémieux ; ingénieur général de deuxième classe, l'ingénieur en chef Michel Barrier.

Sont nommés : inspecteur de l'armement pour les constructions navales, l'ingénieur général de première classe Jacques Renault ; adjoint au directeur des engins, l'ingénieur général de deuxième classe Didier Bienvenu.

### Mouvement préfectoral

Le conseil des ministres du 13 septembre a également adopté le mouvement préfectoral suivant :

CHARENTE : M. Guy Dupuis.

M. Guy Dupuis, préfet hors cadre, est nommé préfet de la Charente, en remplacement de M. Henri Hugues, nommé en août préfet du Var.

[Né le 1<sup>er</sup> décembre 1937 au Puy (Haute-Loire), licencié en droit, M. Guy Dupuis a été notamment sous-préfet de Clerf (Pyénées-Orientales), puis d'Étampes (Eure-et-Loire), au cours de l'année 1981, avant de devenir, en 1983, commissaire adjoint de la République de l'arrondissement de Palaiseau (Eure-et-Loire), et en 1984, préfet, représentant le gouvernement à Mayotte. Il était, depuis le 12 mars 1987, chargé de mission auprès de l'inspection générale de l'administration, enquêteur du comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.]

LANDES : M. Franck Perrier.

M. Franck Perrier, sous-préfet de Bayonne, est nommé préfet des Landes, en remplacement de M. Jean Cuvelier, nommé préfet hors cadre.

[Né le 5 mai 1944 à Bordeaux, ancien élève de l'ENA (promotion « Guernica »), M. Franck Perrier fut notamment secrétaire général de la Corrèze (1980-1981) avant d'exercer les fonctions de chef de cabinet du secrétaire d'État chargé de la sécurité publique (1981-1983) puis de président de la mission permanente de lutte contre la toxicomanie au ministère des affaires sociales. Adjoint, à partir de décembre 1984, du délégué du premier ministre chargé des nouvelles formations, M. Gilbert Trigano, il avait été nommé, en février 1986, sous-préfet hors cadre, commissaire adjoint de la République de l'arrondissement de Bayonne.]

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

sans visa

au cœur du débat des socialistes :  
**LA NOUVELLE REVUE SOCIALISTE**  
N° de rentrée  
Le PS face à la montée de l'individualisme  
ABONNEMENT 200 F par an  
adressé à : La Nouvelle Revue Socialiste  
10, rue de Solferino - 75333 Paris cedex 07  
chèque à l'ordre de : les Nouvelles Éditions de l'an 2000

# Société

Rejeté par des « riverains mécontents »

## M. Ibrahim Souss se déclare prêt à céder ses droits de propriété à la commune de La Celle-Saint-Cloud

Une nouvelle fois, M. Ibrahim Souss doit renoncer à s'installer en banlieue parisienne (le Monde du 8 septembre). Le représentant de l'OLP à Paris, qui avait signé un compromis de vente pour une propriété à La Celle-Saint-Cloud (Yvelines), a fait parvenir au maire apparenté RPR de la ville, M. Jean-Louis Gasquet, une lettre de son avocat, M. Pascal Lacrampe, dans laquelle il « retient favorablement l'idée de céder ses droits de propriété à la commune » dès qu'il « aura trouvé une résidence privée plus conforme à ses besoins et répondant à davantage de sérénité ». M. Ibrahim Souss s'est donc résolu à quitter un quartier qui l'avait vivement réjoui, avant même son arrivée, par peur, disaient les riverains, « du trouble de jouissance entraîné par les mesures de sécurité ». Il s'installera toutefois à la Celle-Saint-Cloud « dans un délai raisonnable » avant de déménager car, dit-il, « il lui déplait fortement de vivre dans un environnement raciste ».

La lettre annonçant le renoncement de M. Ibrahim Souss est parvenue à la mairie mardi 12 septembre, alors que le conseil municipal s'apprêtait à se pencher sur le « problème » de son arrivée dans la commune. Les trente-cinq conseillers municipaux, surveillés par une cinquantaine de « riverains mécontents », ont malgré tout voté au sujet de la « négociation » proposée par la mairie : le rachat pur et simple de la propriété par la municipalité. Cet investissement « bien inférieur à 6 millions de francs », précise M. Ibrahim Souss. Le départ de M. Ibrahim

Souss n'a qu'un but : permettre le départ du représentant de l'OLP sans toutefois léser le vendeur.

Seules trois voix se sont prononcées contre cette mesure : celles des deux conseillers communistes et celle du conseiller socialiste. En fait, la propriété de M. Ibrahim Souss, qui ne sera d'aucune utilité à la ville, sera sans doute revendue dans les mois à venir. Dès que l'affaire sera oubliée.

Le conseiller socialiste Jean-Claude Fourlon a été le seul, au cours de la séance, à s'étonner que soit ainsi bafoué, « en cette année du Bicentenaire », le droit « à la propriété d'un homme libre et innocent ». M. Ibrahim Souss, qui se voit ainsi chassé par ses futurs voisins, tient pourtant à s'installer dans sa propriété de La Celle-Saint-Cloud quelques temps. Ne serait-ce que pour affirmer son simple droit de habiter là où il le souhaite. Dans la lettre parvenue le 12 septembre au conseil municipal, l'avocat du représentant de l'OLP en France précisait d'ailleurs que son client, « qui a toujours dénoncé toute forme de racisme, n'entendait nullement et d'aucune manière se soumettre aux pressions » d'un voisinage qui souhaite ainsi voir la municipalité « s'engager en complicité d'un dessein qui déshonore leurs auteurs ». Rejeté de Ruell-Malmaison, puis de Garches, M. Ibrahim Souss devra désormais partir à la recherche d'une propriété dans la région parisienne.

A. C.

## JUSTICE

L'affaire des fausses factures et les mutations de policiers

### Deux députés RPR demandent des précisions au gouvernement

Deux anciens ministres, MM. Pierre Mazeaud, député (RPR) de Haute-Savoie, et M. Robert Pandraud, député (RPR) de Seine-Saint-Denis, ont réagi après la divulgation (le Monde du 14 septembre) des mutations intervenues au sein de la division des enquêtes financières du SRPJ de Marseille, dont les investigations sont à l'origine de l'affaire des fausses factures de la Société auxiliaire d'entreprise (SAE). Après avoir « pris connaissance de mutations de fonctionnaires de la police judiciaire de Marseille chargés de l'enquête sur les fausses factures », MM. Mazeaud et Pandraud demandent, en tant que membres de la commission des lois de l'Assemblée nationale, aux « ministres de l'intérieur et de la justice de bien vouloir apporter les précisions qui s'imposent ».

Cette demande d'explication auprès de MM. Pierre Arpaillange et Pierre Joxe s'accompagne d'une allusion à « un rapport circonstancié sur des délits financiers » établi par les deux policiers concernés, MM. Antoine Caudino et Alain Mayot. « Contrairement aux avis de magistrats et à leurs propres souhaits », poursuivent les deux députés RPR, ces inspecteurs ont été « affectés à d'autres services ». « Ces mutations, si elles étaient confirmées, ajoutent-ils, signifieraient que le pouvoir exécutif aurait entravé le cours normal d'une instruction judiciaire ».

## La Cour de cassation saisie par le secret

Le secret est un animal étrange qui se plaît particulièrement dans les coulisses de la justice. De tout temps on l'a chassé des cours et des tribunaux en exigeant la publicité des audiences. Mais il y revient périodiquement et vient de pénétrer dans une juridiction jusqu'alors préservée : la Cour de cassation.

Depuis quelques semaines, certains arrêts ne sont plus rendus en audience publique mais en « chambre du conseil », dans la plus totale discrétion. Il s'agit principalement des arrêts concernant des désignations de juridictions et de requêtes en suspension légitime. Lorsqu'un magistrat, un préfet, un maire ou un officier de police judiciaire « est susceptible d'être inculpé », le procureur de la République doit « sans délai » présenter une requête à la chambre criminelle de la Cour de cassation afin qu'elle désigne la juridiction compétente. C'était notamment le cas, par exemple, pour plusieurs personnes impliquées dans l'affaire des fausses factures du Sud-Est. Auparavant, même si l'arrêt était rendu en des termes parfois hermétiques, c'était en audience publique. Dorénavant, ces décisions seront secrètes.

A la chambre criminelle, on justifie cette attitude par la stricte application de l'article 11 du code de procédure pénale, selon lequel « la procédure au cours de l'instruction est secrète », en ajoutant que l'article 601 du même code dispose : « Les règles concernant la publicité, la police et la discipline des audiences doivent être observées devant la Cour de cassation ». L'ancienneté de ces deux textes interdit de penser que la juridiction suprême vient de découvrir leur existence. En fait, à la Cour de cassation, on explique ce brusque revirement dans les

usages par les demandes insistantes « de nombreux avocats parisiens ». On ajoute qu'il n'était pas normal qu'un justiciable apprenne par un arrêt rendu en audience publique qu'il faisait l'objet d'une plainte.

Quelques membres du barreau consultés se sont montrés plutôt surpris, voire incrédules, et certains considéraient qu'il s'agit d'une atteinte aux droits de la défense. Quant à la justification fondée sur l'application du secret de l'instruction, elle est mise en pièces par ceux qui font remarquer que, dans certains cas, l'information n'est pas encore ouverte et l'instruction n'a donc pas commencé.

### Efficacité

Il reste que la haute juridiction a pu souhaiter faire preuve de plus d'efficacité. Il y a quelques temps, un magistrat de province se plaignait en notant qu'il était pratiquement impossible de plaquer une écoute téléphonique chez un policier soupçonné d'un délit. La loi exigeait que la chambre criminelle soit saisie pour désigner une juridiction, le fonctionnaire était immédiatement informé et se montrait discret au téléphone après avoir, selon le jargon policier, « fait le ménage ».

Les dispositions concernant les « personnes protégées », bénéficiant d'un « privilège de juridiction », ont des effets pervers qui conduisent parfois à leur fournir une certaine forme d'impunité. Une procédure confidentielle pourrait corriger ces anomalies à la condition qu'elle n'induisse pas d'autres effets, plus pervers encore, abrités par le secret.

MAURICE PEYROT.

## L'attentat contre le foyer Sonacotra de Cagnes-sur-Mer

### Le président du PNFE interpellé et placé en garde à vue

Le président du Parti nationaliste français et européen (PNFE), M. Claude Cornilleau, a été interpellé et placé en garde à vue mercredi 13 septembre, dans le cadre de l'enquête judiciaire sur l'attentat contre le foyer Sonacotra de Cagnes-sur-Mer (Alpes-Maritimes), qui avait fait un mort et douze blessés le 19 décembre 1988. Les policiers de l'antenne du SRPJ de Nice, assistés des enquêteurs de la 6<sup>e</sup> division de la direction centrale de la police judiciaire, ont perquisitionné le domicile et le bureau de M. Cornilleau, qui a été interpellé chez lui, à Crécilly-la-Chapelle (Seine-et-Marne).

Dans un communiqué, le Parti nationaliste français et européen dénonce « l'imposition d'un régime démocratique qui refuse aux nationalistes français le droit de s'exprimer librement sur la terre de leurs ancêtres » et se déclare « prêt à lutter par tous les moyens afin que son président retrouve la liberté ».

Treize personnes, dont plusieurs militants du PNFE, ont déjà été arrêtées et écrouées dans cette enquête sur les attentats raciaux de la Côte d'Azur instruite par M. Jean-Pierre Murciano, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Grasse (Alpes-Maritimes).

Le parquet de Grasse requiert la mise en liberté de Daniel Gilbert. — Inculpée d'escroquerie et de publicité mensongère et incarcérée depuis le 7 septembre à la maison d'arrêt de Nice, l'ancienne animatrice de télévision Daniel Gilbert devrait, très probablement, bénéficier prochainement d'une ordonnance de mise en liberté délivrée en sa faveur par M. Jean-Pierre Murciano, juge d'instruction à Grasse. En effet, ce magistrat indique, mercredi 13 septembre, qu'il était prêt à signer une ordonnance de mise en liberté dès qu'il aurait reçu communication écrite des réquisitions du parquet de Grasse qui, dans la même journée, s'était prononcé pour la mise en liberté de l'inculpée, sous réserve du versement d'une caution. Cette caution, selon différentes sources, pourrait s'élever à 1 million de francs, payable en plusieurs fois.

## RELIGIONS

Une nouvelle déclaration à propos du camp d'Auschwitz

## Les contradictions du cardinal Glemp embarrassent les négociateurs juifs et catholiques

Mgr Jozef Glemp, primat de Pologne, souffle le chaud et le froid. A peine avait-il tenu, à un hebdomadaire influent de l'Eglise catholique, *Tygodnik Powszechny*, des propos jugés plutôt conciliants dans l'affaire du camp d'Auschwitz (le Monde du 14 septembre), qu'à l'université de Lublin, mercredi 13 septembre, devant quelque cinq cents jeunes théologiens, il déclarait que l'Eglise polonaise n'est pas du tout liée par les accords signés à Genève en 1987. Ces accords, prévoyant notamment le déménagement des religieuses du camp d'Auschwitz, ont été préparés et ratifiés par une délégation juive et une délégation catholique conduite par les cardinaux Macharski (Cracovie), Lustiger (Paris), Decourtyl (Lyon) et Danneels (Bruxelles).

« On peut parler d'obligation, d'accord juste lorsque les parties se promettent des choses justes », a déclaré le primat de Pologne, cité par l'Agence France-Presse. Pour lui, l'accord de Genève n'est pas « une obligation juste, car, pour l'être, elle doit être possible à réaliser (...). Les cardinaux ont des droits légaux. L'Eglise ne peut pas les expulser, car elle violerait la loi. Elle porterait atteinte à la dignité de ces femmes ».

« Lorsqu'on s'indigne, les arguments avancés sont toujours subjectifs, de circonstance et ne donnent pas toute la vérité », a poursuivi Mgr Glemp, en évoquant le concert des critiques qui avait suivi son discours du 26 août à Czeszochowa. Le chef de la hiérarchie catholique polonaise a ajouté : « Rien ne peut être fait dans les cris, dans le bruit, au milieu d'accusations très injustes. Et, malgré les pressions, il n'y a pas d'antisémitisme en Pologne, il n'y en a vraiment pas (...). Ce malentendu avec le peuple juif a fait beaucoup de bruit dans le monde, du bruit qui nous cause beaucoup de tort... ». Mais, a conclu le primat de Pologne, il faut que nous défendions aujourd'hui notre attitude, car, nous aussi, avons le droit de faire respecter nos sentiments.

Ainsi, dans des réponses improvisées à des questions de jeunes étudiants polonais en théologie, le cardinal Glemp a-t-il à nouveau manifesté son hostilité à des accords qu'il n'a pas signés et qui, de son point de vue, n'engagent pas l'Eglise de son pays. Le primat passe pour un juriste pointilleux. Déjà, dans ses déclarations du 2 septembre à la *Republika*, ne signifiant pas d'excuses de graves divergences à l'intérieur de l'Eglise catholique, il avait mis en doute la « compétence », pour la négociation des cardinaux de Cracovie, de Paris, de Lyon et de Bruxelles. Ces derniers avaient immédiatement et vivement répliqué.

Dans son interview à *Tygodnik Powszechny*, il estimait aussi que, sans reprendre le fond de la discussion, il fallait « peaufiner la forme légale des accords signés à Genève ». Cette fois, à Lublin, il a de nouveau insisté sur le caractère « légal » de la présence des religieuses dans l'ancien théâtre voisin du camp d'Auschwitz. « Transférer », ce couvent, comme le prévoient les accords, reviendrait, selon lui, à « expulser » les religieuses.

### Un manque de crédibilité

Ce juridisme étroit n'est pas fondé. Certes, les cardinaux sont propriétaires des lieux. En 1984, elles ont acheté, en bonne et due forme, l'ancien théâtre à la municipalité d'Auschwitz. Mais les pouvoirs publics polonais n'avaient pas le droit de vendre ce bâtiment qui, à la demande du gouvernement, avait été classé, en 1979, ainsi que l'ensemble du camp, comme monument du patrimoine mondial de l'UNESCO.

La dernière déclaration de Mgr Glemp flirte à nouveau l'opinion polonaise, favorable au maintien sur place des carmélites, contre les « exigences » des organisations juives. Mais elle replonge dans le plus grand embarras les négociateurs juifs et catholiques qui tentent de résoudre cet interminable conflit. Elle rompt un climat qui semblait à l'apaisement, avec la proposition de « reprise des pourparlers dans l'esprit des rencontres de Genève », exprimée par la commission de l'épiscopat polonais chargée des relations avec le judaïsme, et avec

des prises de positions d'intellectuels catholiques et de leaders de Solidarité, favorables au respect des accords signés et au déménagement des religieuses.

Dans son pays, le cardinal Glemp est réputé pour parler trop et trop vite, pour se contredire souvent et sous-estimer les conséquences de ses déclarations, notamment à l'étranger. Sa popularité et sa crédibilité en souffrent, en Pologne même.

Le primat ne semble pas mesurer les dégâts produits par ses déclarations successives dans le dialogue international entre juifs et chrétiens. Plus il parle, plus le silence du pape intrigué. De source bien informée au Vatican, on estime que, même s'il ne partage pas les vues du cardinal Glemp et souhaite au plus vite l'application de l'accord signé à Genève, jamais Jean-Paul II, ancien archevêque de Cracovie, n'osera désavouer le primat de son pays.

HENRI TINCO.

### « Le gouvernement polonais de 1979 est le plus fautif »

affirme M. Rocard

Invité à s'exprimer, mercredi 13 septembre sur TF1, à propos du camp d'Auschwitz, au lendemain de la visite à l'hôtel Matignon du cardinal Decourtyl et de M. Théophile Klein, les responsables des deux délégations, catholique et juive, lors des négociations de Genève, M. Michel Rocard a déclaré que « le gouvernement polonais de 1979 est le plus fautif. C'est lui qui avait demandé le classement par l'UNESCO du site d'Auschwitz dans le patrimoine mondial culturel avant d'affecter une partie de ce site (en 1984) au couvent des carmélites ».

« C'est une faute politique très grave dont aujourd'hui les intérêts se sortent mal », a ajouté le premier ministre. « Je souhaite pourtant que l'épiscopat polonais se rende compte qu'une parole donnée c'est important ». M. Rocard s'est réjoui de la concordance des vues entre M. Théophile Klein et le cardinal Decourtyl. « Il n'y a pas, au moins en France, de conflit entre juifs et catholiques. Mais je les ai trouvés inquiets de la suite », a-t-il conclu.

## SPORTS

FOOTBALL : les Coupes d'Europe

## Marseille : la victoire pour lever les doutes

L'Olympique de Marseille s'est imposé face aux Danais de Brøndby (3-0), mercredi 13 septembre, au stade vélodrome, lors du match aller des seizièmes de finale de la Coupe d'Europe des clubs champions. L'équipe marseillaise a les meilleures chances de se qualifier à l'occasion du match retour, le 27 septembre, au Danemark.

### MARSEILLE de notre envoyé spécial

Bernard Tapie est boulimique. Sans avoir pris le temps de savourer le second doublé Coupe de France-championnat de l'histoire du club, en juin dernier, l'homme d'affaires, président de l'Olympique de Marseille, a fixé un nouvel objectif à ses joueurs : remporter la Coupe d'Europe. Vaste dessein. Aucun club français n'y est encore parvenu. Reims, Saint-Etienne et Bastia ont échoué en finale. L'OM est-il en mesure de tenir ce pari ?

Bernard Tapie en est persuadé, lui qui, fort de quinze mille abonnés et du budget le plus élevé des clubs français (au minimum 180 millions de francs), a renforcé son équipe à prix d'or à l'intersaison. L'international anglais Chris Waddle est arrivé de Tottenham pour 45 millions de francs (record français et britannique), le libéro brésilien Jos-Carlos Mozer a quitté Benfica Lisbonne pour 20 millions, et l'Uruguayen Enzo Francescoli le Racing Paris-1 pour 22 millions. Les Français Jean

Tigana, Alain Roche, Gérard Bernardet, Carmelo Micciche et Manuel Amoros ont également rallié le stade vélodrome.

Le groupe de vingt et un professionnels ainsi constitué n'a pas encore obtenu les résultats escomptés en championnat, alternant les excellentes prestations et les contre-performances. Mercredi 13 septembre, devant seulement vingt mille spectateurs — le prix des places, de 40 F à 550 F, avait suscité une vive polémique — la rencontre face aux Danais de Brøndby en match aller des seizièmes de finale de la Coupe des champions a de nouveau illustré cette inconstance.

Après une première mi-temps poussoive et sans intérêt, les Marseillais se sont logiquement détachés en seconde période, grâce à de superbes buts des internationaux Frank Sauzée (61<sup>e</sup> minute), Jean-Pierre Papin (67<sup>e</sup>) et Philippe Vercoy (81<sup>e</sup>).

Les incertitudes qui planent encore sur les possibilités de cette formation finiront sans doute par s'estomper, tant elle est riche en joueurs d'expérience et de talent. En revanche, la fébrilité qui règne autour de l'équipe pourrait constituer un obstacle majeur pour la conquête d'un titre européen. Certes, l'Olympique de Marseille n'a jamais été réputé pour son calme et sa sérénité. Mais depuis le début de saison, quelques « dérapages » prouvent que le club phocéen n'a pas encore l'envergure d'un grand d'Europe comparable, comme le proclame Bernard Tapie, au Milan AC ou au PSV Eindhoven.

### Manœuvres médiatiques

S'il était si sûr de lui et du succès des siens, Bernard Tapie aurait-il multiplié les pressions et les appels téléphoniques quelques jours avant la partition, samedi 9 septembre, d'une enquête de *l'Equipe Magazine* consacré aux finances du club ? Aurait-il durement réprimandé son capitaine, Jean-Pierre Papin, qui, fort à propos, avait publiquement avoué son hostilité à la venue du fantasque Argentin Diego Maradona à l'OM ?

Bien sûr, Bernard Tapie bénéficie de l'état de grâce (sauf avec le maire, M. Robert Vigouroux, avec lequel les relations n'ont jamais été très cordiales). Depuis son arrivée en 1986, les résultats de l'OM plaident en sa faveur, et la signature, prochaine, d'un important contrat publicitaire — il est question d'une enveloppe de 85 millions de francs — avec un partenaire japonais d'envergure mondiale renforcera son assise financière.

Pourtant, à Marseille, les manœuvres médiatiques de l'homme d'affaires parisien — notamment ses interventions tonitruantes dans l'affaire Maradona qu'il affirmait pouvoir engager — suscitent moult critiques, et de plus en plus de voix s'élèvent pour craindre le pire, le jour où il se retirera du football. Mercredi 13 septembre, M. Jean-François Mattéi, conseiller général UDF, déclarait dans *le Méditerranéen* : « Plus que tout, je crains l'artificialité. Et l'artificialité qui plane, est un président, des cadres techniques et un meneur de jeu qui ne sont pas marseillais ». Seul un bon parcoureur en Coupe d'Europe effacerait les doutes qui s'annoncent autour de l'OM.

PHILIPPE BROUSSARD.

### LES RÉSULTATS

Coupe des champions (Seizièmes de finale)

\* Marseille (Fr.) b. Brøndby (Dan.) 3-0 ; \* Slavia (Malt.) b. Nantou (Aib.) 1-0 ; \* Sparta Prague (Tch.) b. Fenerbahce (Tur.) 3-1 ; \* Steaua Bucarest (Rou.) b. Reykjavik (Isl.) 4-0 ; AEK Lissabon (Port.) b. Derby City (Engl.) 2-1 ; \* Chornobyl (Ukr.) b. Sirodret Sofia (Bul.) 1-1 ; \* Honvéd Budapest (Hong.) b. Vojvodina (You.) 1-0 ; \* Rosenborg (Nor.) b. Malines (Bel.) 0-0 ; \* PSV Eindhoven (P-B) b. Lucerne (Sui.) 3-0 ; Bayern Munich (RFA) b. Glasgow Rangers (Eco.) 3-1 ; Dniproprokiv (URSS) b. Linfield (Irl.) 2-1 ; \* FC Tirol (Aut.) b. Nicose (Chy.) 6-0 ; \* Dynamo Dresde (RDA) b. AEK Athènes (Gr.) 1-0 ; \* Malmö (Sue.) b. Inter Milan (It.) 1-0 ; \* Milan AC b. Helsinki (Fin.) 4-0 ; Real Madrid (Esp.) b. Spora Luxembourg (Lux.) 3-0.

Coupe de l'UEFA (Trente-deuxièmes de finale)

\* Auxerre (Fr.) b. Fier (Alb.) 5-0 ; \* Lahli (Fin.) et Paris-SC (Fr.) 0-0.

سكنا من الاموال



## Société

### DÉFENSE

#### « Il faut stopper la déflation des effectifs militaires » estime l'amiral Louzeau

« Le procédé des lettres anonymes est détestable », estime le chef d'état-major de la marine, l'amiral Bernard Louzeau, dans une entrevue accordée à l'hebdomadaire *Col bleu*, à propos de la fronde épistolaire de l'état-major de la marine et de certains officiers-mariniers. « Cela ne signifie pas, bien au contraire, que les problèmes évoqués soient insolubles », ajoute le chef d'état-major, qui rappelle qu'il a consacré quarante ans de sa vie à la marine.

« Les rapports sur le moral que je lis avec une grande attention, explique l'amiral Louzeau, font très clairement état de ces problèmes. L'évolution des rémunérations, le rythme

de travail imposé au personnel, les contraintes du service sont, avec la déflation des effectifs qu'il est plus que nécessaire de stopper, au premier rang de mes préoccupations (...). Que certains aient jugé nécessaire de recourir à des procédés non convenables pour attirer l'attention des plus hautes autorités de l'état sur cette situation prouve peut-être que les choses n'ont pas évolué assez vite ou qu'apparaît maintenant, ajoute l'amiral, un trop grand décalage entre le monde militaire et le monde civil. »

Dans cet entretien à *Col bleu*, qui est une revue rédigée sous la responsabilité de l'état-major de la marine, l'amiral Louzeau rappelle que « le statut général des militaires prévoit des compensations aux contraintes et exigences de la

vie dans les armées. Si certains, aujourd'hui, se plaignent ouvertement, c'est peut-être parce que la considération et les compensations prévues par la loi passent trop souvent après les sujétions et les contraintes qu'implique l'état militaire. »

Au passage, le chef d'état-major de la marine annonce qu'il a décidé récemment d'alléger certaines des conditions de travail des équipages de navire et des équipages dans l'aviation de patrouille maritime.

« En attendant les modifications qui seront apportées aux instances de concertation dans les armées, conclut l'amiral Louzeau, c'est à moi et à moi seul qu'il appartient d'entretenir le ministre de la défense des préoccupations des marins et, ajoute-t-il, soyez sûr que je m'y emploie. »

#### Le « premier chef syndicaliste de la marine »

L'UN des prédécesseurs de l'amiral Louzeau, l'amiral Marc de Joybert, qui fut chef d'état-major de la marine entre 1972 et 1974, avait dit un jour en public : « Je suis le premier chef syndicaliste de la marine. » L'amiral Louzeau n'a pas fait directement sien un tel propos. Mais, de toute évidence, il s'inspire de la philosophie sous-jacente à cette expression pour prendre la défense de ses subordonnés, même s'il condamne la forme dans laquelle ils ont déposé leurs cahiers de revendications par media interposé.

En s'exprimant ainsi, l'amiral Louzeau, qui fut, avant d'arriver au sommet de la hiérarchie, le premier « pêche » du premier sous-marin nucléaire lance-missiles français, fait preuve d'un courage et d'une lucidité qui contrastent avec le silence des autres chefs militaires devant la tempête qui secoue leur institution depuis quelques semaines.

C'est, du reste, un autre amiral, le préfet maritime de Brest et commandant en chef en Atlantique, le vice-amiral d'escadre Dominique Lefebvre, qui, il y a un an déjà presque jour pour jour (*Le Monde* du 16 septembre 1988), avait donné l'alerte en expliquant, à des députés médusés de la commission de la défense, que tout n'allait pas aussi bien dans les armées que certains voulaient le croire ou le faire croire. L'amiral Lefebvre avait été rappelé à l'ordre.

Aujourd'hui, on retiendra de l'entretien de l'amiral Louzeau à *Col bleu*, parmi les problèmes qui sont les siens ou qu'il a voulu partager avec ses subordonnés, le souci prioritaire qu'il a d'obtenir du gouvernement l'arrêt, l'an prochain, de la déflation des effectifs dans la marine.

Depuis 1985, la marine a dû se séparer de mille deux cent soixante officiers, officiers-mariniers, engagés ou appelés. Ses effectifs atteignent soixante-cinq mille cinq cent trente-cinq, et reculent en 1989. Il est question de lui demander deux cent quarante nouveaux départs l'année prochaine.

Le taux d'encadrement de la marine française est l'un des plus faibles d'Europe occidentale, reconnaît un rapporteur parlementaire de la majorité. Conséquences : le surcroît de charge est tel que la durée hebdomadaire du travail est de quarante-sept heures à terre et de cinquante-sept heures sur les bâtiments, quand cette même durée hebdomadaire étendue à la présence et comprennent, donc, le travail effectif, atteint soixante à quatre-vingt heures à terre et de cent à cent dix heures sur les navires.

Or, les bateaux se sont faits plus gros depuis trente ans, même s'ils sont davantage automatisés. La diminution du nombre des bâtiments contraint l'état-major à prévoir deux, voire deux équipages, et demi, par navire pour que la permanence opérationnelle à la mer, exigée de chaque unité par le gouvernement, soit tenue. L'hélicoptère embarqué s'est généralisé et rend difficile toute réduction de l'équipage. Les missions, même civiles et présentées comme d'intérêt public, se sont multipliées. L'apparition de nouveaux matériels conduit à un besoin croissant d'effectifs.

Tant et si bien que c'est au moment où le pouvoir politique insiste pour encore réduire son personnel que la marine fait ses comptes et estime, au contraire, qu'il lui faudra embaucher au bas mot cent trente officiers et six cent soixante-dix officiers-mariniers entre 1990 et 1997.

En ruant dans les brancards à propos du rythme de travail et, en regard, de la déflation des effectifs militaires, l'amiral Louzeau pose un véritable diagnostic de la crise dans l'institution de défense et pas seulement la marine.

La compression du budget de fonctionnement et, en son sein, les économies réalisées sur la rémunération et le volume des effectifs vont conduire les armées sous peu à une situation où elles ne pourront plus assurer toutes les missions que lui fixe le gouvernement. Sauf à adapter les ambitions de la France aux moyens financiers et humains qu'elle accorde à sa défense, c'est l'institution qui cassera.

JACQUES ISNARD.

### ÉDUCATION

#### Réorganisation des écoles de la Chambre de commerce de Paris HEC et l'ISA auront une direction commune

Changement de tête à l'HEC (École supérieure de commerce de Paris) et à l'ISA (Institut supérieur des affaires) : c'est une spectaculaire reprise en mains de ces principales écoles de gestion qu'est en train d'opérer la chambre de commerce et d'industrie de Paris (CCIP) et que devait entériner son conseil d'administration du jeudi 14 septembre.

L'ambition affichée est claire. A l'instar des entreprises européennes qui multiplient les grandes manœuvres de restructuration, les écoles de gestion préparent l'échéance de 1993. Incontestable numéro un français, puisqu'elle patronne quelques uns des titans de ce secteur (HEC, l'ESCP, ainsi que l'EPAP (École européenne des affaires)), la chambre de commerce de Paris entend renforcer cette position.

« Dans dix ans, il y aura environ une dizaine de grandes universités de gestion en France. Tout le problème est de savoir comment faire partie de ces top ten », souligne M. Christian Vuilleux, responsable de la formation à la CCIP.

La constitution de réseaux européens avec des programmes de formation intégrés et des échanges beaucoup plus nombreux d'étudiants et de professeurs est certainement un élément de réponse. Et HEC a fait un grand pas dans cette direction, au début de l'année, en créant la Communauté des écoles européennes de gestion, avec trois de ses plus prestigieuses homologues (Bocconi à Milan, l'ESADE à Barcelone et

l'université de Cologne). « Mais nous devons également préparer ces mutations de façon moins artisanale qu'autrefois », ajoute M. Vuilleux.

Le changement d'échelle appelle, à ses yeux, des changements d'équipes et de structures. C'est pourquoi les responsables des deux principaux fleurons de la chambre ont été invités à passer la main. Au début de l'été, M. Jacques Perrin avait été remplacé à la tête de l'École supérieure de commerce de Paris par M<sup>me</sup> Véronique de Chantreau, jusqu'à la directrice de l'Institut supérieur des affaires. C'est aujourd'hui M. Jean-Paul Larçon qui quitte la direction de HEC, qu'il assumait depuis plus de six ans. Ce départ s'accompagne d'un profond remodelage de la direction du campus de Jouy-en-Josas, où sont installés côte à côte HEC et l'ISA.

M. Michel Faucon  
directeur général

Face aux enjeux des prochaines années, la chambre de commerce entend resserrer et renforcer la gestion de cet ensemble auquel elle consacre 200 millions de francs par an. Or, les tiraillements entre ces deux institutions mitoyennes n'étaient un secret pour personne et, au fil des années, les redondances s'étaient multipliées entre certains programmes ou certaines prestations de l'une et de l'autre. Bref, estime M. Christian Vuilleux, « nous avions le sentiment de ne pas tirer le maximum des moyens énormes que nous consacrons à Jouy-en-Josas ».

HEC et l'ISA vont donc se retrouver placés sous la coupe d'une forte direction commune. A la tête de l'ensemble a été nommé un directeur général en la personne de M. Michel Faucon, actuel directeur général d'IBM Europe. Il sera secondé par un directeur adjoint à HEC et à l'ISA, M. Jean-Louis Scaringella, qui était jusqu'à présent responsable de la communication à la chambre de commerce. Enfin, deux nouveaux directeurs des études sont nommés : M. Jean-Michel De Leersnyder, professeur de droit des affaires, pour HEC et M<sup>me</sup> Nicole Perry, professeur de marketing international, pour l'ISA. Parallèlement, il est prévu de renforcer le rôle du corps professoral et en particulier de son doyen, chargé de la recherche et de la coopération internationale. Le doyen sera M. Jean Klein, professeur de finances internationales.

Il s'agit donc de mettre en place une direction beaucoup plus intégrée, capable de recentrer l'image globale du campus de Jouy et de son potentiel de formation. Et, dans la foulée, d'installer un certain nombre d'organes ou de services communs aux deux institutions (pour l'enseignement des langues ou la communication, par exemple), afin de réduire les coûts de formation. En outre, la direction de la chambre entend développer son partenariat avec les milieux économiques, en montant, sur des projets précis, des « tours de table » associant plusieurs entreprises.

Cet effort de rationalisation et de relance du campus de Jouy-en-Josas va cependant moins loin que certains ne l'espèrent. Et la chambre de commerce a choisi d'aborder l'échéance de 1993 avec prudence. Ainsi, elle n'a pas voulu opter définitivement pour le système de MBA à l'américaine (s'adressant à des personnes ayant eu déjà une expérience professionnelle) et elle maintient le recrutement par concours et classes préparatoires.

Les scénarios évoqués ces derniers mois d'un doublement rapide des effectifs de HEC ont été sérieusement révisés à la baisse et l'éventualité d'un rapprochement entre deux institutions aussi proches que HEC et l'ESCP s'écartera, sans ambiguïté.

Les responsables de la chambre estiment que le modèle spécifiquement français des grandes écoles a encore de beaux jours devant lui et ils imaginent plutôt, pour répondre à la demande croissante de formation à la gestion, d'apporter leur concours au développement, voire à la création, d'écoles de commerce à vocation régionale et de favoriser le regroupement de ces écoles en réseaux.

GÉRARD COURTOIS.

[M. Michel Faucon est né en 1927. Diplômé d'HEC et licencié en droit, il a fait toute sa carrière à IBM, avant d'être administrateur directeur général d'IBM Europe depuis 1981.]

[M. Jean-Louis Scaringella est né en 1948. Il est diplômé d'HEC et de Harvard. Il a été professeur à HEC (1970-1977) puis directeur de l'ISA.]

● « Grève du zèle » dans les écoles normales. — Le Syndicat des professeurs d'écoles normales (SPEN-FEN) a appelé à une « grève du zèle » pour protester contre les conditions de mise en place des instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) à partir de la rentrée 1990. Cette action, lancée lundi 11 septembre, pourrait retarder la publication des résultats des concours de recrutement d'élèves-instituteurs. Le SPEN demande au ministère de « prendre des engagements » sur les futures conditions de travail des professeurs d'écoles normales et leur maintien dans les tâches de formation.

### ENVIRONNEMENT

#### L'ivoire interdit au Japon

Revenant sur une interdiction partielle de l'importation d'ivoire au Japon, prise en juin dernier, le ministère du commerce international et de l'industrie (MITI) a décidé d'interdire toute importation à compter du jeudi 14 septembre. Cette décision empêchera même les voyageurs étrangers d'entrer au Japon avec des souvenirs en ivoire. Le Japon, qui était jusqu'à présent le premier consommateur d'ivoire (38 % de la production légale), a encore importé officiellement 106 tonnes de « poignées » en 1988.

Cette décision vise à désamorcer les critiques qui n'auraient pas manqué d'être portées contre le Japon lors de la prochaine réunion mondiale de la convention de Washington sur la protection des espèces menacées, en octobre prochain à Lausanne. — (AFP.)

On n'est jamais  
aussi bien  
servi que par  
Viséa!



OFFRE SPECIALE

N°VERT 05.23.24.25

LOUE SOIT  
VISEA

LOCATION TELE VIDEO

Paris et région parisienne: Paris. Aulnay-sous-Bois. Boulogne. Cergy-Pontoise. Créteil. La Défense. Evry 2. Rosny 2. St-Quentin-en-Yvelines. Vélizy 2. Province: Bordeaux. Cannes. Dijon. Grenoble. Le Havre. Lille. Lyon. Marseille. Metz. Montpellier. Nancy. Nantes. Nice. Rennes. Rouen. St-Etienne. Strasbourg. Toulouse. Toulouse.

### FAITS DIVERS

#### Afin de recouvrer leurs créances

#### Des éleveurs français avaient fait enlever le fils de leur débiteur italien

Deux éleveurs français et deux « gros bras » ont été arrêtés et placés sous mandat de dépôt mercredi 13 septembre : ils avaient enlevé le fils d'un éleveur italien qui leur devait 4 millions de francs (20 millions de francs), afin de récupérer leur créance. L'italien, un éleveur de Carnagnola, au sud de Turin, leur avait acheté en 1987 de nombreux bestiaux qu'il tardait à payer. Les éleveurs français avaient alors tenté des recours par voie légale mais la procédure s'annonçait longue et difficile. Ils décidèrent donc d'engager

des « gros bras » spécialisés dans le recouvrement musclé des créances.

An début du mois de septembre, trois d'entre eux, Michel Benetoni, Mario Galati, et Tony Ribes, partent pour l'Italie, appellent le fils de l'éleveur au téléphone en prétendant une panne sur l'autoroute, l'enlèvent, et traversent la frontière. Ils l'emmenent alors au domicile d'un éleveur du Nord de la France où il sera séquestré. Pendant ce temps, les « gros bras » téléphonent à la famille italienne et exigent une rançon du même montant que la créance. La mère du jeune homme enlevé prévient immédiatement les carabinieri italiens, qui alertent la gendarmerie française. Michel Benetoni, le chef du commando, est alors arrêté.

Ses complices prennent peur et tentent de mettre leur « otage » à l'abri. Ils partent vers lui dans le Midi de la France avant de décider subitement de le relâcher mardi 12 septembre, dans l'après-midi. Le fils de l'éleveur italien libéré dans la région de Montpellier, est arrivé en gare de Vintimille le soir même, vers 21 heures.

Les deux éleveurs français, dont les identités n'ont pas été communiquées, et deux des « gros bras » ont été arrêtés et placés sous mandat de dépôt. Le troisième membre du commando est en fuite. Le dossier a été confié au juge Dominique Ferraro, en tribunal de grande instance de Meaux (Seine-et-Marne).

● Un gendarme blessé par deux malfaiteurs. — Un gendarme a été grièvement blessé, d'une balle en pleine tête, mercredi 13 septembre, vers 15 heures, par deux malfaiteurs qui venaient d'attaquer l'agence du Crédit agricole d'Albans (Savoie). Pour protéger leur fuite, les deux malfaiteurs, lors d'un contrôle de gendarmerie établi, sans relation immédiate avec le hold-up, à quelques centaines de mètres de là, ont ouvert le feu sur l'un des deux gendarmes qui entendaient procéder à une vérification d'identité. Atteinte en pleine tête, la victime, dont l'identité n'a pas été précisée et qui appartenait à la brigade d'Albans, a été hospitalisée dans un état très grave à Grenoble. Les deux malfaiteurs ont réussi à prendre la fuite à bord d'un véhicule immatriculé en Haute-Savoie.

## CAMPUS

## Une formation parajuridique américaine

Le parajuridisme est à la mode aux États-Unis. Les professions para-juridiques sont celles qui connaissent la plus forte progression depuis vingt ans. Les entreprises, les banques, les compagnies d'assurances, les associations et même les administrations, aux prises avec une législation de plus en plus touffue, sont à la recherche de techniciens du droit qui soient à l'aise avec les pratiques juridiques, sans pour autant être des avocats. En France, cette branche n'émerge pas encore du masque des professions juridiques dont la réforme est toujours à l'ordre du jour. Cela signifie-t-il pour autant que le besoin n'existe pas ?

L'Université américaine de Paris pense le contraire. Elle a créé, dans son département de formation permanente, un Institute for Paralegal Studies dont la formation est plus particulièrement orientée sur la loi américaine, et surtout les législations européennes. A la veille du grand marché unique de 1993, les responsables de l'université américaine pensent que ce type de formation, appuyée sur la pratique du droit commercial international, est de nature à intéresser notamment les PME désireuses d'internationaliser leurs activités sans avoir les moyens de mobiliser des cabinets d'avocats d'affaires.

La formation s'adresse à des titulaires de DEUG ou de licence (pas forcément de droit) ayant une bonne connaissance de l'anglais. Dispensée par des professionnels, l'enseignement repose uniquement sur la pratique. La formation dure trois mois à plein temps (240 heures) ou sept mois en cours du soir. Il y a trois sessions par an, la première débutant en octobre avec une trentaine d'étudiants venus pour moitié des États-Unis et pour moitié d'Europe. Le coût est de 20 500 F.

J.-J. B.

Renseignements à l'Institut d'études parajuridiques de l'Université américaine de Paris, 34, avenue de New-York. Tél. : (1) 47-20-44-99.

## ● Bourses japonaises

Le ministère japonais de l'éducation offre vingt bourses d'études et de recherches à des étudiants français de niveau bac + 4, pour suivre des cours universitaires en japonais dans toutes les disciplines scientifiques, littéraires ou artistiques. Ils pourront bénéficier d'un stage linguistique de six mois à l'université des langues étrangères d'Osaka.

Ministère français des affaires étrangères, bureau de formation des Français à l'étranger, 7, rue de Tielt, 75017 Paris. Tél. : 40-55-55-99.

## ● Minitel

L'agence télématique INFOS a créé un catalogue complet de tous les services Minitel concer-

nant l'Université et la vie étudiante. Ce service est accessible par le 3815 INFOS ou INFOS-PRO, mot-clé « ETUD ».

INFOS, 131, boulevard Malesherbes, 75017 Paris. Tél. : 47-63-13-51.

## ● L'Europe et le tiers-monde

A l'occasion des négociations de la nouvelle convention de Lomé, le Comité catholique contre le faim et pour le développement (CCFD) publie un numéro hors-série de *Faim-Développement Magazine* consacré aux relations entre l'Europe et le tiers-monde. Un dossier de trente-six pages avec interviews, cartes et fiches techniques.

CCFD, 4, rue Jean-Lentier, 75001 Paris. Prix : 30 F.



## Bicentenaire

## Valmy, plus qu'une simple canonnade

Le président de la République, M. François Mitterrand, doit assister, samedi 16 septembre, à partir de 17 heures, à Valmy (Marne), à un parcours-spectacle, suivi d'un concert, sur les lieux mêmes de la bataille qui, le 20 septembre 1792, vit l'armée française défaire les troupes coalisées de la Prusse et de l'Autriche. Baptisé « Naissance d'une nation », ce spectacle sera l'occasion pour le chef de l'État de prononcer une allocution d'une vingtaine de minutes sur le thème de l'armée et la nation. A l'invitation de M. Mitterrand, le comte de Paris sera présent à cette célébration d'une bataille dans laquelle l'un de ses ascendants, le duc de Chartres, futur Louis-Philippe, s'était illustré comme lieutenant-général.

par Antoine de Baecque historien

La bataille de Valmy s'est longtemps tenue en une anecdote, sans cesse reprise, magnifiée ou ridiculisée. Le vieux général Kellermann (cinquante-sept ans) apostrophe un canonnier : « Camarade, lui dit-il, tu pointes trop haut. — Vous allez voir que non, général ! » A l'instant, la volée part et porte au milieu d'un escadron prussien qu'elle met en déroute. Le général salue au cou du canonnier qu'il embrasse, au milieu des cris unanimes de l'armée : « Vive la Nation ! » Lorsque le général, montant son chapeau au bout d'un sabre, reprend ce cri en faisant manœuvrer les troupes, s'attend-il à un écho irrésistible ? Il ne nous l'a pas dit, mais soldats de la Révolution, hier, et ministres de la défense, aujourd'hui, reprennent en chœur : « Vive la France ! »

Valmy ne peut cependant plus se résumer à cette anecdote. On a redécouvert que la butte de l'Argonne avait été le cadre d'un vrai combat et non d'une « simple canonnade », une bataille de laquelle vont naître aussi bien une armée qu'une manière de conduire la guerre.

Pourtant, tout avait mal commencé pour les armées de la Révolution. La guerre, déclarée le 20 avril par la France, amène son lot de défaites, lourdes, décisives, certains disent, le 19 août, les Prussiens, puis les Autrichiens franchissent la frontière et prennent Longwy et Verdun. Voilà que les sombres prédictions de Robespierre se réalisent : l'ennemi triomphe face à des armées désorganisées. Autrichiens du général Clerfayt, Prussiens dirigés par le général Brunswick, contre-révolutionnaires français du prince de Condé pénètrent sur le sol national. Leur point de ralliement : Paris.

Le général Dumouriez tente bien une manœuvre en bloquant les passages de l'Argonne, mais le duc de Brunswick s'apprête déjà à savourer sa victoire. N'a-t-il pas déjà prévenu Paris de son arrivée le 1<sup>er</sup> août par un manifeste censé protéger Louis XVI ? Provocation à laquelle les révolutionnaires ont répondu par la prise des Tuileries et la mise à bas de la monarchie.

## Ce « beau spectacle »

La situation intérieure française n'est ainsi guère plus stable que la position aux frontières. Une nouvelle Assemblée nationale vient d'être élue : la Convention doit fonder un régime. Les luttes politiques n'ont pas été apaisées par la chute de la royauté et Paris a peur. Les récents massacres dans les prisons témoignent d'une mentalité obsédante débouchant parfois sur de terribles accès de fureur. Comment vont se comporter les soldats français, agités, face à l'implacable machine de guerre prussienne, la plus belle réussite du siècle en matière militaire, marchant droit dans un ordre impeccable ?

Le 20 septembre 1792, un petit matin, l'affaire s'engage. L'historien Jean-Paul Bertrand en a décrit le cours (1). Les Prussiens jouent bien leur rôle. Un témoin français se dit même impressionné par ce « beau spectacle d'une précision extraordinaire ». Ils s'avancent à 1 200 mètres de la butte où a pris position l'armée de Kellermann, à pas lents, en pelotons, présentant une ligne imposante. A Valmy, ce sont surtout les Français qui s'émou-

vent. Dumouriez, inspiré, a choisi la bonne option : il fait stationner une masse importante de soldats (37 000 hommes) au sud du passage de Grand-Pré, et y attend les Prussiens, placés de manière à couper éventuellement les relations de l'ennemi avec ses arrières.

Adossés au moulin, la batterie d'artillerie et les troupes de Kellermann se trouvent en première ligne pour recevoir le choc. Ses canonniers font merveille. Les Prussiens ne s'attendaient pas à la précision de ce feu nourri. L'un d'eux, presque admiratif, confie : « Ils nous montrèrent (...) une grande justesse, car un de nos capitaines d'artillerie qui s'était fait remarquer, ayant voulu s'asseoir un instant, un boulet l'atteignit au ventre, lui emporta les entrailles, et tua du même coup les chevaux de la pièce. »

Profitant des hésitations prussiennes, Kellermann fait mettre ses troupes en colonnes. L'armée entière répond par son nouveau cri de guerre, puis la musique (*le Ça ira*) retentit.

Quatre fois, les Prussiens tentent de prendre la butte. A chaque reprise, la détermination de leurs opposants les repousse. Mai inspiré, négligeant l'aspect symbolique d'un tel comportement, Brunswick, épuisé, ordonne l'arrêt des combats. Bientôt son armée se retire. Les Français crient victoire. Magnifiée par les récits, utilisée dans la conjoncture, cette longue et intense canonnade triomphe à Paris. La République, fondée sur ce succès par la Convention, place dans l'armée et la défense de la Patrie en danger les espoirs de la Révolution.

## Une évolution dans l'histoire militaire

Valmy demeure surtout le symbole d'une importante évolution dans l'histoire militaire. Coexistent ici les données anciennes — une bataille en lignes frontales, la prédominance des corps de l'armée royale — et des innovations — l'utilisation intensive de l'artillerie, l'apparition des volontaires dans l'armée française. Valmy est une transition : désormais l'on ne se battra plus comme avant, ni avec les mêmes hommes.

Mais, sur ce champ de bataille, l'histoire militaire laisse vite la place aux passions politiques. Valmy est source de légitimité d'un côté, victoire fondatrice dont la légende va être portée par des sensibilités diverses. Républicains et orléanistes (le duc de Chartres, futur Louis-Philippe, était en première ligne) s'en réclament. Les légitimistes tentent, en revanche, d'en réduire la portée à un simple coup monté, une trahison de Brunswick en l'occurrence, sur fond de complot franc-maçon. Mais la bataille connaît sa période de gloire à la fin du dix-neuvième siècle. Alors, remède symbolique à la défaite de 1870, Valmy est conjugué à tous les modes dans les manuels scolaires et les livres d'histoire. Droite et gauche réussissent même souvent à se rejoindre dans la geste patriotique, et, à l'évocation du célèbre moulin (pourant détruit en 1831), s'évoquaient Drouot et Bataillon comme Clémenceau et Ferry. La mémoire de la bataille se prolonge, vivace, jusqu'aux années 1930. En 1939 commence la reconstruction du moulin, et l'on peut voir plusieurs films (*la Marseillaise* de Renoir, film produit par la CGT, comme les *Trois Tambours*, ultra-nationaliste) s'achever ou débiter au moment de la victoire du 20 septembre.

Depuis la guerre, la politique semble avoir laissé place à l'histoire. La mémoire de la canonnade passe désormais davantage par les cartons des archives ; les polémiques se sont faites plus feutrées. Ce n'est que très récemment que le champ de bataille a été, pour ainsi dire, réinvesti, mais de façon pacifique. Le ministère de la culture vient de le classer « site historique », et le spectacle qui s'y déroulera à l'occasion du Bicentenaire tentera de suggérer que les enfants de la troupe de 1969 sont bien les héritiers des vainqueurs de 1792.

© Cécile par Patrick Bouchain et mis en scène par Bataillon, le spectacle « Naissance d'une nation » est accessible au public, sur le site de Valmy, classé monument historique, le dimanche 17 septembre (à 11, 14 et 17 heures), le mercredi 20 septembre (à 11 h 30, 13 h 30 et 16 h 30) et les samedi 23 et dimanche 24 septembre (à 11, 14 et 17 heures).

(1) Jean-Paul Bertrand, *Valmy. La démocratie en armes*, Julliard, collection Archives, 1970 (réédition rééditée).

## JOURNÉES

Le Monde

## PROSPECTIVES

LYON  
le 18 octobre

ESPACE TÊTE D'OR  
103, bd de Stalingrad  
69100 Lyon-Villeurbanne  
Renseignements :  
48.06.56.67 - Paris  
78.37.91.19 - Lyon

## CAPITAL HUMAIN ET EFFICACITÉ INDUSTRIELLE

Les 11<sup>es</sup> Journées prospectives du journal *Le Monde* s'ouvrent le 18 octobre par une rencontre internationale de haut niveau. Quels hommes pour l'industrie dans l'Europe de demain ? Des chefs d'entreprise et des professionnels des ressources humaines apportent des réponses concrètes.

## Ouverture à 9 h 15 :

Michel NOIR,  
Député, Maire de Lyon

André FONTAINE,  
Directeur du journal *Le Monde*

## Introduction :

Yves LASFARGUES,  
Directeur d'IFG Technologies

## 9 h 45 : Les profils et les formations des hommes de l'industrie

- Guy AUBERT,  
Directeur de l'Ecole normale supérieure de Lyon
- Kéber BEAUVILLAIN,  
Président-directeur général de Hewlett-Packard
- Guy CARRIER,  
Directeur de l'ICAM
- Jean-François COLIN,  
Directeur des ressources humaines de la SNCF
- Bernard KASRIEL,  
Administrateur-directeur général de Lafarge-Coppée
- Jean-Jacques PAYAN,  
Directeur de la recherche de Renault.

## 11 h 30 : Compétitivité des hommes de l'industrie une dynamique de développement

- Philippe BERNOUX,  
Sociologue au CNRS
- Georges BOUVEROT,  
Directeur des affaires sociales de RVI
- Christian BRIÈRE DE LA HOSSERAYE,  
Directeur des ressources humaines de Bull
- Philippe DESMARESCAUX,  
Président de Rhône-Poulenc agrochimie
- Michel FERREBEUF,  
Président-directeur général de DEC France
- Horst FRANCK,  
Directeur général de Bosch France
- Marie-Térèse SCHUTTE,  
Directrice des ressources humaines de Fiat France
- Serge TCHURUK,  
Président-directeur général d'Orkem.

## Allocution de clôture

Enrique BARON,  
Président du Parlement européen

## 13 h déjeuner

Débats animés par des journalistes du « Monde »

NOM : \_\_\_\_\_  
SOCIÉTÉ : \_\_\_\_\_  
ADRESSE : \_\_\_\_\_  
TÉL. : \_\_\_\_\_

- souhaite recevoir des informations
- participe au colloque (600 F HT) 712 F TTC
- participe au colloque et au déjeuner (800 F HT) 949 F TTC

Coupon et règlement à envoyer à :  
Journées prospectives *Le Monde*  
7, rue du Pasteur-Wagner  
75011 Paris

صكنا من الامم



## Le Monde DES LIVRES

### Le phénomène Ransmayr

Un entretien avec le « nouveau talent »  
auquel les Allemands font un triomphe pour  
son second livre le *Dernier des mondes*.

DEPUIS sa sortie en Allemagne à la fin de l'été 1988, les lecteurs s'arrachent le livre (150 000 exemplaires vendus jusqu'à ce jour), les éditeurs étrangers se battent pour en obtenir les droits (dix-huit traductions d'ores et déjà en route), les critiques portent l'auteur aux nues : « Enfin un nouveau talent ! » (*Frankfurter Allgemeine*). « L'un des plus beaux romans de notre littérature contemporaine » (*Die Zeit*). Le succès du *Dernier des mondes*, de Christoph Ransmayr, contredit toutes les lois qui régissent aujourd'hui le marketing éditorial.

Ce deuxième roman d'un auteur de trente-cinq ans jusqu'alors inconnu du grand public a été publié en effet sans tambour ni trompette chez un petit éditeur et dans le cadre d'une collection (« Die andere Bibliothek », dirigée par Hans Magnus Enzensberger) conçue en principe pour une élite. Inspirée par l'exil du poète latin Ovide sur la mer Noire, l'histoire se déroule il y a deux mille ans, et ses références mythologiques sont apparemment étrangères à toutes les préoccupations habituelles de la littérature germanique depuis l'après-guerre.

Faisant d'une pierre deux coups, l'édition française lance aujourd'hui sur le marché, outre la traduction du *Dernier des mondes*, celle du premier roman de Ransmayr : *les Effrois de la glace et des ténèbres*, un livre (inspiré, cette fois, de l'épopée dramatique d'une expédition polaire austro-hongroise à la recherche du passage du nord-est) qu'un critique d'outre-Rhin saluait déjà lors de sa parution en 1984 comme « une comète au firmament de la littérature mondiale contemporaine ».

Né à Weis, en Autriche, il y a trente-cinq ans, Christoph Ransmayr est tout le contraire d'un

écrivain médiatique. « Un romancier, précise-t-il, doit disparaître derrière son œuvre. Ce n'est pas à lui d'en parler, mais à celle-ci de parler à sa place. »

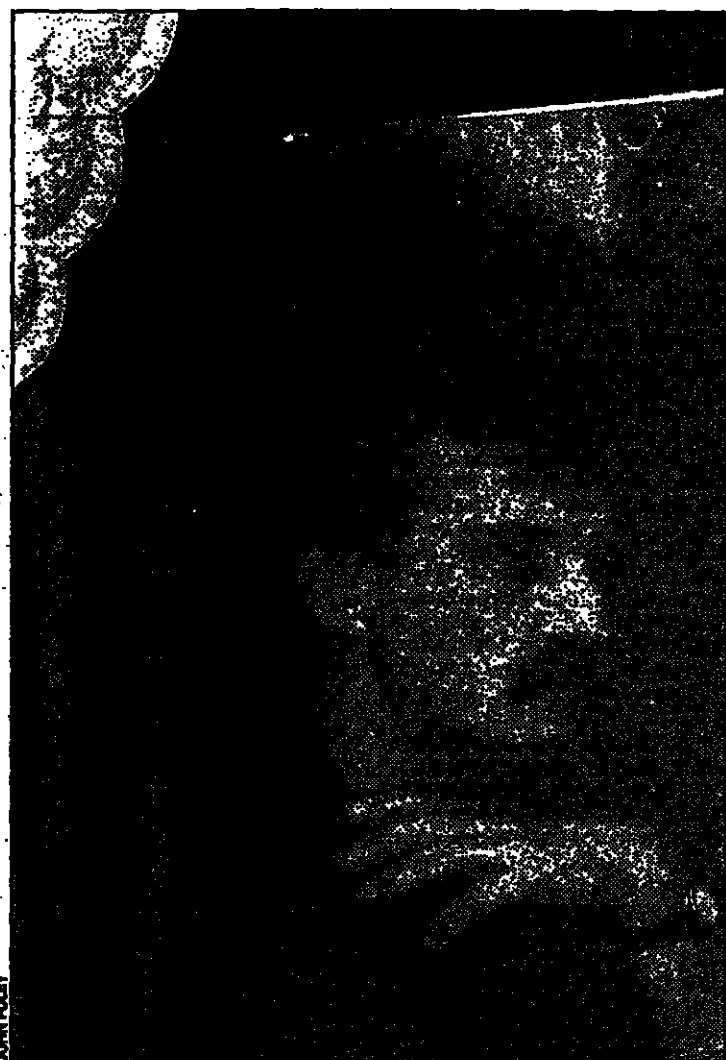
Il a néanmoins accepté un entretien, mais à la condition qu'il n'ait pas lieu chez lui. Comme il craint les foules, nous commençons par parcourir les rues de Vienne à la recherche d'un endroit à l'abri des oreilles indiscrettes : les anciennes écuries, actuellement en réfection, de la Hofburg.

#### Un monde absolument hermétique

« Ce n'est pas un hasard si mes romans se déroulent tous deux dans des cadres désolés, explique Christoph Ransmayr. Lorsqu'un thème commence à m'obséder, j'essaie tout d'abord d'imaginer le paysage désertique où je pourrais situer l'histoire. Oui, je l'avoue, les lieux où la civilisation est encore absente, ou d'où elle s'est retirée, me fascinent. Je me promène dernièrement dans le Totes Gebirge (1), un vrai désert de pierres où la mousse elle-même ne pousse pas. Parfois, une légère brume monte du fond de la vallée. J'éprouvais un bonheur inexplicable. Un sentiment trop important, en tout cas, pour être qualifié de fuite devant la réalité. »

« Si j'affectionne de tels lieux, c'est plutôt par besoin de prendre une distance par rapport à tout ce qui est ou nous paraît important dans notre société, afin de chercher une immunité contre les idéologies, les impératifs moraux. Pour paraphraser la phrase fameuse de Thomas Bernhard, je dirais que tout devient risible lorsqu'on songe au désert. »

*Les Effrois de la glace et des ténèbres* se présentent sous la



Ransmayr : « Un romancier doit disparaître derrière son œuvre. »

forme de deux histoires parallèles reliées par le biais d'un narrateur. La première se situe entre 1872 et 1874. C'est le récit de l'extraordinaire aventure historique des découvreurs de l'archipel François-Joseph, bloqués deux hivers durant dans la banquise. La seconde se déroule en 1981 et décrit la quête désolée d'un personnage fictif, Joseph Mazzini, poussé par sa fascination sur les traces des explorateurs et finissant par disparaître corps et biens dans les solitudes du Spitzberg.

L'action du *Dernier des mondes* nous transporte, quant à elle, à l'époque d'Auguste. La rumeur de la mort d'Ovide, banni depuis des siècles à Tomes, à l'extrême limite de l'Empire, s'est répandue dans Rome. Un admirateur, Cotta, décide lui aussi de s'embarquer vers la « ville de fer », dans l'espoir de retrouver les traces du poète ou, qui sait ? une copie de ses *Métamorphoses* dont Ovide (dans la version Ransmayr), avant de partir, a brûlé l'unique exemplaire. La quête de Cotta le mènera du monde romain, plein de certitudes et de logique, vers un lieu de mirages, d'hallucinations, et jusqu'au bord de la folie.

Écrivain pointilleux, voire maniaque, Ransmayr ne laisse

rien au hasard. *Les Effrois de la glace et des ténèbres* sont ainsi truffés de citations véridiques, extraits des cahiers laissés par les survivants de l'expédition et de fiches d'identité des machinistes, cuisiniers, matelots, sans oublier les noms des chiens de traîneau. Recourant à une clause spéciale de son contrat, il a obligé les éditeurs français à modifier les couvertures de leurs traductions : « Celle du *Dernier des mondes* représentait un petit personnage en train d'escalader des rochers. On aurait dit Tarzan. Quant à l'éditeur des *Effrois de la glace et des ténèbres*, il avait tout simplement pris la lune polaire, avec son immense halo que connaissent tous les spécialistes de l'Arctique, pour le soleil. »

Bien qu'il soit un voyageur passionné, Ransmayr, partant du principe que dans chacun de ses livres il essaie de décrire un monde absolument hermétique sur lequel lui seul a droit de regard, ne juge pas utile d'aller enquêter sur place.

JEAN-LOUIS DE RAMBURES.

(Lire la suite page 18.)

(1) Mot à mot : « les montagnes mortes ». Une sorte de cassis d'altitude dans les Alpes autrichiennes.

### Les férociétés de l'enfance

LES petites filles sont des barbares. Geneviève Brisac s'en est avisée, sans doute, en regardant vivre les siennes et en se remémorant sa propre enfance. A peine adolescente, la narratrice de son deuxième roman se révèle très singulière, sous des airs civilisés.

C'est une demoiselle rangée et raisonneuse, mais pas très rangée. Elle pleure quand on l'appelle Hortense,

Louisa May Alcott. C'est la folie qui la guette lorsque se mêlent l'amour, la haine, les remords et les rancunes qu'elle éprouve à l'égard de sa mère ou de sa petite sœur infirme.

Et le roman de Geneviève Brisac nous rappelle que la vraie littérature ne se fait ni avec les bons ni avec les mauvais sentiments, mais avec les sentiments douteux. Cela s'explique : la vie entière est suspecte...

Sous la plume  
de Geneviève Brisac,  
voici, avec Madame Placard, les aveux  
d'une étrange petite fille

car elle ne s'appelle pas Hortense. Et elle nous enseigne toute la férociété des chagrins précoces. Ce sont des chagrins redoutables et ravageurs, que les adultes s'empressent de mésestimer ou d'ignorer.

La littérature de l'enfance est un genre difficile. Seules Alice, Zazie et Lolita figurent au Panthéon des lettres, car, le plus souvent, les petites filles ne sont pas considérées comme il le faudrait.

Geneviève Brisac s'efforce de réparer cette injustice. Elle y réussit très bien. Drôle et pathétique, la fausse Hortense jette des regards d'astronome sur l'existence des grandes personnes. C'est la meilleure façon de découvrir les vérités qui se cachent.

S'il croit lire d'abord une version cruelle des *Quatre filles du docteur March* (dehors, c'est la guerre, les hommes sont partis et les femmes se retrouvent entre elles, dans des maisons d'infirmité), le lecteur sera vite détrompé.

La narratrice de Geneviève Brisac n'offre aucune ressemblance avec les héroïnes trop sages de

Dans cet étrange récit, les gestes sont souvent des métaphores. Ainsi, « les bras d'hommes jetés sur les épaules des femmes » dénoncent cruellement l'infortune de Martha, la mère de la narratrice, qui vit le naufrage de son propre amour.

La fausse Hortense dira que cette dame « est antichée de sa douleur », ou elle évoquera ce rire que personne ne tolère vraiment, parce que c'est « un rire de malheur satisfait ».

Les trouvailles de ce genre sont nombreuses. La plus belle, peut-être, concerne les photographies de famille : « Quand je les regarde, je constate qu'elles creusent la souffrance plutôt que d'empêcher la fuite du temps. »

Dans ce livre, on apprend aussi que, pour une petite fille, « la colère est la fin du monde ». C'est très joli, très séduisant. Le style est très aigu. Les sentiments lui ressemblent.

FRANÇOIS BOTT.

\* MADAME PLACARD, de Geneviève Brisac, Gallimard, 120 p. 62 F.

### LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

Lac, de Jean Echenoz

#### Ellipses

QUAND on entre dans une librairie sans chercher un titre précis, simplement parce qu'on n'a plus rien à lire, par pur appétit de caractères d'imprimerie, la jungle des nouveautés offertes est si dense, les textes de couverture noient à ce point le poisson, qu'on en vient à se fier à l'image de marque de l'éditeur. Sous telle couverture, la marchandise littéraire ne pourra qu'être de telle ou telle encre...

Prenez le filet bleu-violet des Editions de Minuit : on a beau se souvenir que l'*Amant* de Duras lancé sous cette casaque à l'assaut du Goncourt était « super-faisable » — « super » opère une nette percée parmi les superlatifs lycéens ! — on sait que la maison de Jérôme Lindon publie des choses plutôt calées, le nouveau roman, des textes dont, à moins d'être prof et piller de colloques, et même si « on a aimé », on ne sait pas quoi dire à la sortie, ce qui la fiche mal et n'aide pas à faire des adeptes.

Supposé que le nom d'Echenoz ne vous dise rien, ne vous rappelle pas les désolances du *Méridien de Greenwich* (1979), de *Cherokee* (1983), de *l'Équipée malaise* (1988) ou de *l'Occupation des sols* (1988), vous risquez de penser, à cause de la jaquette, que Lac, hum !, vous laissez ça aux intellectuels, aux coupeurs de métonymies en quatre. A fortiori, si vous êtes amateur de polars et de romans d'espionnage qui divertissent sans risque de migraine aucun.

Or justement, c'est cela, Lac : la contraire d'un produit de laboratoire, de la fiction pour rien, qui mériterait de circuler sous photo plastifiée avec pin-up pour cabine de semi-remorque, et Lugger en évidence. A lire en TGV ou sur Air-Inter aller-retour dans la journée !

CHOPIN est entomologiste et myope. Les mouches, que le reste de l'humanité extermine rageusement, il les cultive, les nourrit, les bichonne, un peu comme Michel Simon ses mimosa dans *Drôle de drame*. Comme pour Simon, il s'agit de ce que les gens du renseignement appellent une « couverture ». Un officier traitant, colonel et africain, l'a recruté et l'a convaincu de lester ses mouches avec des mini-micros.

Voilà pour un des fils conducteurs de Lac. Il y en a d'autres : une certaine Suzy, mieux que pulpeuse, distraite, marranta, comme on aime les jeunes femmes depuis la Karina des films de Godard, mal situables, lunatiques, chez qui l'horreur des grands mots n'a pas tué les gros sentiments, gros au sens de nourours.

Suzy avait un mari, quelque chose comme secrétaire d'ambassade, toujours fourré dans des conférences techniques dont on dirait qu'elles n'ont d'autre souci, dès leur ouverture, que de rédiger un obscur communiqué final. Elle l'avait ce mari, car il a disparu un beau jour, voilà six ans, sans laisser la moindre trace, pas même de ces cartes postales anodines dont il ponctuait ses déplacements. Le revenait-on ? Vous le saurez en lisant le livre, la critique n'étant pas là pour faire comme cette ouvreuse célèbre des Boulevards qui se vengeait des spectateurs trop chiches en pourboire en leur murmurant — ne ! — la clef de l'énigme...

(Lire la suite page 16.)

Jean-Marie  
LACLAVETINE



Conciliabule  
avec la reine

roman

GALLIMARD *ur*

## LA VIE LITTÉRAIRE

## Passage en revues

## Littérature, poésie

Il n'était pas facile, dans le grand concert éditorial du Bicen-naire, de trouver une voie origi-nale. Avec son numéro 49, *Poésie* a su s'en frayer une en proposant un bel ensemble autour de la Révolution française, com-posé d'éclairages particuliers. Cette livraison s'ouvre sur un hommage de Claude Mouchard à « Milton briseur d'image », avo-cat de la révolution anglaise et précurseur de Mirabeau dans sa défense de la liberté de la presse.

Eclairages européens encore avec les Allemands Friedrich Heinrich Jacobi et Ludwig Tieck, l'Anglais Percy B. Shelley (une curieuse préface, datant de 1817, à un poème intitulé *La Révolte de l'islam*, traduite par Robert Davreu), et l'Italien Leopardi, avec quelques réflexions un peu contournées sur la Révolution tirées du *Zibaldone* et présentées par Gérard Genot. Enfin, Xavier Bordes et Démétrios Davetas ont traduit les cent cinquante-huit strophes de l'*Hymne à la liberté* composé par Dionysos Solomos en 1823 et qui devait devenir l'hymne officiel grec.

Plus hexagonal, le reste du cahier n'est pas moins intéres-sant : de l'évocation subjective de quelques figures révolutionnaires à des études sur le calendrier républicain aux réflexions sur la difficile révision de l'idéologie jacobine en France dans les années 60, ou sur l'héritage philo-sophique de la Révolution. La poésie n'est pas non plus absente, avec Yves Peyré et Pierre Oster, qui redécouvrent les vertus déca-pantes de l'épigramme assassine... (Belin, 60 F.).

● *La Revue Est-Ouest inter-nationale*, dirigée par Georges Ferenczi, Québécois d'origine hongroise, se consacre à la litté-rature des pays de l'Est. Après un numéro sur la Yougoslavie, le deuxième cahier est consacré à la

Hongrie, ce « cœur géographique de l'Europe » comme l'appelle György Konrad, qui écrit : « La culture de l'Europe centrale est hybride et métisse. Elle contient le progrès et le fatalisme. La pré-méditation et l'ivresse. Ici, le temps, ce n'est pas de l'argent. Nous parlons beaucoup, nous res-tons assis dans des réunions. Les trains roulent moins vite, les films aussi. » (*Revue Est-Ouest internationale*, CP 1306, succursale place du Parc, Montréal (Québec) H2W 2R3, distribution Distique.)

● De Montréal également, la revue *Vice Versa*, qui a choisi une forme et un format magazine, a ouvert son vingt-sixième numéro à la fiction. En anglais, italien, fran-çais ou espagnol, les vingt auteurs invités obéissent à la « double vocation » de la revue, qui se veut « littéraire et transculturelle ». (*Vice Versa*, 400 McGill, 5<sup>e</sup> étage, Montréal, Qc, H2Y 2C1.)

● Répétée, ressassée, la cause est entendue : la nouvelle est un genre négligé, minoritaire, souf-frant de la désaffection conjuguée du public, des éditeurs et des lec-teurs... Passons à ceux qui l'entend-ent d'une autre oreille, militants, par revues interposées, de leur juste cause... Parmi les nom-breuses publications qui se consa-crrent à la nouvelle, nous avons déjà cité *Nouvelles nouvelles* (qui sort son seizième numéro, intitulé *Découvertes*), *Brèves*, *Le Serpent à plumes* (un cin-quième numéro à dominante bri-tannique), ou encore *Nyx* (le onzième numéro est construit autour du thème de « La fête foraine »).

Il y a aussi *Taille réelle*, revue éditée trois ou quatre fois l'an, dont la singularité est de faire une place régulière à la réflexion sur ce genre littéraire et d'avoir forgé

pour cette « science » un nouveau mot : la nouvellologie (le numéro 15 est sorti récemment, *Taille réelle*, BP 80, 78702 Conflans Cedex, 35 F.).

● Dirigée par Jacqueline Ché-nieux, la belle revue *Pleine marée* ne consacre pas sa référence au sur-réalisme comme un carcan étroit. Outre une étude de Makoto Asari qui établit un intéressant et ins-titué parallèle entre Breton et Heidegger sur la question du mythe, on trouvera dans ce huitième cahier un ensemble sur le peintre William Stanley Hayter, un texte inédit de Pétros Borel et des traductions de poèmes du moderniste brésilien Manuel Ban-deira. (Ed. Le Temps qu'il fait, Cognac, distribution Distique, 90 F.).

● Citons plus rapidement deux autres revues de poésie : *Arpa*, cahiers de recherche poéti-que, qui publie dans son numéro 40 des traductions, dues à Roger Munier, du grand poète argentin Roberto Juarroz, et un dossier sur six femmes poètes italiennes (*Arpa*, chez Gérard Bocholier, 124, boulevard La Fayette, 63000 Clermont-Ferrand) ; *Polyphonies*, qui consacre sa huitième livraison à la musique et à la voix, avec des poèmes de Rilke, John Dryden, Auden ou l'Espagnole Amparo Amorós... (*Polyphonies*, BP 189, 75665 Paris Cedex 14, distribu-tion Distique, 50 F.).

● Signalons, enfin, le dernier numéro de la *Revue des revues*, tout à la fois bible encyclopédi-que, agenda et vade-mecum des amateurs de revues. Dans ce numéro 7 : le champ littéraire dans les temps modernes, l'usage des revues chez Thomas Mann, les revues portugaises et espa-gnoles... (publié par l'Association Ent'revues, IMEC, 25, rue de Lille, 75007 Paris, 70 F.).

P. Ka.

## DERNIÈRES LIVRAISONS

## CRITIQUE LITTÉRAIRE

● NICHOLAS RAND : *Le Cryptage et la vie des œuvres*. — Cette étude d'inspiration psychanalyti-que sur le secret dans les textes de Flaubert, Stan-dhal, Benjamin, Baudelaire, Stefan George, Edgar Poe, Francis Ponge, Heidegger et Freud, s'attache, selon Maria Torok, qui préface l'ouvrage, à « débus-quer ces points aveugles de cryptage où le dire des textes se retire, où la parole se trouve terrassée, évanouie ». (Aubier, 180 p., 98 F.).

## GASTRONOMIE

● JOSEPH BERCHOUX : *La Gastronomie ou l'Homme des champs à table*. — Préface de Jean-Robert Pitta. Réédition d'un ouvrage paru en 1801 qui, à son époque, connut un certain succès. Vérita-ble manuel à la gloire des plaisirs de la chère, ce « poème didactique » est un éloge de la cuisine gréco-romaine accompagné de préceptes pour bien manger ; l'on y apprend, par exemple, comment flatter un cuisinier : « qui plein d'un noble orgueil fera de plus en plus triompher dans ses mains le spectre de Cornus ». (Génat, 125 p. 98 F.).

## HISTOIRE LITTÉRAIRE

● GÉRARD DE NEVAL : *Œuvres complètes I*. Le premier volume de la nouvelle édition des œuvres complètes de Nerval (qui en comportera trois) de « la Pléiade » couvre les vingt-cinq pre-mières années de sa vie littéraire et ne recueille que les textes que Gérard a « explicitement ou implicite-ment reconnus comme siens ». Cette édition est placée sous la direction de Jean Guillaume et de Claude Pichois. (Gallimard, 2 118 p., 370 F., jusqu'au 31 décembre, ensuite 410 F.).

## LITTÉRATURE FRANÇAISE

● EZRA POUND : *Lettres de Paris*. — Publiées par le *Dial* entre 1920 et 1923, ces chroniques qui témoignent des préoccupations intellectuelles et esthétiques du poète américain sont également un reportage vivant sur la vie culturelle parisienne. Choix, traduction et notes de Jean-Michel Rabaté, Marie Milési et François Dominique. (Cahiers *Ulysse* fin de siècle, c/o F. Dominique, 74, rue de Velars, 21370 Plombières-lès-Dijon, 132 p., 140 F.). Chez le même éditeur, le premier recueil en français du poète américain Charles Olson, mort en 1970, *Maximus amant du monde*, traduit et présenté par Jean-Paul Auxémery (76 p., 100 F.).

## LITTÉRATURE FRANÇAISE

● JEAN PAULHAN : *Aytré qui perd l'habi-tude*. — Après le *Pont traversé*, les Editions Spec-

tres familiers publient un autre petit récit de Paul-han. Pour Maurice Blanchot, dont l'étude *Le Paradoxe d'Aytré* est jointe au volume, la littérature suppose « un écoulement, une sorte de catastro-phe initiale et le vide même que mesurent l'anxiété et le souci ». « Écoulement » au bord du monde et du langage qui illustre l'étrange tonalité du récit de Paulhan. (Spectres familiers, 4, rue Gabriel-Péri, 83760 Le Revest-les-Eaux, 114 p., 75 F.).

## PHILOSOPHIE

● OUVRAGE COLLECTIF : *Répondre d'autrui*, Emmanuel Lévinas. — Autour d'un entre-tien avec le philosophe Paul Ricœur, Stéphane Mosès, Catherine Chaler, Guy Petridemange et Marc Faessler interrogent divers aspects de la pen-sée de Lévinas, au cœur de laquelle l'obligation à l'égard du prochain demeure l'impératif absolu. (La Baconnière, Neuchâtel, diffusion Champion-Slatkine, 122 p., 159 F.).

● PORPHYRE : *L'Antre des nymphes dans l'Odyssée*. — Ce traité d'exégèse homérique, datant du troisième siècle, et qui s'inscrit dans la tradition philosophique du néoplatonisme, décrit la procession des « âmes qui descendent à la gé-nération ». Édition bilingue. Traduit du grec par Yann Le Lay. Préface de la Philosophie de Porphyre et la question de l'interprétation, de Guy Lardreau (Ver-dier, 108 p., 75 F.). Signalons également, d'un autre philosophe néoplatonicien plus tardif, Damas-cius, la parution du deuxième et avant-dernier volume du *Traité des premiers principes de la triade et de l'unité*, dans la traduction de Joseph Combes. Édition bilingue (Les Belles Lettres, relié, 292 p.). Verdier avait publié l'an dernier la traduction inté-grale (due à Marie-Claire Galpérine) du *Traité de Damascius*.

## RELIGIONS

● SAÏD ELIAS SAÏD : *Les Églises orientales et leurs droits, hier, aujourd'hui... demain*. — Méde-cin avant d'être ordonné prêtre maronite, Saïd Elias, Libanais né en 1952, s'est spécialisé dans le droit oriental, thème sur lequel il dirige une collection parue par l'Institut catholique de Paris. Son livre est un précieux catalogue des Églises d'Orient, assorti d'une foule d'informations théologiques, juridiques et historiques à l'heure où ces Églises voient leur bastion libanais particulièrement menacé. (Préface de René Metz, Cariscript, Paris, 285 p., 150 F.).

## CORRESPONDANCE

## Evangile et psychanalyse

On ne saurait commenter un livre qu'on n'a pas eu l'occasion de lire (1). Notons cependant que selon un article de Mme Kri-steva (2), Mme Warner joint à « l'esprit critique d'une fémi-niste » la « dignité d'une ancienne catholique » et « l'objectivité du chercheur ».

La question que pose l'article de Julia Kristeva est précisément celle de « l'objectivité du cher-cheur ». Peut-on, en s'appuyant sur la seule méthode psychanaly-tique, parler objectivement d'une religion qui se présente comme ayant reçu une lumière venue d'en haut, alors que selon la psychana-lyse (telle au moins que la voit Julia Kristeva) tout vient d'en bas : le « mythe de Marie » s'explique par les « désirs de nais-sance sans sexe », les « aspira-tions vers un pouvoir absolu », les « rêves d'immortalité ».

De ces désirs, aspirations ou rêves naîtraient les croyances reli-gieuses, parmi lesquelles le « culte de la Vierge ». L'idée que le Dieu tout-puissant est descendu jusqu'au plus profond de la conviction humaine pour aider et sauver les hommes ne serait qu'une « mythologie » fondée sur une série de « fantasmes ».

Nous saurons un jour ce qu'il en est. Mais d'ici là, la démarche qui s'impose n'est pas celle de la psychanalyse, science conjectu-

rale s'il en fut, mais l'effort de la raison humaine pour comprendre le mystère de l'homme, celui de l'histoire, y compris l'histoire des religions. Pour comprendre il faut tenter de distinguer le vrai du faux, le bien du mal, ce qui est éternel de ce qui est éphémère.

Au bout de ce chemin, on peut apercevoir des parcelles ou des aspects du vrai (qui n'est pas un fantasme) et en tirer des conclu-sions. La principale pourrait bien être que l'homme (et la femme) ne vivent pas seulement de pain (ni de fantasmes) mais de toute parole de vérité, ces paroles qui, selon un proverbe russe « ont plus de poids que la terre entière ».

Alors peut-être comprendrait-on mieux des mystères comme l'Incarnation ou la Rédemption, qui ne sont pas des symboles mais des réalités mystérieuses, sans les-quelles l'humanité aura vite fait de se fabriquer de faux dieux ou de fausses déesses, ceux qui, selon Mme Kristeva, relèvent de l'« imagination » ou du « désir » mais qui, Dieu en soit loué, n'exis-tent pas.

JEAN LALOY,  
de l'Institut.

(1) Marina Warner, *Seule entre toutes les femmes. Mythe et culte de la Vierge*. Édition Rivages-Histoire.  
(2) « Le Monde des livres », 21 juil-let 1989.

## LA BANDE DESSINÉE

## Le carnaval des monstres

L'est loin le temps où la bande dessinée proposait à l'admiration des têtes blondes des héros sans peur et sans reproche. La conquête d'un public plus averti a fait naître une génération de héros bru-taux, amoureux et sanguinaires. Même les *Pics ni-kéas*, ces voyous d'hier, en sont venus à paraître angéliques en comparaison d'un Rambo ou d'un Torpedo.

Elektra est une tueuse formée à l'art guerrier ninja, une mercenaire qui ne connaît ni pitié ni remords. Les deux cent cinquante planches qui relatent son combat contre l'élite des agents du gouvernement américain, puis contre un candidat à la Maison Blanche qui menace de faire sauter la planète, sont réparties en quatre albums dont la publication, entamée en mars de cette année, s'achève dès novembre.

« Elektra n'a rien d'une bande dessinée tradition-nelle », prévient à bon droit l'éditeur. Gageons en effet que la majorité des lecteurs chercheront le mode d'emploi de cette BD qui met à mal toutes les con-ventions narratives. Survolé par le succès de son *Batman*, *The Dark Knight*, Frank Miller a peut-être fait un peu trop crédit à son « génie » en écrivant le scénario d'*Elektra* : à force de déconstruction savante, son récit tend vers l'insupportable. On aimerait crier au chei-f-d'œuvre d'avant-garde, mais c'est finalement l'hypo-thèse d'un brouillon non abouti qui s'impose, avec ses fulgurances et ses impasses. Quant aux images, elles sont d'un virtuosisme incontestable, Bill Sienkiewicz. Le texte de Miller se compose essentiellement de bribes de monologues entrecroisés, révélant autant de désé-quilibres psychologiques qu'il y a de protagonistes, et les dessins de Sienkiewicz sont, non des représenta-tions objectives, mais des « visions » de ces mêmes personnages aliénés. Ce maelström de sensations visuelles, dont aucun adjectif ne saurait mieux dépein-dre l'esthétique que celui de kitsch, ne laisse au lecteur d'autre choix que de dériver... ou de sombrer. (*Elektra*, de Frank Miller et Bill Sienkiewicz, Guy Delcourt Productions, déjà deux tomes parus, 72 pages couleur et 67 F. chacun.)

Monstrueux, El Borbàh l'est d'abord au physique. Cet hercule de foire, dont le maillot dissimule mal un torse adipeux, possède des poings dont l'efficacité est digne de Popeye, et a le visage recouvert d'une sorte de masque de cuir. « Par le troupeau de Naze-reth ! » est le moindre de ses jurons. Détective de son état, d'une vanité et d'un cynisme à toute épreuve, le héros étrange de Charles Burns ne dépasse pas un uni-vers de cauchemar où l'on ne croise à peu près qu'infimes, robots et mutants.

Chacune des enquêtes du « Borbàh » est une plon-gée dans les sifflants du vice et de l'abjection. Tout endure qui il soit, le « privé » encaoulé ne peut dissi-muler son dégoût face à ces industriels maléfiques, ces parents fourisseurs de drogue, ces savants fous toujours prêts à dévorer leur science. Les évocations maléfiques de Burns sont sauvées par son humour. (*Defective Stories*, de Charles Burns, Albin Michel,



El Borbàh, de Charles Burns.

96 p. NB, 90 F. Savoureuse traduction de l'américain par Jean-Luc Fromental.)

La monstruosité des Malherbe est collective et atavique. Le dix-neuvième siècle approche de sa fin quand cette grande famille entend sonner le glas d'un grandeur fanée. Un oncle paralytique et muet, une mère incestueuse, une enfant nymphomane, des jumeaux fous de spiritisme en sont les derniers héritiers. Pour faire bonne mesure, un médecin pervers répondant au nom de Spitzner, des domestiques plongés en catalepsie et un grenier empli de manne-quins complètent le tableau. Pas tout à fait, du reste, car autour de la maison rôde une certaine Alba (para-doxalement vêtue de noir), dont tout laisse à penser que, ange ou sorcière, elle sera la messagère du Des-tin. On voit que Bézian n'a pas lésiné sur les ingré-dients de son grand drame flamboyant et gothique intitulé *Adam Sarlech*.

Ses ouvrages précédents attestent la sincérité de son attachement à cette époque et au thème de l'occultisme. N'en doutons pas, rien ici n'est fabri-qué, tout est rassemblé, viscéralement, par un auteur captif de son sujet. L'art graphique de Bézian atteint, avec cet album (qui marque sa première incursion dans la couleur), une maturité et une puissance expressive dignes d'admiration. Ses personnages continuent de hanter la mémoire, superbes effigies, bien après que leurs intrigues l'ont désertée. (*Adam Sarlech*, de Bézian, Les Humanoides associés, 66 p. coul., 72 F.).

THIERRY GROENSTEEN.

## Le prix

Tchicaya U Tam'si

décerné

au poète mauricien

Edouard Maunick

Le premier prix Tchicaya U Tam'si, à la mémoire de l'écrivain congolais décédé en avril 1968, a été décerné au poète mauricien Edouard Maunick, à Asilah, au Maroc. Ce prix biennal, doté d'un montant de 50 000 dirhams (36 000 F.), a été créé par le Forum culturel afro-arabe, dont le secrétaire général est le ministre marocain des affaires culturelles, M. Mohamed Ben Aissa, député et maître d'Asilah, qui organise chaque été dans sa ville des rencontres culturelles.

Méris, né en 1931 à Maurice, Edouard Maunick, dont Tchicaya U Tam'si était le collègue à l'UNESCO, a publié une dizaine de recueils de poèmes, dont *Manèges de la mer* et *Ensoleillé vi*, préface par Léopold Sédar Senghor. L'écri-vain mauricien avait obtenu en 1978 le prix Apollinaire.

Le message et l'insularité sont les thèmes majeurs de son œuvre, sans exclure l'engagement politi-que, comme en atteste un hom-mage à Nelson Mandela dans son dernier recueil, *Paroles pour solder la mer*, paru cette année chez Gal-limard. Actes-Sud a également publié en 1989 une *Anthologie per-sonnelle* de l'auteur.

CLAUDE WAUTHIER.

## Les trente ans

du Furet du Nord

Plus grande librairie d'Europe, le Furet du Nord a fêté vendredi 8 sep-tembre, à Lille, ses trente ans, avec un bilan qui lui permet de préparer un développement dans une zone plus vaste, voire au-delà des fron-tières.

Cette société anonyme, présidée par M. Christian Le Bian, comprend à présent sept librairies dans sept villes du Nord. La première, celle de Lille, a une surface commerciale de 4 500 mètres carrés et va être modernisée. Le Furet du Nord va implanter une huitième librairie dans la région, où il projette d'an-crer deux autres, et de s'étendre vers la Somme et l'Aisne, avant de s'atta-quer à la Belgique.

Inscrit au marché hors-cote de la Bourse de Lille, le Furet entend passer un jour au second marché et va proposer aux salariés de leur ouvrir le capital.

## EN BREF

● A l'occasion du vingtième anniversaire de la mort d'Alexan-dra David-Néel, le prix qui porte son nom vient d'être attribué à ELLA MAILLART pour la *Vole crucelle et Ombres interdites* (Payot, voir « Le Monde des livres » du 23 juin).

● Le CNRS organise une jour-née d'études sur GEORGES LIM-BOUR le 19 septembre, de 10 heures à 17 heures (CNRS, 27, rue Paul-Bert, 94204 Ivry-sur-Seine, tél. : 49-60-40-41).

● La ville de Nancy et le quô-tidien *l'Est Républicain* organisent du 21 au 24 septembre la onzième édition de « LIVRE SUR LA PLACE ». Pendant quatre jours, se succéderont débats, expositions, conférences et animations sur le

thème « 1889 autour des frères Goncourt ». Plusieurs prix seront attribués. Le Goncourt de la bio-graphie, les Feuilles d'or de Nancy (pour le meilleur ouvrage histori-que), le Prix Radio-France-Nancy (meilleur ouvrage consacré à la communication) et, pour la pre-mière fois, un Grand Prix UNI-CEF qui couronnera un ouvrage consacré au développement.

● Une Société des amis de NIKOS KAZANTZAKI a été créée récemment à Genève. Elle a pour but de promouvoir l'œuvre de l'écrivain et souhaite réunir des documents et publier un bulletin. (Société des amis de Nikos Kazantzaki, case postale 2714, 1211 Genève 2 Délép.).





## ● PORTRAIT

## Andrée Chedid, la passante

Egyptienne, libanaise et française,  
Andrée Chedid appartient à sa patrie intérieure

ANDRÉE CHEDID appartient à cette très rare famille d'écrivains chez qui l'humilité n'est pas un signe d'orgueil déguisé et moins encore de soumission, mais bien une disposition du cœur et de l'esprit à porter son regard au-delà de soi.

Interrogez-la sur ses écrits, incitez-la à vous parler d'elle-même et elle ne vous répondra, hésitante, que sous la forme d'une question approfondie qui est en vérité sa forme naturelle et pour ainsi dire instinctive de pensée.

« Je n'ai rien trouvé que je ne cherche encore », écrit-elle dans son très beau recueil de poésie intitulé *Textes pour un poème* (1), et c'est sur cette incertitude féconde que repose l'ensemble de son œuvre. Une œuvre qui réunit à ce jour plus de trente livres de poésie, de romans et de pièces de théâtre, et qui se lit comme un seul et grand poème auquel chaque personnage vient

apporter sa part de lumière avant de s'éclipser.

Car l'univers d'Andrée Chedid est très proche de celui des tragédies grecques où l'histoire individuelle est davantage une version théâtrale de l'histoire universelle qu'une expérience proprement psychologique ou sociale. Dès lors, comment expliquer que l'abstraction du mythe ne l'emporte jamais dans ses récits sur l'épaisseur humaine de la réalité ?

Sans doute est-ce là que réside la personnalité profonde de cette femme qui entretient un lien presque physique avec ses personnages, entre l'imaginaire et le vécu et, par-dessus tout, en toile de fond, entre la vie et la mort qui se disputent à l'infini le dernier mot.

C'est aussi la raison pour laquelle il n'y a pas dans sa prose, ni même dans sa poésie, de point de non-retour. Tout se passe

comme si le désespoir et l'espoir confondus s'alliaient, sous sa plume, pour provoquer et relancer la vie plutôt que pour trancher.

Et pourtant, ses romans s'inspirent souvent des séquences les plus cruelles de notre histoire : la lutte sanglante contre une épidémie de choléra en Égypte dans *le Sixième Jour* (2), le désarroi et l'asphyxie morale d'une jeune égyptienne écrasée par son milieu social dans *le Sommeil délié* (3), ou encore, pour ne citer que quelques exemples, le rendez-vous au Liban à la veille de la catastrophe, dans *la Maison sans racines* (4)...

### L'espace du peut-être

Mais là encore, la douleur ne sombre pas vraiment dans l'angoisse. Elle ne se fige ni ne s'enferme. Elle est le mouvement même, un peu comme Aléa dans *la Cité fertile* (5), cette voyageuse infatigable qui prend son élan à la source de son mal, et repart tel un « Oiseau fragile » en quête d'horizon.

« En réalité, je ne cherche pas d'épilogue, ni de jardin perdu ; seule la poursuite me mène », nous confie l'auteur à propos de ses écrits, et c'est bien le sentiment que nous avons en la lisant. Semblable à « la passante » de ses romans, Chedid est véritablement guidée par le sens de l'universel. Elle traverse d'une ville, d'un pays, d'un continent à l'autre des frontières de plus en plus ténues et cultive ses mots dans l'espace du peut-être :

Je n'exprime plus blanc,  
Je ne dis plus noir ;  
A peine le gris d'une falaise

[roncée,  
Le bref vertige d'une ombre,  
L'hirondelle entrevue  
Et l'iris dévint.

Fidèle à ses doutes, elle n'affirme rien. Elle se contente de

proposer un sens doublé de son contraire et quand elle observe, « l'œil dans l'œil de la mort », la finitude de toute chose, c'est toujours à la lumière de son « amour de vivre ».

### « Un pays sans fanion »

Elle est à la fois celle qui creuse dans les murs et celle qui regarde au loin. Son univers se dépeint indéfiniment à l'intérieur de chaque brèche et l'on songe au poème de Rilke *les Fenêtres* : « Mesure d'attente, tant de fois remplie, quand une vie se verse et s'impétue vers une autre vie... Prise par laquelle parmi nous s'égalise le grand trop du dehors. »



Andrée Chedid

Les diverses cultures d'Andrée Chedid nous éclairent en grande partie sur la nature de ses textes qui ont comme elle quelque chose d'inclassable. Égyptienne d'origine libanaise ou française ? Elle est, en réalité, tout cela à la fois. L'Égypte et le Liban ont certes inspiré la majeure partie de son œuvre romanesque, mais sous une forme plus poétique que réaliste.

Établie en France depuis 1946, elle n'a jamais, nous dit-elle, « souffert de l'exil », ni éprouvé le besoin de se situer par rapport à ces deux mondes. Son peu d'intérêt pour la chose politique a sans doute contribué à la libérer de tout sentiment d'appartenance. Son pays est par-dessus tout un paysage intérieur. Elle écrivait, en

1960, dans un recueil de poèmes intitulé *Seul, le visage* (6) :

Je relève d'un pays sans  
[fanion, sans amarré,  
La mort à ses sentences  
[comme ailleurs ;  
Demain, son étendue ; le  
[printemps, ses preuves.  
Il s'y trouve partout d'endroit  
[où se tenir.

DOMINIQUE EDDÉ.

- (1) GLM.
- (2) Flammarion.
- (3) Réédité chez « J'ai lu ».
- (4) Flammarion.
- (5) Flammarion.
- (6) GLM.

### Trois mémoires

L s'appelle Omar-Jo, et il tient à ce nom composé qui lui permet de rappeler ses origines islamo-chrétiennes à qui veut les lui faire oublier. Enfant de la guerre, il a perdu ses parents dans l'explosion d'une voiture piégée à Beyrouth. Il y a aussi perdu un bras et la crédulité de ses onze ans. Recueilli à Paris par un oncle et une tante dont la bonne volonté n'est pas toujours synonyme de compréhension, cet « enfant multiple » n'est vraiment chez lui que dans la rue. C'est là qu'il rencontre Maxime, le forain désenchanté qui s'apprête à vendre son manège... La tendre obstination du gamin va peu à peu désarmer la méfiance de cet homme prisonnier de ses échecs et de sa poudrière bourru.

Le dernier roman d'Andrée Chedid retrace, à travers cette histoire d'amour, la chassée-croisée des trois cultures et des trois univers que sont l'Égypte,

le Liban et la France. L'Égypte ou le pays d'Omar et de sa rencontre avec Annette, le Liban ou le fragile bonheur du couple à la veille de la guerre, et puis la France, où tourne le manège contre la solitude et l'oubli.

C'est la première fois que l'auteur réunit ainsi en un seul livre ces trois mémoires qui sont les siennes. Mené avec une très grande maîtrise, ce récit, en apparence linéaire, est en réalité un trompe-l'œil : c'est là le secret d'Andrée Chedid, dont le talent consiste à nous raconter des histoires compliquées de la manière la plus simple...

L'enfant multiple est, au-delà du cas individuel, une métaphore sur l'égal entêtement de l'amour et de la tragédie dans les scénarios de la vie.

D. E.

★ L'ENFANT MULTIPLE, d'Andrée Chedid. Flammarion, 243 p., 85 F.

### NIKOS KAVVADIAS LE QUART

UN MÉLANGE DÉTONANT DE CONRAD ET DE BRECHT, DE CENDRARS, DE GENET ET DE DURAS, QUI MALAXE TOUS LES CLICHÉS DE « CETTE VIEILLE EUROPE AU CUL DÉFONCÉ ».

ANTOINETTE DE GAUDEMAR  
LIBÉRATION

Diffusion Harmonia Mundi

277 p.  
98 F.

EDITIONS CLIMATS

### MAX KOMMERELL

#### Le chemin poétique de Hölderlin

Traduits et présentés par Dominique Le Buhan et Eryck de Rubery, cinq essais consacrés à Hölderlin par le commentateur émérite du grand poète que fut Max Kommerell.

Aubier

### — LA VIE DU LIVRE —

#### La librairie LA CHOUETTE

« le plaisir de vous inviter à rencontrer Vassilis ALEXAKIS »

à l'occasion de la parution de son dernier roman « Paris-Athènes » aux Éditions du Seuil

Le vendredi 15 septembre, à partir de 18h30

Signature à la librairie

LA CHOUETTE

33 bis, rue Mademoiselle

75017 PARIS. Tél. 45-32-23-90

#### OÙ TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Ecrivez ou téléphonez :

LIBRAIRIE

LE MONDE DU LIVRE

(LE TOUR DU MONDE)

60 RUE ST-ANDRÉ-DES-ARTS

75006 PARIS

Tél. (1) 43.25.77.04

### ● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

### Ellipses

(Suite de la page 17.)

S i Lac se lit tout seul et joue les bandes dessinées, pour quoi, direz-vous, en faire l'analyse approfondie dans un quotidien du soir réputé pensant ?

C'est qu'Echenoz (sans que les lecteurs du premier degré aient à s'effaroucher : la contrebande est indécidable !), c'est qu'Echenoz fait mieux que nous divertir le temps d'un film d'aventures. Sa façon de raconter fait de lui, je pense, le maître de la narration, de la façon de raconter de Mordillat et de Bellefleur. On est là devant un nouvel art du dialogue. A noter que la ponctuation traditionnelle en est de plus en plus évacuée. On ne lit plus : « Elle lui dit deux points ouvrez les guillemets Bonsoir tu ne crois pas que tu exagères »... ; mais : « Elle lui dit bonsoir tu ne crois pas que point ».

Lac porte également témoignage sur la façon décausée de parler et de se taire, à la même époque — la nôtre. Les producteurs de cinéma seraient bien avisés de repérer l'aigu des répliques, dont la cocasserie moderne rappelle celles de Mordillat et de Bellefleur. On est là devant un nouvel art du dialogue. A noter que la ponctuation traditionnelle en est de plus en plus évacuée. On ne lit plus : « Elle lui dit deux points ouvrez les guillemets Bonsoir tu ne crois pas que tu exagères »... ; mais : « Elle lui dit bonsoir tu ne crois pas que point ».

LES savants nous expliqueront un jour d'où vient cet essor de l'ellipse drolatique : sans doute de la télé, de la radio, des transports en commun, de la vie même, qui ont réduit la parole à des séquences qu'on ne se soucie plus d'organiser, à des choros (Echenoz est connaisseur de jazz). L'énumération des cassettes écoutées en voiture ou au Walkman par les personnages fait son apparition parmi les indices

psychologiques, limités jusqu'alors aux vêtements, aux attitudes, aux marques de parfum ou d'auto.

En fait, la psychologie, si elle est devenue un sujet de conversation, a cessé d'être un adjuvant du romanesque et un outil de romancier. Les âmes ont moins d'importance que les choses, telles qu'on les trouve inventées chez Perceval plutôt que dans le nouveau roman. Lac fixe, comme en fraude, des paysages de murs antérieurs, de trappes à Rungis, des flashes sonores de motrice aux passages à niveau, des défilés de jeux télévisés, des consistances de saucisses...

La minutie descriptive est un procédé courant chez les auteurs de polars ; vous savez, le côté : il planta le canon glacé de son 7,45 dans la blouse de soie grège... Mais ici, le détail dénote une finesse d'observation et une finalité particulières. Il survit au déroulement de l'intrigue abracadabrante, et vite oubliée.

J'ai deux petits griefs à formuler, oh ! minuscules. Puisque nous évoluons dans un réseau de précisions implacables, il ne semble pas exact qu'un train aperçu à la gare Saint-Lazare aille à Brest (page 50), le port breton étant desservi exclusivement par Montparnasse. Plus sérieux : l'emploi fréquent de relatifs neutres, là où seraient préférables, selon moi, des relatifs accordés ; par exemple : « au bout de quoi » pour au bout duquel (p. 168), « à mi-chemin de quoi » pour à mi-chemin duquel (p. 54), « l'avenue le long de quoi » pour le long de laquelle (p. 107)...

Vérités, bien entendu ; et défendables. Elles n'affectent en rien un art de l'ellipse chargé d'intelligence et de charme, notamment pour les scènes d'intimité. Je pense à la page 87, où la hâte qu'éprouve un couple de se rejoindre est suggérée par celle qui saisit des baigneurs courant à l'eau.

D'autres raccourcis restent en mémoire : sur la qualité de l'air et de la lumière « ce matin-là », sur le contenu stupide des courriers publicitaires, sur les propos de café saisi au vol, genre « si tu voyais le ton sur lequel tu me parles »...

Ellipse sans centre, dansante, joueuse, sans autre objet qu'une ressemblance avec la vie, fascinée, fascinante.

★ LAC, de Jean Echenoz, Éditions de Minuit, 190 p., 65 F.

صلى الله عليه وسلم



● L'HISTOIRE, par Jean-Pierre Roux

## Un western en turbans

**A**HI les braves gens ! On les embrassait, et de bon cœur, les vaillants époux Bannassar, qui nous offrent ce livre dru, vivant, actuel, l'un des plus passionnants de la rentrée. C'est un western « turquesque », un péplum en « sarbenito », avec turbans et yatagans, fumées des combats et cris sourds des esclaves rivaux à la rame, rythmé par les supplices du chevalier ou de la Perche qui faisaient hurler les prisonniers du Saint-Office, sur fond d'innombrables épisodes de la Méditerranée des razzias, des galères et des felouques aux sauteries et dix-septième siècles : un vrai scénario en technicolor pour défilé hollywoodien de haute époque, avec Liz Taylor en pseudo-Mauresque aguichante, Richard Burton en Barbe-rousse à moustache, Kirk Douglas en vaillant petit chrétien du sérait et Orson Welles en Grand Inquisiteur. C'est aussi une œuvre au sens fort, lestement écrite, savante sans ronds de jambe, qui monte au vent, lourde de désespoirs secrets pour *Désert des Tartares* et de senteurs d'Orient : un livre qui a trouvé le ton juste, quelque part entre Dumas et Braudel. Bref, un régal.

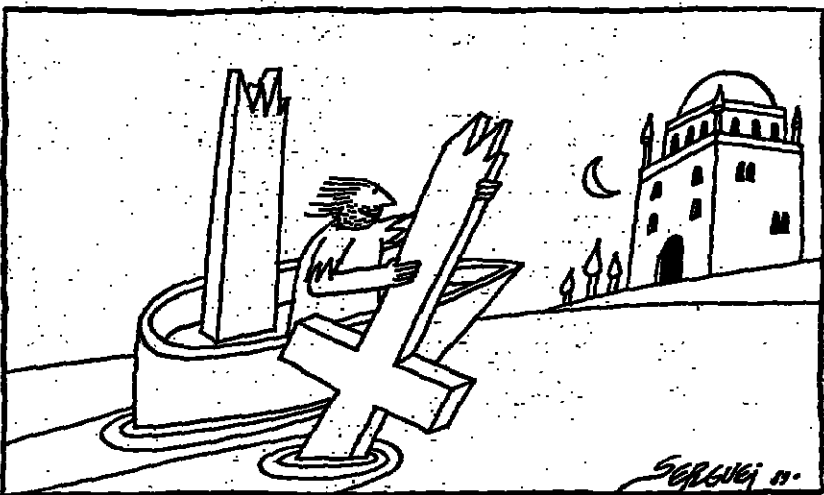
L'histoire ? Il fallait des Bannassar pour l'inventer, au sens premier du verbe, pour flaire la piste en plongeant dans les immenses et juteuses archives des tribunaux de l'inquisition dispersées aux quatre coins de la Méditerranée, pour tirer le fil et se prendre à aimer les 1 500 galères qui y frémissaient. Un millier et demi de « renégats », chrétiens convertis à l'islam de gré ou de force par le malheur des temps, entre 1550 et 1700, capturés, battus, éviscérés, un mince échantillon arraché à l'oubli parmi les 300 000 victimes sans doute du « Que diable allait-il faire dans cette galère ? ». Tous, au retour, ont été traités ou se sont spontanément présentés devant les juges, parents et rusés, du saint tribunal de la foi du Christ. Et là, les Bannassar les attendaient de pied ferme, ces hommes de la frontière, ces épaves de l'entre-deux, ces âmes blessées au choc des religions et des empires.

IS nous campent d'entrée quelques figures éponymes de cette longue meurtrière dont nul n'avait jamais osé écrire l'histoire, avec ses « récits de vie » picaresques, pleins de mensonges et de naïvetés, d'orgueil et de bassesses : six traces d'un ne sait plus trop quel feu, patiemment reconstituées. Voici le gentil Juan Rodolphe, un petit bousculeux de la Manche qui révéla, comme Don Quichotte : le jeune curieux, devenu légionnaire pour s'être chauffé dans le corps d'élite du « tario » avec lequel l'Espagne faisait si brutalement sa police mondiale, s'est fait prendre en 1617 sur un convoi de troupes qui voguait vers Naples et fut proprement sacré par dix-sept navires « de Turcs et de Maures » qui rôdèrent au large d'Alger. Le voilà esclave, labourant les terres de son maître, tentant de s'évader. Quatre ans plus tard, il a cédé, reniant sa foi, devenant « turc », circonci, jurement au remède.

Comme on ne l'a pas libéré après sa soumission à Mahomet, il s'est échappé, se vend pour la course barbaresque et, après quelques épisodes passablement obscurs, se retrouve en 1622 vivant son sac à Las Palmas devant ses juges chrétiens.

Simon Gonzalves, lui, est d'une autre stature. Ce maître de l'Algérie portugaise, grand fondeur et vaillant marin, lardé des clartés du fust et du couteau, reprie les armes à la main et martyrisant volontiers les esclaves chrétiens, c'est le conteur pathétique, le boiteux qui se fit musulman par désespoir et redevenu d'un même élan un baroudeur chrétien. Mais elle eut les reins brisés, cette grande carcasse fruste au cœur en sang.

Et Guillaume Bedos, l'enfant de Sérignan, rapatrié sur sa tartane en 1619 par deux galères espagnoles de la flotte de Sicile ? Le cadet ragueur du Languedoc a choisi la mer en 1604. Capturé, converti, devenu rai, il aime la course, il s'est bien plu à vivre en Turc à Tunis. Il le cria, il résista jusqu'au bout à ses



juges impitoyables, avant d'être exhibé à l'académie de Palerme en 1625 et mourir sans doute en galère. Même larmes chez Ali le Ferrais, alias Francesco Guicciardo, un autre rai, de Béziers cette fois, qui terrorisait la mer Noire, cinglait ses rameurs et mangéait les oreilles des enfants de Marie : il a tout oublié, il est turc, il veut mourir turc, dans sa foi musulmane.

Rassurons-nous : il y eut aussi des médecins, des faux durs et de grands fauves ! Le Sicilien Castellano, par exemple, qui gémit si fort quand on le tortura tout à loisir dans un cul-de-basse-fosse d'un château de Sardaigne en 1624 — le texte est hallucinant — n'était qu'un petit maître maladeur qui avait ruffé la rive en changeant de barque. Arrivé assez trouble lui aussi, ce Pantolo, l'hidalgo devenu homme du sérait à Constantinople, puis sous-ministre de la marine, que les Vénitiens rapatrièrent au large de la Crète pendant la guerre de Candie, en 1682, après un demi-siècle de loyaux services au Grand Turc : le faux frère n'aura pas un cri, pas un élan du cœur, et sera d'ailleurs mis hors d'affaire par l'intervention de son frère, chartréux près de Ségovie.

**M**AIS que dire de tous les autres, qui traversent le livre, hébétés ou volubiles, apaisés, quel que soit leur plume en confession ? Des enfants de Grèce ou de Crète, levés pour l'impôt du sang, ce « deychimé » qui pourvoyait l'Ottoman en futurs janissaires ? Du soldat espagnol cefar-deux qui a déserté une garnison des présides, du pâtre embarqué avec son troupeau, de l'ami d'escargots kidnappé au passage, de la belle Roumaine ou hongroise que les cavaliers tartares ont rebattus vers un lit marmotant ?

Par la comptabilité et le raisonnement, dans un joyeux tricotement d'archives inouïes, le livre établit une géographie et une sociolo-

gie du renégat. Massivement masculin, même si les femmes deviennent des épouses très recherchées, le plus souvent un marin ou un soldat capturé très tôt (huit fois sur dix, le malheureux n'avait pas vingt ans), plus ou moins maltraité, il a renié le Christ quand il n'eut plus rien à attendre, ni échange ni rachat. Il vient de toutes les zones maritimes que le Barbaresque pouvait impunément écumier, d'Atlantique en mer Noire (le livre détaille avec un soin particulier, on l'imagine, l'odyssée des Provençaux, des Corses, des Bretons ou des Normands), mais aussi des terres fermes où le Croissant affrontait l'Occident, de la plaine hongroise au Maroc. Il était pris bien souvent dans les nœuds de circulation où l'on se frotait sans cesse, vers Gibraltar, Alger, Malte ou la Crète, victime de la terrible guerre séculaire, endémique ou ouverte, qui opposait les chrétiens — Espagnols et Portugais en tête — à l'Ottoman, tandis que la Sérénissime reculait en bon ordre au fond de son Adriatique. Bien plus rare est le renégat volontaire, mercenaire, roulier des mers ou moine jésuite son frere.

Mais d'où qu'il vienne, il n'est pas une simple escume dans cet affrontement des Grands. Car les sociétés ottomanes sont encore en expansion et fort avides « d'absorber avec gourmandise l'elluvion chrétienne » en seigneurant peu à peu l'Occident par la conversion de

ses jeunes captifs, tandis qu'en face l'inquisition a tous pouvoirs pour épurer et affermir la foi de chacun face à l'infidélité. La scène du drame, cette Méditerranée qui cède alors dans le désordre la suprématie mondiale à l'Atlantique, connaît toutes les ruses, tous les machinements, tous les rackets des corps captifs, avec ambassadeurs, chasseurs de têtes et espions doubles. Mais le choc de deux mondes résonne aussi sur les âmes recloses. Dès lors, le renégat était pris dans les méchanoïdes de la tenaille. L'enjeu dépassait sa personne.

Des milliers d'apostats s'intégrèrent fort bien, on le devine, dans leur nouvelle patrie et moururent sans remords ni regrets dans la religion de Mahomet. Ce livre en fait revivre d'autres, les plus fragiles peut-être, déchirés ou abscondus, incapables d'assumer un choix si brutalement imposé ou victimes d'ambitions personnelles trop courtes. A certains, l'islam apporte le salut, le pouvoir, l'argent, des filles. Une liberté aussi, un trépan qui l'Occident, trop hiérarchique, ne leur aurait pas offert. Leur « rive turc » en valait la peine. Les plus vertueux ou les plus faibles, c'est selon, concurrençant, eux, le malheur ou le remède, le « Pater » murmuré chaque soir et le mal du pays, jusqu'aux ambiguïtés du retour, délibéré ou non, comme l'ailler.

Conclusion banale, dira-t-on. La force de l'exceptionnel travail des Bannassar est de nous convaincre, au contraire, que tous ont été, à leur façon, des intermédiaires entre deux civilisations et deux cultures, les malheureux, les déséquilibrés comme les apaisés, car ils ont su lever l'ancre de miséricorde au milieu du tumulte. Et l'on se dit aussi, en fermant ce grand livre : dans nos tumultes à nous, où sont nos renégats ?

★ LES CHRÉTIENS D'ALLAH. L'histoire extraordinaire des renégats (XVI-XVII<sup>e</sup> siècles), de Bartolomé et Lucile Bannassar, Paris, 493 pages, 150 F.

● ESSAI

## Freud, Jaccard et le pasteur calviniste

Une histoire de famille qui se termine par un traité du désespoir

**L**E destin de Roland Jaccard a été déterminé, bien avant sa naissance, par l'amitié brillante qui, lorsqu'ils étaient collégiens, unissait son arrière-grand-père, le futur pasteur calviniste Romuald Jaccard, et Sigmund Freud. Il existe au Musée de Berne un daguerrtype représentant, à l'âge de seize ans, celui qui allait fonder la psychanalyse et celui qui devait réformer l'éloquence sacrée helvétique. Ils sont l'un et l'autre vêtus de knickerbockers. Romuald, qui dépasse Sigmund d'une tête, pose sur l'épaule de celui-ci une main affectueuse. Quelques années plus tard, c'est tout naturellement à Sigmund Freud que Romuald Jaccard dédiera sa thèse intitulée *Critique de la doctrine papiste des sept péchés capitaux* (1). Ce gros ouvrage de celui que ses contemporains appelaient « le faucon du Valais » est le livre dans lequel le jeune Roland Jaccard apprendra à lire et à penser.

grand ancêtre, et « nihiliste », parce que c'est à Genève qu'en 1867 Dostoevski, assistant, exaspéré, au congrès de la Ligue pour le progrès et la liberté, entendit Bakounine, maître à penser du nihilisme Netchaïev, prêcher la révolte et l'anarchie. La Suisse, toujours la Suisse, pays déconcertant où furent conçus les bouillons vaudais et le baron Frankenstein.

La *Tentation nihiliste* est une anthologie du désespoir. Tout ce qu'on a écrit depuis deux cents ans sur l'ennui, le spleen, le pessimisme, la difficulté d'être, le mariage, le suicide, Roland Jaccard le cite. Romuald se réferait surtout aux Pères de l'Eglise. Roland, lui, est plus à l'aise avec les écrivains vionnois du début du siècle. Cependant, le dix-neuvième siècle est également à l'honneur : de Leopardi à Schopenhauer, de Vigny à Maupassant, la plupart des chevaliers du ricanement et du doute sont présents à l'appel. Il en manque toutefois quelques-uns, Byron et Flaubert notamment.

### Les chevaliers du ricanement

L'idée maîtresse — on pourrait presque écrire l'idée fixe — du pasteur Romuald Jaccard est que les catholiques romains ont tort de limiter à sept le nombre des péchés capitaux. Pour l'austère protestant (qui, sa vie durant, le jour de la Saint-Barthélemy, ne mangera que des raviolis au saumon), il y a une infinité de péchés capitaux, ou plutôt, et cela revient au même, il n'y en a qu'un, qui est celui d'être né. Le grand péché, c'est la vie, et ce passage des *Stromates*, de Clément d'Alexandrie, que Romuald Jaccard a choisi pour épigraphe à sa thèse en résume bien le sens : « Lorsque Salomé demanda au Seigneur combien de temps encore durerait le règne de la mort, il répondit : Aussi longtemps que vous, les femmes, continuerez à enfanter. »

On le voit, l'atmosphère dans laquelle a été élevé Roland Jaccard n'était pas d'une franchise gaie. L'essai qu'il publie ces jours-ci devait s'intituler *Grand-père avait raison*, mais les services commerciaux de son éditeur l'en ont dissuadé. Il proposa alors : *La vie n'est qu'une partie de ping-pong*, mais ce titre fut jugé trop sportif. Finalement, il opta pour la *Tentation nihiliste*. La « tentation », mot judéo-chrétien, discret hommage à son

Nous ferons deux reproches à Jaccard. Le premier est de ne jamais donner les références de ses innombrables citations. On ne lui demande pas le chapitre ni la page, mais au moins le titre des livres cités. Le second est de trop souvent succomber à la tentation du pastiche. Avoir sur l'existence les mêmes options que Cioran, c'est son droit : les idées sont à tout le monde. Mais essayer d'imiter comme Cioran est une erreur, car le style et le ton et les mots de Cioran n'appartiennent qu'à lui. Dans la vie, il faut être soi-même et n'imiter personne (sauf Jésus-Christ, évidemment).

En revanche, Jaccard est très intéressant lorsqu'il parle de ce qu'il connaît bien : Freud, Mélanie Klein, la psychanalyse. Ses anecdotes sur Sigmund sont succulentes. Au ciel, Romuald peut légitimement être fier de l'ultime rejeton de sa vertueuse lignée.

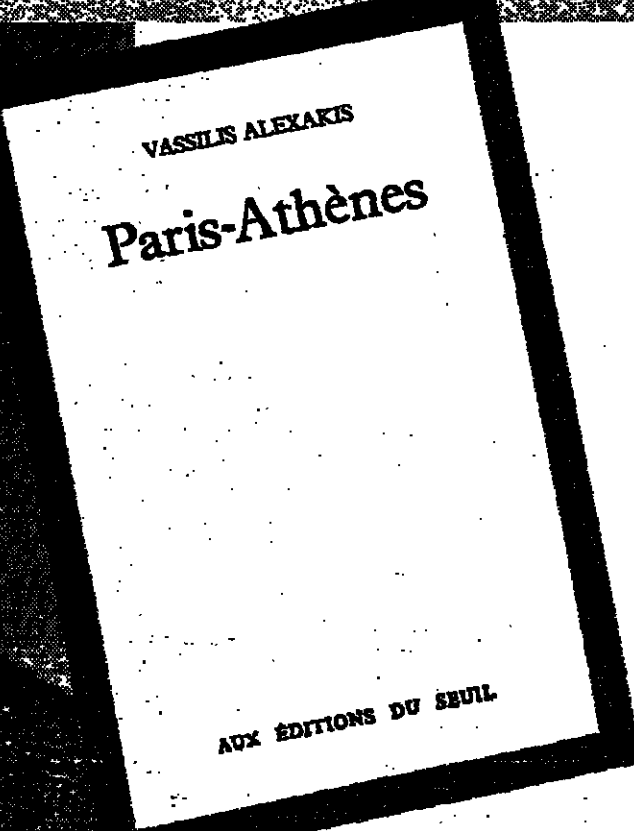
GABRIEL MATZNEFF.

★ LA TENTATION NIHILISTE, de Roland Jaccard, PUF, 145 p., 69 F.

— Un autre livre de Roland Jaccard — *Les Chemins de la dévotion* — vient d'être réédité dans la collection « Biblio-essais ». Le livre de poche.

(1) Editions du Jugement dernier, Lausanne, 1905.

# VASSILIS ALEXAKIS



Vassilis Alexakis a su introduire dans la langue un humour noir, une ironie désespérée... Ce Grec qui doute et écrit en français est en fait un grand écrivain.

Tahar Ben Jelloun / Le Monde

«...Les femmes me manquent quand elles sont absentes, et quand elles sont présentes elles me manquent encore...» La mythologie personnelle de Vassilis Alexakis ne siège pas à l'Acropole, mais dans le soubord d'un joueur de football, un ailier gauche de préférence, dans un gag de Buster Keaton ou dans un poème de Cavafy. Toujours à cloche-pied sur les deux métropoles. «...Comment peut-on choisir entre la langue de sa mère et celle de ses enfants ?...»

Patrice Delbourg / L'Événement du jeudi

Editions du Seuil

## LETTRES GERMANIQUES

## Ludwig Hohl, alpiniste et grand écrivain

Né en 1904, mort en 1980, un homme qui a su s'affranchir de toute idée reçue, et qui disait : « Je ne vais pas au ciel, mais où je vais, là sera le ciel. »

Par Hector Bianciotti

VOICI, enfin disponible en français, l'œuvre maîtresse du plus grand — sans conteste — parmi les écrivains du siècle qui demeurent encore méconnus. L'Histoire, la grande, abonde en énigmes, et celle de la littérature — la profusion éditoriale aidant, qui vise de plus en plus à une équilibre médiocrité — les multiplie à souhait et, même, les cultive. Dans le cas de Ludwig Hohl, que faire, en effet, d'un homme qui, affranchi de toute idée reçue, n'a cessé de penser, de repenser le monde, sans jamais chercher à persuader, à convaincre ?

Né en 1904 à Netstal, dans le canton de Glaris, en Suisse, il est mort en 1980 à Genève où, au cimetière de la Jonction — le cimetière des hommes illustres — Borges et un if immense séparent sa sépulture de celle de Jean Calvin.

Enfant frêle, souffreteux, mais comme possédé par une force morale capable de démultiplier son peu de force physique, il n'était pas encore adolescent qu'il s'initiait déjà, tout seul, à l'alpinisme, l'une des deux choses — avouait-il dans une notice biographique sans doute rédigée à contrecœur — qui l'ont sauvé, l'autre étant, un moment, l'alcool, lequel lui apportait une « certaine possibilité de communication, au sens social du mot ».

Près d'un demi-siècle plus tard, en écrivant *Une ascension* (1), Hohl a dû se rappeler le gamin qui escaladait les rochers comme pour s'élever au-dessus de son enfance, lorsque à la question : « Pourquoi j'ai-je l'ascension des montagnes ? », le personnage de son récit répond : « Pour m'échapper de prison. »

Ainsi, c'est en gravissant pitons et parois qu'il apprit à se faire de la solitude une alliée, à aguerir son esprit et, très vite — comme la mer, les cimes aboutissent à la métaphysique, — à se forger cette idée exaltée de la vie qui ne le quitterait jamais : cette vie, à ses yeux, justifiait tout, même la vie la plus humble ; et par là, il rejoignait Lautréamont s'écriant : « Je

ne connais pas d'autre grâce que celle d'être né. »

A n'en pas douter, c'est Hohl lui-même cet homme que l'on surprend dans un coin de son œuvre et qui, ayant atteint un sommet ultime, voit le monde dans sa vaste splendeur, comme seuls les oiseaux ou Dieu peuvent le voir : « Il vit que tout n'était pas mensonge et vanité. Que certains actes et combats valaient la peine : c'était comme si l'action, et la vie, sortait brusquement de sa gangue : ici se tient un sens, un homme, un homme plus haut, et l'amour. »

De surcroît, c'est dans la pratique de la montagne, avec tout ce que l'alpinisme impose de concentration et de cautele, que Hohl acquit cette maîtrise si singulière de son corps et du réseau d'énergies qui l'irriguent, lui permettant, par exemple, de tordre avec ses doigts, qu'il avait très fins, de longs clous d'une grosseur d'un demi-centimètre.

## « La Société de minuit »

Petite prouesse dont le jeune intellectuel se servait pour en imposer aux matelots et aux filles des ports de la mer du Nord, en Hollande, pays que la destinée lui avait choisi pour qu'il écrive son œuvre : les *Notes*. Ce qu'il fit, entre trente et trente-trois ans, dans une solitude et un dénuement extrêmes, mais dans un état d'illumination que rien ne vint altérer, et qui, après coup, lui apparaissait comme « l'embrasement durable d'une unique éruption », qui se payait ensuite par une diminution considérable de sa puissance créatrice, « comme épuisée par l'explosion ».

Hohl n'a jamais cru que l'événement proprement créatif ait de rapport avec les conditions de vie : « L'éruption d'un volcan ne s'engendrait pas du soleil qui brille ou de la neige qui tombe. » Mais il savait que l'œuvre exige que l'on soit en permanence disponible. Aussi s'est-il toujours refusé à « se faire une situation », à gagner sa vie afin de pouvoir plus librement, ensuite, mener à bien son

œuvre, comme on le lui conseillait. Pour lui, c'était là la philosophie de M. et Mme Dupont, et l'œuvre qui pouvait en découler, du pur « dupontisme ».

Né pauvre, il choisit donc de le rester. A ses parents, il ne devait que les vêtements et la nourriture : « Je n'ai aucun lien avec eux et je ne pourrais jamais en avoir, car nos mondes sont deux mondes », note-t-il dans son journal d'adolescent (2), où l'on trouve déjà cette réflexion qui annonce les livres futurs : « Lorsque l'artiste crée, il ne fait rien, en fin de compte, que mettre en lumière quelque chose d'intérieur, placer dans le monde une parcelle de son moi, afin qu'un élément personnel lui soit perceptible. »

Il avait alors dix-sept ans. Renvoyé du lycée à cause de « la mauvaise influence exercée sur ses camarades », « auxquels il parlait de cigarettes, de promesses nocturnes et de Nietzsche », il arrive à Paris trois ans plus tard où, soit dit par parenthèse, il écrit un ouvrage dont, jusqu'à présent, on n'a retrouvé que le titre : *La Société de minuit*.

Paris c'est, pour le jeune homme, la liberté, les nuits de Montparnasse, la fête, l'alcool. Gaspiillage de son talent que tout cela ? Par avance, il avait répondu dans son journal : « *Faire une fois une grande bêtise est également important. Tout ce qui a de la grandeur est grand. Et un diable important est bien davantage qu'un petit bonhomme intelligent.* »

## Une pensée dynamique

Quoi qu'il en soit, six ans plus tard il gagne la Hollande parce que quelqu'un lui aurait dit que l'on n'y trouvait, en matière de boisson, que du lait. Il avait compris qu'il lui fallait renoncer aux plaisirs, au bénéfice de l'œuvre et que « toutes les grandes performances de l'esprit sont nées de l'exil ». En effet, que pouvaient-elles représenter, pour le jeune montagnard, la plaine hollandaise et ses brumes « à demeure », sinon l'exil absolu ?

Fortement influencé à ses débuts par Karl Kraus, Hohl avait pour écrivains préférés, pour compagnons de route, Goethe, Lichtenberg, Proust, mais aussi Montaigne ou Spinoza, qui « nous prennent dans leurs bras prodigieux du fond de nos goulottes et nous soulèvent ! ». Cependant, plus qu'avec quiconque, il aurait aimé s'entretenir avec Katherine Mansfield, pour ces mots qu'il cite désespérément : « Je veux être réelle. »

Or qu'est-ce que cet énorme ouvrage intitulé *Notes* et sous-titré *De la réconciliation non prématurée* ? Les livres de Hohl traduits jusqu'à présent en français étaient soit des recueils de fragments (3) — saisis parfois dans l'ouvrage qui fait suite à *Notes* : *De l'irruption des marges* (4), — soit de très brefs récits (5), et ce chef-d'œuvre laconique, déjà cité, qu'il écrivit sur le tard : *Une ascension*.

## « Se rattacher au tout »

*Notes*, c'est d'abord un livre qui, d'évidence, s'est fait de lui-même plus qu'il n'a été composé ; un livre qui évolue — on songe au Valéry des *Cahiers* — comme nous évoluons nous-mêmes en suivant la pente, comme une lave qui refroidit. *Notes* est le livre d'une « pensée qui exige toujours davantage, une pensée dynamique, qui progresse avec le monde, exigeant d'apprendre ».

Hohl y parle du travail — « travailler, c'est se rattacher au tout (...), rien d'autre que traduire ce qui meurt en ce qui continue » ; il parle du lecteur, de la littérature, de la mort, des bourgeois qu'il appelle « les pharmaciens » ; il parle, à propos d'une chose ou d'une autre, de tout, l'expression « venir à bout de son sujet » n'ayant pour Hohl strictement aucun sens : « On ne vient pas plus à bout de son sujet qu'un bateau, lorsqu'il traverse l'océan, ne vient à bout de l'eau. »

Penser, c'était la mission qui lui était échoe, et il l'accomplissait jusqu'au bout, obéissant à une nécessité qui le dépassait, pour



Ludwig Hohl

dévoiler, au rythme de ses propres avancées de médium, les lois cachées de la vie : « La foi qui sauve n'est rien d'autre que la connaissance. »

Il savait bien, l'auteur de *Notes*, que la vérité est autrement plus vaste que la réalité, mais que celle-ci, si on ouvre les yeux, est seule en mesure de donner des nouvelles de celle-là. Il le savait — depuis l'adolescence, — que chaque chose dans la nature dépend en tout point de toutes les autres. Il soupçonnait un agencement fondamental de l'univers, et que celui-ci n'est pas synonyme de cet infini des romantiques propice à la rêverie, mais un alphabet méticuleux qu'il nous revient de déchiffrer.

Et, par-dessus tout, il croyait que penser c'est parachever quelque chose en révélant le sens secret qui l'anime, et cela grâce à l'imagination « qui aide à se représenter toutes choses, même — et rien n'est plus difficile — celle que l'on a ».

Il n'est pas interdit de supposer, à lire Ludwig Hohl, qu'il a éprouvé, dans le domaine de la connaissance, des joies qui comptent parmi les plus intenses qu'un esprit désintéressé puisse ressentir ; et que, l'heure de la mort approchant et lui ayant sculpté

une tête à la Artaud, il sut que son errance avait tracé un chemin et que son œuvre était une maison capable d'accueillir le voyageur intrépide. « Il y avait dans cette voix ce qui ne peut plus parler », dit-il dans *Chemin de nuit*, « le scintillement sourd de l'au-delà, la dernière mélodie... »

On ne saurait mieux définir la voix de l'auteur de *Notes* — cette voix qui, au fil des pages, répète, avec une douce obstination et une infinie reconnaissance, qu'il y a une chose à laquelle il ne faut jamais cesser de croire : le monde ; que celui-là seul est fort qui peut dire : « Je ne vais pas au ciel, mais où je vais, là sera le ciel » ; et, encore, en guise d'avertissement, que « presque tous les hommes, presque toujours, s'imaginent... »

★ NOTES OU DE LA RÉCONCILIATION NON PRÉMATURÉE, de Ludwig Hohl. Traduit de l'allemand par Étienne Barlier, L'Age d'homme, 538 p., 180 F.

(1) Gallimard, 1980.  
(2) et (4) A paraître en édition bilingue aux Éditions Arts et Lettres de Vevey.  
(3) et (5) Tous les hommes presque toujours s'imaginent, Nuances et détails et Chemins de nuit, Éditions de L'Aire, 1971, 1984 et 1979.

## Klabund et le délire meurtrier du général Moreau

EN 1915, alors que l'Europe se déchire une nouvelle fois, l'écrivain pacifiste allemand Klabund publiait un court roman, *Moreau, l'histoire d'un général de la Révolution française* qui fut un temps un rival de Bonaparte.

En moins de 80 pages, Klabund, de son vrai nom Alfred Henschke (1890-1928), transforme ce personnage historique, militaire courageux mais qui s'est montré souvent hésitant, en un être sans état d'âme, cruel et sanguinaire. Klabund dépeint, dans un style lapidaire, le lent cheminement de la haine chez cet homme qui avoue n'avoir « qu'une vertu, celle d'être soldat. Et tous les défauts : ceux du soldat ».

En quête d'un idéal de pureté, Moreau quitte l'armée du roi quand il s'aperçoit que la moralité de la cour ne correspond pas à cet idéal qu'il s'est fixé. Pendant la Révolution, il devient soldat du peuple avant d'exprimer son dégoût pour « cette race [qui] ne mérite pas qu'on vive pour elle, qu'on

meure pour elle ». Plus tard cette rancoeur le pousse à soutenir Bonaparte le 18 brumaire : « Je hais le peuple. C'est pour quoi je désire qu'il soit Bonaparte. Il le détruira. »

Exilé aux États-Unis, il poursuit son délire meurtrier, et les indiens le surmontent « Sang chantant ». Son rêve de pureté devient un désir tout de destruction : « Il se demandait s'il n'était pas possible d'empoisonner tous les poissons du fleuve. De tuer au moyen de nuages de gaz tous les oiseaux des airs. D'incendier la forêt, elle et tous ses habitants : bêtes et indiens. »

Klabund écrit ces lignes pendant la première guerre mondiale, mais ce rêve atroce d'une extermination totale, scientifique et rationnelle, atteindra son plus haut degré d'horreur, quelques années plus tard : dans le cauchemar de la barbarie nazie.

ALAIN SALLES.  
★ MOREAU, de Klabund, traduit de l'allemand par Pierre Meylan, Le Temps qu'il fait, 86 p., 66 F.

## Le phénomène Ransmayr

(Suite de la page 17.)

« Les Effrois de la glace et des ténèbres », explique Ransmayr, nés d'une recherche qu'un ami m'avait demandé d'effectuer pour son propre voyage. Je n'ai personnellement jamais été plus au nord que Copenhague. Quant à Tomes historico, aujourd'hui Constanza en Roumanie, où je n'aurais pas le courage de rester une semaine alors qu'il me faut trois ans pour écrire un livre, inutile de préciser qu'il n'a rien à voir avec mon Tomes surplombé de montagnes abruptes et de précipices vertigineux.

À l'origine du *Dernier des mondes* il y a eu ma fascination pour l'œuvre d'Ovide, moins les Métamorphoses que les *Lettres de l'exil* qui sont parmi les textes les plus beaux et les plus modernes que je connaisse, également ma fascination pour la destinée personnelle de ce poète, un parfait opportuniste. Le fait qu'il ait été finalement rejeté par la dictature d'Auguste, alors qu'il avait tout misé sur la réussite, me paraît un exemple singulier du pouvoir secret qu'exerce une œuvre indépendamment de la volonté de son auteur. Dire que « rien ne garde son apparence » dans un régime qui prétendait bâtir pour l'éternité prenait nécessairement une force subversive insupportable.

Réinterprétant à sa manière le personnage d'Ovide, désigné en l'occurrence sous le nom de Nason (Publius Ovidius Nason), Ransmayr en fait un opposant banni pour avoir prononcé un discours contestataire lors de l'inauguration d'un stade en présence de l'empereur : « Nason s'avance cette nuit-là vers une gerbe de micros étincelants et, faisant ce seul pas, laisse tout l'Empire derrière lui, ne prononça pas,

oublia... la génuflexion devant les sénateurs, devant les généraux et même celle qu'on doit à l'empereur sous son baldaquin, oublia sa propre personne et son propre bonheur, s'avança vers les micros sans s'incliner le moins du monde et dit simplement : « Citoyens de Rome. »

Réincarnant sous des formes inattendues les personnages de la fable d'Ovide, les habitants de Tomes, une ville où l'on trouve des arrêts d'autobus, des micros et des téléphones, connaissent eux aussi d'étranges métamorphoses. Lycan, le logeur de Corta, détail la nuit venue vers les montagnes, vêtu d'une peau de loup mangée aux mites qu'il conserve le jour au fond d'un coffre. Cyparis, le montreur de films lilliputien, toujours suivi d'un cerf familier, fait défiler sur l'écran de son cinématographe les héros et les dieux antiques avant d'être chassé par un missionnaire de l'ancienne église de Constantinople.

« Les libertés que j'ai prises ne sont pas différentes de celles d'Ovide lui-même. Seul m'a guidé le principe de la plausibilité. Lorsqu'en décrivant un char romain je risquais de faire du Ben Hur, je l'ai remplacé par un véhicule d'aujourd'hui. J'ajoute qu'il est impossible, quand on est autrichien, de gommer un certain passé récent. C'est pourquoi, ayant à présenter le dieu des enfers, j'en ai fait Thier, ce fossoyeur allemand, écorché vif, que poursuivent dans ses cauchemars les visions d'horreur de hangars où s'entassent des corps étouffés par des gaz asphyxiants. »

Sous réserve des passages consacrés aux déboires du personnage fictif Mazzini, *Les Effrois de la glace et des ténèbres* sont un extraordinaire récit d'aventures, aussi passionnant à lire que Jules

Verne ou que Herman Melville. Version inédite du voyage initiatique cher aux romantiques germaniques, *Le Dernier des mondes* est un véritable joyau de l'écriture, un livre riche de toutes sortes de lectures : hymne à la pérennité de la vie après l'apocalypse, réflexion sur la puissance mystérieuse de la création littéraire...

## L'obsession ovidienne de la pérennité

Ransmayr se défend d'avoir voulu délivrer un message : « Quand je veux exprimer une opinion, je le fais par exemple en allant manifester devant les fenêtres de Waldheim, pas en écrivant un livre. » Il reconnaît néanmoins l'obsession ovidienne de la pérennité de toutes choses constituée le fil conducteur de ses livres. « Partis dans l'espoir de découvrir une nouvelle route des Indes et d'accéder à la gloire, les explorateurs des Effrois de la glace et des ténèbres verront leur aventure se réduire à la seule lutte pour la survie. De retour à Vienne, on le soupçonnera de mensonges, ils mourront ruinés et déshonorés. Corta, dans *Le Dernier des mondes*, découvrira, en lisant son propre nom inscrit sur une des stèles où Ovide a gravé son dernier message, qu'il n'est peut-être qu'un simple fantôme du poète. Comment se fait-il que les forces qui normalement assurent le maintien de la vie puissent un jour se transformer en principes destructeurs ? Ce sera, si j'arrive à l'écrire, le thème de mon prochain livre : l'histoire d'un garde du corps qui devient un assassin. »

Le fait d'être devenu du jour au lendemain un écrivain best-seller laisse Ransmayr perplexe : « Je n'arrive pas à me représenter

concrètement 150 000 lecteurs. Lorsque des centaines de curieux se pressent pour venir vous entendre, cela peut faire un instant illusion. Mais si vous débarquez de l'avion quelques heures plus tard, à Bombay, et que vous voyez les gens mourir sur le trottoir, il faut être fou ou imbécile pour avoir le front de se croire un personnage important. Le succès ne s'exprime pas, pour moi, par des chiffres, mais par cet extraordinaire espace de liberté qu'il m'a donné, cette possibilité, pour des années, d'écrire ou d'arrêter d'écrire sans me faire de soucis pour l'avenir. »

Pendant tout l'hiver j'ai voyagé à travers le monde. Une fois je longeais la frontière entre la Thaïlande et la Birmanie, le canyon avançait lentement à travers le paysage tropical, j'étais assis, un walkman aux oreilles, et j'écoutais le Requiem de Mozart. Et soudain, il est arrivé quelque chose d'extraordinaire. Ce n'était plus la Birmanie, la Thaïlande que je voyais, ce n'était plus Mozart que j'écoutais. Des mondes différents se heurtaient au même endroit. C'était à la fois totalement réel et irréel, absolument musical et n'ayant rien à voir avec la musique. Je ne puis dire si c'était le bonheur, mais c'était sûrement, au sens propre, une expérience du fantastique. »

JEAN-LOUIS DE RAMBURES.

★ LES EFFROIS DE LA GLACE ET DES TÉNÉBRES, de Christoph Ransmayr, traduit de l'allemand par François Mathieu, Éditions Maren Sell, 350 p. avec illustrations, 120 F.

★ LE DERNIER DES MONDES, de Christoph Ransmayr, traduit par Jean-Pierre Lefebvre, Éditions POL-Flammarion, 264 p., 81 F.

## Autres parutions

© Markon Haushofer : *Sous un ciel infini*. Ce cinquième ouvrage de la romancière autrichienne (décédée en 1970), traduit chez Actes Sud, est un récit à caractère autobiographique qui décrit la sortie de l'enfance d'une petite fille découvrant un monde dont les adultes ont façonné la réalité et auquel elle s'affronte dans la solitude. Traduit de l'allemand par Miquel Couffon, (Actes Sud, 212 p., 129 F.)

© Jürgen Becker : *Une porte sur la mer*. Des fragments de prose poétiques par un écrivain né à Colo-

gne en 1932, et dont trois livres ont déjà été traduits en français. Traduit de l'allemand par François-René Dailly, (Ed. Féodrop, Église-Neuve-d'Issac, 24400 Mussidan, 148 p., 85 F.)

© Eduard von Keyserling : *Dumale*. Un bref récit datant de 1908 sur la passion dévorante de trois hommes pour le baron Karla dans un décor d'hiver prussien. Traduit de l'allemand par Jacqueline Chambon, (Ed. Jacqueline Chambon, 168 p., 78 F.)



صحنات الامل

POÉSIE ÉTRANGÈRE

Nelly Sachs dans la communion des souffrants

Née de la Shoah, l'œuvre poétique du Prix Nobel 1966 n'a pas encore trouvé en France sa vraie place.

C'est que l'historien n'a pas fini d'analyser, ce que le philosophe n'a pas fini de penser, le poète peut l'approcher par un autre chemin. Non pour se l'approprier ou l'épuiser, mais afin de le porter jusqu'à la parole, de faire entendre ce qui, hors de lui, reste sans voix. Davantage que le roman, qui doit en passer par le « mensonge » de la fiction pour tenter de rejoindre la vérité, le poète est apte à faire s'affronter la matière du langage et celle de l'ineffable.

L'œuvre de Nelly Sachs, poète de la nuit dans la lignée de Novalis, mais d'une nuit troncée par la lumière surabondante, est tout entière dans cet affrontement, procède tout entière de cette tension. La Shoah, qui est l'axe, l'espace de douleur dont cette œuvre est née et auquel elle fait sans cesse retour, ne s'offre pas, en elle, comme un événement à penser. En amont de cette pensée toujours exigible, elle est mémorial dressé contre l'oubli, « mystère de la liste de la mort », tentative enfin d'élever l'horreur jusqu'à où règne la transfiguration.

Cette plainte très pure, ces chants que « la nuit » lui a « tendus », que l'épreuve de la plus grande souffrance (celle qui du plus intime rejoint le collectif et l'universel) a forgés, elle n'en revendique pas la propriété : « Il est tout à fait indifférent, écrit-elle dans une lettre, que ce soit moi qui les ai écrits ou que la voix de quiconque vienne à s'y faire entendre. Mais il faut qu'une voix se fasse entendre, et il faut qu'il y ait quelque chose pour ramasser les traces éparpillées d'Irreversibles dans le sable et pour les montrer à l'humanité. » Ce qui pourrait sembler simple protestation d'humilité révèle en fait le sens profond de la démarche poétique de Nelly Sachs : affirmer une essentielle solidarité, être assez détaché de soi pour laisser naître une parole de



Nelly Sachs.

la communion même des souffrants.

La vie de Nelly Sachs tient en peu de mots et entre deux villes : Berlin, où elle voit le jour en 1891 dans une riche famille d'industriels, et Stockholm, où, grâce à Selma Lagerlöf et au prince Eugène, frère du roi, elle parvient à se réfugier en exil, en mai 1940, avec sa mère. Hormis quelques poèmes et un recueil de légendes et de récits (1921), toute son œuvre poétique date de cette seconde période, est extraite du puits d'horreur des années de guerre.

A Stockholm, elle connaît, à partir de 1960, notoriété et reconnaissance, consacrées par le prix Nobel en 1966 (partagé avec Joseph Brodsky). Reconnaisance surtout de la part de la jeune génération des poètes de langue allemande : Ingeborg Bachmann (1), Paul Celan (2), Hans Magnus Enzensberger... C'est dans la capitale suédoise également qu'elle meurt le 12 mai 1970, hantée par des hallucinations, poursuivie par ses cauchemars.

Juive allemande, juive dans la langue allemande, Nelly Sachs a témoigné d'une même voix pour les morts et pour les vivants, en

faveur des vivants, en espérance de ces « naissances nouvelles » qui « bourgeonnent aussitôt » sur la « sentence suicidaire ».

Ce n'est pas un vain paradoxe mais un signe de très haut sens qu'elle l'ait fait en rendant à la littérature allemande une part de cet héritage juif que la barbarie hitlérienne avait voulu éradiquer. Imprégnée de religiosité juive — les références et rappels au Zohar et à la tradition hassidique sont constantes — l'œuvre de Nelly Sachs ne contient aucun mot de haine, se tient loin de tout esprit de vengeance.

« Sainte obscurité »

En France, la poésie de Nelly Sachs ne semble pas avoir encore gagné sa vraie place, malgré les premières traductions, dues à Lionel Richard, à la fin des années 60 (3). Le très beau recueil que Martine Broda, Hans Hartje et Claude Mouchard ont composé et traduit devrait contribuer — du moins peut-on le souhaiter — à rendre l'œuvre de Nelly Sachs à son unique vocation : être cette pierre de ferveur

mystique nécessaire à l'édifice de la mémoire imprescriptible.

Mon amour a coulé dans ton [martyre]  
Forcé la mort  
Nous vivons dans la [résurrection]

Outre l'admirable dernier livre de poèmes, *Enigmes en feu* (déjà partiellement traduit par Lionel Richard), ce recueil comporte un drame théâtral, *El, Mystère de la souffrance d'Irreversibles*, écrit en quelques nuits après la fuite en Suède, avec « le souci d'élever l'ineffable jusqu'à un plan transcendant pour qu'il devienne soutenable et pour donner, dans cette nuit des nuits, un pressentiment de la sainte obscurité où carquois et flèche sont recelés ».

Le choix de lettres jointes au volume donne la mesure de cette « mission » dont se sentait investie Nelly Sachs, dans le détachement d'une « inguérissable » douleur : « ... que notre mission sur cette terre soit de transir de douleur cette poussière, de la transpercer de lumière, que ce que nous accomplissons dans l'obscurité soit enregistré dans un univers invisible, que ce soit bon ou mauvais. Que savons-nous — qui marchons tous dans des secrets. »

PATRICK KÉCHICHIAN.

★ *ELI, LETTRES, ENIGMES EN FEU* (GLÜHENDE RATSEL), de Nelly Sachs, traduit de l'allemand par Martine Broda, Hans Hartje et Claude Mouchard, bilingue pour *El* et pour les poèmes. Belfin, 348 p., 150 F.

(1) Les éditions Actes Sud, qui ont déjà publié plusieurs livres d'Ingeborg Bachmann, viennent d'édition un choix de ses poèmes, traduits par François-René Daillie (176 p., 129 F.).

(2) Dans la même collection que le livre de Nelly Sachs, l'extrême contemporain, paraît *Contrainte de lumière*, de Paul Celan, traduit par Bertrand Badiou et Jean-Claude Rambach (bilingue, 190 p., 110 F.).

(3) *Brasier d'énigmes et autres poèmes*. Debut, « Lettres nouvelles », 1967 et *Présence à la nuit*, Gallimard, 1969. Le Monde avait consacré une double page à Nelly Sachs le 30 mai 1970.

Les temps de survivance

« Les Cahiers de Royaumont » publient la Danoise Inger Christensen et quatre poètes de la perestroïka.

DEPUIS plusieurs années, le Centre littéraire de Royaumont organise des séminaires de traduction qu'une collection de « Cahiers » prolonge désormais, continuant ainsi peu à peu une anthologie de la poésie mondiale la plus actuelle. Il y a là comme une fenêtre toujours ouverte sur l'espace et la parole de l'autre, et rien n'est plus nécessaire que ces constants appels d'air et ces échanges d'échos.

Venue du Danemark, Inger Christensen se distingue justement par une exceptionnelle faculté d'écoute des êtres, des choses, et la volonté de changer corps et conscience en territoires d'accueil. « Comme poète, dit-elle, j'essaie toujours de me rappeler que, si je contemple le monde, c'est en même temps une partie du monde qui se contemple. »

Dans le mouvement de la vie, la mort s'accomplit. Ce n'est pas une ombre en marge de la lumière, mais un souffle sombre dans le souffle de l'existence. Il y a les arbres, les fruits, le soleil et la neige. Il y a les émotions, les surprises et la joie. Il y a l'angoisse, la haine et la peur. Il y a l'amour, et la menace d'une terre sans amour, sans joie, sans neige, sans soleil, sans arbres, sans hommes. Cette menace se tient au cœur des choses et des êtres, elle forme leur substance, leur énergie. Sans atome d'hydrogène, toute vie est impossible, alors même que l'hydrogène porte en lui la force du monde détruire. Ce qui nous constitue, nous et les fleurs, nous et les oiseaux, nous et les pierres ; ce qui nous constitue peut d'un

clan inverse nous réduire, nous détruire, nous disperser. Car le ravissement d'être au monde, le bonheur de sentir et d'aimer ne s'affranchissent jamais absolument des potentialités de massacre.

Si cristalline parfois, la poésie d'Inger Christensen semble une célébration alarmée. La beauté existe sans être à l'abri de l'horreur. La transparence existe sans être libérée d'un doute obscur. La raison existe sans être tout à fait dégagée du chaos. Inger Christensen a publié son premier livre dix-sept années après Hiroshima. Pour elle, l'innocence a vécu. Ont commencé des temps de survivance.

Afin de restituer par les mots la texture même des organismes vivants, Inger Christensen invente une sorte d'organisation cellulaire du langage. Ainsi le corps de ses poèmes devient-il pareil au corps de l'univers : évident au premier regard et d'une infinie complexité dès qu'il s'agit d'en saisir la loi, les variations, les destinées.

Un os dans la bouche

Un autre recueil édité par « Les Cahiers de Royaumont » sous le titre : *Quatre poètes soviétiques en France*, suggère d'emblée quelques questions qui ne sont pas de pure forme. Pour quoi ne pas avoir consacré un volume particulier à Maria Avvakoumova, Grigori Borodouline, Oleg Khlebnikov et Grigori Viérou, comme cela s'était fait avec tous les participants des précé-

dents séminaires de traduction ? Que signifie d'ailleurs ce qualificatif de *soviétique* qui prétend regrouper et fonder des individualités pourtant singulières ? Les quatre poètes présentés seraient-ils donc les porte-voix de l'homme soviétique dépeint par Zinoviev dans ses romans ? Seraient-ils porteurs, par-delà la diversité de leurs langues (russe, biélorusse ou moldave), d'aspirations communes, voire de nouveaux stéréotypes ?

Les repères biographiques pourraient le laisser entendre : tous occupent des fonctions quasi officielles (le journalisme ou l'édition étant en URSS des activités dépendant peu ou prou du pouvoir). En fait, la lecture des poèmes conduit à nuancer fortement cette impression, mais sans que toute ambiguïté s'efface. Car la poésie qui se décline ici ne cesse jamais d'être codée et la liberté qu'elle prend ne s'affranchit jamais tout à fait des ombres du poétique.

Je suis heureux/De ne pas avoir chanté les poèmes, proclame Viérou, qui se glorifie par là de ne pas avoir sacrifié à la norme d'hier. Mais en quoi la norme d'aujourd'hui, certes plus pimpante, aurait-elle poétiquement parlé la moindre légitimité ?

Les poètes sous Gorbatchev sont-ils encore tenus de servir ? Quand Oleg Khlebnikov évoque la Kolyma puis affirme : *La guerre mondiale nous a laissés debout/Celle du dedans nous a couchés par terre*, il continue à lier étroitement sa parole aux enjeux du présent. Grigori Borodouline absorbe quant à lui un

thème autrement déstabilisant et qui touche à l'identité même de chaque « Soviétique » : *Ces enfants différents des nôtres, /Vainqueurs du mensonge d'oubli, /Pourront-ils encore/Après/Les catastrophes que nous aurons provoquées/Jouer aux Terriens/aux Lituanais/aux Biélorusses/Comme nous aux Indiens ?*

Cette question restera longtemps sans réponse — comme sans doute nos interrogations initiales, qui n'avaient nullement pour but d'instruire un procès d'intention mais seulement de préciser les exigences de notre écoute, exigeantes à la mesure de notre attente et de notre intérêt pour ces nouvelles voix venues de Russie, de Biélorussie et de Moldavie. Un poème de Maria Avvakoumova exprime d'ailleurs magistralement la douleur et presque l'hébétéude à vaincre afin d'accéder pleinement à la parole : « Nous avons connu de telles épreuves.../Le pays du mystère a été si grand.../Il y a cette éclaircie./Maintenant./Mais où est le désir de la parole ?/Nous avons un os dans la bouche./Plus de mots pour parler./Plus d'air pour nos ailes. »

ANDRÉ VELTER.

★ *LUMIÈRE*, Inger Christensen, traduit du danois par J. et K. Poulsen, « Les Cahiers de Royaumont », 66 p., 50 F.

★ *QUATRE POÈTES SOVIÉTIQUES EN FRANCE*, traduits par H. Deluy, C. Dobryzski, H. Henry et L. Robel, « Les Cahiers de Royaumont », 120 p., 75 F.

AU FIL DES LECTURES

Adonis, le désir et l'espace

PEU de poètes sont mieux à même d'exprimer l'universalité de la parole poétique qu'Adonis. Motif d'un déchirement intime, l'exil est, dans le même instant, cette chance douloureusement offerte de renverser sans violence, par la seule puissance du langage, par le pouvoir du seul désir, les frontières mentales et physiques érigées par l'histoire.

Poète de langue arabe né, en 1930, en Syrie, ayant vécu au Liban avant de s'établir en France, traducteur de Saint-John Perse et de Georges Schéhadé, Adonis est légitimement considéré comme l'un des principaux chefs de file de la jeune poésie arabe. Son œuvre, traduite en France (1) depuis 1982, grâce principalement à Anne Wade Minkowski, loin d'épuiser la richesse de l'héritage oriental, l'intègre pour le porter plus loin, hors de cette poésie de l'exil qui n'est nulle part.

Le titre du dernier recueil d'Adonis, *Cheminement du désir dans la géographie de la matière*, superbement publié par l'éditeur suisse Pierre-Alain Pingoud, traduit cette volonté de situer le poème dans un espace singulier. Espace qui ne serait pas territoire fermé, mais ouverture, écoute, dialogues... Inventant sa propre modernité, la langue d'Adonis est belle d'échos multiples, conjugués, de tangibles résonances :

J'imagine que cette créature avançant comme un piège, longeant les berges de l'euphrate et du nil en même temps qu'elle côtoie la saïna, l'hudson et la tamise, n'avance pas vraiment, mais erre somnambule afin de mieux connaître ses membres.

La ferveur de Gabriela Mistral

NÉE en 1889 au Chili, Gabriela Mistral, à laquelle Claude Couffon consacre un volume de l'excellente collection « Ophée » (2), est l'une des grandes voix poétiques du monde hispanique dont l'influence spirituelle fut considérable dans les lettres latino-américaines durant la première moitié de ce siècle. A sa mort, en 1957, celle que le prix Nobel avait couronné douze ans plus tôt, jouissait d'une immense popularité.

C'est à son grand aïné provincial que Lucile Godoy Alcayaga emprunta son pseudonyme « d'archange et de vent ». Le destin public de la petite institutrice rurale chilienne, appelée à participer à la réforme de l'éducation des révolutionnaires mexicains, avant de devenir consul de son pays dans de nombreuses villes de part et d'autre de l'Atlantique, cache un destin privé, marqué par une tragique fatalité.

Le suicide de l'être aimé en 1909, puis de son fils adoptif en 1943, donneront à la poésie de Gabriela Mistral des accents d'une douloureuse beauté, d'où toute emphase est bannie :

Cette longue fatigue un jour sera plus grande et l'âme au corps dira qu'elle ne consent plus à traîner ce fardeau au long du chemin rose que suivent les humains, toujours heureux de vivre.

D'une ordonnance classique parfaitement maîtrisée, l'œuvre de Gabriela Mistral conjugue le géniosité humaniste, le sentiment de la nature et la souffrance d'une grande ferveur spiritualiste.

P. Ka.

La nostalgie de Nâzım Hikmet

C'E N'EST pas la voix ample, d'humaine prophétie, de militante vigueur qui passe dans ce petit livre de Nâzım Hikmet, mais des notations plus intimes, des instants où, de 1927 à 1963, escortent les jours sombres et les déesses du grand poète turc. En contrepoint des révoltes et du souffle entraîné à l'espoir, au débordement, au changement du monde : le voile de la mélancolie, l'effroi d'un temps compté ou la brûlure insupportable du soleil dans une prison d'Ankara :

C'est aujourd'hui dimanche./Pour la première fois aujourd'hui/ils m'ont laissé sortir au soleil.../En cet instant pas question de gamberger/pas question de combat ni de liberté/de me femme, la terre, le soleil et moi.../Je suis heureux...

Par une suite de raccourcis intenses, c'est toute l'existence d'Hikmet (pas sa vie publique, mais sa vie mise au secret) qui se donne ici en pointillé. Un homme livre par bribes la funèbre, l'énergie qui lui furent volées et ce constat soudain que la liberté reconquise est venue bien tard.

Le retour de Walt Whitman

POUR une fois l'actualité éditoriale prend de vitesse le rythme pompeux des anniversaires : trois ans avant le centenaire de sa mort (26 mai 1892) Walt Whitman est redécouvert et de nouveau traduit dans une éblouissante version de Jacques Durras — en fait justement célébrée à l'égale des plus grands poètes de la poésie universaliste. L'homme de l'espace américain, l'homme du surgissement, du déferlement vocal, l'homme du passage, de la traversée et du souffle à sa plus haute période, cet homme-là se dresse à jamais avec ses cris, ses rages, ses ferveurs. Tant d'énergie brute, tant de puissance névrotique, tant d'intuitions sonores ne cessent d'activer le cœur, d'exalter le corps. C'est la chance à l'état pur, la chance d'un bain de houle, avec en plus cette joie singulière, quasi hérétique en poésie, de voguer gaillardement sur de bons sentiments. Whitman porte et emporte, provoque, prend par le bras, allonge le pas, amplifie l'écho et donne à tous sa voix d'homme.

Qui va là ? L'affamé, le rustre, le mystique, le nu comme le ver. Comment se fait-il que la force du bœuf passe dans mon sang ? Et puis, dis-moi, c'est quoi un homme ? c'est quoi, moi ? quoi, j'vous ?

Tout ce que je marque comme mien contre-marque le vôtre ? Sinon vous perdez votre temps à m'écouter.

A. V.

★ *CHEMINEMENT DU DESIR DANS LA GÉOGRAPHIE DE LA MATIÈRE*, d'Adonis, traduit de l'arabe par Anne Wade Minkowski avec la collaboration de l'auteur, traduction de Pierre-Alain Pingoud, 12, av. de la Dôme, CH 1 005 Lausanne, non paginé, 120 F.

★ *L'AMOUR ET DE DÉSOLOGIE*, de Gabriela Mistral, traduit de l'espagnol (Chili) et présenté par Claude Couffon, Belfin, la Différence, 129 p., 29 F.

★ *NOSTALGIE*, de Nâzım Hikmet, poèmes traduits du turc par Jacques Durras, des éditions d'Albion, 55 p.

★ *FEUILLES D'HERBE*, de Walt Whitman, poèmes choisis et traduits par Jacques Durras, Grasset, 246 p., 44 F.; édition intégrale et bilingue, traduction de Roger Asselineau, Ashier, 511 p., 86 F.

— Signé sous le pseudonyme d'Adonis le *Théâtre et les miroirs* traduit par Anne Wade Minkowski, gravure de Marc Pezzin Ed. Le Verbe et l'Encre, Atelier d'Art, 38380 Saint-Léonard-de-Poit, 140 F. Voir également *Désert*, traduit de l'arabe par André Valleret et l'auteur, Cahiers de Royaumont, 1988, 50 F., avec une bibliographie en français.

— Adonis lira ses poèmes le 11 octobre à 20 h 30, au musée Rimbaud de Charleville. A cette occasion, un numéro de la revue *FLACHE* lui sera consacré, avec des illustrations d'Albion.

(1) Essentiellement chez Sindbad et Arfuyen.

(2) Avec déjà une trentaine de titres, cette collection récente, dirigée par Claude-Michel Chny (voir « Le Monde des Livres » du 10 mars) s'inscrit comme la meilleure initiative éditoriale actuelle en matière de poésie. Parmi les derniers titres : *Ovide* (par Dominique Poitot), *Pierre Reverdy* (C.-M. Chny et Gil Jouanard), *Harri Crane* (François Téroux et François Bodard)...

## ● D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

## La maison des esclaves

★ *BELOVED*, de Toni Morrison, traduit de l'anglais (États-Unis), par Hortense Chabrier et Sylviane Ruc, Christian Bourgois, 380 p., 130 F.

« *L* E 124 était habité de malveillance. Imprégné de la malédiction d'un bébé. Les femmes de la maison le savaient et les enfants aussi. » Le lecteur qui arrive dans le dernier roman de Toni Morrison, *Beloved* — et qui, lui, ne sait rien — se trouve comme hypnotisé, dès la première ligne, par une narration qui l'empoigne comme dépossédé de lui-même vers un monde, si proche encore, de l'esclavage, si proche de la réalité et de l'horreur de la vie des Noirs.

« C'est vrai, reconnaît-elle, je voulais que le lecteur se sente kidnappé, sans préparation, sans explication, sans itinéraire préalable. Exactement comme le furent les esclaves. Je ne cherche pas à séduire, ou à convaincre le lecteur, je veux qu'il se sente emporté là de gré ou de force. » Comme le furent ces « soixante millions et davantage » évoqués en épigraphe, mais auxquels l'auteur ne dédie pas son livre; parce qu'ils furent trop nombreux, trop maltraités, trop mal connus aussi. Parce qu'il n'existe ni statue ni monument pour honorer la mémoire de ceux qui n'ont pas survécu aux quatre siècles que dura le passage vers l'Amérique.

Est-ce à cause de cette véritable plongée dans le monde des esclaves, un univers frappé par la malédiction, que *Beloved*, le cinquième roman de Toni Morrison, a quelques choses de vraiment insoutenable? Elle le qualifie elle-même de « pornographique » — parce que là réside la réelle obscénité d'une brutalité qui ne pourra jamais être exorcisée.

Contrairement à ce qu'elle faisait dans ses livres précédents — *l'CEI le plus bleu* (Laffont, 1971, épuisé), *la Chanson de Salomon* (Acropole, 1985), *Tar Baby* (Acropole, 1986), *Sula* (à paraître chez Christian Bourgois) — la romancière, pour la première fois, ne traite pas du présent, mais retourne dans le temps d'avant sa naissance, quand les Noirs, libérés, mais marqués dans leur chair, sont soudain précipités dans l'émancipation et cherchent à trouver leur place sur la terre.

Et s'il n'y avait pas de place pour eux?... Vaut-il mieux supprimer délibérément les surgoles de sa race plutôt que de les livrer à l'humiliation et à l'impossibilité de vivre comme des êtres humains?... Une mère peut-



Le prix Pulitzer 88 a couronné Toni Morrison comme un des grands écrivains américains.

elle choisir d'ôter la vie à ses enfants sans être qualifiée de monstrueuse?... Confrontée à cette question, Sethe, l'habitante du « 124 » a décidé... Elle a tué par compassion. Par amour maternel. Tranché la gorge à son bébé. Voulu supprimer aussi ses trois autres enfants : les deux fils qui se sont sauvés de la maison, la fille aînée, Denver, restée seule avec sa mère.

Elle n'est pas Médée qui se venge comme elle peut d'avoir perdu l'amour d'un homme, mais une mère déchirée : « Grande ne veut rien dire pour une mère, dit-elle à propos de Denver. Un enfant est un enfant. Ils poussent, vieillissent, mais être grands? Qu'est-ce que c'est censé vouloir dire? » Amour, lucidité qui effraient : « Dangereux, très dangereux, se dit un des proches de Sethe. Pour une ancienne esclave, aimer aussi fort était risqué : surtout si c'étaient ses enfants qu'elle avait décidé d'aimer. Le mieux, il le savait, c'était d'aimer un petit peu, juste un petit peu chaque chose,

pour que, le jour où on casserait les reins à quelque chose, ou qu'on la fourrerait dans un sac de jute lesté d'une pierre, eh bien, il vous reste peut-être un peu d'amour pour ce qui vient après. »

L'esclave Sethe s'est sauvée de la plantation du Kentucky où elle vivait — Bel Abri, sweet home — (« Ce n'était guère beau et vraiment pas à l'abri! On y était tous ensemble »), pour retrouver dans un faubourg de Cincinnati sa belle-mère, Baby Suggs, qui avait été libérée par ses maîtres après soixante années d'esclavage, lorsqu'elle avait été trop vieille pour travailler. Baby Suggs, dont « le passé avait été semblable à son présent — intolérable ».

L'homme de Sethe, un esclave de la même plantation, a disparu, évanoui dans la nature. Enceinte, elle va accoucher en route, dans les champs, d'une fillette, Denver, tandis qu'elle a mis dans un train qui va vers l'Ohio ses deux fils. C'était avant la guerre civile, il y a près de vingt ans. Et puis, Baby Suggs est morte,

Sethe aux yeux d'acier, qui travaille dans un restaurant, est restée seule avec Denver, la renfermée, la silencieuse, hantée par le drame, par quelque chose de terrible qui est arrivé dans la maison, cette maison hantée qu'elle considère comme une personne plus que comme une construction, « une personne qui pleurait, soupirait, tremblait et piquait des crises ».

Il y a longtemps, une fillette de deux ans est morte là : Beloved la bien-aimée, la gorge tranchée. Dix-huit ans plus tard, Paul D., un ancien esclave de la plantation du Kentucky, va entrer dans la maison, vivre là, aimer Sethe, exorciser son secret, quand va survenir, mystérieusement, presque au même moment, une inconnue de vingt ans qui dit s'appeler Beloved et qui est peut-être la fantôme de la fille morte. Elle sera la sœur de Denver, la fille de Sethe, la maîtresse de Paul D. La faute et la rédemption.

C'EST toute la mémoire de la plantation, ses bons maîtres et ses mauvais — mais y avait-il une différence? — c'est tout l'esclavage que Toni Morrison va faire remonter dans ce livre de mémoire où les personnages n'ont encore que la nom que leur avait donné le maître — Paul D., Paysé-Acquitté, Numéro Six — et où les souvenirs affluent comme des contes, même si ce sont ceux d'un infanticide. C'est la voix des esclaves qu'on entend comme une litanie qu'on se raconte, en un style parlé d'une souplesse, d'une richesse tout à fait obsédantes.

Une chair vivante, saignante, montrée avec une brutalité, un acharnement qui vous font entrer dans la souffrance, dans la violence, dans la torture, dans l'humiliation d'hommes enchaînés, en cage, le mors dans la bouche, grappes d'humanité errant sur les routes, familles dont tous les hommes — frères, oncles, pères, fils — avaient été abrutis. Et quand la guerre civile prit fin, quand on leur eut dit qu'ils étaient libres, la montée vers le rêve d'un Nord libre, magique, accueillant, bienveillant. Autre leurre. Car la blessure ne s'oublie pas.

*Beloved* (le titre n'a pas été traduit en français. On aurait aimé retrouver le titre italien : *Amatissima*), prix Pulitzer 1988, a enfin consacré, aux États-Unis, Toni Morrison comme un des grands écrivains américains, et pas seulement noirs. Avec le fantôme d'une petite fille sacrifiée, elle a créé un roman-poème tout à fait inoubliable.

## ● ARTS

## Couleur, lumière, morale

L'une est philosophe, l'autre était médecin et critique. L'une fait l'éloge de la séduction en peinture, et l'autre de la vérité.

« *L* ES tableaux (...) appellent des beaux bleus, des beaux rouges, des beaux jaunes, des matières qui remuent le fond sensuel des hommes. » La phrase est de Matisse et pourrait figurer en exergue à la *Couleur éloquente* de Jacqueline Lichtenstein. Ce fort ouvrage entend démontrer comment la couleur, frappée d'opprobre par la philosophie antique, a triomphé au dix-septième siècle, quand les « rubéistes » ont reconnu sa dignité et ses prestiges, inaugurant la pensée esthétique occidentale.

Cette histoire aurait deux épisodes essentiels, l'antique et le moderne, qui font des parties du livre : l'oppression d'abord, avec Platon dans le rôle du bourreau philosophique, père peu recommandable d'une « tradition tenace, iconoclaste, protéiforme dans sa monotonie (...), d'un puritanisme moral et esthétique (et d') une critique haineuse, peureuse (...). » Rien moins. Depuis les « nouveaux philosophes », Platon a mauvaise réputation en France. Jacqueline Lichtenstein, qui ne fait pas exception, voit en lui une sorte de pasteur maniaque, misogynne et renfrogné, ennemi de tout plaisir, garde-chiourme d'une pensée qu'Aristote aurait tenté bravement de libérer sans y parvenir.

Après la nuit, l'aube. Après le refus de la couleur, des grâces et des fards, leur apothéose, une vingtaine de siècles plus tard. Courant d'Athènes à Paris, l'auteur consacre la seconde moitié de son travail à la défaite de la tradition platonicienne au dix-septième siècle, vaincue par les apologistes de l'éloquence et de l'effet. Après Bernard Teyssière et Marc Fumaroli, Jacqueline Lichtenstein étudie la constitution d'une esthétique de la rhétorique et de l'illusion qui « loin de proscrire la beauté, célèbre sa puis-

sance. Victoire de la couleur et fin de l'ouvrage.

L'érudition et l'enthousiasme de Jacqueline Lichtenstein sont, comme on le dit, au-dessus de tout soupçon. Son goût du systématique est plus suspect. Son apologie de la séduction, apologie fort à la mode en nos temps baudrillardes, l'incite à des condamnations catégoriques et à des silences singuliers. Il lui faut ainsi, pour les besoins de sa thèse, que la couleur ne soit rentrée en grâce auprès des philosophes qu'avec Rubens. Il y a cependant, entre Quintilien et Piles, les traités de symbolique des couleurs élaborés par les théologiens médiévaux, le néoplatonisme des Florentins, qui ne faisait pas si mauvais ménage avec la peinture, et les enseignements du concile de Trente, qui n'ont pas été non plus sans quelques conséquences. De tout cela la *Couleur éloquente* ne dit mot. C'est un peu gênant.

Autant Jacqueline Lichtenstein fait bon marché du Moyen Âge, autant Pierre Mabillet aime à s'y aventurer. On connaît mal ce médecin et anthropologue qui mourut à quarante-huit ans après avoir étudié l'hermétisme, collaboré à la revue *Minotaure* et avoir été diplomate à Hanoi pendant la guerre. Les écrits que réédite Jacqueline Chénieux-Gendron sont à l'image de la diversité de ses recherches. Il y a là un essai dénommé *la Conscience lumineuse* et des articles de critique d'art.

L'essai développe une réflexion historique et phénoménologique sur les fonctions de la lumière, de la perception optique à la constitution de symbolismes religieux. Par la singularité du sujet, il attire. Par la brièveté du texte, il dépite. Il y a tant d'allusions — aux alchimistes, aux ésotérismes, — de sous-entendus, de remarques qui mériteraient plus d'ampleur

que l'acuité de la pensée en est par endroits gâchée.

Quand elle s'applique à une œuvre, elle est d'une netteté plus convaincante. Mabillet critique d'art n'est ni l'homme d'un seul peintre, ni celui d'une école. Sur-réalisme, il célèbre Brauner et Lam, pour dire ensuite son culte de Seurat et de Klee. Aussi peu dogmatique qu'André Breton le fut avec emphase dans le *Surréalisme et la peinture*, indifférent aux systèmes et aux chapelles, Mabillet ne professe qu'une règle : il veut que la peinture obéisse à ce qu'il nomme « tantôt « nécessité intérieure », tantôt « expression », tantôt « vérité ».

Que cette vérité soit onirique — Brauner, — religieuse et archaïque — Lam — ou « réaliste » — Hélie, — peu importe tant que sa présence demeure sensible. Mabillet ne connaît en art d'autre morale que celle du refus de l'effet et de la manière. Aussi fait-il de temps en temps de terribles ravages parmi ses contemporains accusés de futilité et de modernisme facile. Il y a plaisir et réconfort à découvrir un observateur de cette qualité-là.

PHILIPPE DAGEN.

★ *LA COULEUR ÉLOQUENTE*, de Jacqueline Lichtenstein, Flammarion, 274 p., 230 F.  
★ *CONSCIENCE LUMINEUSE. CONSCIENCE PICTURALE*, de Pierre Mabillet. Textes établis et présentés par J. Chénieux-Gendron et R. Laville, José Corti, 198 p., 100 F.

## ÉDITEUR en quête d'AUTEURS

Pour ses nouvelles collections important éditeur parisien recherche MANUSCRITS INÉDITS - Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre Les œuvres sélectionnées seront publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et bénéficieront d'une véritable promotion auprès de tous les médias : Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires

Vos manuscrits sont à adresser à L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE-ÉDITEURS 17, rue de Galilée - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47 80 11 08

## ● HISTOIRE LITTÉRAIRE

## L'arsenal de vengeance de Sainte-Beuve

Avec *Mes Poisons*, le critique réglait ses comptes avec lui-même et... avec les autres

SOUVERAIN guichetier à l'hôtel de la République des Lettres, Sainte-Beuve a déployé une assiduité sans faille et non sans malice à faire le ménage dans le vestibule, encourageant les uns à monter à l'étage noble, renvoyant au ruisseau « les garçons bouchers de la littérature ». Rideaux fermés, il lui restait à « dégorger » ses humeurs, au fond de sa loge, à établir un ultime bilan, secret. Il le fit dans un carnet qui lui survécut et qu'il destinait aux seules mains amies, conscient d'y apparaître sous un jour sombre, et vindicatif. Ce carnet, qui servait aussi d'étape préparatoire à ses développements littéraires, devint public en 1926 sous le titre *Mes Poisons*.

L'éluxir a résisté au temps, une réédition récente nous confirme que ses sulfureuses fragrances ne sont pas évanouies. On a trouvé le titre tendancieux, mais Sainte-Beuve ne le suggérerait-il pas en confiant : « Ce cahier renferme mes couleurs concentrées et souvenant à l'état de poison; je n'ai qu'à délayer un peu, et j'ai les couleurs qui font vivre » ?

Au premier rang de ses observations à huis clos : lui-même, bien sûr. Il gratte ses plaies : « Je suis un hypocrite, j'ai l'air de ne pas y toucher et je ne pense qu'à la gloire » ; « J'ai eu quelquefois la louange perfide » ; « Je suis peut-être l'homme qui a été le

plus refusé en amour et qui a refusé le plus d'amitiés ». L'amour, en effet, lui inspire plus d'aigreur que de soupirs passionnés. Deux notations qui se suivent reflètent l'ambivalence de son idylle avec Adèle Hugo : « J'ai trouvé mon Adèle et son cœur, et je ne veux plus aimer qu'elle » (décembre 1840) — « Illusion, je l'ai reperdue et je la hais : elle n'a plus de cœur, elle n'a jamais eu d'esprit ». Sa blessure secrète, Sainte-Beuve l'a, du reste, dévoilée dans une lettre à Victor Pavie : « Mon mal et mon crime, c'est de n'être pas aimé, de n'être pas aimé comme je voudrais l'être ».

## Le grand tapageur pindarique

Prenant les autres en considération, sous le même éclairage aigre et vengeur, il va planter ses jugements comme autant de banderilles, d'une main fausement câline parfois. Hugo, à l'évidence détesté : « Le plus grand tapageur pindarique qui ait existé » ; Lamartine : « Le plus harmonieux, le mieux inspiré, le plus sublime et le plus charmant des sots » ; George Sand : « Une Christine de Suède à l'estaminet » ; Michelet : « Un des écrivains les plus insalubres, les plus funestes à la santé de l'esprit public » ; Balzac qui, jusque dans ses meilleurs romans, garde quelque chose « de la crapule de ses débuts ».

Les hommes politiques font ici cortège aux écrivains. Bien sûr, tout n'est pas de cette eau et le poison, effectivement dilué, apporte de plus aimables couleurs aux éléments d'une réflexion qui reste aigre quand elle n'est plus

aigre. Qu'il parle de littérature ou de philosophie, de politique ou de l'art du critique où il a l'ambition de se conformer, en disciple de Bacon, à une méthode expérimentale, Sainte-Beuve livre ici sa pensée « à l'état d'écorché », mais aussi avec la hantise et le ton d'un moraliste.

Pour savoureux qu'ils soient souvent, ses portraits et ses jugements dépassent le parti pris de dire des vérités pour affirmer la vérité profonde d'un homme dont la seule passion aura été, tout compte fait, la littérature. *Mes Poisons* en est, et de la meilleure.

PIERRE KYRIA.

★ *MES POISONS* de Sainte-Beuve, José Corti, 274 p., 65 F.

## MOSCOU

Généreuse et brutale

Privée de centre, tentaculaire, refuge ou lieu de passage d'une population hétéroclite, Moscou agresse, fatigue, fascine.

Un portrait composite, le premier du genre, dirigé par Anne Coldefy-Faucard et Luba Jurgenson.

Revue H.S. 48 - Série Monde - 264 pages, 39 F. EN LIBRAIRIE.

culturement

مكتبة الأمل



## ARTS

Aux châteaux d'Oiron et de Rivoli

### L'art contemporain sous les lambris

Aujourd'hui, on aime voir l'art contemporain vivre sa vie dans des monuments anciens. Exemples : Rivoli et Oiron, l'un près de Turin, l'autre dans les Deux-Sèvres.

Il y a quinze ou vingt ans, des expositions d'art contemporain avaient parfois lieu dans de nobles demeures du passé. C'étaient des initiatives privées. On voulait faire vivre les vieilles pierres. Les responsables des monuments historiques, lorsqu'ils étaient concernés, pouvaient le tolérer, pour être plus facilement acceptés par les associations locales de sauvegarde, pourvu que cette présence incongrue reste passagère, n'affecte pas le corps de logis, les étages nobles. Les œuvres trouvaient alors place dans les communs, les écuries, sur des murs nus, dans des salles vides, en marge de la visite guidée rituelle.

Les temps ont changé. Malgré les réticences de ceux qui ne voient dans la création d'aujourd'hui que le mépris de l'histoire, et ne souffrent pas l'idée d'une possible commensure entre l'art d'hier et celui de notre époque, un peu partout, d'Aquitaine en Alsace, des châteaux, l'été sur tout, accueillent l'art contemporain. Certains même tendent à s'en faire

une spécialité. Et cette fois, s'il s'agit encore d'animer des monuments anciens, on veut de vrais échanges, des mariages et non des flirts, que les partenaires se révèlent et s'enrichissent mutuellement.

Tout château n'est pas bon à prendre. S'il est complet, s'il a tout ses décors, ses meubles, ses tapisseries, ses tentures et ses tapisseries, l'art actuel n'a rien à y faire. Mais s'il est en partie ruiné, dégradé, si l'on sait que sa restauration ne livrera du passé que des brèves, s'il est inhabité, ne laisse-t-il pas une place vide, à combler, un espace où la vie peut reprendre ? N'appelle-t-il pas une suite ?

C'est ce qu'ont pensé nos voisins italiens, du château de Rivoli, près de Turin, qui en ont fait un musée d'art contemporain de premier ordre. C'est ce qu'on pense à Paris à la dédicace des arts plastiques, à propos du château d'Oiron (dans les Deux-Sèvres), où avec précaution, Dominique Bozo et son équipe ont entrepris de montrer que ce beau monument méconnu pouvait devenir un lieu privilégié pour la création aujourd'hui. En installant provisoirement, mais pour de longues années, des acquisitions récentes du Fonds national d'art contemporain (1).

Oiron n'est pas Rivoli et Rivoli n'est pas Oiron, quoique les deux châteaux surprennent et étonnent lorsqu'on les découvre de loin, et que tous deux avaient, de près, une fragilité, qui tient à l'usure du temps.

Construit par les princes de la maison de Savoie, au dix-huitième siècle, par l'architecte baroque Juvara, le château de Rivoli domine la ville. C'est une grande bâtisse austère et sans fioritures aux volumes bizarres pour la bonne raison que la construction en a été arrêtée alors que le chantier était à peine ouvert. Un palais monument

aux châteaux d'Oiron et de Rivoli

Il faut dire que cet inachèvement était une aubaine pour les architectes restaurateurs et aménageurs (2) : il leur laissait beaucoup de liberté. Ceux-ci en ont profité pour affiner (un peu trop) leur intervention : successivement et certains assez vertigineux, balcons métalliques pour plonger visuellement sur un autre bout du bâtiment - tout en maintenant le château dans son état de fragment ruiné, tout en mettant l'accent sur sa carcasse de briques qui, au dehors, n'a jamais reçu son revêtement, alors que les salles étaient richement décorées de stucs et de peintures aux plafonds, sur les murs. Qu'il a fallu aussi restaurer, et qui là encore avaient leurs failles et leurs lacunes, selon les lois principales du Restauro, l'école de restauration italienne.

**Passé présent**

C'est dans ces souffrances de salles largement ouvertes sur l'extérieur (avec vues imprenables sur les toits de tuiles de la vieille ville, la plaine, et les Alpes), dont certaines n'ont plus rien du décor initial, ruiné,

quand d'autres sont presque intactes, que les œuvres contemporaines sont installées. En permanence pour certaines, comme les pièces converties d'habitat de Bozo, renouvelées pour les autres.

Des expositions monographiques sont également organisées. C'est été, celle de Luciano Fabro (3), un expérimentateur impénitent de matériaux visuels sous toutes leurs formes, aussi rigoureux que fantasiste dans ses agencements conceptuels, dont les suspensions de volumes, les constructions dans l'espace, l'instabilité même des formes, ne pouvaient pas ne pas produire leur effet dans le contexte baroque du château. Et ainsi se prêtent à des lectures sensiblement différentes de celles que l'on peut faire lorsque les œuvres sont placées en terrain neutre, asseptisé, coupé de tout, pour faire admettre la réalité de l'art. Pour résumer. Comme on a pensé qu'il fallait faire de l'art du vingtième siècle, au moins le temps de sa reconnaissance.

Rivoli, où on s'est cherché partout à imbriquer le passé et le présent, le dehors et le dedans, les décors et les décors, est en somme le contrepied du musée standard des années 70. Le château d'Oiron, sur le principe, pourrait bien lui ressembler, où l'on a voulu mettre, aussi, des œuvres contemporaines en situation, dans des suites de salles, où il reste surtout de très beaux plafonds. Mais plus discrètement. Le classicisme de son architecture obligeait, comme son semblant d'usure, qui ne pouvait inciter à bousculer les espaces.

Bât au quinzième siècle, agrandi au seizième, reconstruit au dix-septième, le château, alors propriété des Gouffier, dont l'un, Claude, grand écuyer du roi, s'était adressé à un peintre français, Noël Jallier, par ailleurs inconnu, pour décorer la galerie qu'il avait fait construire dans l'aile, une vraie merveille, dont

un peu minces - celles de François Bonillon, bon artiste cependant. Les tableaux froids de Honegger paraissent mal accueillis.

La suite de tableaux de Denis Laget aurait sans doute été mieux venue hors du bourdonnement de ruhe évoquant le manège des avions à la Bataille de Midway (Américains contre Japonais, en 1942), une installation de Ian Hamilton Finlay avec arbres en bacs, photos et fond sonore, où se téléscopent sans bavure images de la nature et images de la guerre, un des thèmes de l'artiste, qui joue là avec le feu, mais pas encore avec les guillemets de la Terre.

Une sculpture troublante de Rebecca Horn, un bac allongé où s'étire mollement du mercure soumis par moment à forte secousse, l'impressionnant alignement de cubes cylindriques remplis d'eau provenant de sept mers différentes de Klaus Rinke, les paquets de fer plies de Toni Grand (dans la galerie ouverte de l'aile), sa sculpture rampante, comme l'eau, bouillie, par endroits comme le dos des personnages de l'Enlène selon Jallier, le maniériste, sont autant de preuves que l'art d'aujourd'hui est bien vivant, sous les formes les plus diverses, les plus sérieuses, ou les plus railleuses (Dietman et son Discours sur la sculpture moderne, débattant sur table ses croûtes et autres menus choses du quotidien coulées en bronze, le Baby-foot géant signé Présence Panchomette, dont les joueurs sont des statuettes d'art primitif).

Voilà ces œuvres à Oiron, n'en dédaigne probablement à certains, se révèle plutôt tonique, pour le château, dont les salles restaurées, dotées d'un décor chargé n'ont pas été investies, seulement celles habitées par les fantômes d'un temps passé que l'art d'aujourd'hui a quelque aptitude à réveiller. Sans les bousculer. Aussi pourrait-on dire, en hommage à l'auteur de la décoration de la galerie racontant l'histoire royenne, qu'il n'a pas d'ennemi introduit dans la pièce, et que la guerre ne devrait pas avoir lieu.

GENEVIÈVE BRÉRETTE.

(1) Le Fonds national d'art contemporain, le FNAC, qui existe depuis cent dix ans passés, comporte une collection de quelque 65 000 œuvres acquises par l'Etat du vivant des artistes (dont toutes, on s'en doute, ne sont pas montables). Une bonne partie d'entre elles se trouvent entre mains, préfectures, ministères et ambassades à l'étranger. Certaines sont mises en dépôt dans les musées, ou prêtées pour des expositions temporaires.

(2) Le Musée d'art contemporain du château de Rivoli a été inauguré en 1985, après des années de travaux de restauration pris en charge par la région du Piémont, l'Etat italien et le conseil européen du patrimoine. Actuellement, il attend de nouveaux crédits pour aménager, dans une aile, une bibliothèque et de nouveaux espaces d'expositions, notamment pour les arts graphiques. Son fonctionnement est, en particulier, ses acquisitions sont assurées par le mécénat privé, surtout par l'aide du groupe GFT.

(3) Castello de Rivoli, 10098 Rivoli (Turin). Tél. : 011-551547. Exposition Fabro jusqu'au 17 septembre. « Oiron à Novara », château d'Oiron, 79100. Tél. : 49-96-57-42. De 9 heures à 19 heures, jusqu'au 30 octobre.

### L'affaire Utrillo (suite)

Après quelques mois de répit, un nouveau chapitre de l'affaire Utrillo vient de s'ouvrir. Mercredi 13 septembre, M. Jean Fabris, légataire universel de la veuve d'Utrillo, a relancé la polémique en rendant publiques les conclusions d'un rapport d'expertise (encore confidentiel) fait par le laboratoire scientifique de la police judiciaire, appelé à se prononcer sur l'authenticité de sept toiles attribuées au peintre de Montmartre.

A la suite d'une plainte de M. Fabris en avril dernier pour « faux et contrefaçons », elles avaient été saisies avant la vente aux enchères par M. Loudmer à Paris (le Monde des 5 et 8 avril 1989).

D'après M. Fabris, « six des tableaux attribués à Maurice Utrillo sont jugés faux par les experts de la police judiciaire et l'un serait fortement douteux ». Toutes les toiles avaient été authentifiées par Paul Pétrides, qui a fait jusqu'à présent autorité en la matière, ou par son fils, Gilbert. Quels que soient les motifs des parties intéressées, certains y voient une lutte d'influence entre M. Pétrides, déjà condamné il est

vrai pour « recel de toiles volées et faux en écritures », et M. Jean Fabris, avec, à la clé, un marché particulièrement lucratif.

M. Fabris a annoncé son intention d'inscrire au garde des sceaux pour lui demander « la démission de l'ensemble du bureau des commissaires-priseurs de Paris, puisque celui-ci s'est associé à M. Loudmer ».

En l'absence de M. Loudmer, en voyage d'affaires aux Etats-Unis, son avocat, M. Yves Attal, a déjà fait savoir qu'il attend le rapport d'une expertise contradictoire à la fin du mois prochain, au cours de laquelle propriétaires, commissaires-priseurs et experts devraient être entendus.

Du côté des maisons de ventes aux enchères anglo-saxonnes, on observe la plus grande prudence. Pour Sotheby's et Christie's, Paul Pétrides reste l'expert attitré de l'œuvre d'Utrillo, même s'il est de plus en plus fréquent que l'acheteur éventuel exige deux certificats d'authenticité, l'un de M. Pétrides et l'autre de M. Fabris.

ALICE SEDAR.



Une œuvre de Ian Hamilton Finlay au château d'Oiron.

Une œuvre de Ian Hamilton Finlay au château d'Oiron.

une spécialité. Et cette fois, s'il s'agit encore d'animer des monuments anciens, on veut de vrais échanges, des mariages et non des flirts, que les partenaires se révèlent et s'enrichissent mutuellement.

Tout château n'est pas bon à prendre. S'il est complet, s'il a tout ses décors, ses meubles, ses tapisseries, ses tentures et ses tapisseries, l'art actuel n'a rien à y faire. Mais s'il est en partie ruiné, dégradé, si l'on sait que sa restauration ne livrera du passé que des brèves, s'il est inhabité, ne laisse-t-il pas une place vide, à combler, un espace où la vie peut reprendre ? N'appelle-t-il pas une suite ?

C'est ce qu'ont pensé nos voisins italiens, du château de Rivoli, près de Turin, qui en ont fait un musée d'art contemporain de premier ordre. C'est ce qu'on pense à Paris à la dédicace des arts plastiques, à propos du château d'Oiron (dans les Deux-Sèvres), où avec précaution, Dominique Bozo et son équipe ont entrepris de montrer que ce beau monument méconnu pouvait devenir un lieu privilégié pour la création aujourd'hui. En installant provisoirement, mais pour de longues années, des acquisitions récentes du Fonds national d'art contemporain (1).

Oiron n'est pas Rivoli et Rivoli n'est pas Oiron, quoique les deux châteaux surprennent et étonnent lorsqu'on les découvre de loin, et que tous deux avaient, de près, une fragilité, qui tient à l'usure du temps.

Construit par les princes de la maison de Savoie, au dix-huitième siècle, par l'architecte baroque Juvara, le château de Rivoli domine la ville. C'est une grande bâtisse austère et sans fioritures aux volumes bizarres pour la bonne raison que la construction en a été arrêtée alors que le chantier était à peine ouvert. Un palais monument

pour Oiron, qui permettrait le mariage exemplaire entre l'art d'aujourd'hui et le patrimoine historique.

On n'en est pas encore là, seulement aux premières rencontres, prometteuses. Toutes les œuvres des seize artistes exposées actuellement ne sont pas absolument fabuleuses, et toutes n'ont pas forcément trouvé le bon coin. Quelques-unes s'y révèlent

### fondation saint-simon

SEMINAIRES 1989/1990

- Echanges et conflits entre les générations  
Animateur général : Hervé Le Bras
- Individualisme libéral et justice sociale  
Animateur général : Jean-Pierre Dupuy
- Bio-éthique et démocratie  
Animateurs généraux : Michèle Barzach et Luc Ferry
- La crise de l'école : Que penser ? Que faire ?  
Animateurs généraux : Philippe Raynaud et Paul Thibaud
- Les pays de l'Est et nous  
Animateurs généraux : Pierre Grémion et Pierre Hassner
- L'avenir de l'ingénieur  
Animateurs généraux : Michel Bauer et Georges Y. Kervenn

Ces séminaires s'adressent à un public motivé par un enseignement pluridisciplinaire de haut niveau consacré aux problèmes du monde contemporain. Ils se déroulent soit sur un rythme de séances hebdomadaires de deux heures, soit sous forme de journées complètes.

Pour tous renseignements, écrire ou téléphoner à :

fondation saint-simon

91 bis, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris  
Tél. : (1) 42.22.38.52 & (1) 42.22.29.95

### SIX CONCERTS

7 - 22 OCTOBRE

STAATSKAPELLE DE BERLIN  
DIRECTION MUSICALE OTMAR SUITNER

SAMEDI 7, DIMANCHE 8 OCTOBRE 1989

HAYDN

SYMPHONIE N°100 « MILITAIRE »

MOZART

SYMPHONIE N°40

DVORAK

SYMPHONIE N°8

ORCHESTRE PHILHARMONIQUE  
DE MUNICH

DIRECTION MUSICALE SERGIU CELIBIDACHE

MERCREDI 18, JEUDI 19 OCTOBRE 1989

BRUCKNER

SYMPHONIE N°7

SAMEDI 21, DIMANCHE 22 OCTOBRE 1989

VERDI

OUVERTURE DE « LA FORZA DEL DESTINO »

R. STRAUSS

« DON JUAN »

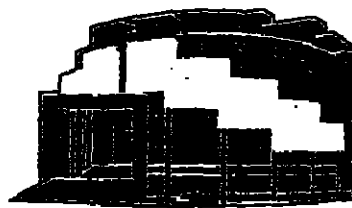
BRAHMS

SYMPHONIE N°1

LOCATION 40 01 16 16

ET AUX GUICHETS A PARTIR DU 23 SEPTEMBRE  
DE 11H A 18H30

RENSEIGNEMENTS 43 43 96 96



# Culture

## ARTS

Le cabinet de curiosités de la Bibliothèque Sainte-Geneviève

### Les trésors perdus d'une abbaye

Pour célébrer le bicentenaire de la Révolution, la Bibliothèque Sainte-Geneviève organise une exposition qui permet d'évoquer une collection dispersée en 1793.

Un crocodile empaillé, deux bateaux à voile, trois douzaines de monnaies rares, quelques vases « étrusques », un hamac, un carquois et ses flèches, des végétaux exotiques, une collection de bustes antiques, une horloge planétaire... On pourrait continuer longtemps l'énumération. Le seul lien entre ces objets, c'est que tous ont fait partie du célèbre cabinet de curiosités constitué par Claude Du Molinet, à partir de 1660, au sein de la bibliothèque dont il avait la charge : celle du couvent des bénédictins.

Le lycée Henri-IV et la Bibliothèque Sainte-Geneviève se sont partagé ses dépouilles. Au premier, les bâtiments. A la seconde, les livres. C'est dans cette dernière, au milieu de vieilles reliures, que sont rassemblés quelques éléments de cette bizarre collection, dispersée en 1793.

Bizarre pour nous, parce que ne correspondant à aucune logique contemporaine, mais tout à fait courant au dix-septième siècle où, les premiers voyageurs aidant, ces « cabinets » faisaient fureur, surtout dans le nord de l'Europe. Les amateurs amassaient pêle-mêle les « curiosités » venues d'un peu partout. Le crocodile empaillé d'habitude suspendu au plafond, et la « dent de licorne » — une défense de narval — étaient avec la momie égyptienne et les monnaies antiques les pièces obligées d'une telle collection. La forme contournée d'un végétal inconnu, le plumage éclatant d'un oiseau exotique, le dessin curieux d'une pierre, la couleur d'un coquillage, l'antiquité présumée d'un vase, constituaient un passeport suffisant pour ces amateurs, qui les regroupaient par affinités esthétiques.

Au cours du dix-huitième siècle, des critères scientifiques commencent à s'imposer aux collectionneurs.

Les classements et les regroupements sont de plus en plus sérieux. On renonce à composer des natures mortes d'objets hétéroclites disposés pour le coup d'œil. Les œuvres, organisées par sections, sont maintenant exposées sous vitrines et accompagnées d'étiquettes explicatives. Les plus remarquables de ces cabinets furent les ancêtres des premiers musées créés à l'aube du dix-neuvième siècle.

Le cabinet de curiosités du couvent Sainte-Geneviève n'eut pas cette chance. Il fut dépecé au début de la Révolution, et ses richesses alimentèrent plusieurs établissements. Sa très belle collection de monnaies antiques et médailles de la Bibliothèque nationale, ses pièces botaniques furent saisies par le Muséum d'histoire naturelle. D'autres éléments arrivèrent au Louvre avant de gagner le Musée de la marine et d'être versés, ultérieurement, au Musée d'ethnographie du Trocadéro, au Musée de Saint-Germain-en-Laye ou aux Invalides.

Restera au couvent ce qui n'intéressait personne : les « sauvageries » — objets ethnologiques, — quelques collections de minéralogie et des spécimens animaux qui servirent à l'enseignement de l'histoire naturelle dans le collège installé à la place de l'abbaye.

Les pièces présentées dans une salle exigüe de la Bibliothèque Sainte-Geneviève, nous donnent l'idée de ce que pouvait être un tel cabinet. Cabinet que l'on connaît particulièrement bien puisque son inventaire illustré a été plusieurs fois publié et que, ouvert au public, il figurait dans tous les guides parisiens du dix-huitième siècle. C'est cette renommée qui causa la perte d'une des « collections les plus précieuses et les plus complètes dans tous les genres ».

EMMANUEL DE ROUX.

★ Bibliothèque Sainte-Geneviève, 10, place du Panthéon. Tous les jours, sauf dimanche, de 14 heures à 18 heures, jusqu'au 16 septembre. Dimanche 17 septembre, journées Portes ouvertes à partir de 15 heures. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, sauf dimanche, du 18 au 30 septembre.

## MUSIQUES

Instruments électroniques au Salon de La Villette

### Synthétiseurs en tous genres

en plus « dénudés », selon l'épaisseur du portefeuille de l'acheteur.

Le consommateur n'y trouve pas forcément son compte. Notamment celui qui cherche à tirer le maximum de son investissement.

L'essoufflement de la technologie constaté depuis deux ans vient tempérer l'optimisme des distributeurs. Certes, les échantillonneurs ou les séquenceurs sont chaque année plus puissants, leurs gammes s'étoffent, les prix baissent, mais on ne constate pas d'évolution réellement marquante.

En fait, la plupart des industriels, Yamaha en tête, cherchent en priorité à amortir une bonne dizaine d'années de recherche. C'est ainsi que bien des nouveaux modèles n'ont en réalité de nouveau que la face avant. Pourtant de grandes manœuvres se préparent. L'intérêt croissant de quelques géants du composant électronique comme Intel ou Motorola pour l'informatique musicale en est la meilleure preuve.

#### Trois catégories

Axe de recherche principal : le développement de « puces » très rapides, sans commune mesure avec ce que l'on peut trouver actuellement sous le capot d'un synthétiseur (même haut de gamme). Effectuant une quinzaine de millions d'opérations par seconde, ces micro-processeurs devraient équiper d'ici deux ou trois ans des unités de traitement du son ultra-puissantes.

Les claviers électroniques de la cuvée 1989 se classent grossièrement en trois catégories. La première couvre une fourchette

d'appareils, entre jouet et instrument de musique, qui va de 1 500 F à 5 000 F. Amstrad et GEM (leader britannique de la micro-informatique) cassent les prix en proposant des claviers « à tout faire », ou presque, très complets. Le « Playright » d'Amstrad (1 400 F) porte bien son nom. Impossible de se tromper de note ! Le séquenceur corrige obstinément toute harmonisation jugée tant soit peu suspecte. Une série d'accords garantis bon teint est mémorisée et sert de référence. La sonorité des dix timbres d'origine vaut bien celle des claviers japonais concurrents.

Le GEM PX 7 (4 500 F) constitue une première étape dans ce qu'il est convenu d'appeler le clavier familial. Sa mémoire interne comporte 48 sons numériques (voix, piano, orgue, etc.), de qualité honorable, ainsi qu'une boîte à rythme et un séquenceur 3 pistes. Un processeur d'effets permet d'ajouter à volonté une réverbération numérique. Le clavier, dynamique, comprend 61 touches assignables en mode accompagnement automatique, basse, etc.

Il faut compter de 7 000 à 12 000 F pour acquérir un clavier électronique réellement performant. Yamaha abandonne les synthétiseurs FM de la légendaire série DX et relance le mode des claviers portables. Le design de cette nouvelle ligne, baptisée PSR, est remarquable. A signaler, le retour en force des commandes des fonctions à l'aide de boutons et de potentiomètres clairement identifiables.

Le constructeur japonais Roland adopte lui aussi un procédé de double synthèse (RS-PCM) qualifié d'« inédit ». Premier à en bénéficier, le modèle U 20 (11 500 F) est avant tout un clavier « de travail ». Pas de séquenceur ni de boîte à rythme, le constructeur met avant tout l'accent sur les possibilités de modification et de traitement des sons contenus dans la mémoire interne. Son énorme capacité de 24 méga-bits, digne des plus gros micro-ordinateurs, lui permet de mémoriser 128 sons d'usage

(piano, cuivres, bois, orgues, etc.). La double synthèse engendre une palette de timbres d'une grande richesse, augmentée encore par les 30 voix de polyphonie et les effets intégrés (chorus, réverbération, filtrage, etc.).

L'Ensoniq VFX (16 000 F) marque le retour en force des Américains sur le marché international. Cet appareil entre dans la catégorie supérieure des « stations de travail » (workstation) destinées aux applications professionnelles. Présenté en mars dernier à Chicago, ce nouveau synthétiseur est devenu en quelques mois aussi célèbre que le Mini-Moog (1978) ou le DX 7 Yamaha (1981). Au cœur de la machine, un microprocesseur « maison », conçu pour le traitement électro-acoustique. Ce dernier permet de traiter quelques dizaines de sons acoustiques conservés dans la mémoire interne, mais également de restituer une panoplie complète de tables d'onde (plus de 120) de génération aussi bien numérique qu'analogique.

A l'écoute, le résultat est remarquable. La programmation de chaque touche du clavier peut être réalisée de manière autonome. De même, chaque note est modulable à volonté par superposition de couches de sons de toute origine (sons préset, formes d'onde, etc.). Plusieurs dizaines de milliers de sonorités sont réalisables.

A signaler enfin, au chapitre de curiosités, la renaissance après lifting chez les japonais de Roland, de l'ancêtre des claviers électromécaniques américains Fender-Rhodes. Sa cure de rajeunissement (numérique) lui a fait perdre quelques dizaines de kilos. Comme sur le modèle original, chaque touche du clavier est amorti par bain d'huile. Petite concession technologique : les puces ont remplacé les lames vibrantes. Détail essentiel : la sonorité de base, aigrette et typique à souhait, est bien là ! A recommander aux fans des Doors !

DENIS FORTIER.

★ 16<sup>e</sup> Salon de la musique à la Grande Halle de La Villette. Jusqu'au 17 septembre, de 10 heures à 19 heures.

**DROUOT RICHELIEU**  
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS  
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 260  
Informations téléphoniques permanentes  
en français et anglais au : 48 00 20 17  
Compagnie des commissaires priseurs de Paris  
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu  
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. \* Exposition le matin de la vente.  
Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 45 63 12 66.

- LUNDI 18 SEPTEMBRE**  
S. 16. - Tableaux, mobiliers. - M<sup>e</sup> LENORMAND, DAYEN.
- MARDI 19 SEPTEMBRE**  
S. 4. - Bons meubles. - M<sup>e</sup> LAURIN, GULLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.  
S. 7. - Tableaux, bibelots, mobiliers. - M<sup>e</sup> OGER, DUMONT (ARCOLE).  
S. 18. - 14 h 15. Bons meubles. Objets mobiliers. - M<sup>e</sup> ADER, PICARD, TAJAN.  
S. 12. - Curiosités. - M<sup>e</sup> LANGLADE.  
S. 13. - Meubles et objets d'art. - M<sup>e</sup> MILLON, JUTHEAU.  
S. 14. - Tab., bib., mob. - M<sup>e</sup> BOISGIRARD.
- MERCREDI 20 SEPTEMBRE**  
S. 1. - 14 h 15. Bons meubles. Objets mobiliers. - M<sup>e</sup> ADER, PICARD, TAJAN.  
S. 2. - Tableaux, bibelots, mobiliers. - M<sup>e</sup> BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.  
S. 4. - Timbres-poste, tableaux, bibelots, meubles anciens et style. M<sup>e</sup> AUDAP, GODEAU, SOLANET.  
S. 13. - Tableaux, objets d'art, mobiliers. - M<sup>e</sup> PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.
- VENDREDI 22 SEPTEMBRE**  
S. 3. - 14 h 15. Bons meubles. Objets mobiliers. - M<sup>e</sup> ADER, PICARD, TAJAN.  
S. 6. - Bijoux. - M<sup>e</sup> CHAMBELLAND, GIAFFERI, VEYRAC. Tél. 42-94-10-24.  
S. 18. - Tab., bib., mob. - M<sup>e</sup> BOISGIRARD.

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-90-07.  
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.  
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.  
BOSCHER, STUDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-87-87.  
LANGLADE, 12, rue Descartes (75017), 42-27-00-91.  
LAURIN, GULLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 2, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.  
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lobas (75009), 42-81-50-91.  
MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75009), 47-70-00-45.  
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.  
PESCHETEAU-BADIN, FERRIER, 16, rue Grange-Baudille (75009), 47-70-88-38.

**HENRI DÈS**  
A L'OLYMPIA du 21 au 31 décembre 1989  
LOCATION OUVERTE 47.42.25.49  
DISQUE, K7, CD/DISTRIBUTION MUSIDISC/AZ

#### DANSE - THEATRE

**20 H 45**  
DU MER. 20 AU SAM. 23 SEPT.  
**CARBONE 14**  
CANADA  
LE DORTOIR  
CONCEPTION ET MISE EN SCENE  
GILLES MAHEU  
MAR. 26 ET MER. 27 SEPT.  
**NEED COMPANY**  
BELGIQUE  
ÇA VA  
CONCEPTION ET MISE EN SCENE  
JAN LAUWERS  
LOC. 42.74.22.77 2 PL. DU CHATELET

**Dans le nouveau Jazz Magazine**

**Le jeu de Lester Young**  
par Jacques Réda

**Les autres feux de l'été**

**Portrait d'un Californien,**  
Marty Paich

**La voix nouvelle de Judy Niemack**

**Disques rares et longtemps introuvables par Alain Gerber**

**Jazz magazine**  
Pour ceux qui aiment le jazz

**OUVERTURE DU FESTIVAL D'AUTOMNE ET DU THEATRE DES AMANDIERS**

**LA MORT DE DANTON**

**GEORG BÜCHNER**

MISE EN SCENE  
**KLAUS MICHAEL GRÜBER**

**4 REPRESENTATIONS EXCEPTIONNELLES**

**A TARIFS PREFERENTIELS**

20 21 22 SEPTEMBRE 20 H 30  
24 SEPTEMBRE 16 H 30  
30 SEPT ET 65 F (moins de 25 ans)  
AU LIEU DE 120 F ET 90 F A PARTIR DU 26 SEPTEMBRE

**THEATRE DES AMANDIERS NANTERRE**

LOCATION  
47.21.18.81 42.96.96.91 FNAC BILLETAL

صكنا من الاموال



## Culture

### CINÉMA

« La Fille de quinze ans », de Jacques Doillon

## Une amoureuse qui a des principes

Une maison de vacances, une plage, trois personnages et la découverte de Judith Godrèche

Depuis une dizaine d'années, depuis *La femme qui pleure*, Jacques Doillon parle dans ses films des émois et des ravages de la passion. Il trouve chaque fois le moyen d'approfondir cette thématique, de faire du mal, et c'est bien ce qu'il y a de plus surprenant chez lui, même si parfois on s'en irrite.

Doillon, on ne sait pas par quel bout le prendre. Dès qu'il se laisse aller à un univers sentimental, ouvert sur le monde comme *La Vie de famille*, il repart dans le lieu clos, l'enfermement, le psychodrame passionnel et cela donne *La Tentation d'Isabelle*, la *Parité* et *Comédie*. Or, la *Fille de quinze ans*, c'est encore une autre façon de voir les choses, du côté des adolescents.

Juliette (Judith Godrèche) a quinze ans et un petit ami, Thomas (Mélvil Poupaud), un lycéen, qui en a quatorze. Juliette connaît déjà un peu la vie, du moins en ce qui concerne la sexualité. Mais sa liaison avec Thomas est pure, parce que c'est garçou-là, ce « sauvage » — l'interprète est, avec un bémol naturel, un vrai petit sauvage en effet, un ado d'aujourd'hui, têt, excessif, sincère, au cœur gros comme ça — n'est pas comme les autres. Juliette n'aime pas les garçons : les filles, c'est mieux, même si leur état est plus difficile à vivre. Elle veut préserver l'aspect idéal de sa relation avec Thomas. D'un commun accord, donc, ils ne font pas l'amour ensemble. Mais ils vont partir pour Ibiza, en vacances avec Willy, le père de Thomas, dont le rôle est tenu par Jacques Doillon.

Une sorte de prologue parisien fixe l'idée que se fait Juliette de Willy, car elle a des idées sur tout et aussi des principes. Le regard que Willy pose sur elle la met mal à l'aise. Elle y sent, plus que de la curiosité, un désir d'homme. C'est le cas, d'ailleurs, Alain, quand il se restaurera tous les trois à Ibiza. Juliette décide de séduire Willy pour s'en débarrasser une fois pour toutes. Bien sûr, elle en avertit Thomas. Ils doivent être complices. Si le jeu casse d'un être un, c'est bien parce qu'on ne peut réduire l'amour, le désir, la passion, à des principes, mais y a-t-il une leçon à tirer, sinon une leçon de cinéma ?

Car voilà bien ce Doillon nous donne. Il filme trois personnages, dont lui-même, dans une maison de vacances ouverte au soleil et à tous les temps, ou sur une plage, comme s'ils étaient seuls au monde, un

Puis un beau jour, on a dit tout à coup : A l'épreuve à présent pour la République ! Un homme est alors l'égal de tout autre. Que l'un soit maigre et que l'autre soit gras. Et ce qui était épuisé de film ne fut jamais aussi rempli d'espoir. Mais ce qui était comble de mangaille trait plein d'espoir autant que ceux-là. Et je disais : ça cloche quelque part. Et j'étais plein de doute et plein de trouble parce que ça cloche lorsque la pluie d'été tout à coup s'est écoulée vers le haut. B. Brecht.

THEATRE DE GENNEVILLIERS  
TELEPHONEZ  
N O U S  
4 7 9 3 2 6 3 0

monde rêvé où tout peut être imaginé. Pourtant, sa mise en scène est chaleureuse. Même si quelques affrontements ambients cris et larmes, ce film n'est pas un psychodrame frénétique, mais une chronique de l'adolescence éclairée de l'intérieur dans les images, très belles, très composées (comme si on cherchait à arrêter le mouvement pour le contempler), de Caroline Champetier.

### Une comédienne surprenante

Doillon, acteur, est transformé. Il sourit, il a de vrais gestes de père pour Mélvil Poupaud, des gestes de père, d'homme et d'ami pour cette grande fille qui pourrait être la sienne et qui flaque le désordre dans son univers de vacances.

Aucune suggestion trouble ou incestueuse là-dedans. Un homme mûr et un homme en herbe sont aux prises avec le mystère féminin, tout simplement, et les dialogues — on parle beaucoup et pas pour dire n'importe quoi — rendent compte, sous leurs détours, de cette situation. Mais on dirait que Doillon a aussi, pour Judith Godrèche, le regard du metteur en scène qui vient de faire une découverte et s'en revient pas. Car c'est une découverte.

Judith Godrèche n'est pas une inconnue. On l'a vue, très mal employée, dans *Les Mendiants*, de Benoît Jacquot. Elle est apparue dans *Les Saisons du plaisir*, de Mocky, et dans la *Méridienne* de Jean-François Amiguet. Or, il se passe ici, pour elle, ce qui s'est passé pour la démente Sandrine Bonquin dans *A nos amours*, de Pialat. Entendons-nous bien : Judith Godrèche n'est pas une « nouvelle Sandrine Bonquin ». C'est une comédienne, surprenante en tout point, révélie au cinéma, à elle-même, peut-être.

JACQUES SICLIER.

## Environnement

### Le procès de l'« Amoco-Cadiz »

## Les élus bretons confirment leur intention de faire appel du jugement

La lettre du juge McGarr annonçant la suppression des indemnités aux ostréiculteurs victimes de la marée noire provoquée par l'Amoco-Cadiz (le 14 septembre) suscite de vives réactions en Bretagne, où l'on ne comprend pas les revirements du magistrat américain. Les ostréiculteurs font valoir que, contrairement à ce qu'affirme le juge du tribunal fédéral de Chicago, il n'y a pas double emploi dans les indemnités prévues pour eux lors du jugement de février dernier. Si l'Etat français a bien financé le dédommagement consenti à la destruction des stocks d'huîtres péchées et à la reconstruction des parcs, il n'a, en revanche, versé aucune indemnité pour le manque à gagner des ostréiculteurs de 1978 à 1983, période pendant laquelle ils n'ont pas pu vendre, puisque les élevages étaient en cours de reconstruction.

M. Alphonse Arzel, sénateur, président du Syndicat des communes sinistrées, estime « inacceptable » la décision du juge. « Cela nous conforte dans notre intention de faire appel de l'inscription au jugement définitif de ce procès de la honte », a précisé M. Arzel. Le maire de Ploudalmézeau a invité deux sénateurs américains et trente élus d'Alaska à venir se rendre compte par eux-mêmes en Bretagne des effets de la marée noire de 1978.

Alors que, onze ans et demi après la catastrophe, aucune victime n'a touché un centime en Bretagne, en effet, la compagnie Exxon a déjà dépensé 1,5 milliard pour le nettoyage des côtes de l'Alaska, — qui sont pratiquement inhabitables, — après la marée noire provoquée en mars dernier par l'Exxon Valdez. Le ministre français de la mer, M. Jacques Mélenec, a pour sa part décidé de « faire entendre la voix de ceux qui ont été spolés ». Se défendant de porter un jugement sur une décision de justice, le ministre a affirmé : « C'est un crime qui a été commis contre les côtes bretonnes. Comme tout crime, il mérite réparation ».

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-97-27  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
Téléscripteur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Bourvois (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Date de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.  
Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Bourvois, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Sauter

### Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montmoyne, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-45-91-43 et 45-45-91-71  
Tél. MONDIPUB 296 136 F

### Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - 1 ligne LEMONDE  
ou 36-16 - 1 ligne LM

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 537

Reconnu d'intérêt public par la loi n° 1045 du 12 septembre 1981

Reconnu d'intérêt public par la loi n° 1045 du 12 septembre 1981

### ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	584 F	708 F
6 mois	720 F	762 F	1 168 F	1 416 F
9 mois	1 080 F	1 143 F	1 752 F	2 124 F
1 an	1 440 F	1 524 F	2 304 F	2 832 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINTEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO  
PORTAGE : pour tous renseignements tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changement d'adresse définitif ou provisoire : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. PORT PAYÉ : PARIS BP

### BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les renseignements en capitales d'imprimerie.

## Le Carnet du Monde

### Naissances

— Elham Maria DA SILVA RIBEIRO  
Alexandre BERLINSKI, sont heureux d'annoncer la naissance de  
Elles, Rachel, Hélène,  
le 4 septembre 1989, à Paris.

### Mariages

— Le professeur et M<sup>me</sup> Yves BUKHARD ont l'honneur de faire part du mariage de leur fils

Romain avec  
M<sup>me</sup> Brigitte GALPIN,  
fille de

M. et M<sup>me</sup> Louis GALPIN, qui a été célébré le 26 août en l'église de Saint-Brisac (Ille-et-Vilaine), par Mgr Nolot.

Sa Sainteté Jean-Paul II avait daigné envoyer aux jeunes époux et à leurs familles la bénédiction apostolique.

— M. et M<sup>me</sup> Paul CASALONGA, M. et M<sup>me</sup> Jean-Louis VILDE, sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants

Marie-Hélène et Bruno,  
célébré en la chapelle Saint-Pierre de Sarcelle-Carropin, le 26 août 1989.

9, cours du Général-Leclerc, 20000 Ajaccio.  
15, rue Lakanal, 75015 Paris.

— Le docteur Michel DULMOUST et M<sup>me</sup> Jacques TISSERAND, née Nicole Bonnet,

sont heureux de faire part de leur mariage, célébré dans l'intimité, le 16 août 1989.

— M. et M<sup>me</sup> Philippe MALARD, M. et M<sup>me</sup> Jean CHUPIN, ont le joie de faire part de mariage de leurs enfants.

Alfred et Armand,  
qui sera célébré le vendredi 15 septembre 1989, en l'église de Vanhalen.

20, avenue Dodo-de-la-Brumelle, 75016 Paris.  
50, avenue Charles-Floquet, 75007 Paris.

### Décès

— M<sup>me</sup> Yvonne Julie Chatelet, M<sup>me</sup> Hélène Chatelet, ses enfants, Gérard, Chantal, Jean, Hervé, et ses petits-enfants, ses frères et sœurs, font part du décès accidentel de

colonel de gendarmerie René CHATELAIN,  
survenu le samedi 9 septembre.

Les obsèques ont eu lieu mardi 12 septembre, à Pont-de-Chézy.

— Le président, Le conseil d'administration, L'UR anglais, et le service de formation continue (SECOPE) de l'université Rennes-II-Erwan Bretagne, ont la tristesse de faire part du décès de

Alain CHAPPEL, maître de conférences d'anglais, survenu le 11 septembre 1989, à l'âge de quarante-deux ans.

— M<sup>me</sup> Victoria Curzon-Price, Jacqueline Curzon-Price, Anthony Curzon-Price et Diana Hill, Robert Curzon-Price, M<sup>me</sup> Elizabeth Price, M<sup>me</sup> Catherine Price et sa fille Yvonne, M<sup>me</sup> Christine de Silva et M<sup>me</sup> Christine de Silva et M<sup>me</sup> Alexandra, ainsi que les familles parentes, alliées et amies, ont la profonde douleur de faire part du décès de

M. Gérard CURZON, professeur à l'Institut universitaire de hautes études internationales, à Genève, membre de la faculté IMI Geneva et DMD Lausanne,

leur très cher époux, père, beau-père, grand-père et oncle, enlevé à leur tendre affection, le 13 septembre 1989, à l'âge de soixante-huit ans, après une cruelle maladie.

Un recueillement aura lieu à la mairie de Carven, en Haute-Savoie, le samedi 16 septembre, à 15 heures.

L'inhumation suivra au cimetière de Carven.

Domicile : Pompes funéraires Murrill, 89, boulevard de la Cluse, Genève.

Un recueillement aura lieu à la mairie de Carven, en Haute-Savoie, le samedi 16 septembre, à 15 heures.

L'inhumation suivra au cimetière de Carven.

Domicile : 14, avenue Léon-Gand, 1206 Genève.

CARNET DU MONDE  
Renseignements : 42-47-96-03  
Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques : 83 F  
Abonnés et actionnaires : 73 F  
Communications diverses : 86 F

— La Fondation Boris-Vian a la tristesse de faire part du décès de

Marcel DEGLIAME, dit Fouché,

compagnon de la Libération, officier de la Légion d'honneur, commandeur dans l'Ordre national du Mérite, ancien membre du conseil national de la Résistance, croix de guerre avec palmes, officier de la Résistance, croix des combattants volontaires de la Résistance, médaille des évadés, ancien membre de l'Assemblée consultative provisoire, colonel de l'armée de terre, ancien gouverneur du district de Constantine, membre du conseil d'administration de la Fondation Boris-Vian,

survenu dans sa soixante-dix-septième année.

Cet avis tient lieu de faire-part. (Le Monde daté 10-11 septembre.)

— M. Philippe Geyral, M. Alain Geyral, M. et M<sup>me</sup> François Geyral, ses enfants, Alexandre, Nicolas, Olivier, Ludovic et Julien, ses petits-enfants, et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Jean GAYRAL, survenu le 13 septembre 1989, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 15 septembre, à 14 h 30, en l'église d'Abin (Yvelines).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le conseil d'administration et le personnel de l'OSE, ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 9 septembre 1989, à Paris, de

Mademoiselle GRYKA, fidèle collaboratrice de l'USVSO durant de longues années.

— Le président de l'université Paris-IV-Sorbonne, ses collègues, et ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

professeur Roger LATHUILLÈRE, directeur de l'URF de langue française.

Selon sa volonté expresse, les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité, le 13 septembre 1989.

— M. et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Fournier et leurs fils, M. et M<sup>me</sup> Pierre Lacot et leur fils, sa famille, et ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Louise PERRUSSET, survenu le 12 septembre 1989, dans sa soixante-septième année, à Justiers (Yvelines).

Son corps ayant été légué à l'Institut, il n'y aura ni obituaire ni obèques.

Cet avis tient lieu de faire-part.

54, rue des Gravières, 78220 Justiers, 5, allée des Marguerites, Le Hameau du Roy, 95130 Franceville.

— M. et M<sup>me</sup> Bernard Rocquemont, ses parents, Antoine, Virginie et François, ses frères et sœurs, L'ingénieur général et M<sup>me</sup> Yves Rocquemont, M<sup>me</sup> Henri Boulanger, ses grands-parents, ses oncles et tantes, ses cousins et cousines, toute sa famille, et ses amis, ont la douleur de faire part du décès survenu accidentellement le 12 septembre 1989, à l'âge de vingt et un ans, de

François ROCQUEMONT, élève de l'Ecole supérieure d'ingénieurs en génie électrique.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 15 septembre, à 15 h 30, en l'église Saint-Jean-Baptiste, 1, rue du Docteur Berger, à Soaux (Haute-Saône).

Prix pour elle.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

10, rue de Penthièvre, 92330 Soaux.

33, rue de la Mairie, 92330 Soaux.

2, allée des Troènes, 92330 Soaux.

De la part de M<sup>me</sup> Béatrice Gemaïel et de ses enfants, Des Forces libanaises et de leur représentant en France, Et de la communauté libanaise de France,

— Pour le seizième anniversaire du décès du général d'armée africain Marthé VALIN, compagnon de la Libération, une messe sera célébrée le 22 septembre 1989, à 18 heures, en la chapelle de l'Ecole militaire, ainsi qu'à la mémoire des aviateurs français libres.

— M<sup>me</sup> Hélène Sandjiv, ses époux, Luc, Claude, Eric et Sara, ses enfants, ses frères et sœurs, ont la tristesse de faire part du décès de

Hani SANDJIV, survenu le 11 septembre 1989, dans sa soixante-quatrième année.

La messe des obsèques sera célébrée le vendredi 15 septembre, à 8 heures, en l'église Saint-Luc de Saint-Pol-Léon.

Ni fleurs ni couronnes.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M<sup>me</sup> Albert YON, née Marie-Madeleine Goussard, survenu le 5 septembre 1989, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Ses obsèques ont été célébrées à Villeneuve, en l'église de la Nativité, le vendredi 8 septembre.

111, rue Léon-Rimm, 69100 Villeurbanne.

— M<sup>me</sup> Alfred Bardin remercie sincèrement toutes les personnes qui ont pris part à sa douleur lors du décès de

Alfred BARDIN, survenu le 17 août 1989, dans sa quatre-vingt-troisième année.

15, chemin de la Chapelle, 69140 Rillieux-la-Pape.

— Saint-Nazaire. La Baie. Paris.

M<sup>me</sup> Marie Fréche, ses enfants, et toute la famille, très touchés par les très nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Marc FRÉCHE, dans l'impossibilité d'y répondre individuellement, remercient toutes les personnes qui se sont associées à leur deuil par leur présence, leur présence aux obsèques, l'envoi de courtes et de fleurs et les prient de trouver ici l'expression de leur profonde reconnaissance.

— M<sup>me</sup> Anna Lascar, et toute la famille Lascar, profondément touchées par la sympathie et l'amitié que vous leur avez témoignées lors du décès de

M<sup>me</sup> Jacques LASCAR, vous prient de trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.

Anniversaires

— Le 14 septembre 1979, Jean HARDOUIN disparu sans bruit.

Une pensée est adressée à ceux qui partagent son idéal.

— Il y a huit ans, le 15 septembre 1981, Georges MAZURELLE nous quittait.

Son épouse et ses enfants évoquent, avec tous ceux qui l'ont aimé, le souvenir de celui qui reste présent parmi nous.

Avis de messes

— Une messe sera célébrée le jeudi 22 septembre, à 18 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly-sur-Seine, 90, avenue du Roule, Neuilly (Hauts-de-Seine), à la mémoire de

M. J.-R. DEVARIS DU MAYNE, ancien élève de l'Ecole centrale des arts et manufactures, décédé le 14 août 1989.

Ses obsèques ont eu lieu le 17 août, à Montcaumon-en-Yvelines, dans la stricte intimité familiale.

Messes anniversaires

— Pour le septième anniversaire de la disparition tragique de

Bachir GEMAYEL, président de la République libanaise, et de vingt-trois de ses compagnons de la Résistance, une messe commémorative sera célébrée par Mgr Pierre Harfouch, vicaire pastoral maronite en France, le dimanche 17 septembre 1989, à 11 heures, en l'église Notre-Dame-du-Liban, 15, rue d'Ulm, Paris-5.

De la part de M<sup>me</sup> Béatrice Gemaïel et de ses enfants, Des Forces libanaises et de leur représentant en France, Et de la communauté libanaise de France,

— Pour le seizième anniversaire du décès du général d'armée africain Marthé VALIN, compagnon de la Libération, une messe sera célébrée le 22 septembre 1989, à 18 heures, en la chapelle de l'Ecole militaire, ainsi qu'à la mémoire des aviateurs français libres.

### Pompes Funèbres Marbrerie

CAHEN & C<sup>ie</sup>

43-20-74-52

MINTEL par le 11





Entre Berry et Touraine

## La Brenne, nouveau parc naturel

LES PTT viennent d'émettre un timbre spécial évoquant un des terroirs les plus attachants et pourtant les moins connus de l'hexagone : la Brenne. Cet événement philatélique annonce la création d'un parc naturel régional à la fin de l'année du vingt-sixième parc naturel régional : celui de la Brenne, précisément.

Voilà un pays que les canards sauvages fréquentent davantage que les enfants du Bon Dieu. Au cours de leurs migrations annuelles, ils peuvent y emporter des centaines d'étangs (les estimations varient entre sept cents et mille deux cents). Ces pièces d'eau qui, vues d'avion, grèlent le paysage, sont toutes artificielles. Elles furent jadis aménagées par les moines et sont, en réalité, des sortes de pâturages à poissons : la meilleure manière de tirer parti d'un sol improductif et peu fertile. Mais ces exploitations, qui appartiennent à de grands propriétaires, sont louées à des chasseurs fortunés et se cachent derrière des lavées de terre, des haies vives et des panneaux d'interdiction. Quasi invisibles de la route, elles font de la Brenne un pays secret, qui ne se livre qu'aux marcheurs et aux cavaliers.

### Mille étangs

Ce morceau de France profonde, que se sont toujours partagé le Berry, le Poitou et la Touraine, sommeille à l'écart des grands axes ferroviaires et routiers. Son semis de bourgades, divisées par des querelles de clocher, affaiblies par la dépopulation et le vieillissement, n'a même pas une ville locomotive. Le Blanc, qui prétend en être la capitale, n'a que 7 000 habitants. Le pays est si retiré que les militaires y ont établi, à l'abri de bunkers défendus par six rangs de barbelés électrifiés, le centre qui « en cas de malheur », transmettrait aux sous-marins atomiques l'ordre de tirer. Se glissant de couverts en monastères, Paul Touvier, le tortionnaire de Lyon, s'est caché ici durant des années.

Cette excessive discrétion annonçait-elle le retour à la trêve ou au désert ? Il y a des années déjà que certains élus du secteur

songeaient à réveiller ce pays de la Belle au Bois dormant en y créant un parc naturel régional. Au nom de leur vieux individualisme, les Brennoux renâclaient. Une nouvelle équipe animée par Jean-Paul Chantaguet, maire du Blanc et député PS de l'Indre, Jean-Louis Camus, maire (sans étiquette) de Ménétré-en-Brenne, et quelques autres a repris l'idée. Une charte a été rédigée qui donne enfin un projet au « pays des mille étangs » : tirer parti de son exceptionnel patrimoine naturel pour offrir un avenir économique à ses habitants. Et le miracle s'est produit. Quarante-sept communes groupant 33 500 âmes sur 180 000 hectares se sont accrochées à la bouée de sauvetage.

Il est vrai que les atouts naturels de la Brenne ne sont pas médiocres. Elle est classée au quatrième rang des zones humides de France. Et si deux seulement de ses étangs — la Gabrielle et Belle Bouche — sont ouverts au public, elle n'est nullement impenétrable. Au nord, le Muséum d'histoire naturelle possède un superbe parc de 500 hectares, la Haute-Touche, où s'ébatent des centaines de cervidés. Le vétérinaire Xavier Legendre, qui en est le nouveau directeur, fourmille d'idées pour mieux présenter aux amateurs de nature cette collection unique en France.

Non loin de là, à l'ombre du château d'Azay-le-Féron, un centre permanent d'initiation à l'environnement accueille déjà 2500 stagiaires par an et ne demande qu'à livrer à d'autres groupes les secrets de la Brenne. Un peu plus au sud, la réserve départementale de Chérine est aménagée pour que les passionnés d'ornithologie puissent suivre, à l'abri d'observatoires camouflés, les évolutions d'une foule d'oiseaux d'eau.

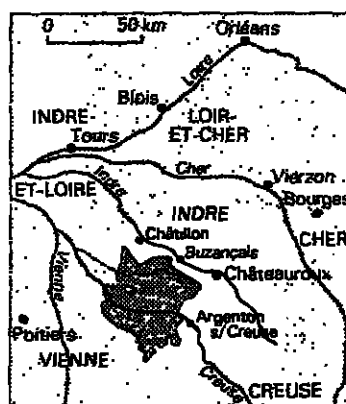
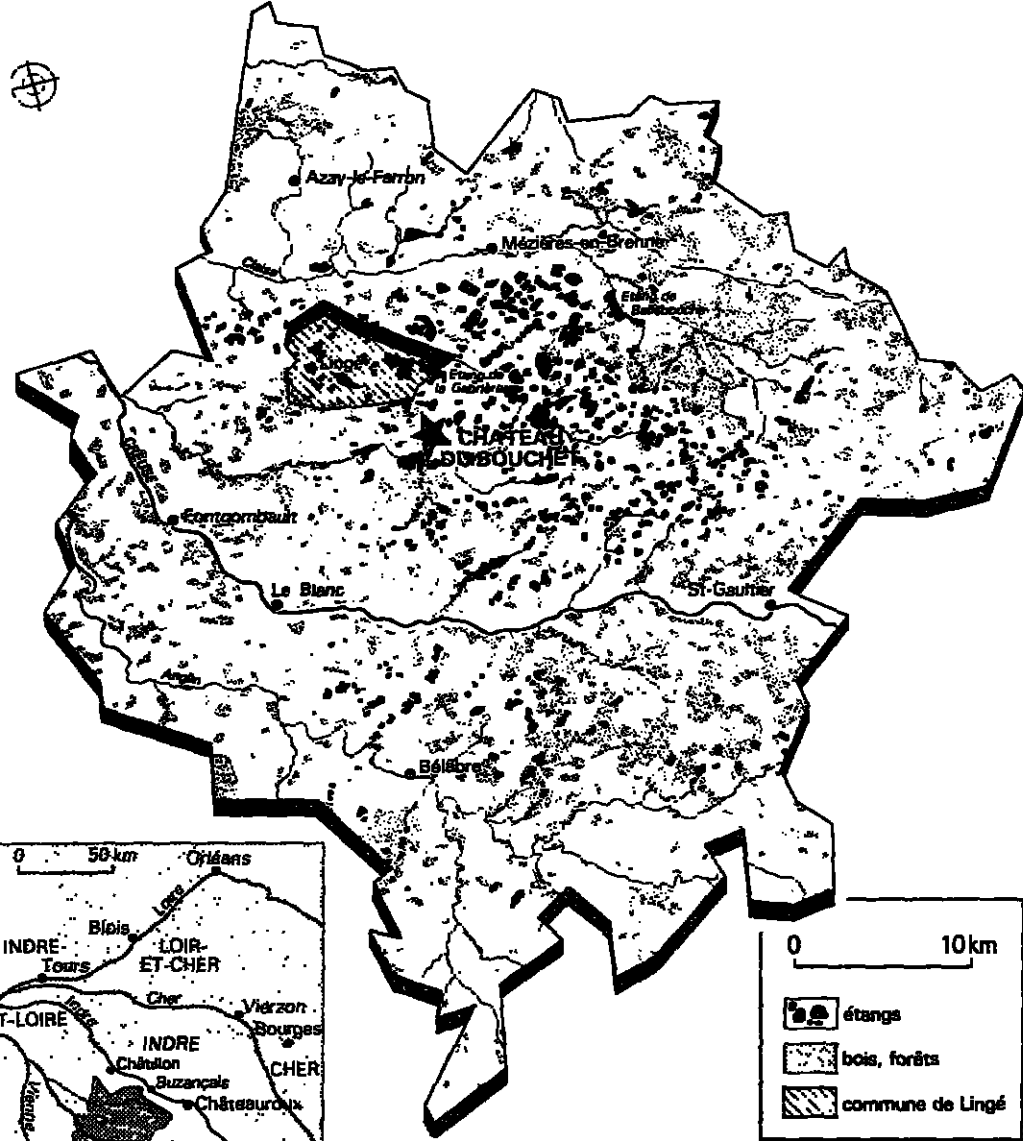
On y poursuit aussi une intéressante expérience d'élevage de chevaux tondus et de vaches débroussaillées. Plus loin, les écologues locaux attirent les visiteurs à l'étang de la Gabrielle, à la maison de la nature de Cambray et à l'écomusée que la municipalité du Blanc fait aménager dans le château historique de Naillac dominant la Creuse.

Car le patrimoine bâti n'est pas mince non plus. Le château renaissance d'Azay-le-Féron et son fantastique parc de 14 hectares (quelle architecture végétale !) valent mieux qu'un coup d'œil. Comme les tours et le vieux moulin que le maire de Ménétré a fait récemment restaurer pour y aménager un musée de la pisciculture et un gîte d'étape quatre étoiles. Pour les amateurs du Moyen Âge, le château du Bouchet — au pied duquel se trouve la maison du parc — dresse ses remparts miraculeusement conservés au sommet d'une butte d'où l'on découvre tout le pays. Au bord de la Creuse, on ne peut manquer de s'arrêter chez les bénédictins de l'abbaye de Fontgombault pour un instant de silencieuse méditation.

### Pas seulement une réserve

Malgré tout cela, les initiateurs du parc naturel sont loin d'avoir gagné leur pari. Bien des Brennoux se montrent méfiants sinon hostiles à l'ouverture de leur pays. Même M<sup>me</sup> Chantal de la Vesonne, qui reçoit pourtant 5 000 visiteurs par an dans son château du Bouchet, « demande à voir » avant de collaborer. Les pisciculteurs voudraient bien qu'on les débarrasse des hérons, des ragondins et des rats musqués qui les gênent. Certains chasseurs indécrottables accablent les réserves de leurs querelles. En plein cœur du futur parc, la commune de Lingé et ses 286 habitants refuse toute association et s'enferme dans ses frontières dérisoires. Il est vrai que les quarante-sept municipalités qui se sont agréées autour du noyau brennoux appartiennent à huit terroirs différents, et n'ont guère de dot à apporter et font craindre pour la cohérence de l'ensemble. « Qui trop embrasse mal étreint », entend-on déjà murmurer. Chacun voudrait bien recevoir des miettes de subvention sans bourse délier, ni supporter les inconvénients d'un tourisme plus actif.

C'est pourquoi les auteurs de la charte ont insisté beaucoup plus sur l'aspect développement



économique du parc que sur son côté protection du patrimoine naturel. Dans leur projet initial, ils s'interdisaient de créer de nouvelles réserves, favorisaient le maintien des chasses traditionnelles et s'engageaient à limiter le nombre des hérons mangeurs de poissons. En revanche, ils promettaient des aides financières

aux organismes agricoles et à l'installation de nouvelles entreprises. Ils ont dû refaire leur copie pour que le parc de la Brenne mérite tout de même son qualificatif de « naturel ».

Ainsi amendé, le projet décolla. Il figure dans le contrat État-région 1989-1993. Un syndicat mixte de gestion du parc et une société mixte d'exploitation tou-

ristique sont en cours de création. Le parc aura son budget (2,5 millions de francs de fonctionnement annuel, 22 millions d'investissement sur quatre ans), son siège au Bouchet et une équipe de cinq permanents. La Brenne sort de l'ombre...

MARC AMBROISE-RENDU.

## ALSACE

### La maison à la Foire

Plusieurs innovations marquent la 57<sup>e</sup> Foire européenne de Strasbourg, inaugurée jeudi 7 septembre par Michel Charrasse, ministre délégué au budget, et qui durera jusqu'au 18 septembre. Un des halls de Wacken est en effet consacré aux « Libertés » et marque plusieurs anniversaires, comme celui de la Déclaration des droits de l'homme, mais aussi le cinquantième du second conflit mondial et le quarantième anniversaire de l'installation à Strasbourg du Conseil de l'Europe.

Une part importante de la foire-exposition se polarise autour de la maison et de son environnement ; 25 000 mètres carrés sont occupés par tous les stands des familles professionnelles de l'habitat : architecture, construction, second œuvre, commercialisation par exemple. Ce secteur, qui sera prochainement englobé dans l'aménagement et l'électroménager. La Foire européenne de Strasbourg cherche en effet un second souffle : en 1988, pour la première fois depuis de longues années, elle était repassée en dessous du seuil de 300 000 visiteurs.

Enfin, les Alsaciens peuvent voir une rame du tramway de Grenoble à côté d'un stand explicatif des projets de la communauté urbaine en matière de transport. Il y a quelques années, c'est une rame du VAL de Maura — alors prévu par l'ancienne équipe — qui était ainsi exposée...

## BRETAGNE

### Une saison exceptionnelle

Le succès des campagnes de promotion « Bretagne nouvelle vague », l'importante fréquentation enregistrée à Pâques, l'intérêt grandissant marqué par les organisateurs de voyages pour la Bretagne, les conditions climatiques particulièrement favorables, sont autant d'éléments qui, dès la fin mai, avec l'arrivée massive de touristes étrangers, laissent entrevoir une saison touristique prometteuse pour la Bretagne.

Si les comptes ne sont pas encore arrêtés — il y a encore du monde sur la Côte, — on sait aujourd'hui que la

saison 89 « devra être marquée d'une pierre blanche », assure le comité régional du tourisme.

Sur la côte, du 10 juillet au 20 août, la totalité des hôtels affichaient « complet ». Même chose dans les terrains de camping où des tentes et caravanes ont été ajoutées à la hâte dans les champs voisins. Les gîtes ruraux ont fait le plein tout l'été, y compris à l'intérieur des terres. Les fermes-auberges et les chambres d'hôtes ont dû avoir recours à des solutions de fortune pour satisfaire les demandes. A Rennes, des hôtels qui, en août 1988, n'avaient réalisé qu'un taux de remplissage de 23 % ont passé cette année au-dessus de 60 %. Pour la première fois, les îles bretonnes ont véritablement été prises d'assaut par les touristes, notamment les étrangers.

L'augmentation de la fréquentation étrangère a été en moyenne de 30 à 35 %, avec des pics de 55 % dans certains secteurs. Les Hollandais, les Belges, les Allemands et, bien sûr, les Anglais ont été les plus nombreux, ces derniers devenant depuis quelques mois de très nombreux et intéressants clients pour les agences immobilières spécialisées dans la vente de résidences secondaires. Arrivée massive aussi cet été de touristes italiens, alors que les Scandinaves et les Nord-Américains ont inclus la Bretagne sur leurs itinéraires de vacances.

Seul le secteur de la restauration entre le menu gastronomique et celui à 45 F n'a peut-être pas pleinement bénéficié des retombées de cette saison exceptionnelle.

## CENTRE

### Le retour du lys

Au pays de Roannais et de Léonard de Vinci, artiste... et botaniste, des professionnels et les jeunes chambres économiques de la route touristique dite « vallée des Rois » (de l'Orléanais à l'Anjou) veulent relancer la culture du lys ; cela au moment où l'horticulture française (marché de 16 milliards, production, 13 milliards) est en butte à une croissance massive des importations.

La France ne produit en effet que 10 % de ses besoins en lys. La fleur royale pourrait devenir l'ambassadeur du Val-de-Loire avec à la clef des créations d'emplois. La première entreprise prévue doit ouvrir à la fin

de l'année du côté d'Amboise. La culture végétale du lys est, on le sait, utilisée en cosmétologie et en pharmacopée.

## BASSE-NORMANDIE

### La Manche soigne ses sites

Le conseil général de la Manche a élaboré avec le Conservatoire du littoral un ambitieux programme d'acquisitions foncières. « Nous voulons garder en l'état 20 % de nos rivières », explique le président Aguiton, soit 120 kilomètres sur 600. « Cela suppose l'acquisition, dans les dix ans qui viennent, de 6 000 hectares de terrains s'ajoutant aux 1 000 déjà en portefeuille. Coût de l'opération au prix actuel du mètre carré : 120 millions de francs, dont 90 % seront apportés par le conservatoire à raison de 10 millions par an.

Grâce à cet effort, une vingtaine de sites seront mis à l'abri de toutes les convoitises. Certains sont de classe internationale comme le cap de La Hague ou la baie du Mont-Saint-Michel. D'autres sont moins connus mais pas moins précieux, comme des dunes fossiles parmi les plus hautes d'Europe qui servent de repère à Lindberg lors de sa mémorable traversée de l'Atlantique.

Le programme est si important qu'il a justifié l'installation à Caen d'une équipe du conservatoire chargée d'acquiescer mais aussi de gérer les sites intéressants. Pour assurer cette dernière tâche, le conservatoire a passé une convention avec un organisme ad hoc créé par le département : un syndicat d'équipement touristique.

Un exemple. L'une des dernières acquisitions a porté sur les 184 hectares d'un polder situé dans la baie de Veyr, à l'embouchure du canal de Carantun. Derrière les digues érigées il y a une trentaine d'années s'étendent des pâturages devenus non rentables. Le conservatoire les a achetés, à charge pour le syndicat de les aménager. Les parkings disgracieux où stationnent les amateurs de coquillages vont être dissimulés. Les canaux envasés et d'anciens marais seront remis en eau. Une vieille grange servira de poste d'observation pour les ornithologues. Dès cet hiver, on attend des milliers de canards de toutes espèces qui s'ébat-

tront là à l'abri des chasseurs. Deux gardes du conservatoire en uniforme vert et blanc patrouilleront en permanence et accueilleront les visiteurs.

Au-delà, le département étudie avec la Délégation régionale à l'architecture et à l'environnement de Basse-Normandie la création d'un parc naturel qui couvrirait les 20 000 hectares de zone humide qui, entre Carantun et Lessay, courent en deux la presqu'île du Cotentin.

## PAYS DE LA LOIRE

### Nantes entre train et avion

Un million de passagers en 1989 pour 500 000 au début des années 80. Tel un Airbus, l'aéroport de Château-Bougon a réussi un décollage rapide et bien maîtrisé. Mais il devrait prendre de l'altitude dès cette année. Le ciel s'est bouché soudainement à l'ouest et le TGV Atlantique amène avec lui de gros nuages noirs.

Après avoir doublé son trafic, l'aéroport de Nantes doit — selon les estimations les plus raisonnables — prendre quelque 200 000 clients par an dès la mise en service du TGV (le 24 septembre). Cela au profit de la SNCF, dont le gain, certes appréciable, est relativement léger. La perte est lourde, en revanche, pour l'aéroport (- 20 %), et plus encore pour la compagnie Air Inter, principal utilisateur de la plate-forme (- 40 %).

La leçon de Lyon a été retenue à Nantes, où les responsables de l'aéroport, la Chambre de commerce et Air Inter font le maximum pour amortir le choc. La superficie de l'aérogare a doublé. Un parking couvert de 400 places a été réalisé, ainsi qu'une passerelle d'accès aux avions. 100 millions de francs ont été investis en trois ans. 74 millions sont encore programmés d'ici à 1992. Air Inter de son côté a modernisé sa flotte pour mieux servir ses clients (500 000 par an) des hommes d'affaires pour une bonne part. Mais la compagnie pourra-t-elle maintenir les huit rotations quotidiennes avec Paris ? C'est là un match dans le match.

Maintenant, le transport aérien est amené à contre-attaquer. L'offensive se fera sur trois fronts :

1) Les horaires, un point bien plus déterminant que les tarifs

(200 F d'écart avec le TGV) pour une clientèle d'hommes d'affaires auxquels des facilités d'acheminement seront concédées.

2) Les relations internationales, qui se développent en direction de Londres (35 000 passagers), Düsseldorf (9 000), Milan (6 000), avant d'atteindre Genève, Madrid et les Antilles.

3) Les relations interrégionales vers Lyon (130 000 passagers), Marseille et Nice, les principales lignes.

Enfin, les Nantes ont d'autres raisons de ne pas perdre espoir, à la suite d'Alain Mustière, président de la Chambre de commerce, qui déclare : « L'engorgement de l'espace aérien en Europe, la saturation des grands aéroports, nous laissent toutes nos chances. »

## PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR

### Les façades du Palais classées

Les façades du Palais de la Méditerranée, Promenade des Anglais à Nice, viennent d'être classées monument historique par le ministère de la culture. La nouvelle n'a pas surpris. On savait que la décision était en instance depuis un an, dans les services de Jack Lang, et que les protestations répétées de la municipalité de M. Jacques Médéric (RPR) n'y changeraient rien.

Du même coup, l'avenir de ce qui reste aujourd'hui du casino Art Déco, qui fut jusqu'à sa fermeture, il y a dix ans, après les turbulences de l'affaire Leroux-Frati, un des fleurons de la Côte d'Azur, est plus incertain que jamais. Faute en effet de pouvoir dissimuler les façades, aucun groupe n'accepte d'investir dans la réalisation de l'hôtel « super luxe » qui était envisagé, et pas davantage dans celle, plus modeste, de résidence hôtelière à laquelle on avait pensé par la suite.

La nouvelle définition du cahier des charges est trop restrictive, dit-on, pour tirer le meilleur parti de l'immeuble dont les murs ont été acquis 60 millions de francs en 1981 par la Kowat Real Estates Investments Corporation. La mairie de Nico reste discrète, et n'a pas envisagé une procédure d'annulation de classement, jugée trop longue. Elle n'est pas propriétaire du terrain, et

se borne à souligner qu'il s'agit pour la suite, d'une affaire entre sociétés privées, la SCI France-Congrès et la SCI du Palais Vénitien.

### Cette page a été réalisée par nos correspondants :

Alain Boddeert,  
Jacques Fortier,  
Yves Rochongier,  
Christian Tual,  
Michel Vives.  
Coordination : Jacques-François Simon.

### Pour favoriser les initiatives

Marc Ullmann, chroniqueur à RTL, lorsqu'il a créé, il y a quelques semaines, l'Association pour la recherche et la diffusion des initiatives (ARDI), est parti d'une idée simple. « Aucun pays, explique-t-il, aucune ville, aucune entreprise, aucun individu ne peut épuiser sa personnalité en copiant celle des autres, puisqu'il n'existe nulle part de « modèles » globalement transposables. En revanche, il existe de nombreuses réalisations dont les causes de succès ou d'échec méritent d'être étudiées afin que parviennent à les reproduire. »

L'objectif de l'Association est de rechercher, d'évaluer et de faire connaître ces initiatives originales, prises en France par des individus, des collectivités et des entreprises dans les domaines de la culture, de l'éducation, de l'emploi. Comme les maires se trouvent très souvent à l'origine de telles initiatives, trois d'entre eux ont avec Jacques Rigaud, administrateur-délégué de RTL, participé à la création d'ARDI. Il s'agit de Jean Auroux, maire PS de Roanne, Bernard Bosson, maire UDF d'Annecy, Philippe Séguin, maire RPR d'Épinay.

Première manifestation de l'association : une rencontre autour des initiatives culturelles municipales organisée, à Colmar, le 29 septembre à l'issue des assises de la Fédération des maires des villes moyennes.

\* ARDI, 8, place de l'Opéra, 75009 Paris. Tél. 47-42-24-64.

# Le Monde L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

## appartements vente

### 4<sup>e</sup> arrdt

28 CHAI DE BOURBON  
31 m<sup>2</sup> env. Sur place  
meublé et équipé  
de 15 h à 17 h.

### MARAI - ST-PAUL

100 m<sup>2</sup> STYLE LOFT  
R+dc, sur cour pavée,  
chauf. COMPTABIL. POSS.  
Ppote 45-57-33-34.

### 5<sup>e</sup> arrdt

JARDIN DES PLANTES  
70 m<sup>2</sup> + terrasse 40 m<sup>2</sup> +  
bail. 10 m<sup>2</sup> parking, état.  
2 800 000 F. 45-25-73-14  
ou 45-48-38-25.

### PL. DU PANTHEON

Apt. de prestige, c. d'art,  
vue imp. de l'Institut.  
Ecrits M. B. P. 44018.  
75116 PARIS Cedex.

### 6<sup>e</sup> arrdt

SEVRES-BABYLONE  
Charmant studio c. d'art,  
vue imp. de l'Institut.  
Ecrits M. B. P. 44018.  
75116 PARIS Cedex.

### 13<sup>e</sup> arrdt

MAISON  
Idéal 1 ou 2 personnes  
70 m<sup>2</sup>, 1 300 000 F.  
Tél. : 45-40-25-23.

### 15<sup>e</sup> arrdt

PORTE VERSAILLES  
Bail. rénové 3 p. s./jard.  
400 000 F. C. d'art.  
Tél. : 43-44-43-67.

### 92

HAUTE-DE-SEINE  
Levallois-Perret-Montrouge  
Ecrits M. B. P. 44018.  
Tél. : 45-40-25-23.

### BO MAURICE-BARRÈS

240 m<sup>2</sup> P. + Part.  
DOREYSSAY - 45-24-33-33

### Provinces

CANNES  
Croisette/port Canto  
2 p. 70 m<sup>2</sup>, résidence  
lux., état. 1 400 000 F.  
GLAMS 53-54-02-06  
ou 53-43-55-58.

### CANNES

CENTRE VILLA SUR LE TOIT  
110 m<sup>2</sup> habitable + 110 m<sup>2</sup>  
terrasse, living 50 m<sup>2</sup>, TBE  
2 garages. 1 700 000 F.  
GLAMS 53-54-02-06  
ou 53-43-55-58.

### appartements

achats  
Rach. 2 à 4 p. PARIS prêt.  
5 p. 7, 14, 15, 16, 17, 18,  
19, 20 ou sans travaux.  
PAIE CPT chez notaire.  
45-75-45-07 m. s. s. s.

### J. FEUILLADE 54, av. de la

Motte-Piquet (18<sup>e</sup>) rach.  
pour bon client (MM), 5 p.,  
7, 8, 15, 16 et 17.  
15<sup>e</sup>. Tél. : 45-46-00-75.

### GRUPE EUROPEAN S.A.

Achats appart. de 100 m<sup>2</sup>  
de préférence 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>,  
7, 8, 15, 16 et 17.  
Tél. : 45-47-35-35, P. 45.

## locations, non meublées offres

### Paris

ST-GEORGES Exceptionnel.  
3 p., carrelage 80 m<sup>2</sup>, 4<sup>e</sup> ét.  
clair. Equipé lux., chemin.,  
eau, chauffage, cave, gard.  
C.M.F. 45-04-55-05.

### locations non meublées demandes

### Paris

Jeune couple très sérieux  
ch. log. 4 p. Paris et sa région.  
garanties parentales. Loyer  
2 500 F. env. 1500 de suite.  
Tél. au Monde Publicité  
45-55-51-52, P. 43-51.  
Tél. domicile 45-51-51-52.

### locations meublées demandes

### Paris

Cadre allemand adjoint à  
Paris pour entreprise, cher-  
che petit appartement meublé  
ou chambre dans Paris  
même, de préférence 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>,  
3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>,  
16<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup>.  
Tél. : 45-46-00-75.

### hotels particuliers

PARG DES PRINCES  
Rare, affaire urgente.  
Vend. hôtel particulier,  
300 m<sup>2</sup> env., + jard. et ter-  
rasse. Prévoir trav. quartier  
super. résidentiel à saisir.  
Prix total 8 500 000 F. Libre  
de suite, voir de 14 h à 18 h.  
Vend. 15 et 16 sept.  
au 2 bis, rue du Belvédère,  
BOULOGNE, 45-53-14-14.

### propriétés

80 km PARIS N-O.  
300 m<sup>2</sup> env., tout confort,  
300 m<sup>2</sup> env. 7 400 m<sup>2</sup> parc.  
Tél. le met. 40-37-70-57.

### viagers

Particulier cherche apt Paris  
80 m<sup>2</sup> environ, contre apt  
2 pièces, 27 m<sup>2</sup>, tout  
confort, 1-2 ch. N. s. s. s.  
Tél. : 45-34-35-31.

### bureaux

Location  
VOTRE SIÈGE SOCIAL  
DOMICILIATION  
Cession ou location de bureaux  
et tous services. 45-55-17-50.

### GRUPE ASPAC

1<sup>er</sup> RÉSEAU NATIONAL  
DE CENTRES D'AFFAIRES  
Propriétaires et locataires  
des bureaux de bureaux.  
+ services : tél. 100, fax,  
réception, etc. 20000000  
BOULOGNE 45-20-23-25  
VINCENNES et MARNE  
LA VALLÉE 45-17-15  
MARSEILLE 91-72-45-00  
ROUEN 35-71-60-50  
PARIS 15, 16, 17, 18, 19, 20  
+ 20 CENTRES EN FRANCE  
Info Météo : 3616 ASPAC.

### DOMICILIATION

Agence, adresse, tél.  
AGECO 42-94-95-28.

### L'AGENDA

Bijoux  
BIJOUX ANCIENS  
Bijoux d'occasion  
achat or  
Actualisation 20 %  
GILLES, 18, rue d'Alsace  
75004 Paris. 45-54-00-53.

### Cours

Recherche ETUDIANT(E)  
pour faire travailler un élève  
de 4<sup>e</sup> au min. 3 p. s. s. s.  
Cours, en mathématiques  
ou allemand. 45-55-17-50.  
Tél. : 42-90-01-87 p. 20 h.

### Théâtres

Atelier-théâtre  
textes contemporains et  
improvis. T. 42-05-32-77.

### OFFRES D'EMPLOIS

Le C.T.I. scientifique  
DE LA T.S.A.  
RECRUTE

### UN INGÉNIEUR

d'étude qui sera intégré à  
l'unité de travail de la division  
de la diffusion du  
Conseil National de l'U.N.I.  
Connaissance d'U.N.I., d'un  
ou plusieurs langages étran-  
gers, des S.O.S., bonne  
maîtrise de l'anglais. Auto-  
nomie, déplacement à  
l'étranger.

### Lieu de travail :

Paris (11) 34-55-25-31.  
Date limite de dépôt du docu-  
ment de candidature : 1/8.

## Communication

Walt Disney installe un studio à Montreuil-sous-Bois

### Quand les frères Brizzi kidnappent l'oncle Picsou

« Pour notre compagnie, il s'agit d'un merveilleux retour aux sources, car il ne faut pas oublier que la plupart de nos grands classiques, notamment *Blanche-Neige*, *Pinocchio*, *Cendrillon* et la *Belle au bois dormant*, sont issus de contes européens. Nous nous félicitons donc de pouvoir travailler avec ce nouveau groupe d'auteurs de dessins animés et de leur permettre d'enrichir, chacun avec son style culturel particulier, le monde de l'animation. »

C'est en ces termes que Roy Disney, vice-président de la compagnie fondée par son frère, salue la création de Walt Disney Animation France (*Le Monde* daté 10-11 septembre). Ainsi donc, le leader mondial du dessin animé s'installe à Montreuil-sous-Bois, fait confiance à des techniciens et à des talents français, choisit parmi eux ses deux directeurs généraux, Paul et Gaëtan Brizzi, et promet de mettre son immense savoir-faire au service d'une production européenne.

Pour une animation française qui, depuis 1954, déploie de gros efforts pour se faire reconnaître sur le marché international, l'affaire prend des allures de conte de fées. Pour Walt Disney, elle reste la conséquence d'une simple logique économique. Dotée par ses récents succès au box-office (*Three Men and a Cradle*, *Roger Rabbit*), la studio américaine a tiré sa production de films de fiction et de dessins animés. Pour tenir ce défi, il lui faut à la fois accroître ses capacités et réduire des coûts de production trop élevés aux États-Unis, en s'implantant à l'étranger.

Après s'être installé au Japon et en Australie, Walt Disney jette son dévolu sur l'Europe. Le Vieux Conti-

ment est riche en graphistes et animateurs de talent. Mais surtout, il veut constituer son marché commun audiovisuel en tentant de s'opposer par des quotas à l'invasion des productions américaines. Pour contourner cette menace de protectionnisme, la firme américaine a tout intérêt à avoir un pied à l'intérieur de la CEE. Walt Disney hérite donc Londres et Paris. La Grande-Bretagne offre une main-d'œuvre moins coûteuse, avantage déterminant dans la fabrication de dessins animés. Mais la France séduit par son régime d'aides à la production cinématographique et audiovisuelle.

Lors du dernier Festival de Cannes, Jeffrey Katzenberg, patron des studios Disney, rencontre M. Jack Lang et l'entame des négociations avec le Centre audiovisuel du cinéma. Un accord se dégage rapidement. Les productions Disney, fabriquées en France avec des techniciens français, bénéficieront d'un compte de soutien. En échange, le groupe américain s'engage à soutenir peu à peu des projets et des sujets européens.

Il ne s'agit donc pas d'une simple délocalisation de la fabrication des petits Mickeys. La présence de Walt Disney sur le sol français, à quelques kilomètres du futur parc d'attraction de Marne-la-Vallée, serait l'annonce d'une politique de coproduction ouvrant aux créateurs européens les portes du marché américain.

Pour gage de leur bonne volonté, les dirigeants de Walt Disney mettent en avant le nom des directeurs de leur filiale française. Paul et Gaëtan Brizzi ont, il est vrai, une solide réputation dans l'animation française. Formé à la meilleure école, celle de Paul Gri-

mault, ils obtiennent en 1976 l'un des premiers prix Médias du cinéma, se font remarquer par un court métrage, *Chronique 1909*, primé au Festival d'animation d'Annecy. Ils se font un nom dans le cinéma en réalisant le storyboard de *Perceval le Gallois*, et surtout *Astérix et la surprise de César* pour Gaumont. En 1986, ils créent leur propre société et se lancent à l'assaut de la télévision avec les *Triplés* pour Antenne 2 et le *Pif* pour Canal Plus.

Réalisation soignée, délais tenus, les frères Brizzi ont gagné leurs galons de producteurs. Ils se lancent, cette fois, avec *la Bande à Picsou*, le premier long métrage Disney fabriqué à Montreuil, dans un tout autre défi : la confrontation avec les méthodes industrielles de production américaine. Mais Paul et Gaëtan Brizzi n'ont abandonné ni leur société ni leurs projets, et ils comptent bien réaliser, en collaboration avec Walt Disney, leurs propres projets.

Reste à savoir si les Américains tiendront leurs promesses et acceptent de marier leur savoir-faire à des scénarios et des personnages différents. Même si Mickey, Donald et autres Picsou constituent le vieux fonds de commerce de Disney, la firme américaine s'aperçoit, depuis quelque temps, que ses films de fiction ont plus de succès que ses dessins animés et que son besoin traditionnel, largement diffusé par les chaînes de télévision, a besoin d'être renouvelé. C'est dans cette optique que le groupe a récemment racheté le Muppet Show. Une volonté d'ouverture qui est sans doute une chance à saisir pour l'animation française et européenne.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

### Nouveau procès autour des actions de « l'Est républicain »

La direction de *l'Est républicain*, selon des sources citées par l'AFP, vient d'assigner devant le tribunal de Nancy M. Michel Bouriez et son épouse, ainsi que M. Francis Boileau et son épouse. Le PDG de *l'Est républicain*, M. Gérard Lignac, accusait les Boileau de servir depuis 1984 de prête-nom aux Bouriez pour la propriété d'un paquet d'actions représentant 5,7 % du capital du quotidien nancéien.

La vente de ces actions au groupe Cora des frères Bouriez avait été bloquée en 1984. L'action intentée par M. Lignac cherchait à prouver que les Boileau auraient conservé ces actions sans rendre le produit de leur vente.

Ce procès n'est qu'un nouvel épisode de la lutte qui oppose le groupe Cora à M. Lignac pour le contrôle du quotidien (*Le Monde* du 13 septembre). Selon certains observateurs, le paquet d'actions en jeu, s'il était récupéré par les alliés de M. Lignac, lui permettrait de conserver la majorité de blocage sans avoir à acheter les 22 % d'actions détenues par la Grande Chaumellerie Lorraine, et qui font l'objet de deux autres procès. Or l'achat des actions GCL nécessite la réunion d'un tour de table qu'il n'est pas facile de boucler, vu le niveau des enchères actuelles.

De leur côté, les syndicats ont réuni une assemblée générale de la rédaction du journal. Le SNJ et la CFDT s'inquiètent, dans un communiqué, des « graves menaces qui pèsent sur l'indépendance de la rédaction ». Affirmant que ceux qui ont pris la tête de quatre groupes étrangers et les groupes Havas, Hachette, Hersant, sont sur les rangs pour participer au tour de table de M. Lignac, ces syndicats disent « non à l'intrusion du groupe Hersant » et « non à la prise de contrôle d'un géant de la distribution » (Cora).

### M. Rupert Murdoch achète deux journaux en Hongrie

M. Rupert Murdoch, le patron de presse américain d'origine australienne, déjà propriétaire en Grande-Bretagne du *Times* et du *Sun*, a acheté la moitié du capital de deux journaux populaires hongrois, *l'hebdomadaire Reform* et le quotidien *Mai Nap*. S'inspirant de la presse populaire britannique et publiant notamment des photos de pin-up, ces deux journaux appartenaient à des actionnaires hongrois, dont la Banque de crédit, qui conservait la moitié des parts.

*Reform*, lancé il y a moins d'un an, est le plus vendu des périodiques hongrois (380 000 exemplaires), *Mai Nap*, seul quotidien de format tabloïd, est diffusé à 80 000 exemplaires. M. Murdoch, qui s'allie ainsi sur son rival Robert Maxwell, éditeur en Europe de la version anglaise des *Nouvelles de Moscou*, a indiqué, sans révéler le montant du rachat de parts des deux titres, que cette « initiative en Europe de l'Est constituait une étape intéressante ».

Une étape qu'avait d'ailleurs franchie, fin 1988, l'éditeur ouest-allemand Springer qui avait signé un accord de partenariat avec l'éditeur suisse Ferenczy et des sociétés hongroises destinées au lancement de nouveaux magazines en Hongrie.

### Le blocage de la vente de Pathé

### La Commission européenne donne tort au gouvernement français

De notre correspondant  
BRUXELLES  
(CEE)

La Commission européenne donne tort au gouvernement français, dans un arrêt rendu jeudi 14 septembre, à l'opposé de M. Gian Carlo Parretti, le repreneur de Pathé-Cinéma. Selon les déclarations, mercredi 13 septembre, d'un porte-parole de l'exécutif communautaire, M. Martin Bangemann, responsable de la réalisation du marché unique, a d'ores et déjà décidé d'ouvrir une procédure d'instruction contre la loi française qui l'oppose à la législation de la CEE en matière de droits d'établissement et de non-discrimination entre nationaux et représentants d'autres Etats membres.

La mise en demeure sera adressée à Paris, a affirmé le représentant européen, dans les deux prochains jours. La procédure que va engager Bruxelles consiste à demander aux autorités françaises des explications sur leur opposition au rachat de Pathé par le financier italien.

Au terme d'une période d'un mois — c'est le délai habituel — la Commission est en droit, si les arguments français ne sont pas satisfaisants, d'envoyer à Paris un avis motivé lui enjoignant de se conformer à la législation communautaire. Après un nouveau délai — en principe un mois — la Cour européenne de jus-

tice sera saisie, et il appartiendra aux juges de Luxembourg de trancher définitivement le contentieux. Procédure relativement longue, qui risque d'être inutile si le tribunal de commerce de Paris statuait dans les prochains semaines (*Le Monde* du 2 septembre).

Bruxelles est catégorique : rien n'indique que le financier italien a contourné la législation européenne sur les investissements. Quant aux sous-entendus d'illibéralisme dans certains milieux français, selon lesquels la source des capitaux apportés par M. Parretti serait de l'argent blanchi, ils ont surtout pour effet d'irriter les instances communautaires qui font valoir que ces accusations relèvent de la justice privée.

En réalité, Bruxelles a déjà tenté de convaincre le gouvernement de lever son barrage. Après la plainte déposée par M. Parretti, M. Bangemann a pris langue avec Paris pour recueillir tout d'abord ses explications, et le persuader ensuite de relancer son action. Dès la fin juillet, le commissaire était acquis à l'idée que la France était dans son tort. Il comptait jusqu'ici sur la compréhension des Français pour que l'affaire se termine à l'amiable. Aujourd'hui, la Commission ne peut plus attendre, car elle est tenue de répondre officiellement à la plainte de l'homme d'affaires italien.

MARCEL SCOTTO.

### S'estimant victime de l'oligopole des câblo-opérateurs

### TV-Mondes saisit le Conseil de la concurrence

La chaîne thématique pour les réseaux câblés TV-Mondes, contrainte d'arrêter sa diffusion au soir dernier (*Le Monde* du 15 avril), a saisi mardi 12 septembre le Conseil de la concurrence à propos des « pratiques anticoncurrentielles » des trois principaux câblo-opérateurs français. La Compagnie Développement (groupe Calson des dépôts) et Lyonnaise Communication (groupe Lyonnaise des eaux).

Chaîne thématique pluriculturelle, TV-Mondes a pu émettre temporairement de décembre 1988 à avril 1989 sur quelques réseaux câblés, grâce notamment au soutien de la municipalité de Paris. Pendant ces quatre mois et demi, elle estime avoir prouvé la validité de son concept et de ses prévisions. Mais elle n'a pu conclure de contrats définitifs avec les trois grands opérateurs, qui contrôlent l'essentiel du marché du câble en France (98 % selon les chiffres fournis par TV-Mondes dans sa requête).

TV-Mondes estime être victime de pratiques discriminatoires de la part des trois câblo-opérateurs, qui réservent le marché du câble à leurs propres chaînes, abusant ainsi de leur position dominante. Saisi par les soins de TV-Mondes dès le mois d'avril, le Conseil supérieur de l'audiovisuel estime « ne pas disposer de moyens directs d'action » et n'a pas encore décidé s'il va ou non saisir de lui-même le Conseil de la concurrence. Aussi TV-Mondes s'appuie-t-elle sur l'ordonnance

française de 1986, relative à la liberté des prix et de la concurrence, que sur le traité de Rome et le droit communautaire.

Dans sa saisine, TV-Mondes rappelle que, à l'étranger — au Canada, au Royaume-Uni et en Grande-Bretagne notamment — l'intégration verticale entre diffuseurs et producteurs de télévision est strictement contrôlée, le Canada imposant même sur les réseaux câblés un quota de canaux réservés aux chaînes thématiques indépendantes. En France, force est de constater que toutes les chaînes thématiques sont contrôlées par les câblo-opérateurs, souvent même associés à deux ou trois (comme dans Canal J).

De même, TV-Mondes s'inquiète du prix « discriminatoire » qui lui était proposé pour son programme, 1,30 francs par abonné contre 5 à 8 francs pour les autres chaînes thématiques indépendantes — jusqu'à son interruption — fait état d'une concentration entre opérateurs, destinée à bloquer l'accès au marché.

À travers de ce dossier, c'est tout le système actuel de la télévision par câble en France qui va être examiné : s'il estime la requête recevable — le Conseil de la concurrence. Un système dans lequel les câblo-opérateurs sont devenus des câblo-éditeurs, contrôlant toute la chaîne des programmes (et même leur publicité, puisqu'ils sont aussi éditeurs de magazines de programmes spécialisés).

M.C. L.

## AGENDA IMMOBILIER

25 APPARTEMENTS TRÈS SOIGNÉS  
AU PIED DU TÉLÉPHÉRIQUE DE L'AIGUILLE DU MIDI  
LE MORGANE  
A CHAMONIX MONT-BLANC  
1035-4807m



Quiberon  
Avec 11.500 F à la réservation (1<sup>er</sup> lot)  
Dans un beau domaine verdoyant, votre maison 2 pièces tout équipée, à proximité de Port-Maria, de la Grande Plage et des commerces. 1<sup>er</sup> lot à 11.500 F.  
Essai également en appartements et maisons 2 et 3 pièces.  
Financement personnalisé.  
Gestion locative assurée.



Non documentation sur QUIBERON  
Nom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Tél. Dom. : \_\_\_\_\_  
Tél. Bur. : \_\_\_\_\_  
66, CHAMPS-ÉLYSÉES - 75008 PARIS

## DEMANDES D'EMPLOIS

### SPORTIF DE HAUT NIVEAU

35 ans. Formation supérieure : maîtrise de sciences et techniques d'économie et gestion du sport (université Paris-Dauphine), expérience concrète et approfondie des milieux sportifs.  
rech. une fonction à responsabilité  
financière, économique ou administrative dans le milieu sportif ou en relation avec le sport : entreprises, associations, collectivités territoriales. Tél. : 39-73-75-10.

### CHEF DE PERSONNEL

20 ans d'exp. profess. Diplômes d'études psychopédagogiques et de psychologie sociale + SVES. Intervient tous les aspects de la formation, recrute, gère situation Paris du province, région Indre. Ecrire n° 1 690M à PARFRANCE.

### Forme 35 ans, formation infirmière en psychiatrie

compétence secrétariat, dactylo, bonne présentation, cherche occupation rémunérée à temps partiel. Paris ou proche banlieue. Tél. : 42-45-57-14.

### Femme 55 ans cherche emploi secrétaire sténodactylo

Sérieuses références. Tél. : 45-40-55-31.

### Secrétaire, BTS, 30 ans, 8 ans d'exp.

Bene des resp. cherche emploi moderne Paris. Secteurs social ou communica. 39-55-54-55, 9 h à 10 h.

### J.F. 39 ans BAC + 6 SCIENCES HUM.

10 ans + pédagogie, musicale cherche emploi responsable, éducation petite enfance. Bonne rémunération.

### Mme Lagrange

27 rue des Murs 94300 Ivry-sur-Seine Tél. : 46-55-43-52.

### J.F. 36 ans expérimenté

généraliste animateur ou d'occupation de personnes âgées. Tél. : 40-44-45-43.

### MÉDECIN GÉNÉRALISTE

français cherche représentation dans le secteur pharmaceutique ou médical. Dr Bruno Krügel, Am Homburg 11, 65365 Sarstedt 3 RFA.

### Quinquante ans, licenciée économique, recherche

emploi gestion, prix de revient. Tél. : 45-20-75-02.

### J.F. STYLISTE (BTS)

notions coupe, expérience lingerie, ch. emploi de création de 1<sup>er</sup> secteur de l'habillement. Tél. : 45-55-77-55.

صكا من الاول



SOMMAIRE

■ Dans son rapport annuel, le Fonds monétaire international s'inquiète de la multiplication des arriérés de paiement de la part des pays endettés (lire

page 28). ■ Si Londres reste la place financière la plus active en matière de change des monnaies, Paris arrive au sixième rang mondial (lire page 29).

■ Les derniers fabricants français de machines-outils tentent, dans le cadre de la Foire de Hanovre, de regagner quelques parts de marché (lire page 28).

L'ouverture des négociations salariales

M. Rocard : « Quand il y a croissance économique il faut répartir équitablement »

« Quand il y a croissance économique, quand par leurs talents et leurs qualifications et leur application au travail les Français produisent plus, il faut répartir cela équitablement », a déclaré le premier ministre, M. Michel Rocard, le 13 septembre au soir sur TF1. Le premier ministre a estimé que la rentrée sociale était « très calme », ajoutant qu'il ne craignait pas de grèves dures aux PTI ou ailleurs : « Nous sommes partout en train de travailler (...), de mesurer les aspirations et les demandes. » Évoquant le conflit chez Peugeot, il s'est déclaré « heureux que l'on décide de négocier ». « Le secteur privé, c'est 18 millions de salariés. Il y a bien sûr dans une certaine mesure des situations d'injustice, d'inégalité (...). Il faut les traiter par la négociation. »

M. Rocard a indiqué que le projet de « pacte de croissance » allait être évoqué avec les syndicats, à l'occasion de la concertation sociale qui a commencé le jeudi 14 septembre, notamment pour en négocier le contenu dans la fonction publique. « Je suis un socialiste, nous voulons la justice sociale », a affirmé le premier ministre. « Je serais scandalisé que les travailleurs de l'État n'aient pas leur part. Nous allons en discuter les modalités et je pense que cela se fera dans un bon climat. » Mais « les aspirations sont supérieures à ce que l'économie », encore en « convalescence », peut donner. Il a aussi justifié son plan emploi, adopté en conseil des ministres, en notant qu'il fallait « attaquer le chômage de deux façons », par un volet économique — pour « améliorer le coût du travail » — et par un volet social.

Les fonctionnaires recevront une « prime de croissance »

(Suite de la première page.)

Les trois domaines couvrent la mise en place du « pacte de croissance », auquel seule la CGT a répondu d'une manière totalement négative, le toilettage de l'ordonnance du 21 octobre 1986 sur l'intéressement dans le secteur privé et le problème des cadres de la catégorie B dans la fonction publique.

La priorité, c'est le « pacte de croissance » imaginé par M. Rocard pour redistribuer les fruits de l'expansion aux salariés, en application de la règle des trois tiers, soufflée par M. Bérégovoy : un tiers pour les créations d'emploi ; un tiers pour la préparation de l'avenir (formation, recherche et investissement) et un tiers pour le pouvoir d'achat. En 1989, on s'attendait à une croissance du produit intérieur brut (PIB) de 2,5 %. Or à l'arrivée, on devrait se retrouver avec une augmentation proche de 3,5 %.

C'est ce point supplémentaire — ce bonus — qui devrait être redistribué. Si M. Rocard n'a pas les moyens d'imposer aux entreprises du secteur privé sa clé de répartition des fruits de la croissance — à moins de convoquer un « Grenelle social », ce qui est tout à fait exclu, il peut agir dans la fonction publique.

L'intérêt du pacte de croissance pour la fonction publique est, dans un premier temps, de calmer les impatiences des fonctionnaires en maintenant à plus tard la question d'un éventuel ajustement salarial, en fonction d'une inflation plus forte que prévu. Il est aussi de faire bénéficier les agents de l'État des progrès réalisés par l'ensemble de l'économie.

C'est M. Duraffourg qui négociera les modalités de ce pacte de croissance, sans doute dès la semaine prochaine. Mais déjà M. Rocard envisage, au moins au titre de 1989, « une sorte de prime de croissance pour les agents publics, dont le ver-

sement et le montant seront liés aux performances d'ensemble de l'économie nationale ». Le montant d'une telle prime n'est pas encore avancé mais l'ordre de grandeur est de 1 000 francs. M. Bérégovoy ayant déjà proposé aux agents des impôts comme « à valoir » sur le pacte de croissance...

Pour 1990, le principe de la prime de croissance pourrait être reconstruit. Mais l'État pourrait aussi préférer modifier les règles des négociations salariales sur les bases du rapport Guillaumet de novembre 1988, qui suggèrent d'« adopter une évolution des charges de personnel de l'État un peu inférieure à celle du PIB en valeur ». Les syndicats accepteraient-ils une telle novation ? M. Rocard devrait également répondre positivement à la demande de plusieurs confédérations visant à modifier le régime de l'intéressement.

Il s'agit d'imposer, comme le préconisait le rapport Bonnard adopté par le Conseil économique et social, la conclusion d'un accord salarial, préalablement à celle d'un accord d'intéressement. Les primes seraient-elles assujetties à cotisations sociales ? La question n'est pas tranchée mais c'est l'ensemble du dossier qui devrait être mis sur la table.

Le premier ministre devrait aussi répondre favorablement aux signaux adressés cet été tant par M. Blondel que par M. Kassar sur le malaise des cadres de la catégorie B de la fonction publique, qui, selon une grille salariale qui a plus de quarante ans, sont recrutés au niveau B et occupent donc des emplois correspondant à une qualification qui n'est pas reconnue. Là aussi, une négociation pourrait s'engager. Une occasion pour M. Rocard de mettre en pratique ses idées sur la justice sociale.

MICHEL NOBLECOURT.

Les réactions au plan emploi

Le bureau exécutif du PS s'est félicité, mercredi 13 septembre, des « bonnes mesures » contenues dans le plan emploi présenté par le gouvernement. M. Jean-Jacques Quer-

re, porte-parole du PS, a souligné que si la situation de l'emploi est en « net redressement », il n'y a pas un recul « très significatif du chômage », selon une analyse faite devant le bureau exécutif par M. Gérard Collomb. Les dirigeants socialistes approuvent les mesures en faveur des jeunes, notamment « le réajustement de la formule des TUC et l'encouragement à l'aménagement du temps de travail ».

M. Philippe Anberger, secrétaire national du RPR en affaires économiques, a affirmé que ce nouveau plan pour l'emploi est « médiocre et en trompe l'œil » et qu'il « vise plus à apaiser les querelles internes du PS qu'à attaquer au problème du chômage ». « Face à cet immense problème sur lequel, depuis un an, le gouvernement observe un mutisme total, les mesures proposées constituent, selon le député de l'Yonne, un simple réajustement, très insuffisant si on le compare aux marges de manœuvre budgétaires dont dispose le gouvernement grâce à l'assainissement économique conduit par Jacques Chirac entre 1986 et 1988. » Au lieu d'engager une politique hardie de lutte contre le chômage, le gouvernement égrène, a précisé M. Anberger, un catalogue

de mesures dont les principales (...) pénalisent les entreprises et l'épargne. » M. Alain Lamassouere, porte-parole de l'UDF, a fait observer que « d'un gouvernement assuré de la durée, on pouvait attendre autre chose qu'un énième plan d'urgence en faveur de l'emploi ». En matière de chômage, a estimé le député des Pyrénées-Atlantiques, « ce n'est plus de pompes dont nous avons besoin, mais de jardiniers », car s'est en raison « de l'inadaptation fondamentale de notre système d'éducation et de formation qui subit un choc dur de deux millions et demi de chômeurs ».

« La Lettre du Parti républicain », a estimé, face à ce « énième plan en faveur de l'emploi », que M. Rocard, « qui parlait en juillet de « cruauté sociale » à propos de la Grande-Bretagne Thatcherienne, ferait mieux d'y envoyer une mission d'étude pour voir comment le chômage y sera bientôt moitié moins qu'en France ». M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, a considéré, jeudi sur France-Inter, que le plan gouvernemental pour l'emploi est « un cadeau de plus de 10 milliards de francs pour le patronat ». « L'expérience montre, a-t-il dit, que ces cadeaux-là ne créent pas d'emploi véritable et encouragent au contraire les bas salaires et la précarité. »

Après les déclarations de M. Calvet, PDG du groupe

La grève continue à perturber la production des Automobiles Peugeot

M. Jacques Calvet, PDG du groupe automobile PSA, ne célèbre pas sur les salaires. Le patron de Peugeot, qui s'exprimait lors d'une conférence de presse mercredi 13 septembre dans le cadre du Salon automobile de Francfort, a réaffirmé la volonté de la firme de ne pas satisfaire des revendications salariales des grévistes (de 500 F à 1 500 F par mois), dont il estime qu'elles entraînent « à l'encontre de l'intérêt à long terme de l'entreprise ». « Pour l'amour du ciel, soyons raisonnables ! », a lancé M. Calvet, qui a également fait preuve de fermeté en envisageant, au micro d'Europe 1 l'éventualité « de stopper ou de ralentir » la fabrication de la nouvelle 605, le nouveau haut de gamme de Peugeot, qui est produite à Sochaux. Même si l'hypothèse avancée par M. Calvet est d'abord destinée à préserver l'« extrême qualité » du nouveau véhicule, il n'en reste pas moins que le message adressé aux salariés par le PDG est un message de fermeté. Pour l'instant, ce conflit commercial s'affaïssit à l'approche de la fin de la production est très perturbée à Mulhouse et elle est réduite de 40 % à Sochaux, qui pensent tirer tout le profit de la baisse de la TVA et du lancement de la 605.

Durcissement à Sochaux où, pour la première fois, l'activité a été perturbée mercredi 13 septembre. Discussions en vue de l'ouverture d'éventuelles négociations à Mulhouse ; le conflit salarial se poursuit dans de nouvelles conditions chez Peugeot.

L'établissement de Sochaux (23 000 salariés) a été touché le mercredi 13 septembre par une reprise de l'action revendicative et l'entrée dans le conflit du syndicat Force ouvrière. Selon la direction, 300 personnes ont cessé le travail et la production a été perturbée à 40 % alors qu'en une semaine de conflit aucune perte de production n'était intervenue.

Jeudi 14 septembre dans la matinée, la direction de Peugeot estimait que le nombre de grévistes n'avait pas évolué depuis la veille et s'attendait à enregistrer une nouvelle baisse de 40 % de la production, soit une perte de quelque 700 véhicules concernant tous les modèles produits à Sochaux (205, 305, 405, 505 et 605). La direction démentait par ailleurs les indications de la CGT selon lesquelles « aucune voiture n'a pu sortir des chaînes jeudi matin ». Pour les cégétistes, 2 000 personnes environ seraient cessé le travail au sein des ateliers de montage sochaux.

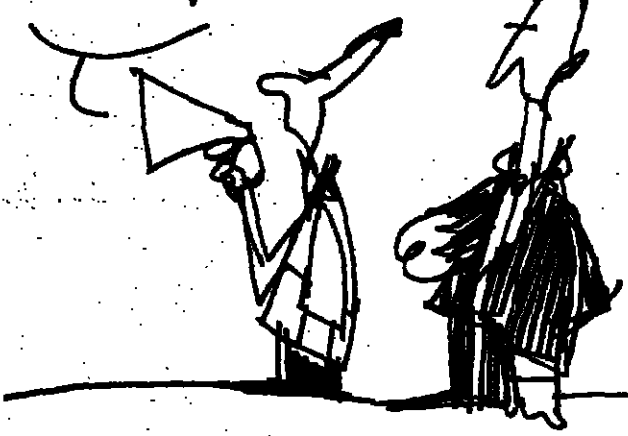
A Mulhouse, d'où le mouvement de grève est parti le 5 septembre, les syndicats ont, dans un premier temps, accepté jeudi 14 septembre à 5 heures d'interrompre l'occupation des chaînes de montage entravée l'avant-veille, répondant ainsi à la demande de la direction, qui avait fixé ce préalable à l'ouverture de négociations. Une certaine tendresse à la recherche du travail et le succès mitigé de la manifestation organisée le 13 septembre dans les rues de Mulhouse (à laquelle quelque 2 000 personnes ont participé) ont sans doute pesé sur cette décision.

Vers 9 heures, une reprise de l'occupation a été décidée, la direction de l'établissement n'ayant pas accepté, comme l'exigeaient les syndicats, de fixer à jeudi après-midi la date de l'entrevue. Les responsables de l'établissement de Mulhouse, qui

évaluent à « un noyau de 250 personnes » le nombre de grévistes (1 500 selon la CFDT), assurent que la réunion devrait avoir lieu avant le vendredi 15 septembre au soir. Dans l'usine alsacienne, la production des 205, qui avait pu reprendre mercredi pendant la manifestation organisée en ville par les syndicats, risque d'être de nouveau fortement perturbée jeudi.

JEAN-MICHEL NORMAND.

LA DIRECTION  
MENACE DE RALENTIR  
OU DE STOPPER LA PRODUCTION  
DE LA 705, LA 805 ET LA 905.



Le Salon de Francfort et la « guerre » nippo-européenne

PSA dans la cour des grands

FRANCFORT  
de notre envoyé spécial

« Le règne de la seule passion dans la construction automobile est aujourd'hui non seulement décliné mais aussi démodé ». Cette déclaration prononcée le jour même de l'ouverture du Salon de Francfort, la Mecca de la haute technologie, peut surprendre. D'autant qu'elle a été prononcée par M. Eberhard V. Kuenheim, le président du directoire de BMW AG.

Les constructeurs allemands, soucieux certes d'être à la pointe technologique du secteur, s'inquiètent d'un certain nombre de menaces : la faiblesse du dollar, l'entrée des Japonais dans le haut de gamme, le débat sur la limitation de vitesse sur les autoroutes allemandes. Pour surmonter le Salon de Francfort illustre comme d'habitude l'indépendance des fer BMW-Mercedes : cette année, les moteurs vont jusqu'à 360 chevaux et huit cylindres pour Mercedes, douze cylindres pour BMW. Question de prestige et d'image de marque.

C'est dans ce contexte que M. Jacques Calvet, le président de PSA, est venu présenter ses deux modèles bas de gamme : la XM et la 605. La presse alle-

mande, jusqu'ici, a fait bon accueil à ses modèles. Le président de PSA, à la veille de l'ouverture du Salon, a commenté l'arrivée de ces produits dans la cour des grandes, comparant ces deux modèles aux voitures que les Allemands pouvaient proposer sur un marché semblable. Puis le président de PSA a, une fois encore, pris le Japon comme cible, l'accusant ouvertement de ne pas être libre-échangiste.

« Le Japon, a ajouté le président de PSA, continue en temps de paix à pratiquer un type de société de guerre. Tous les secteurs, administrations et population, sont mobilisés pour survivre... » Ce discours est en fait l'expression brutale de ce que pensent les constructeurs allemands, qui, sur le marché américain, n'hésitent pas à parler d'une sorte de guerre avec les Japonais.

De son côté, M. Raymond Lévy, le PDG de la Régie Renault, venu plus discrètement à Francfort mardi soir, avait déclaré devant la presse étrangère, qu'il était nécessaire « de reculer les limites de l'industrie européenne et de défendre ses grands équilibres ». Et d'ajouter : « Tout cela appelle une pleine coopération européenne si l'on veut éviter que notre Europe ne devienne un jour l'Europe du soleil couchant. »

Ces déclarations n'ont soulevé aucun commentaire des constructeurs japonais présents à Francfort. Tant Honda avec sa nouvelle 322 ardoise, que Toyota avec sa nouvelle Corolla, n'en ont pas moins présenté à leur valeur leurs nouvelles productions. A ce propos, on ne peut s'empêcher de constater que, d'année en année, la production japonaise s'adapte de mieux en mieux à la demande européenne, comme elle l'avait fait à la demande américaine.

Pour les constructeurs allemands, après les difficultés qu'ils ont connues sur le marché américain, il s'agit de préserver les 400 000 véhicules haut de gamme distribués en RFA à l'heure actuelle pour un marché de 880 000 unités.

Mercedes et BMW ont constaté que le renouvellement du parc dans ce segment bénéficiait d'une forte demande de 90 % de la part de leurs concitoyens. Pour autant, les inquiétudes de la part que les Japonais prennent d'année en année sur leur propre marché.

La cour des grandes, on le voit, n'est pas un terrain de tout repos.

CLAUDE LAMOTTE.

Ministère des finances  
les syndicats surpris

Attendu depuis la réunion de concertation du 5 septembre, le « relevé de conclusions » a enfin été transmis aux fédérations syndicales des finances. Chacune d'entre elles a réagi vivement à la lecture du contenu des propositions, revues par M. Michel Rocard, et qui diffèrent sensiblement du résultat des discussions avec MM. Bérégovoy et Chirac. Les deux ministres avaient proposé une prime de 2 200 francs par agent, versée en une fois en octobre, pour 1989, et reconductible en 1990. Ils avaient également évoqué la création d'une certaine d'emploi.

Depuis, les mesures sont intégrées à ce que pourrait être le futur « pacte de croissance ». La prime serait divisée en deux, 200 francs au titre des gains de productivité, 1 000 francs à valoir sur l'ajustement de l'accord salarial de la fonction publique. Les promesses en matière d'effectifs ne sont pas tenues, disent les syndicats.

Le Monde  
PUBLICITE FINANCIERE  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

ALAIN LESBAUBE.

Les « entretiens Condorcet » de la formation professionnelle

Le « carré magique » de M. Mitterrand

Pendant quatre jours, du 12 au 15 septembre, les professionnels de la formation et nombre de responsables, y compris européens, devaient se réunir à La Villette pour deux manifestations successives. Les Entretiens Condorcet d'abord, voulus par M. André Lajoinie, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, comme le point d'orgue à une série de réunions régionales, et élevés d'emblée au rang d'entretiens de Bichat de la formation professionnelle. Le colloque de « l'Europe des compétences », ensuite, repris par les spécialistes qui s'étaient déjà rencontrés à Londres il y a deux ans, et qui prend une autre dimension avec la présidence française de la Communauté européenne.

Rien n'y manquait, pas même le plateau exceptionnel. M. François Mitterrand ouvrait avec solennité les Entretiens Condorcet. M. Michel Rocard, premier ministre, les clôturait, mercredi 13 septembre, par une communication presque entièrement consacrée à son plan sur l'emploi, justement. M. Vasso Papandréou, commissaire européen, chargé notamment de la formation, devait inaugurer, le 14 septembre, les rencontres de « L'Europe des compé-

tences ». Il reviendra à M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, d'en conclure les débats. Mais la grève des personnels des délégations de la formation professionnelle, à l'appel des syndicats CFDT, autonome, CGT et FO, a terni l'éclat de la fête. Les effectifs viennent à manquer, et le départ massif de spécialistes compétents ajoute au désastre.

La communication du président de la République, qui ne s'était pas exprimé sur le sujet depuis 1984, quand M. Marcel Rigout (PCF) était encore ministre de la formation professionnelle, était attendue.

Comme à son habitude, M. Mitterrand a commencé par donner ses effets pour encourager M. Lionel Jospin dans sa politique de réforme de l'éducation nationale et pour soutenir l'action de M. Lajoinie en faveur du crédit formation. Et cela, tout en regrettant qu'il n'y ait que cent mille jeunes concernés par la mesure, faute de crédits.

Surtout, le président de la République a voulu montrer son attachement aux objectifs de la formation. Si « le poids d'un pays (...) se

mesure à l'aune de son patrimoine humain », les efforts doivent porter sur « le carré magique », résumé en quatre orientations. Il faut permettre « l'accès de chaque adolescent à un diplôme », reconnu et « porter au plus haut niveau possible la culture générale, scientifique et technique de la nation ». Il convient de « bâtir l'enseignement du vingt et unième siècle », en reconnaissant « la diversité des êtres humains et des intelligences », car il ne saurait y avoir de « hiérarchie des savoirs ». Enfin, il faut « faire de la formation l'affaire de toute sa vie », pour que les évolutions soient possibles et que chaque citoyen puisse saisir une deuxième et même une troisième chance.

Pour les mille cinq cents participants, ces propos correspondent peut-être à ce qu'ils venaient chercher dans des « entretiens » qui devaient se renouveler. M. Lajoinie avait tout lieu d'être satisfait. L'opération se révèle être un succès personnel, favorisé par la venue de personnalités importantes. « L'Europe des compétences » permettra peut-être d'entrer dans le vif du sujet.

(Publicité)

## AVIS D'APPEL D'OFFRES

La régie des chemins de fer du Sénégal a obtenu un prêt de la banque africaine de développement (B.A.D.) et se propose d'acquiescer le matériel défini dans les dossiers d'appel d'offres ci-dessous.

Appel d'offres du 04/89-89 :  
Lot n° 1 : Pièces de rechange pour matériel moteur.  
Lot n° 2 : Remise en état de 5 moteurs MGO 85 HR.

Appel d'offres du 06/89-89 :  
Pièces de rechange pour matériel remorque wagons.

Appel d'offres du 14/89-89 :  
1 grue à usage ferroviaire.

Appel d'offres du 04/89-90 :  
1 tour à reprofiler.

Les soumissionnaires et le matériel proposé devront obligatoirement avoir leur origine dans un pays membre de la B.A.D. ou un État participant au fonds africain de développement.

Les dossiers complets de ces appels d'offres seront envoyés sur demande adressée aux ambassades de ces pays accrédités à Dakar (Sénégal), à la direction générale de la régie des chemins de fer du Sénégal p. 175 Thies, Telex 77129 SG ou à L'Ofemat 38, rue la Bruyère - 75009 PARIS.

L'ouverture des plis aura lieu le mercredi 8 novembre 1989 à 10 h.

Dans les bureaux de la régie des chemins de fer du Sénégal, direction commerciale 11, rue Parchappe à Dakar.



## SUR FRANCE INFO

TOUTE LES DEMI-HEURES  
Avec Jean-Pierre Gaillard et Christophe Reille  
Toute l'information économique et financière

• A 8 h 57, la clôture des grands marchés

TOKYO, WALL STREET, PARIS

• La Bourse de Paris en direct

• La vie des affaires

De 6 heures à 1 heure du matin.

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER (J.O. du 27/12/88) AUX DOUZIÈMES TOUTS CUMULÉS COMPRIS									
TRANCHE	PROBES ET FRAIS	PROBES ET FRAIS	PROBES ET FRAIS	TRANCHE	PROBES ET FRAIS	PROBES ET FRAIS	PROBES ET FRAIS	TRANCHE	PROBES ET FRAIS
0	MEANT	MEANT	MEANT	32324	TRON	MEANT	MEANT	32324	TRON
1	11 UN A DEX	40	40	32324	UN	5 000	5 000	32324	UN
2	841 UN A DEX	140	140	32324	DEUX	5 000	5 000	32324	DEUX
3	841 UN A DEX	100	100	32324	QUATRE	5 000	5 000	32324	QUATRE
4	841 UN A DEX	1 000	1 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
5	MEANT	MEANT	MEANT	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
6	4083 UN A DEX	1 000	1 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
7	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
8	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
9	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
10	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
11	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
12	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
13	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
14	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
15	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
16	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
17	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
18	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
19	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
20	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
21	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
22	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
23	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
24	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
25	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
26	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
27	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
28	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
29	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
30	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
31	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
32	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
33	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
34	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
35	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
36	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
37	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
38	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
39	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
40	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
41	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
42	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
43	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
44	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
45	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
46	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
47	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
48	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
49	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
50	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
51	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
52	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
53	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
54	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
55	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
56	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
57	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
58	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
59	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
60	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
61	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
62	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
63	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
64	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
65	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
66	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
67	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
68	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
69	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
70	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
71	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
72	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
73	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
74	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
75	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
76	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
77	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
78	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
79	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
80	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
81	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
82	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
83	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
84	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
85	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
86	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
87	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
88	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
89	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
90	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
91	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
92	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
93	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
94	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
95	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
96	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
97	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
98	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
99	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT
100	07773 UN	5 000	5 000	32324	SEPT	5 000	5 000	32324	SEPT

## TRANCHE DU BICENTENAIRE

MARAT.

Tirage du mercredi 13 septembre 1989

RÉSULTATS OFFICIELS - INFORMATIONS 30-10 LOTO

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER AUX BILLETS ENTIERS					
Le règlement de TACO-TAC ne prévoit aucun cumul (J.G. du 22/06/89)					
Le numéro		9 7 4 7 9 6 gagne 4 000 000,00 F			
Les numéros		0 7 4 7 9 6	5 7 4 7 9 6		
approchant		1 7 4 7 9 6	6 7 4 7 9 6	gagnent	
à la centaine		2 7 4 7 9 6	7 7 4 7 9 6	40 000,00 F	
de mille		3 7 4 7 9 6	8 7 4 7 9 6		
		4 7 4 7 9 6			
Les numéros approchant aux					gagnent
Deuxième de mille	Mille	Centaine	Dizaine	Unité	
904796	970796	974096	974706	974790	10 000,00 F
914796	971796	974196	974710	974791	
924796	972796	974296	974720	974792	
934796	973796	974396	974730	974793	
944796	974796	974496	974740	974794	
954796	976796	974596	974750	974795	
964796	977796	974696	974760	974797	
984796	978796	974896	974776	974798	
994796	979796	974996	974786	974799	
Tous les billets		4 7 9 6			4 000,00 F
ou tombant sur		7 9 6	gagnent		400,00 F
		6			200,00 F
					100,00 F
<b>LOTO</b>					
N° 37 TRANCHE DU MERCREDI 13 SEPTEMBRE 1989		25 26 37 38 41 45 22			
		POUR LES TRANCHE DU MERCREDI 30 SE SAISON 20 SEPTEMBRE 1989 VALABLE JUSQU'AU 30 AVRIL 1990			
		MONTANT COMPLEMENTAIRE			
<b>TACOTAC</b>		TRANCHE DU MERCREDI 13 SEPTEMBRE 1989		74°	
RÉSULTATS OFFICIELS - INFORMATIONS					
26.12.1989					



# Économie

## CONSUMMATION

Selon une enquête de « 50 millions de consommateurs »

### La « saisine directe » des tribunaux pour les petits litiges reste une procédure mal connue

Nouvelles procédures pour le règlement des petits litiges de la vie quotidienne, la « saisine directe » de la justice et l'« injonction de faire » restent mal connues des Français... et des tribunaux d'instance, d'après une enquête publiée par le revue de l'Institut national de la consommation, 50 millions de consommateurs.

Vous avez commandé un meuble ou une machine à laver la vaisselle, et vous n'arrivez pas à vous faire livrer le matériel commandé. Après avoir quitté un logement, et avoir dûment payé vos loyers et fait un état des lieux, vous n'arrivez pas à vous faire rembourser les deux mois de garantie que votre ancien propriétaire vous doit, après les deux mois nouveaux d'attente. Vous êtes en bagarre avec un fournisseur sur le montant d'une facture et n'arrivez pas à trouver un terrain d'entente avec celui-ci. La plupart du temps, vous ne pensez même pas à avoir recours à la justice, car vous la jugez lente, compliquée et chère.

Un sondage Ipsos, réalisé en juillet dernier et publié par 50 millions de consommateurs, confirme que c'est l'opinion générale, à une très forte majorité. La plupart du temps, sauf à avoir une lueur de procédure, vous renoncez, la somme en litige ne valant pas le recours à un huissier et à un avocat, et c'est, dit 50, « une aubaine pour les professionnels experts en contentieux ».

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, tout cela est changé, dans le principe (décret du 4 mars 1988), puisque vous avez la possibilité de pratiquer la « saisine simplifiée » — ou « saisine directe » — et d'avoir recours à l'« injonction de faire », à condition que le montant du litige soit inférieur à 13000 francs dans le premier cas, à 30000 francs dans le second. Idéal ! C'est la justice à portée de tous. C'est peu coûteux ou gratuit, et il suffit de s'adresser au greffe du tribunal d'instance.

Alors, les enquêteurs de l'INC sont allés aux renseignements dans cent quatre-vingt tribunaux d'instance (sur quatre cent soixante-treize en tout, y compris les départements d'outre-mer), avec une histoire bien ficelée d'appareil photo défectueux. Les 180 tribunaux ont donné spontanément les renseignements indispensables, ce qui a contrario veut dire que « plus de 60 % des greffes ont été défaillants », au simple niveau de l'information.

Après une lourde insistance, il n'est resté plus que 30 % à sur l'existence de la saisine directe. Certains tribunaux « savent l'honneur » comme ceux de Bordeaux, de Lyon, de Villeurbanne, de Vendôme, de Lisieux, de Toulon, de Cherbourg et d'Isère.

A l'inverse, d'autres méritent un « zéro pointé » : aucun des vingt tribunaux parisiens « n'a été capable de fournir des renseignements cor-

rects sur les nouvelles procédures » ; d'autres conseillent de saisir le tribunal dont dépend la société qui a vendu l'objet, alors que le consommateur peut tout à fait saisir le tribunal du lieu de livraison.

Alors, « routine », « incompréhension », « mauvaise volonté » ? Un peu de tout cela sans doute, mais les greffes des tribunaux d'instance ont aussi des excuses. Malgré une circulaire du ministère de la justice, malgré l'édition de dépliants d'information destinés au grand public (dont l'impression et la diffusion sont lentes... toutes...), il est vrai que ces nouvelles procédures « simplifient plus la vie des consommateurs que celle des greffiers ». Tâches nouvelles et supplémentaires, sans augmentation des effectifs, sans salles de réception aménagées, sans horaires adaptés... pas de quoi susciter l'enthousiasme.

Parfois encore, ces systèmes se heurtent à la mauvaise volonté de municipalités qui, ayant mis en place un service d'information juridique gratuite, refusent qu'on en parle, « pour ne pas donner l'impression qu'elles cautionnent des opérations dirigées contre les commerçants et les entreprises ».

En attendant que tout se mette en place, il faudra que le consommateur se... gendarme, pour que la loi soit appliquée et que soient résolus simplement les petits litiges si exaspérants.

JOSÉE DOYÈRE.

## FINANCES

Un doublement en trois ans

### Les transactions sur les marchés des changes atteignent 500 milliards de dollars par jour

Une enquête menée au mois d'avril par vingt banques centrales relève que les transactions quotidiennes sur les marchés des changes dépassent 500 milliards de dollars par jour (environ 3500 milliards de francs), soit un doublement en trois ans. Malgré la concurrence des autres places, Londres garde le premier rang avec 187 milliards de dollars quotidiens, devant New-York (129 milliards de dollars) et Tokyo, 115 milliards de dollars contre 48 milliards en 1986.

En Europe, en l'absence d'indications sur la RFA, la Banque fédérale d'Allemagne n'ayant pas

participé à l'enquête pour des raisons d'ordre constitutionnel, la première place est Zurich avec 57 milliards de dollars par jour, suivie par Paris (26 milliards), Amsterdam et Bruxelles (16 milliards). Cette enquête, la plus complète jamais effectuée, montre que l'essentiel des transactions quotidiennes relève de la spéculation pure, qui, à New-York, selon les experts de la Réserve fédérale, représenterait 78 % des échanges, une faible partie seulement correspondant aux besoins des entreprises pour leurs opérations commerciales ou leurs investissements.

### PARIS : plus de 26 milliards de dollars

Entre le 3 et le 28 avril, la Banque de France a interrogé soixante-cinq banques et sept sociétés de courtage. Une ventilation du chiffre d'affaires global a été demandée sur la base de trois critères, en sélectionnant les devises traitées, les types d'opérations et les contreparties (banques et clients). Pour le mois d'avril, les résultats sont les suivants :

— Un chiffre d'affaires de l'ordre de 32 milliards de dollars par jour, réduit à 26 milliards de dollars si on élimine la double comptabilisation de certaines opérations, soit 634 milliards de dollars (4248 milliards de francs) dans le mois en brut et 510 milliards de dollars (3417 milliards de francs) en net. Sur l'année, ce chiffre d'affaires pourrait être

évalué à près de 8 000 milliards de dollars en brut, dépassant les 6 000 milliards de dollars en net.

— Une activité concentrée sur des opérations en dollars-deutschmarks (28 %), en dollars-francs français (26 %) et deutschmarks-francs français (17 %).

— Une part prépondérante occupée par les transactions au comptant (58 %) et les opérations à terme d'une durée égale ou inférieure à un an (36 %), alors que les options et les contrats de « futures » représentent une faible fraction.

— Un marché dominé par les opérations interbancaires (85 %), où les transactions sont réalisées, pour la moitié, par l'intermédiaire des sociétés de courtage, une dizaine de banques couvrant 60 % du marché.

deutschmark, débouchant en fait sur des opérations deutschmark-franc français. La quatrième remarque est qu'en raison de la levée quasi totale, en janvier dernier, du contrôle des changes en France, avec l'autorisation donnée aux banques françaises de prêter des francs aux non-résidents dans certaines limites, une partie du marché du franc, délocalisée à Londres, est revenue à Paris.

Enfin, on fait observer à la Banque de France que le mois d'avril 1989, choisi parce qu'il ne comportait pas de jour férié, a été calme sur les marchés des changes. En juin, mois qui a été férié, les volumes relevés avaient été beaucoup plus importants. D'une manière générale, l'ampleur de ces volumes donne la mesure des difficultés que peuvent éprouver les banques centrales à intervenir sur les marchés : sans exception, en de rares circonstances (à l'automne 1985, par exemple), elles ne sont capables que de freiner les mouvements et non de les stopper ou de les inverser.

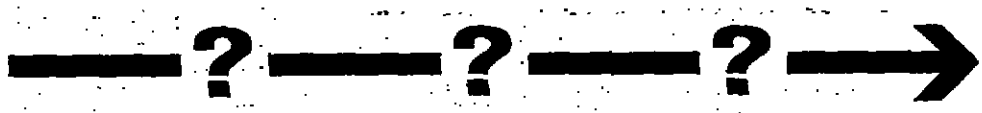
D'ici deux à trois mois, ces banques centrales pourront communiquer des volumes pondérés, après élimination des doubles emplois, ce qui sera tout à fait significatif. Signalons, enfin, que la publication de ces volumes constitue une véritable première et permet de donner aux activités des marchés des changes leur véritable dimension, qui est énorme, et explique les variations de cours observées ces dernières années.

FRANÇOIS RENARD.

### La force des marchés

Plusieurs remarques peuvent être faites. La première est que le chiffre d'affaires ainsi annoncé n'a pas donné lieu à compensation, c'est-à-dire qu'il cumule les achats et les ventes dans une même journée, une même « position » pouvant tourner plusieurs fois dans la même journée, comme il est fréquent. La deuxième est que le couple de devises le plus traité est le dollar-deutschmark, véritable pivot des opérations ; autrefois, c'était le dollar-livre sterling, qui ne représente plus rien aujourd'hui. La troisième est que le marché le plus important et le plus liquide est celui du franc-

Rien de tel qu'une ligne de crédit permanente pour tenir le cap face aux imprévus.



### Créditable Professionnel

Supporter une charge exceptionnelle d'exploitation, exploiter une opportunité, financer un nouvel investissement : avec le Créditable Professionnel, vous disposez de l'outil qui vous permet de réagir immédiatement, chaque fois que vous en avez besoin. Avec le Créditable Professionnel, vous bénéficiez d'une source de financement souple et toujours disponible, spécialement adaptée à vos attentes. Garantie de maintien confirmée par écrit pour 2 ans minimum.



### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## COMPAGNIE DU MIDI

a cédé le contrôle de

### Clause S.A.

LAZARD FRERES & CIE

## dauphin

### ATTRIBUTION GRATUITE D' ACTIONS

Conformément à la décision de l'Assemblée générale extraordinaire du 21 juin 1989, le capital social a été porté de 10 millions de francs à 30 millions de francs par l'incorporation d'une somme de 20 millions de francs prélevée sur le poste « Réserve extraordinaire » et la création correlative de 2 millions d'actions nouvelles de 10 francs nominal.

Les opérations matérielles d'attribution gratuite et la délivrance des actions nouvelles auront lieu, sans frais pour les actionnaires, à partir du 15 septembre 1989.

Les actions nouvelles seront, dès le 15 septembre 1989, cotées au second marché de la Bourse de Paris.



Société anonyme au capital de 91.882.700 F  
Siège social : 61, rue Pierre-Curie, 78370 Plaisir

### PAIEMENT DU DIVIDENDE

L'Assemblée générale des actionnaires réunie le 20 juin 1989 a fixé le dividende distribué au titre de l'exercice 1988 à 22 francs net par action, soit, compte tenu de l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 11 F, un revenu global de 33 francs.

Le paiement du dividende sera assuré, à partir du 29 septembre 1989, par les établissements financiers suivants :  
• Banque Paribas - Crédit lyonnais - Société générale - Banque nationale de Paris - Crédit commercial de France - Banque Louis-Dreyfus - Banque industrielle et commerciale du Maroc.

## CONJONCTURE

### Les routiers contre la taxation du gazole

La Fédération nationale des transports routiers (FNTR), qui regroupe la majorité des entreprises de ce secteur, vient de prendre vigoureusement position contre les intentions prêtées au gouvernement de taxer le gazole dans le cadre du budget 1990. « Présenté comme un rapprochement avec les taxes sur les carburants auto, il pénaliserait gravement le transport routier français, puisque celui-ci acquitte déjà les taxes les plus lourdes d'Europe — 62,2 % — sur le carburant utilitaire », déclare la FNTR, dans un communiqué. « Ce projet va à l'encontre de l'harmonisation de la fiscalité européenne qui voudrait, au contraire, que l'on retire un peu de la charge fiscale des produits pétroliers en France ainsi qu'une accélération du processus de déductibilité de la TVA ».

[Le gouvernement annonce, la semaine prochaine, en présentant le projet de budget pour 1990, un nouveau mode de calcul de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) qui aboutira à ce que cette taxe augmente moins vite. Mais comme nous l'avons annoncé dans nos éditions du 14 septembre, l'écart de prix essence-gazole ne sera pas modifié et continuera de jouer en faveur du diesel.]

## PTT

### Les premiers pas de l'Europe postale

Réunis pour un conseil informel à Antibes, les douze ministres européens des PTT ont donné le coup d'envoi à l'Europe postale, quelques semaines après l'adhésion de la Grèce. Ils ont décidé de se réunir à nouveau pour examiner, d'ici au 31 décembre 1992, le régime à appliquer aux services de communication de données au sein de la CEE.

## EN BREF

• Un financier suédois acquiert 12 % du capital de SAAB. — Les difficultés de la firme suédoise Saab-Scania, le groupe automobile et aéronautique, ont été, au cours de l'été, l'occasion d'une nouvelle répartition de son capital. La famille Wallenberg demeure le principal actionnaire avec 20 % des actions et 23 % des droits de vote. Mais, profitant du désengagement de plusieurs compagnies d'assurances effrayées par les pertes accumulées par Saab, le groupe financier Barkmans, possédant à 100 % par le courtier Sven-Olof Johansson, a racheté 12 % du capital de la firme et 14 % des droits de vote.

• Dix maires bretons solidaires de M. Yves Roher. — Après l'inculpation du PDG de la société de cosmétiques pour « chantage et détournement de fonds » et sa démission de ses mandats de maire et conseiller général du Morbihan, dix autres élus ont rendu leur échape tricolore jeudi 14 septembre. « Comment peut-on incriminer un industriel qui se bat pour ses salariés ? Toute une région s'insurge », explique le maire de Glénac. Créée en 1956, la firme de produits de beauté emploie 1 630 personnes à La Gacilly, Rieux et Ploufmeur.

## Second marché (sélection)

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place



## BOURSE DU 13 SEPTEMBRE

**Comptant** (reflection)

## SICAV (collection)

13/9

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**  
**55-91-82, poste 4330**

e : coupon détaché — o : offert — \* : droit détaché — d : demandé — ♦ : prix précédent — ★ : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Le Chili à trois mois des élections générales. 4 La Hongrie face à l'exode des Allemands de l'Est. 5 Afghanistan : poursuite des combats. 6 Afrique du Sud : la marche pour la paix au Cap. 7 Reprise des discussions franco-iraniennes.	8 La préparation de la rentrée parlementaire : un entretien avec M. Edmond Alphandéry. 9 La mort de Vincent Badie. 10 Le communiqué du conseil des ministres.	10 L'affaire du carmel d'Auschwitz. 11 La Cour de cassation saisie par le secret. 12 SPORTS : les Coupes d'Europe de football. 13 Education. 14 Défense. 15 Bientôt.	21 Art contemporain dans les châteaux d'Oron et de Rivoli. 22 Instruments électroniques au Salon de la Villetta. 23 La Fille de quinze ans, un film de Jacques Doillon. 24 COMMUNICATION : Walt Disney s'installe à Montreuil-sous-Bois.	27 La grève continue à perturber la production des automobiles Peugeot. 28 Le rapport annuel du FMI. 29 Les transactions sur les marchés des changes ont doublé en trois ans. 30-31 Marchés financiers.	Abonnements ..... 23 Cartes ..... 23 Campus ..... 12 Loto, Loterie ..... 28 Météorologie ..... 24 Mots croisés ..... 24 Radio-Télévision ..... 24	Tout sur la Bourse 3615 tapez LEMONDE  Les offres d'emploi du Monde 3615 tapez LM

## POLOGNE

## M. Rakowski promet le soutien du POUF au gouvernement

Le premier secrétaire du PC polonais (POUP), M. Mieczyslaw Rakowski, a promis, mercredi 13 septembre, le soutien de son parti au nouveau gouvernement présenté la veille à la Diète par M. Tadeusz Mazowiecki, tandis que le général Jaruzelski assurait le conseil des ministres de sa « constante coopération ».

Dans un discours télévisé, M. Rakowski, qui a toujours été considéré comme l'un des dirigeants communistes les plus réfractaires à la Solidarité, a affirmé que le POUF avait accepté d'abandonner le monopole du pouvoir « pour le bien de la patrie et en accord avec les nouvelles règles du jeu démocratiques ». Le parti « est obligé de soutenir ce gouvernement », a-t-il ajouté.

M. Rakowski, qui a succédé à la tête du parti au général Jaruzelski lorsque celui-ci a été élu à la présidence de la République, s'est, par ailleurs, prononcé pour la transformation du POUF en un nouveau parti réformateur. « Commençons à construire, a-t-il dit, un grand parti polonais de gauche, avec une base politique élargie. Un tel parti constituerait un contrepoids aux tendances conservatrices, étroites et nationalistes, teintées de passivité et d'intolérance. Le parti doit se débarrasser de la sclérose et des vestiges de doctrines et d'intrigues périmées ».

De son côté, le président de la confédération des syndicats officiels OPZZ, M. Alfred Miodowicz, a averti, au cours d'une conférence de presse, que l'OPZZ ne resterait pas indifférent aux effets négatifs du passage à l'économie de marché. « Aucun syndicat ne peut rester neutre à l'égard du chômage et de la vente de la propriété nationale », a dit M. Miodowicz, qui passe pour un tenant de l'aile dure du POUF. — (UPI, Reuters.)

## Le choix des responsables pour les chaînes publiques

M. Jean-Michel Gaillard et M<sup>me</sup> Eve Ruggieri pressentis pour A 2 et M<sup>me</sup> Dominique Alduy et M. Jean-Pierre Elkabbach pour FR 3

M. Philippe Guillaume devait reconstruire, jeudi 14 septembre au soir, M<sup>me</sup> Catherine Tasca, ministre de la communication, et le Conseil supérieur de l'audiovisuel pour les postes de ses choix pour les postes de directeurs généraux des chaînes publiques. Le président communiste d'Antenne 2 et FR 3 a déjà été reçu, mercredi, par M. Jack Lang. Les noms de ces personnalités, qui doivent encore être approuvés par les conseils d'administration des deux chaînes, pourraient être rendus publics prochainement.

Selon des sources concordantes, M. Guillaume souhaiterait placer à la tête de chacune des deux chaînes publiques un tandem composé d'un gestionnaire et d'un homme de programmes.

Pour Antenne 2, le choix semble s'être porté sur M. Jean-Michel Gaillard et sur M<sup>me</sup> Eve Ruggieri. Jeune épouse de quarante-trois ans, membre de la Cour des comptes, Jean-Michel Gaillard est un militant socialiste, ancien collaborateur du président de la République. Il a travaillé à l'Élysée comme chargé de mission pour les affaires internationales au secrétariat général de la

présidence de 1981 à 1984, puis comme conseiller technique, chargé des régions et des relations avec la presse de 1986 à mars 1989. Il a suivi aussi l'élaboration de l'Eureka audiovisuel et est coauteur avec l'historien Pierre Miquel de la série télévisée « Vive la France », diffusée sur Antenne 2 en juillet-août dernier.

Beaucoup plus connue des télé-spectateurs, Eve Ruggieri a fait la première partie de sa carrière à Radio-France, d'abord sur France-Musique puis comme assistante de Jacques Chancel à « Radioscopie ». Conseillère d'Antenne 2 pour la musique depuis octobre 1981, elle y lance l'émission « Musiques au cœur » avant d'être nommée directrice des programmes de France-Inter en juin 1988.

Pour FR 3, les choix ne semblent pas encore définitivement bouclés. On évoque le nom de M<sup>me</sup> Dominique Alduy. Proche collaboratrice de M. Robert Lion, quand il était directeur de cabinet de M. Pierre Mauroy à Matignon, M<sup>me</sup> Alduy l'a suivi en 1983 à la Caisse des dépôts où elle assure aujourd'hui la présidence de Communication Développement, filiale spécialisée dans la télévision par câble.

Mais M. Guillaume tient aussi à confier une partie des destinées de la

troisième chaîne à Jean-Pierre Elkabbach. Le directeur adjoint d'Europe 1, même s'il est fort tenté de retrouver le petit écran, n'a pas encore fait connaître sa réponse. Les discussions en cours porteraient sur la répartition des pouvoirs au sein du tandem. M. Guillaume souhaiterait en effet réserver le poste de directeur général au profil le plus gestionnaire.

P.-A. G.

● M. Michel Rocard : « J'entend respecter pleinement les attributions du conseil supérieur de l'audiovisuel ».

— M. Michel Rocard, premier ministre, a déclaré le 13 septembre à TF 1, qu'il entendait « respecter pleinement les attributions du CSA et du président qu'il a nommé en ce qui concerne la déontologie, la liberté de l'information et la gestion ». « En tant que responsable du budget de l'Etat, financier des chaînes publiques, nous avons à nous mettre d'accord sur les programmes à long terme, sur les hautes ambitions de l'audiovisuel, sur la politique vis à vis des satellites, sur le futur », a-t-il cependant précisé, tout en indiquant ne pas vouloir « porter de jugement sur les décisions du CSA et du président qu'il a désigné ».

## Sur le vif

## Non merci !

J'ai refusé. Refusé quoi ? Que voulez-vous que ce soit ? La direction d'A 2 ou de FR 3. Au choix. Il me suppliait, Guillaume, il se roula à mes pieds sur la moquette de son bureau :

— C'est vous qu'il me faut. Votre expérience est unique. Vous avez fait le pire pendant deux ans avec Jacques Martin et maintenant que vous l'avez quitté vos talents trouvent plus à s'exercer. Vous êtes l'homme, pardon, la femme de la situation. Et ça, faut absolument que j'arrive à en coller une tout en haut de mon organigramme si je veux pas avoir la mère Roudy aux fesses. J'ai bien essayé de joindre Danièle Gilbert, mais, à la prison de Grasse, ils m'ont refusé le droit de visita.

— J'aurais bien aimé te dépanner, mon pauvre chat, mais franchement c'est pas possible. Question de standing. Depuis trois semaines que t'essayes de les fourguer, tes postes, t'es pas encore réussi à en placer un seul. T'es pendu au téléphone : Je voudrais parler à M<sup>me</sup> Gildes, à M<sup>me</sup> Pivrot. — De la part de qui ? — Le super patron de l'audiovisuel. Leurs femmes bloquent l'appareil de la main :

C'est encore ce mec qui... Non, pas le marchand de tapis, le marchand de faux... Désolée, mon mari est sorti.

— Permettez ! Chaque fois que j'ai appelé Elkabbach, il était dans son bain. Là, il doit être sorti et il est pas dit qu'il veuille pas qu'on lui rase la tête dans les couloirs de FR 3. Et il y a pas que lui comme candidat, faut pas croire. Il y a un employé à votre Mini. Un certain Gaillard, il lui rédigeait ses discours avant de s'occuper de son service de presse en province. Les conseillers du président me le recommandent très vivement. La voix de la France, il l'a dans l'oreille.

— Ben, alors ?

— Alors, ça risque de faire rigoler : la tête tenue en laisse par l'Élysée... Suffit que Mimi siffle son labrador pour que Guillaume accoure ventre à terre.

— Et si c'était moi ?

— On applaudirait des deux mains. Un gusgus à la tête d'une chaîne de service public, c'est le changement dans la continuité.

CLAUDE SARRAUTE.

## La CGT et la CFDT s'inquiètent de l'avenir du magasin Printemps-Ternes à Paris

Les syndicats CGT et CFDT du Printemps (anciens Magasins réunis) du quartier des Ternes (à l'angle de l'avenue Niel, dans le dix-septième arrondissement de Paris) s'inquiètent de la fermeture éventuelle du magasin et des licenciements qui pourraient s'ensuivre. Lors de la réunion du nouveau comité central d'entreprise de la Compagnie des exploitations réunies (CER), son directeur général,

M. Robic, avait évoqué les audits et études en cours sur le devenir du magasin. Le 25 septembre, une nouvelle réunion du comité central d'entreprise devrait permettre aux partenaires sociaux d'aller plus avant.

En juillet dernier, le groupe familial, héritier du fondateur des Magasins réunis, vendait trois magasins, le Printemps-Ternes, celui de la place de la République et le Printemps de Cherbou à une société, l'Omniom commercial et financier, créée par M. Jean Barre, tandis que le groupe Printemps cédait sa participation de 20 % dans la CER et achetait l'intégralité de l'ancien Magasins réunis de Nancy. En 1983, un accord d'affiliation avait changé l'enseigne des quatre Magasins réunis en quatre Printemps ; accord également de franchise d'enseigne et d'adhésion aux centrales d'achat du grand magasin du boulevard Haussmann.

M. Jean Barre est un homme d'affaires parisien, qui s'intéresse à la fois à l'immobilier, à la rénovation urbaine, à l'hôtellerie, prêt à saisir les affaires qui se présentent. Il ne pouvait être que séduit par des emplacements comme la place de la République ou les Ternes. Persuadé des capacités de développement économique de ces emplacements, il a entrepris des audits, dont le premier a été réalisé sur le magasin des Ternes, pour en connaître les possibilités.

Pour le magasin des Ternes, ces études concluent, nous a-t-il dit, « à une situation difficile à terme pour un magasin classique à cet endroit ». « Mais, a-t-il ajouté, il serait prématuré de dire qu'aujourd'hui nous savons avec précision ce qu'il y a à faire. Nous n'avons aucune intention précise quant à l'utilisation des différents sites. Nous travaillons avec les partenaires sociaux à l'étude du devenir de ces magasins, pour assurer le développement de l'activité commerciale ».

JOSÉE DOYÈRE.

## BOURSE DE PARIS

## Matinée du 14 septembre

## Alourdissement

Dans le sillage de Wall-Street, la place parisienne se laissait gagner jeudi matin par un mouvement de baisse. L'indice instantané perdait 0,69 % en fin de matinée après avoir ouvert sur un recul de 0,51 %. Parmi les principaux replis on notait Géophysique (-3,5 %), Cols (-3,26 %) et Sagem (-3,17 %). Les hausses étaient emmenées par Primagaz (+4,6 %), Promodis (+1,7 %) et Codécel (+1,7 %).

Le numéro du « Monde » daté 14 septembre 1989 a été tiré à 521 951 exemplaires

## Les revendications salariales

## M. Pierre Joxe reçoit les principaux syndicats de policiers

M. Pierre Joxe devait recevoir, jeudi 14 septembre, les principaux syndicats de police à la veille du mouvement revendicatif « illimité » annoncé par la Fédération autonome des syndicats de police (FASP) pour la mi-septembre, si le gouvernement n'accordait pas 600 francs d'augmentation pour tous les policiers. Organisation majoritaire, la FASP devait être reçue la première, jeudi, à 9 h 30. A l'issue de cette audience, ses instances « examineront les réponses du ministre » à leurs revendications « qui détermineront l'attitude de la fédération ».

Puis, à 12 heures, le ministre de l'Intérieur avait rendez-vous avec le Syndicat des commissaires et des hauts fonctionnaires de la police nationale (majoritaire au sein de la hiérarchie policière), suivi, à 14 h 30, par le Syndicat national autonome des policiers en civil (SNAPC, majoritaire chez les inspecteurs et les enquêteurs). En revanche, l'Union des syndicats catégoriels de la police nationale (USC), qui représente un peu moins de 30 % des gardiens de la paix, sera reçue le lendemain, vendredi 15 septembre, à 17 h 30.

Il est vrai que l'USC est engagée dans une épreuve de force judiciaire avec M. Joxe et le préfet de police de Paris, M. Pierre Verbrugghe. Après la mise à la fourrière de

camions publicitaires destinés à populariser ses revendications, faute de pouvoir tenir un rassemblement interdit par la préfecture, l'USC les a en effet assignés en référé pour « séquestration arbitraire » et « voie de fait ». Le résultat de ce référé devait être connu dans la journée de jeudi. La plupart des autres syndicats de police, y compris les plus éloignés de l'USC, jugés proches de l'opposition, se sont déclarés solidaires, estimant que la décision de M. Joxe et de M. Verbrugghe était une entrave au droit syndical. La CFDT-Police estime notamment que « le droit de manifestation est constitutionnel : les policiers ne doivent pas être considérés comme des sous-citoyens ». Après la phase de négociations, poursuit la CFDT, si les mesures gouvernementales pour la fonction publique en général et la police en particulier ne sont pas jugées satisfaisantes, la CFDT-Police appellera à la mobilisation de l'ensemble des personnels par des actions intersyndicales ».

● Déficit mécanique à bord du sous-marin soviétique Echo-2. — Selon le journal de l'armée soviétique, l'Écho rouge, l'accident survenu le 26 juin dernier, au large de la Norvège, à un sous-marin soviétique de la classe Echo-2 est dû à une fuite dans le tuyauterie du système auxiliaire de refroidissement du réacteur nucléaire. La fuite a été provoquée par une microfissure de la tuyauterie résultant peut-être d'un soudage défectueux pendant la construction du bâtiment. Le sous-marin avait pu être ramorqué à son port d'attache de Mourmansk. — (AFP.)

## Dans une lettre adressée au garde des sceaux

## Les organisations syndicales des surveillants de prison menacent de « reprendre la lutte »

Une large majorité des syndicats de surveillants de prison (FO, FAP, CGT, SNAAP, SPI, SNIPP) menacent, ensemble, d'engager leurs adhérents à « reprendre la lutte » si le 25 septembre le ministère de la justice n'a pas engagé des négociations avec les représentants du personnel pour discuter de leurs revendications.

Dans une lettre ouverte adressée au garde des sceaux, M. Pierre Arpaillange, les responsables de ces organisations syndicales, qui représentent plus de 85 % des quelque quatre mille agents de surveillance, estiment que le projet de budget du ministère pour 1990 ne comporte « aucune mesure susceptible d'améliorer le sort de l'ensemble des personnels pénitentiaires et du service public ». Il demande l'ouverture immédiate de « négociations véritables » portant sur sept points : créations d'emplois, pouvoir d'achat, pensions de retraite, conditions de travail, respect de leurs droits et dignité, révision du programme de fermeture de vingt-cinq établissements, et, enfin, mise en œuvre des engagements pris lors des précédents conflits.

Afin de traduire, le « mécontentement » des personnels de surveillance et de manifester « l'unité syndicale », les représentants de ces organisations ont fait connaître mercredi 13 septembre leur refus de signer, comme il était prévu, le lendemain un comité technique paritaire central organe de décision de la politique pénitentiaire. Enfin, l'ensemble des syndicats entend organiser dans les prochains jours une consultation des surveillants pour déterminer la priorité des revendications et les modalités d'actions à envisager en cas de refus de l'administration pénitentiaire d'ouvrir des négociations.

(Publicité)

## Un nouveau métier : Conseiller de Santé

Un diplôme de portée européenne permet en un an d'accéder à une nouvelle profession : Conseiller de Santé. Une école active offre cette formation : l'IFMA - organisme agréé de formation continue. Ni médecin ni psychologue, le Conseiller de Santé applique la médecine préventive auprès de ceux ou celles qui, sans avoir de raison d'aller consulter un médecin, ont besoin de conseils pour mener une vie plus saine, suivre un meilleur régime, vaincre le stress... Cette profession est ouverte : — aux femmes d'une certaine expérience, ayant arrêté de travailler mais souhaitant recommencer pour se sentir utiles ;

— aux cadres ou employés en difficulté dans leur entreprise, n'ayant plus grande possibilité de trouver un nouvel emploi ; — aux étudiants en médecine ayant arrêté leurs études ou aux infirmières bloquées dans leur carrière. L'enseignement assuré par des médecins et thérapeutes spécialisés est essentiellement axé sur les médecines douces. Les débouchés sont multiples et immédiats. Le premier et le plus évident consiste à ouvrir un cabinet. L'IFMA aide utilement ses élèves qui souhaitent s'installer à leur compte ou qui préfèrent un statut salarié dans des secteurs en pleine expansion.

Pour tous renseignements complémentaires : IFMA (Institut Français des Médecines Alternatives) 252, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris. Tél. : 42 25 41 33. Inscriptions jusqu'au 5 Octobre 1989.

# HORS SERIE SCIENCE & VIE LES ÉMOTIONS

Joie,  
tristesse,  
angoisse,  
stress...

Que se passe-t-il au plus profond de vous sous le choc des émotions ?  
Le cerveau et les émotions, ce numéro hors série de Science & Vie fait le point sur ce que l'on sait aujourd'hui.

UN NUMÉRO HORS SÉRIE  
DE SCIENCE & VIE

MACINTOSH PLUS  
10900F HT !

1 Mo de mémoire centrale  
Lecteur de disquette 800 K

Garantie Apple 1 an  
+  
Garantie KA 1 an  
= 2 ans !

chez KA

l'informatique douce  
14, rue Magellan - 75008 Paris  
Tél. (1) 47 23 72 00 - Tx 611 869  
Ouvert du lundi au vendredi.

A B C D E F G

سكنا من الامل